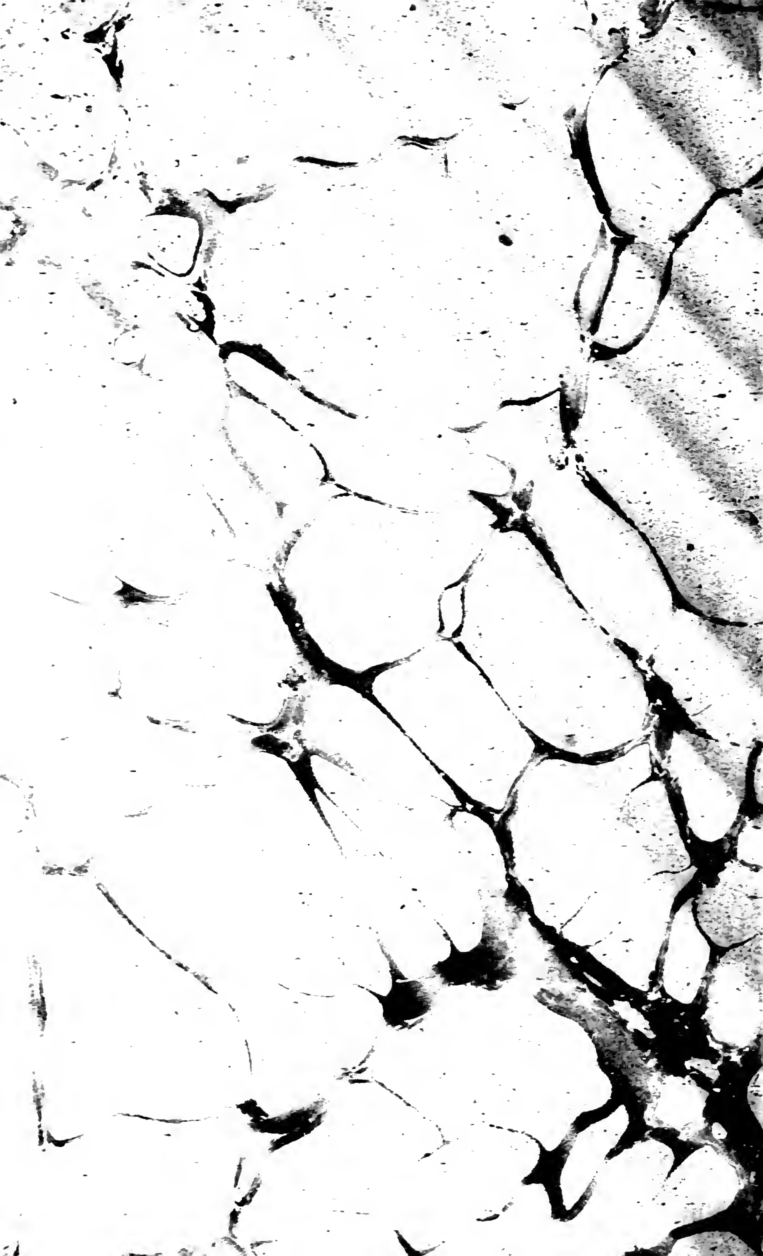
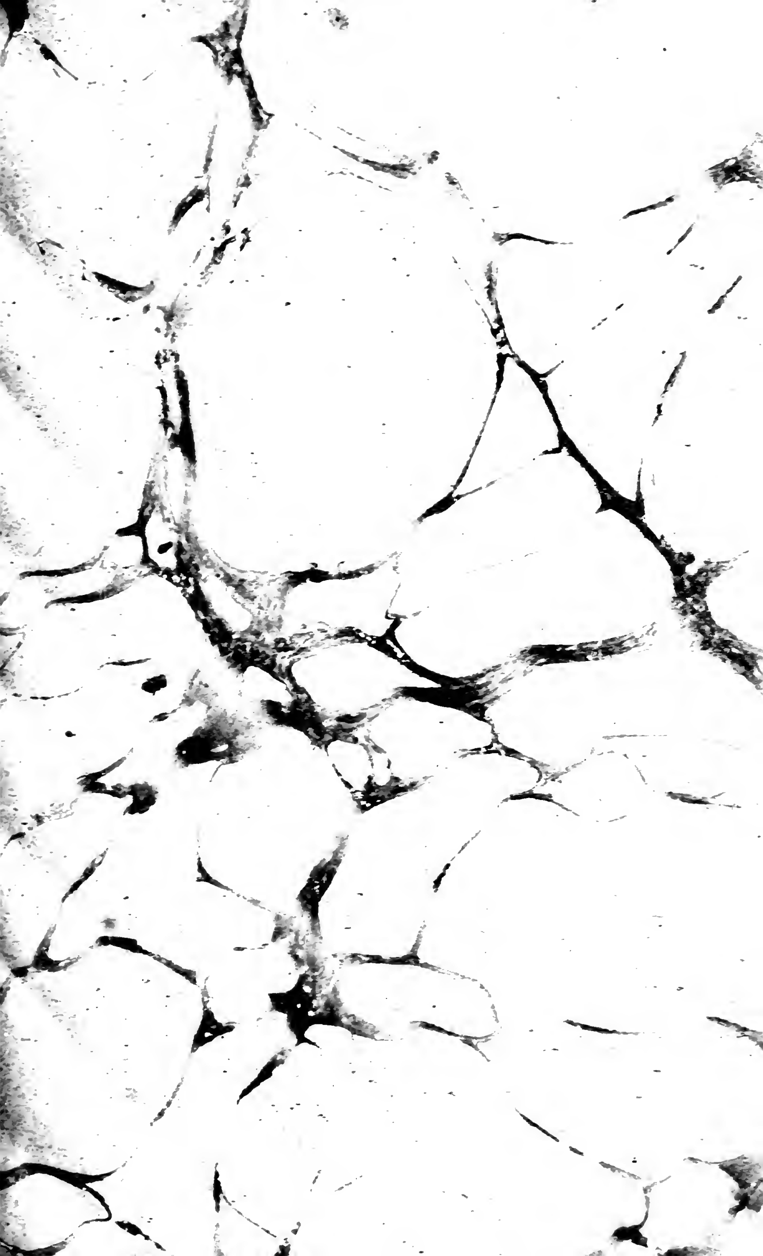






LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

III

LA RETRAITE

DE

BRUNSWICK

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

La Guerre 1870-71. Un vol. in-16, avec 28 illustrations .... **3 fr. 50**

Le Général Chanzy. Un vol. in-16 .... **3 fr. 50**

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

Paris en 1790. Traduit de l'allemand de HALEM, avec une introduction et des notes. Un vol. in-8°.... **7 fr. 50**

L'École de Mars (1794). Un volume in-16, avec une gravure en couleurs .... **3 fr. 50**

L'Alsace en 1814. Un volume in-8°......... **7 fr. 50**

Stendhal-Beyle. 2e édition. Un volume in-8°. **8 fr. »**

Études de littérature allemande. Un volume in-16 .... **3 fr. 50**

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

(Couronnées par l'Académie française et par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Gobert et grand prix Audiffred.)

I. — **La Première Invasion prussienne.**
II. — **Valmy.**
III. — **La Retraite de Brunswick.**
IV. — **Jemappes et la conquête de la Belgique.**
V. — **La Trahison de Dumouriez.**
VI. — **L'Expédition de Custine.**
VII. — **Mayence.**
VIII. — **Wissembourg.**
IX. — **Hoche.**
X. — **Valenciennes.**
XI. — **Hondschoote.**

Chaque volume formant un tout complet....... **3 fr. 50**

PARIS. TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1908.

ARTHUR CHUQUET

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

III

LA RETRAITE DE BRUNSWICK

Troisième édition



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1903

PRÉFACE

Voici le troisième volume de nos études sur l'histoire militaire de la Révolution. Il n'est pas le moins curieux. Il retrace les singulières négociations qui suivirent la canonnade de Valmy et la retraite lamentable de l'armée prussienne. Il complète le tableau que nous avons tracé, dans nos volumes précédents, de la première armée de la Révolution. Il expose la fin de cette campagne de 1792 qui devait tout terminer et qui commença tout.

CHAPITRE IER

PARIS ET CHALONS

I. Le conseil exécutif. — Grouvelle. — Monge. — Lebrun. — Clavière. — Roland. — Danton, son energie et son intelligence politique. — Ses émissaires à l'armée, Fabre d'Églantine, Billaud-Varennes, Westermann. — Sa liaison avec Dumouriez. — Il empèche le gouvernement de quitter Paris. — II. Servan. — Ses collaborateurs. — Lacuée. — Activité de Servan. — Sa passion de la résistance. — Son système de temporisation. — Le bon Fabius. — La vraie mission d'un ministre de la guerre. — III. L'Assemblée législative. — Décrets. — Longwy et Verdun. — Apothéose de Beaurepaire. — Les corps francs. — Les fusils — Enthousiasme. — Dons patriotiques. — Le camp de Paris. — Mesures tardives. — Les « tyrannicides ». — IV. La grande levée et le camp de Châlons. — Laclos. — Luckner. — Labourdonnaye. — Indiscipline des volontaires de 1792. — Ont-ils repoussé l'invasion ? — V. La Commune de Paris. — Massacres de septembre. — « Terrible prépondérance » de Danton. — Les commissaires. — L'anarchie. — Lutte des partis dans la Convention. — Dislocation du conseil exécutif. — Démission de Danton et de Servan. — La France sauvée par son armee.

I. L'affaire du 20 septembre, comme tout le monde nomma la canonnade de Valmy, avait sauvé la France. L'invasion, commencée le 11 août, s'arrêtait quarante jours plus tard, à trois lieues de Sainte-Menehould. Secondés par les lenteurs de Brunswick et par la mauvaise saison, les généraux, à la tête des troupes de ligne et des volontaires de 1791, avaient fatigué l'adversaire et le tenaient en échec dans les plaines de Champagne. La diplomatie de Dumouriez devait faire le reste; une semaine après Valmy, l'armée des alliés battait en retraite.

Mais il faut auparavant exposer le rôle de l'Assemblée et des ministres pendant cette campagne et retracer ce qui se passait à Paris, où siégeait le gouvernement, et à Châlons où s'organisaient les levées nationales.

L'Assemblée législative avait élu, après la journée du 10 août, un conseil exécutif provisoire formé des ministres. Elle donna les portefeuilles de l'intérieur, des finances et de la guerre aux trois Girondins Roland, Clavière et Servan qui, selon le mot d'Isnard, avaient emporté les regrets de la nation. Lebrun fut ministre des affaires étrangères ; Monge, de la marine; Danton, de la justice. Grouvelle, qu'une partie de l'Assemblée voulait appeler au département des affaires extérieures, était secrétaire du conseil [1].

Grouvelle, rédacteur de la *Feuille villageoise* et littérateur médiocre, voulut jouer au ministre; il intervint dans les débats du conseil et donna son avis sur toutes choses avec le ton décisif de l'ignorance.

Monge avait, disait-il, accepté le ministère de la marine à cause de la présence des Prussiens sur le sol français ; Condorcet le recommandait à l'Assemblée ; ce fut un honnête homme et un grand géomètre, mais un mauvais administrateur [2].

Lebrun, d'abord abbé, puis soldat, puis ouvrier imprimeur, enfin rédacteur du *Journal général de l'Europe* qui se publiait à Liège, était l'homme des Girondins et partagea leur fortune comme leur disgrâce. Il vint à Paris en 1791, à la tête d'une députation des patriotes liégeois ; Brissot se l'attacha; Dumouriez le nomma premier commis du ministère des relations extérieures. Il rédigeait facilement une lettre ou un rapport ; il n'avait

[1] Lebrun avait eu 109 voix, et Grouvelle, 91 ; on fit une seconde épreuve par assis et levé, et on décida, sur la proposition de Brival, que celui qui n'était pas ministre serait secrétaire du Conseil. Danton eut 222 voix et Monge 150 (sur 224 votants). Le rappel des trois Girondins, Roland, Clavière et Servan fut voté tout d'une voix.

[2] Buzot (*Mém.*, édit. Dauban, 1866, p. 73) le juge très durement « l'imbécile Monge qu'on avait pris pour un bonhomme ». Son élève et panégyriste (Jomard) dans ses *Souvenirs sur Gaspard Monge et ses rapports avec Napoléon*, 1853, p. 5, reconnaît que « l'administration lui convenait peu ».

pas l'adresse, l'activité, l'expérience des grandes affaires. D'ailleurs tous les ambassadeurs quittèrent Paris après le 10 août; Dumouriez mena les négociations en même temps que la guerre; Lebrun ne fit donc rien de très utile durant l'invasion prussienne [1].

Le Génevois Clavière possédait, de même que ses deux collègues de la Gironde, Roland et Servan, une grande faculté de labeur et de précieuses connaissances dans sa spécialité. « Voyez cette tête chauve, disait de lui Mirabeau, je ne fais rien sans la consulter. » Mais il n'avait de l'énergie que l'apparence : très ambitieux, rêvant depuis son arrivée à Paris d'habiter le ministère des contributions publiques et de réussir où son compatriote Necker avait échoué, fertile en projets, plus sagace que sensé, pointilleux, irascible, opiniâtre dans ses vues et emporté dans la discussion, faible néanmoins, manquant de caractère, incapable de manier les ressorts de la machine révolutionnaire. Toute son attention se tourna vers Genève et l'armée du midi. Chassé de sa ville natale en 1782, il voulait renverser le parti qui l'avait proscrit. Ennemi secret de Montesquiou, jaloux des aptitudes financières que ce général avait montrées à l'Assemblée constituante, il mit tout en œuvre pour obtenir sa destitution [2].

Roland, intègre et droit, parlait au lieu d'agir; il protestait sans cesse de son honnêteté; il offrait sa démission et ne la donnait pas; il ne savait qu'écrire et écrire encore; ses lettres diffuses, qui couvraient les murailles et remplissaient les journaux, ne contenaient que d'inutiles plaintes et d'impuissants regrets sur l'anarchie de la France et sur la domination jacobine.

[1] Lebrun, dit Prudhomme (*Révol. de Paris*, n° 173, 240), poursuit sa besogne assez rondement; il la connaît. d'ailleurs elle n'a jamais été si facile à conduire; son journal lui donnait plus de mal que le département des affaires étrangères. Voir sur Lebrun Dumouriez, (édit. Barrière) *Mém.*, II, 49; Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, 43; Forster, qui le vit l'année suivante, le juge « faible et timide ».

[2] Mme Roland, *Mém.*, 1827, I, 385; Dumont, *Souvenirs*, p. 1831, 399; Dumouriez, *Mém.*, I, 341-342, et Servan, Notes sur les *Mém.*, XIV; Lafayette, *Mém.*, 1837-38, III, 311; Clermont-Gallerande, *Mém.*, 1826, III, 452; Beugnot, *Mém.*, 1827, I, 255; Buzot, *Mém.*, 74

Le plus agissant de tous les ministres dont la guerre n'était pas l'attribution particulière, fut Danton. Il savait peu, n'étudiait rien et osait tout. Il s'était jeté dans la Révolution avec ardeur parce qu'il comptait y trouver la richesse et le pouvoir. Tout en lui, sa personne, son langage, ses actes, était révolutionnaire. Sa figure laide et criblée de petite vérole, sa voix tonnante et qu'on nommait *stentoriale*, ses manières brusques et impérieuses, tout ce que sa nature avait d'impétueux et de violent, lui donnait un grand ascendant sur les masses [1]. « N'ai-je pas, disait-il, reçu de la nature les formes athlétiques et l'âpre physionomie de la liberté ? » Il parlait avec chaleur, avec une force souvent rude et brutale, parfois avec emphase, mais ses discours, concis, passionnés, toujours prononcés d'abondance, lui méritent les surnoms qu'on lui donna, de Pluton de l'éloquence et de Mirabeau de la populace. Du reste, profondément corrompu, débarrassé de tout scrupule, raillant les hypocrites et avouant ses vices avec cynisme, tantôt armé d'une volonté puissante que n'effraient ni les obstacles ni les crimes, tantôt comme épuisé par l'effort qu'il vient de faire et saisi d'un besoin irrésistible de paresse et de jouissance [2], barbare et froidement sanguinaire, capable pourtant de généreuses pensées, sensible par accès et, comme dit un de ses contemporains, couvrant sa pitié sous des rugissements. L'influence qu'il exerça durant les mois d'août et de septembre sur les résolutions du conseil exécutif, fut si considérable que les Girondins

[1] Un des portraits les plus curieux et les moins connus de Danton a été tracé par Moreau de Jonnès (*Aventures de guerre au temps de la République et du Consulat*, 1858. I, p. 35). La scène se passe en 1791, au comité des Minimes, et Moreau ne connaît pas Danton. « Un personnage m'adressa la parole avec une autorité qui se montra, non seulement dans son langage, mais encore dans le silence qu'on fit pour l'écouter. C'était un homme corpulent, à large figure ayant le verbe haut et des yeux hardis et pénétrants.... Quel est, donc ce gentilhomme, dis-je en sortant au vainqueur de la Bastille qui servait de planton au Comité. — C'est l'excellent M. Danton. »

[2] Dès le mois de novembre 1792, Prudhomme le jugeait ainsi (*Rév. de Paris*, 297) : « Jamais il ne sera dictateur ou le premier des triumvirs, parce que, pour l'être, il faut de longs calculs, des combinaisons, une étude continuelle, une assiduité tenace, et Danton veut être libre en travaillant à la liberté de son pays. »

l'accusèrent d'aspirer à la dictature. Tous les témoignages, si rares qu'ils soient, confirment le jugement de Michelet : Danton tenait alors dans sa main les affaires qui intéressaient le salut de la France. Il avait, en effet, de grandes parties du politique et de l'homme d'État. Il s'initiait aisément aux affaires; il jugeait nettement les choses et savait qu'elles sont plus difficiles à combiner que les phrases; il avait la lucidité de l'esprit, la justesse des vues, la connaissance pratique des hommes, la décision prompte et vigoureuse. Quelques mois plus tard, un représentant des Pyrénées-Orientales, Cassanyes, entrant dans la salle du Comité de salut public, annonçait inopinément la prise de Bellegarde. « Qui t'a si bien informé? » lui dit Danton. — « C'est mon pays. » — « Ah ! c'est ton pays, réplique le tribun, et tu es ici ! Tes foyers sont la proie de l'ennemi, et tu n'es pas parti encore ! » Il entraîne Cassanyes. « Viens, viens, tu vas remplir tes poches d'assignats et courir nous sauver ! [1] »

C'est lui qui, le 28 août, parle au nom du conseil exécutif, en *ministre du peuple* et en *ministre révolutionnaire,* et qui déclare qu'il faut « faire rétrograder les despotes par une grande convulsion nationale, en précipitant le peuple en masse sur les ennemis ». C'est lui qui, le 2 septembre, mêlant, il est vrai, ses vues secrètes de terrorisme aux mesures de défense nationale, annonce encore, au nom des ministres du peuple libre, que tout s'émeut, que tout s'ébranle, que tout brûle de combattre, qu'on doit diriger le mouvement sublime du peuple et punir de mort quiconque refuse de servir de sa personne ou de remettre ses armes; que le tocsin qu'on va sonner, est non pas un signal d'alarme, mais la charge sur les ennemis de la patrie; qu'il faut pour vaincre, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace [2].

[1] Miot de Mélito, *Mém.*, 1858, I, 39-40 ; Meillan, *Mém.*, 1823. I, 2-3 ; Garat, *Mém. sur la Révol.*, an III, p. 189-191 ; Michelet, *Hist. de la Révol. française*, 3e édit., 1869, IV, 33 ; Fervel, *Camp. des Français dans les Pyrénées-Orientales*, 1861, I, 72 ; Taine, *Le gouvernement révolutionnaire*, 1885, p. 174-187.

[2] *Monit.* du 31 août et du 4 septembre.

Il envoyait à Londres son jeune cousin, le futur général Mergez, pour échauffer le zèle timide de Noël, émissaire de Lebrun. Mais, avant son départ, Noël avait mis « son âme et sa vie à nu devant Danton »; il le nommait son cher maître; il lui rendait compte de sa mission, de ses entrevues avec les membres de l'opposition, de ses démarches auprès du ministère anglais [1].

Il stimulait l'activité de l'administration militaire. J'ai été, disait-il fièrement en pleine Convention et sans trouver de contradicteurs, j'ai été autant l'adjudant du ministre de la guerre que le ministre de la justice; j'ai *talonné* Servan et Lacuée [2]. Il était continuellement, raconte Mme Roland, dans les bureaux. Mais n'y venait-il seulement que pour « faire placer aux armées des gens de son bord, pour donner à ses amis une part dans les fournitures et les marchés, pour augmenter son crédit et se former une faction? [3] » Il pria Servan de nommer colonel du régiment de Chamborant l'intrépide Frégeville [4]. Lorsqu'il apprit le dissentiment de Dumouriez et de Kellermann qui se disputaient le commandement des armées et avaient chacun un plan d'opérations différent, il se prononça nettement pour Dumouriez. Il déclara qu'on devait laisser au plus habile la direction de la guerre. Il mit fin à la mésintelligence des généraux en dépêchant au camp de Sainte-Menehould son intime confident, Fabre d'Eglantine, l'auteur de *Philinte.* Danton l'avait choisi comme secrétaire du sceau et venait de le faire nommer à la Convention par les électeurs de Paris [5]. Fabre flatta Kellermann, caressa son amour-

[1] Robinet, *Le procès des dantonistes*, 1879, p. 290-292 (lettres de Noel). Mergez était né le 4 novembre 1772 à Arcis-sur-Aube (voir son acte de baptême dans Vatel, *Charlotte de Corday et les Girondins*, 1872, p. 809; il commandait à Libourne en 1793 et ce fut lui qui arrêta Salles et Guadet à Saint-Emilion.

[2] Réponse à Cambon, 10 octobre (*Monit.* du 11), et au tribunal révolutionnaire (notes de Topino Lebrun, prises au procès de Danton et publiées par Chardoillet, 1875, p. 21).

[3] Mme Roland, *Mém.*, II, 29.

[4] Servan à Dumouriez, 21 septembre (arch. guerre).

[5] La mission de Fabre est attestée par Danton (bulletin du trib. révol. et notes de Topino-Lebrun). Elle eut lieu à la fin de septembre; de 24 de ce mois, Fabre parle à la Convention (*Monit.* du 25); le 28,

propre et lui promit le bâton de maréchal à la fin de la campagne. De son côté, Kellermann rechercha l'amitié de Fabre d'Eglantine. Un frère du conventionnel, Fabre-Fonds, servait dans l'armée du Centre, et le rapport de Kellermann sur la canonnade de Valmy avait loué son courage. Le général aida Fabre-Fonds à lever un corps franc [1]; il lui fit remettre une somme de dix mille livres en assignats et s'engagea à lui donner, après la guerre, si ce corps franc était licencié, le commandement de sa légion. Il entretint une correspondance active avec Fabre d'Eglantine. L'aide de camp Lajolais [2] tenait l'ami de Danton au courant des opérations militaires. Dans des lettres confidentielles, Kellermann rappelait à Fabre le maréchalat promis et le priait d'user de son influence pour envoyer à son armée les objets nécessaires et à lui-même, outre le bâton, des chevaux et une bonne voiture légère de l'ancienne maison du roi [3].

Danton connaissait déjà Dumouriez qui l'avait « tâté » pour le ministère, lorsqu'il dirigeait les affaires exté-

il a quitté Paris, car, ce jour-là, au comité de la guerre, dont il est membre, il « est seul absent, sur quoi un membre a observé que le citoyen Fabre d'Eglantine était indisposé et ne pouvait se rendre » (Arch. nat., Comité de la guerre, AF. II, 22). Mais le 28, Fabre n'était pas encore arrivé au camp de Sainte-Menehould; sans quoi, Dumouriez n'eût pas écrit à Danton la lettre du 28 septembre qu'on trouvera plus loin.

[1] Ce corps franc se composait de 1,050 hommes à la fin de 1792 et avait le titre d'*éclaireurs;* il était en garnison à Nancy lorsqu'un décret du 28 février 1793 (*Monit.* du 2 mars) lui prescrivit de prendre rang dans les hussards et de former le 9e régiment. « Fabre-Fonds, écrivait Fabre d'Eglantine à Gorsas (*Courrier des quatre-vingt-trois départements*, 27 septembre, p. 89) est mon frère unique; j'ajoute que c'est moi qui, connaissant bien ce frère, l'ai appelé et envoyé, par ordre du ministère de la guerre, au général Kellermann, et je vois avec plaisir que mes espérances en ce frère ne sont pas trompées. »

[2] C'était un compatriote de Kellermann; il était né en 1761 à Wissembourg où son père était lieutenant du roi; comp. sur le rôle odieux qu'il joua plus tard *Les derniers jours du consulat*, manuscrit inédit de Fauriel, p. p. Lalanne, 1886, p. 150. Dumouriez l'estimait peu, et, à son propos, disait de Kellermann à Servan: « Méfiez-vous des gens qui ne savent pas bien le français, parce qu'ils sont livrés à leurs aides de camp » (28 septembre).

[3] Lettre de Kellermann à Fabre, 21 octobre (Robinet, *Le procès des dantonistes*, p. 530-533).

rieures. Ces deux hommes avaient quelques ressemblances de nature : l'audace, le scepticisme, l'immoralité. Danton s'était défié du général dans les derniers jours du mois d'août. Il avait chargé Westermann, puis Billaud-Varennes de le *surveiller*[1]. Il fut rassuré par le rapport de ses deux agents. « Dumouriez, lui écrivait Westermann, réunit tout pour mériter la confiance de la nation. Qu'elle lui donne carte blanche, et pour la première fois, elle n'aura pas lieu à se repentir de s'être livrée entièrement à un général d'armée; s'il avait le malheur de la trahir, je jure que je serais moi-même son assassin[2]. » Quant à Billaud-Varennes, il fit, à son retour, l'éloge de Dumouriez. « Il vous portera ma lettre, mandait le général à Servan le 18 septembre, il ne m'a quitté ni jour ni nuit, il a tout vu, il rendra compte de tout au pouvoir exécutif, à l'Assemblée, à la nation entière[3]. » Dumouriez, qui se liait sans scrupules avec tous les partis, avait conquis le sombre et bilieux Jacobin ; Billaud-Varennes se disait son ami pour la vie, et, dès le 20 septembre, lui envoyait un émissaire, le citoyen Laribeau : « Ce sera pour vous un homme de confiance; c'est un ami que je donne à un ami.... Je vous demande une grâce, celle de m'écrire dans les circonstances décisives pour me mettre en mesure d'agir[4]. »

Le ministre de la justice soutint Dumouriez dans le conseil. Lorsque le général demanda les instructions du

[1] Notes de Topino-Lebrun, 21.

[2] Lettres de Westermann, 31 août (*Journal des Jacobins*, corresp., 10 septembre), et 10 septembre (*Révol. de Paris*, XII, 491).

[3] Dumouriez à Servan, 18 septembre (arch. guerre).

[4] Lecointre, *Crimes des sept membres des anciens comités*, p. 243-244. Ce Laribeau est cité dans la séance du 29 août de la Commune de Paris, comme médecin et demeurant rue Sainte-Anne ; il doit donner un certificat aux prêtres infirmes. Nous le retrouvons plus tard lieutenant-colonel à l'armée du Nord pendant la campagne de Belgique. Il profita de la mission que lui avait donnée Billaud-Varennes pour signaler quelques abus qui s'étaient glissés dans l'administration des hôpitaux, et son rapport, appuyé devant la Convention par Prieur de la Marne, provoqua le décret du 11 novembre 1792 qui enjoignit aux municipalités de fournir aux hôpitaux ambulants autant de matelas qu'il y aurait de blessés, et aux ministres d'établir à la suite des armées des chariots suspendus et couverts (*Monit.* du 13 novembre).

gouvernement, après ses pourparlers avec Manstein, Danton approuva sa conduite et déclara qu'il fallait négocier avec le roi de Prusse pour le détacher de la coalition [1]. Il fit envoyer au camp de Sainte-Menehould Benoît et Westermann [2]. Il correspondait avec Dumouriez qui, pour être plus sûr de son appui, le priait de garder le pouvoir et de renoncer à son mandat de député : « Mon cher Danton, j'ai une peur terrible que vous ne quittiez le ministère; j'en serais désolé, car j'y ai besoin de votre tête. Portez votre caractère fort dans le conseil; vous y êtes plus utile qu'à la Convention nationale, et elle ne vous perdra pas, puisque vous pouvez lui donner des conseils et de l'énergie comme ministre [3]. »

Aussi, lorsque Dumouriez revint à Paris après la campagne, il eut de fréquents entretiens avec Danton. On vit l'homme de guerre et le tribun s'entretenir familièrement à l'Opéra. Danton présidait le club des Jacobins, lorsque Dumouriez se présenta, le 14 octobre, à la société et il félicita le général d'avoir sauvé la France en tenant bon à Sainte-Menehould et « en conservant cette station qui ruina l'ennemi [4] ».

Dumouriez essaya même de réconcilier les modérés avec Danton. Il avait regagné par ses succès militaires

[1] Tous les historiens ont admis cette tradition recueillie par l'auteur des *Mém. d'un homme d'Etat*, I, 515.

[2] On sait que Westermann fut. plus tard, l'homme d'épée des dantonistes. « Si les Girondins, dit Dumouriez (*Mém.*, I, 340), avaient voulu quitter Paris, le général aurait travaillé auprès de Danton par *son agent* Westermann. » Danton dut influer également sur le choix de Benoît, car Noel lui écrit de Londres à deux reprises : « M'envoyez-vous Benoit? » « Pourquoi ne m'avez-vous pas envoyé Benoit ? » (Robinet, *Le procès des dantonistes*, 290-292). Danton jugea que Benoît serait plus utile au camp prussien qu'en Angleterre.

[3] Lettre du 28 septembre (Biblioth. nation., collection Deslys, p. 122, et arch. nat., papiers de Dumouriez); voir aussi le *Curieux* de mai 1886, nº 29, p. 66-67.

[4] Dumouriez, *Mém.*, I, 340 : « d'après ce que lui a dit Danton »; *Journal des Jacobins* du 16 octobre et *Monit.* du 17 ; Mme Roland, *Mém.*, I, 401-402 ; Desmoulins, *Hist. des Brissotins*. 35 ; discours de Guadet (*Monit.* du 15 avril 1793) : « Dans tous les spectacles de Paris, qui était sans cesse à ses côtés ? Danton... Danton, Fabre, Santerre formaient la cour du général. »

la faveur des Girondins. Il écrivait régulièrement pendant la campagne à son intime ami Gensonné et, dès le 6 octobre, il lui recommandait de se mettre en garde contre le parti de la Montagne[1]. Il estimait sincèrement Vergniaud[2]. Il voulait attacher à son état-major un frère de Guadet[3]. Il conseilla donc aux Girondins de ménager Danton et de s'allier à lui; c'était le seul homme qui pût les soutenir, et son appui leur assurait la vie de Louis XVI et la défaite des Montagnards; mais, dit Dumouriez, les Girondins achevèrent d'aliéner Danton et le poussèrent à bout[4].

Le général fait dans ses *mémoires* un portrait de Danton qu'il représente aussi hideux au moral qu'au physique; mais il ajoute que Danton avait beaucoup d'esprit naturel et un caractère très énergique. « Lui seul, dans le plus grand danger des Prussiens, n'avait point perdu courage, n'avait point partagé la consternation publique, s'était opposé à ce qu'on transférât la Convention et le roi de l'autre côté de la Loire, et avait forcé l'Assemblée et les ministres à déployer toutes les ressources nationales[5]. » Les Girondins eurent, en effet, le dessein de quitter Paris et de transférer le gouvernement en province. Déjà avant le 10 août, Barbaroux, Servan, Roland, examinant la carte de France, se disaient qu'on pourrait abandonner le nord à la royauté triomphante, demander au Limousin, à l'Auvergne, à la Provence un asile contre le despotisme et fonder la République du midi. Mme Roland traçait à l'avance la ligne de démarcation; Servan étudiait les positions défensives; Barbaroux proposait de se retirer successivement dans les

[1] Meillan, *Mém.*, 1823, p. 31; témoignage très important: « J'ai vu sa correspondance avec Gensonné. Elle s'arrête au 17 décembre. Elle respire partout un patriotisme ardent, raisonné, clairvoyant, une égale haine du despotisme et de l'anarchie, la crainte des malheurs qui depuis ont affligé la France et le désir de les prévenir. Prenez garde, dit-il dans sa lettre du 6 octobre, à ce parti qui se forme dans la Convention! »

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 340.

[3] Guadet à Robespierre (*Monit.* du 15 avril 1793).

[4] Dumouriez, *Mém.*, I, 335; Bailleul, II, 183; Durand de Maillane, *Mém.*, 297; Paganel, *Essai hist. et crit. sur la Révol.*, II, 339.

[5] *Mém.*, I, 336 et 340.

montagnes du Velay, dans les Cévennes et jusque dans la Corse où l'on n'avait pas encore naturalisé la tyrannie [1].

L'approche des Prussiens, leurs succès en Lorraine, leur marche dans le Clermontois, leur dessein hautement annoncé de pousser droit à Paris épouvantèrent les Girondins. Roland et ses collègues se réunirent au ministère des affaires étrangères. La conférence eut lieu au bout du jardin. On avait admis Duhem, Pétion, Fabre d'Eglantine et Kersaint qui revenait de Sedan. Roland, pâle, abattu, la tête appuyée contre un arbre, disait qu'il fallait partir. « Où comptez-vous aller ? » demanda Danton. — « A Tours ou à Blois, » répondit Roland, et nous emmènerons avec nous le trésor et le roi ». Clavière et Kersaint appuyèrent la proposition. « Dans quinze jours, s'écria Kersaint, Brunswick sera à Paris aussi certainement que le coin entre dans la bûche quand on frappe dessus. » Mais Danton s'opposa de toutes ses forces à ce départ ; il soutint que le gouvernement devait demeurer dans la capitale. « J'ai fait venir, dit-il, ma mère qui a soixante-dix ans ; j'ai fait venir mes deux enfants ; ils sont arrivés hier. Avant que les Prussiens entrent dans Paris, je veux que ma famille périsse avec moi ; je veux que vingt mille flambeaux, en un instant, fassent de Paris un monceau de cendres. Roland, garde-toi de parler de fuite, crains que le peuple ne t'écoute ! [2] »

[1] Barbaroux, *Mém*., édit. Dauban, 337-338 ; Mme Roland, *Mém.*, I, 408 ; Durand de Maillane, *Mém.*, édit. Lescure, 300.

[2] Fabre d'Eglantine, discours du 5 novembre 1792 (*Journal des Jacobins* du 9 novembre et du 1er mai 1793 ; discours de Robespierre (3 avril 1793, *Monit.* du 6 ; 10 avril, *Monit.* du 12) ; *Tableau hist.*, I, 362 : « le ministre de la guerre songeait à donner au gouvernement les moyens de gagner sûrement la rive de la Loire » ; *Lettres* de Mme Roland à Bancal, 2 septembre, p. 345-346 : « Peu de jours encore jetteront de grandes lumières sur le sort de la capitale d'où la sagesse voudrait peut-être qu'on sortît le gouvernement » ; *Lettre* de Roland à l'Assemblée (3 septembre, *Moniteur* du 5) : « Le peuple sait que le midi, plein de feu, d'énergie et de courage, était prêt à se séparer pour assurer son indépendance lorsque la révolution du 10 août nous a valu une Convention qui doit tout rallier ; il aperçoit que les sages et les timides se réuniraient aisément pour établir cette Convention ailleurs » ; Dumouriez, *Coup d'œil polit. sur l'avenir de la France*, 1795, p. 10 : « La nation est consternée, l'assemblée de ses représentants est prête à abandonner la capitale. »

Le même projet fut, à ce qu'il semble, agité une seconde fois quelques jours plus tard. C'était après la prise de la Croix-aux-Bois. La commission des Vingt et Un ne cachait pas ses alarmes. Les députés, élus à la Convention, ne se rendaient à leur poste qu' « avec le sentiment du péril qu'il faudrait braver »[1]. Brissot et d'autres, rencontrant Mathieu Dumas, l'invitèrent à se rendre avec eux au comité militaire. On envoya chercher au dépôt de la guerre des cartes détaillées du cours de l'Aisne. L'affaire, dit Dumas, est décisive; Dumouriez se voit coupé de Paris ; en deux manœuvres les Prussiens le rejetteront dans le Barrois ; en quatre marches, ils arriveront aux portes de la capitale. Il fallait donc « abandonner Paris, passer la Loire, emmener le roi et faire une campagne d'hiver »[2]. Heureusement, les lettres de Dumouriez furent rassurantes.

Ces délibérations furent révélées dans une des premières séances de la Convention. « Il y eut un moment, déclara Danton le 29 septembre, où la confiance fut tellement abattue qu'il n'y avait plus de ministres et que Roland eut l'idée de sortir de Paris. » Pas un membre ne se lève pour lui donner un démenti. « *J'en ai été témoin* », s'écrie Duhem. Le Girondin Louvet se contente de répondre que Roland avait perdu quelque confiance, mais qu'il possédait encore tout son courage. Le ministre de l'intérieur tenta le lendemain de se justifier ; il écrivit à la Convention qu'aucun de ses collègues n'avait proposé de quitter Paris, mais, ajoutait-il, « nous avons traité la question de savoir si, dans le cas de l'approche de l'ennemi, il y aurait des mesures relatives au salut de l'empire, et si la sortie de l'Assemblée, du trésor national, du pouvoir exécutif et du roi même qui appartenait à toute la France, serait dans le nombre de ces mesures »[3].

Cette explication embarrassée montre que Roland et ses amis voulaient abandonner Paris lorsque l'ennemi n'était encore ni à Châlons ni à Reims. Mais ce départ

[1] Durand de Maillane, *Mém.*, édit. Lescure, p. 294.
[2] Mallet du Pan, *Mém.*, II, 488-489 (récit de Dumas).
[3] *Monit.* du 30 septembre et du 1er octobre.

eût passé pour une désertion ; il aurait consterné le pays, paralysé la résistance, rompu les plans de Dumouriez, encouragé les envahisseurs. L'Assemblée n'avait-elle pas juré, dans sa séance du 26 août, de ne point quitter son poste avant le 20 septembre ? Tous ses membres, levant la main et répétant le serment par acclamation, n'avaient-ils pas promis de rester à Paris jusqu'au jour où la Convention tiendrait sa première séance ? Le procès-verbal de cette résolution n'avait-il pas été imprimé, publié, affiché, envoyé par des courriers extraordinaires à tous les départements et à toutes les assemblées électorales [1] ?

Danton, mû à la fois par le patriotisme et par son propre intérêt, combattit le projet de départ. Il était plus fort que les Girondins sur le pavé de Paris ; il comprenait que le pouvoir exécutif donnerait à la France un fatal exemple, s'il fuyait devant l'invasion. « Il empêcha la translation, disait plus tard le vainqueur de Jemmapes, en la peignant comme une lâcheté, et il rendit des services aussi importants à Paris, que Dumouriez en Champagne [2]. »

Mais faut-il croire avec le général et comme l'ont répété les Jacobins, par haine de la Gironde, que Danton seul déclara dans le conseil qu'abandonner la capitale, c'était quitter la partie? Des Girondins comme Pétion, Vergniaud, Condorcet, partagent avec Danton l'honneur de n'avoir pas désespéré. Pétion, avoue un des plus ardents Jacobins, fut courageux et calme, et s'indigna du projet de fuite [3]. Vergniaud nous dit lui-même que, dans la commission des Vingt-et-Un, il s'éleva contre la proposition de Roland avec la plus grande énergie ; c'est à Paris, s'écriait-il, qu'il faut assurer le triomphe de la liberté ou périr avec elle, et l'Assemblée législative ne peut sortir de Paris que comme Thémistocle sortit d'Athènes, c'est-à-dire avec tous les citoyens, en ne laissant à l'envahisseur que des cendres et des décombres [4] ! Con-

[1] *Monit.* du 28 août.
[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 336 et 340.
[3] Discours de Fabre aux Jacobins, 1er mai 1793.
[4] Vergniaud à la Convention, 10 avril 1793 (*Monit.* du 13) ; « la proposition fut repoussée par la commission d'une voix unanime ».

dorcet inséra dans sa *Chronique de Paris* un appel d'Anacharsis Cloots à ses concitoyens : « Français, ne songeons pas à nous réfugier dans les montagnes méridionales. Le quartier général de la nation est à Paris, et ceux qui vous conseilleront de rétrograder sont des ignorants ou des fourbes. Paris est la ville des Français ; la conquête du chef-lieu désorganiserait complètement le corps politique. Il importe donc aux aristocrates de s'en emparer, et aux démocrates d'y accourir en foule pour le défendre [1]. » Peu de jours après, Condorcet faisait un appel semblable aux habitants de la capitale : « Il importe que tous les citoyens qu'elle renferme montrent à tout l'empire la ferme résolution où ils sont de défendre la liberté sur le théâtre qui en a été le berceau. Paris doit se regarder aujourd'hui comme frontière par rapport au reste de la France, et le camp doit être continué avec célérité sous le double point de vue de lui servir de rempart pour sa propre défense et d'ouvrir, en cas d'échec, un asile à nos armées qui se replieraient sous ses murs [2]. »

II. Telle fut la part que prit Danton à la défense nationale. Il a été, pendant l'invasion prussienne, le véritable président du conseil. Mais il ne faut pas l'exalter aux dépens de son collègue Servan. Le ministre de la guerre n'eut, durant son administration, du 20 août au 3 octobre, qu'une seule pensée, un seul souci : repousser l'agression étrangère. « Quand l'ennemi était aux portes de Paris, s'écriait Danton le 10 mars 1793, j'ai dit à ceux qui gouvernaient alors : « Vos discussions sont misérables, je ne connais que l'ennemi, battons l'ennemi [3]. » Ces paroles seraient plus justement placées dans la bouche de Servan.

Joseph Servan de Gerbay, né à Romans, le 12 février 1741, était frère du célèbre avocat-général de Grenoble, l'ami des encyclopédistes et l'émule de Beccaria. Il s'était engagé au régiment de Guyenne en 1760. Il fit la cam-

[1] *Chronique de Paris*, 9 septembre.
[2] *Chronique de Paris*, 19 septembre.
[3] Discours du 10 mars 1793, *Monit.* du 13.

pagne de Corse et devint successivement capitaine (1770), major au régiment des grenadiers royaux de l'Ile-de-France (1779), major du fort Saint-Jean à Marseille (1790) et sous-gouverneur des pages. Il avait écrit un livre plein de vues originales, *le Soldat citoyen* [1]. Il voulait donner à l'armée près de deux millions d'arpents de terres incultes qu'elle aurait défrichés pendant la paix. Il proposait une nouvelle constitution militaire : trente provinces ou généralités de population égale, fourniraient chacune 9,405 hommes ; les enfants trouvés et les orphelins seraient voués au métier des armes ; le service serait obligatoire pour tous, de dix-huit ans à quarante ans, lorsque le territoire serait envahi ; en temps ordinaire, chaque citoyen servirait huit années, soit personnellement, soit par un remplaçant ou *avoué*.

Auteur d'un ouvrage que le public avait apprécié, destitué par le ministre de la maison du roi, M. de Saint-Priest, de sa charge de sous-gouverneur des pages, ami de Roland qui l'avait connu pendant un séjour à Lyon, Servan reçut de la Gironde le portefeuille de la guerre, abandonné par de Grave. Il était alors colonel du 104e régiment d'infanterie et comptait trente-deux ans de services [2]. Il fut nommé maréchal de camp (8 mai), se signala par une vive opposition à Dumouriez et proposa, sans avertir le conseil, la formation d'un camp de 20,000 hommes au nord de la capitale. Renvoyé du ministère à la suite de cette motion et pourvu d'un commandement, d'abord à l'armée de la Sarre (13 juin), puis au camp de Soissons (2 août), enfin à l'armée des Alpes, Servan se trouvait à Lyon, lorsque Dampmartin, sur le point d'émigrer, le rencontra sur les quais de la Saône. Servan prédit à Dampmartin le renversement de la monarchie et, prenant le ton d'un homme qui donnait naguère

[1] *Le Soldat citoyen* ou vues patriotiques sur la manière la plus avantageuse de pourvoir à la défense du royaume (1780), voir surtout p. 39, 55, 60, 66-67, 74-75. Max Lehmann a très bien apprécié cet ouvrage dans le premier volume de son *Scharnhorst* (1886, p. 60-62).

[2] Notes de Servan aux *Mém.* de Dumouriez, p. 21. Il avait été nommé lieutenant-colonel du 61e régiment le 6 novembre 1791, et colonel le 7 mars 1792. Cp. Iung, *Dubois-Crancé*, I. 252, note.

des audiences, blâma durement l'émigration : « Quel officier aurait, avant la Révolution, abandonné le champ d'honneur au début d'une guerre ? Voudrez-vous vous cacher dans Paris ou vous enterrer au fond d'un département ? On saura vous atteindre. Vous souillerez-vous du sacrilège de grossir les hordes que la tyrannie arme contre la liberté ? Vous n'aurez, hors de France, que déboires et humiliations ; c'est tôt ou tard le sort de l'enfant qui déchire le sein de sa mère [1]. »

En prenant congé de Dampmartin, Servan avait assuré qu'il rentrerait bientôt au ministère. Il revint aux affaires après le 10 août. C'était un fort honnête homme, passionnément épris, disait-on, de Mme Roland, austère d'ailleurs, se piquant de philosophie et de sensibilité, très dévoué à ses amis de la Gironde, obstinément fidèle aux principes de la Révolution, animé d'un patriotisme ardent. Mais sa mauvaise santé l'avait rendu morose et sombre; tous ses contemporains le regardent comme « atrabilaire ». Défiant, rebuté par les difficultés, se désespérant au moindre obstacle, il n'avait pas, de même que Clavière et Roland, assez de sang-froid et de force de caractère pour dominer la situation et tenir tête en même temps aux ennemis du dehors et à ceux du dedans. Néanmoins, actif, vigilant, infatigable, travaillant jour et nuit, il avait accepté la tâche que lui confiait l'Assemblée [2].

Il appela autour de lui des officiers d'un grand mérite dont il prit les avis. Ce furent Laclos, Grimoard, Mathieu Dumas, Meunier, le futur défenseur de Mayence, à la fois officier du génie et membre de l'Académie des sciences, Vieusseux, gendre de Clavière, enfin Lacuée qui devait être l'un des meilleurs instruments de Napoléon [3].

[1] Dampmartin, *Mém.*, p. 260-261.

[2] Mme Roland, *Mém.*, I, 385 et 405; Dumouriez, *Mém.*, I, 339; Dumont, *Souvenirs*, 395; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 154-155; Buzot, *Mém.*, 74 : « un militaire sage, éclairé, actif, bon patriote, honnête homme »; Corr. de Mallet du Pan, 1884, I, 257; *Tableau histor.*, I, 358.

[3] Dumouriez, *Mém.*, I, 339. Cp. sur Laclos la suite de ce chapitre; sur Grimoard, *Valmy*, p. 4; sur Mathieu Dumas ses *Souvenirs*, II

Le plus précieux collaborateur de Servan et le plus rapproché de sa personne fut Lacuée. Capitaine en 1785 au régiment de Dauphin-Infanterie (29e), et auteur d'un *Guide de l'officier en campagne*, Lacuée était uni à Servan par les liens d'une longue camaraderie et d'une étroite amitié. Il avait, comme lui, publié dans l'*Encyclopédie* plusieurs articles sur l'art de la guerre, et un *Projet de constitution pour l'armée des Français* qui parut en 1789, était leur œuvre commune. Durant l'Assemblée Constituante, Lacuée, appelé à Versailles comme membre externe du comité militaire, logea chez Servan alors sous-gouverneur des pages. Les deux amis se retrouvèrent sur les bancs de la Législative, Servan comme ministre, Lacuée comme député du Lot-et-Garonne et président de l'Assemblée (29 avril — 13 mai 1792). Lacuée traitait surtout les questions relatives à l'organisation de l'armée ; il était le principal membre du comité militaire et le rapporteur de toutes ses décisions ; on a souvent cité le dilemme dans lequel il enfermait Dumouriez « ou il connaissait la situation de l'armée, et c'est un traître ; ou il l'ignorait, et il est incapable ». Membre de l'Académie de Metz et plus tard de l'Académie française, il avait une instruction profonde, mais une mince expérience de la guerre. Comme Servan, comme Berthier, il fut plus administrateur que général. Le grand capitaine qu'il préférait et auquel il souhaitait de ressembler, était Catinat, non point parce que cet avocat devenu maréchal de France avait remporté les victoires de Staffarde et de la Marsaille, mais parce qu'il n'avait jamais fait une seule action contraire à son devoir. Durant la période révolutionnaire Lacuée fut un de ces obscurs et laborieux serviteurs de la France qui se vouaient tout entiers à une

475 : « je continuai de prendre une part très active aux travaux du comité de la guerre. Mes conseils, mon zèle sincère dans tout ce qui pouvait tendre à la défense du territoire, à l'accroissement et à l'organisation des forces nationales, me concilièrent l'estime ». Vieusseux, lieutenant-colonel employé à la formation des bataillons de nouvelle levée (état de situation de l'armée du Rhin, 20 août), puis adjudant-général et maréchal-de-camp (1er septembre), fut mandé le 11 septembre à Paris et n'arriva qu'après Valmy (lettre de Vieusseux à Biron, datée de Delémont, du 19 septembre).

seule cause, la seule bonne, celle de l'intégrité du territoire. Nous étions placés, disait-il à Victor Cousin, entre l'épée de l'étranger et l'échafaud des clubs. Lacuée ne vit que l'épée de l'étranger [1].

Servan n'arriva que le 20 août à Paris. Lacuée le suppléa durant dix jours, sous le nom de Clavière chargé de l'intérim, et c'est alors que Miot le vit paré du ruban tricolore, établi dans le cabinet du ministre [2]. Mais Lacuée resta près de Servan, et personne n'ignorait que tous deux pourvoyaient de concert aux nécessités de la France envahie. On les nommait ensemble; on ne les séparait pas l'un de l'autre ; « je talonnai Servan et Lacuée », disait Danton devant le tribunal révolutionnaire; « mes compliments à Lacuée », écrivait Labourdonnaye, dans une dépêche à Servan. Lorsque ce dernier donna sa démission, quelques conventionnels offrirent sa succession à Lacuée. « Servan ne me désavouera pas, s'écria Vergniaud, depuis le 10 août Lacuée a fait presque tout le travail de la guerre et il a servi très utilement la chose publique. » Servan voulut même, à la fin du mois d'août, envoyer Lacuée au quartier-général de Dumouriez; l'*alter ego* du ministre aurait suivi de près les opérations militaires et donné son avis sur le meilleur plan de défensive. Mais Lacuée était député ; s'il se rendait à l'armée, comme représentant du ministre, il se chargeait de la responsabilité des événements; l'Assemblée législative décida qu'il resterait à Paris [3].

Aidé des conseils de Lacuée et, comme il disait, de quelques amis instruits [4], Servan fit les levées de volontaires et accrut les moyens de défense. Dans la place qu'on m'a confiée, écrivait-il le 25 septembre à la Convention, il ne suffit pas de méditer pour correspondre

[1] D'Aldéguier, *Eloge historique de Lacuée*, 1845, p. 18; De La Madelaine, *Not. nécrol. sur Lacuée*, 1841, p. 13 ; du Coetlosquet, *Eloge du comte de Cessac* (Mém. de l'Académie de Metz, XXIII, 1841-42, p. 183) ; Cousin, discours du 18 juin 1841.

[2] Miot de Mélito, *Mém.*, I, 31.

[3] Notes de Topino Lebrun, p. 21 ; lettre de Labourdonnaye, 18 septembre ; séance du 3 octobre, *Monit.* du 4 (discours de Vergniaud) ; séance du 28 août, *Monit.* du 30 (discours de Guyton de Morveau).

[4] Servan à Dumouriez, 1er septembre (arch. guerre).

avec les armées ; il faut s'occuper à les alimenter, les augmenter et suivre leurs mouvements ; il faut être dans une action continuelle [1]. « Tous les chemins, rapporte un contemporain, se couvrirent de voitures qui conduisaient partout des munitions de guerre et de bouche, des effets de campement, des fournitures d'hôpitaux et des approvisionnements de tout genre ; des soins aussi multipliés allégeaient infiniment aux généraux les embarras du commandement [2]. »

Il eut parfois des idées aventureuses. Un jour qu'il ne pouvait donner de la poudre à Dumouriez, il lui conseillait de joindre les Prussiens et de leur livrer bataille. « Combattons corps à corps, serrons nos ennemis la baïonnette au bout du canon ; nous économiserons la poudre. » Une autre fois il lui proposait d'attaquer les Prussiens pendant la nuit à l'arme blanche et même avec des piques, afin de rendre leurs manœuvres et leurs feux inutiles ; les nôtres, ajoutait Servan, n'ont pas besoin d'être vus pour être braves [3].

Il eut tort, après le 20 septembre, d'approuver le plan de Kellermann et de rejeter celui de Dumouriez. Si ce dernier eût écouté Servan, il se serait retiré derrière la Marne ; mais il n'eut garde de suivre le timide conseil du ministre, il resta audacieusement en face des Prussiens et attendit leur retraite. « J'espère, lui écrivait-il le 2 octobre sur un ton de juste reproche, que dorénavant vous prendrez confiance en moi et que vous ne laisserez pas détruire cette confiance par d'autres correspondances qui ne pourraient que nuire à l'unité du commandement et du plan de campagne. » Enfin, on doit reprocher à Servan d'avoir donné sa démission dès le 25 septembre et, comme dit le duc de Bellune, de s'être trop tôt soustrait, sous prétexte de fatigue, à la responsabilité de plus en plus effrayante qui pesait sur sa tête [4].

Mais Servan eut raison de s'opposer à cette invasion de la Belgique que Dumouriez médita jusqu'au 31 août. Il

[1] *Monit.* du 27 septembre.
[2] *Tableau historique*, II, 96.
[3] Servan à Dumouriez. 4 et 5 septembre (arch. guerre).
[4] Duc de Bellune, *Mém.*, I, 71.

comprit l'importance des défilés de l'Argonne. Il ne craignit pas de diminuer les forces qui gardaient la frontière du nord pour augmenter celles qui défendraient la frontière de l'est. Il envoya résolument Duval, puis Beurnonville au secours de Dumouriez, et tira des camps et des forteresses de la Flandre près de 14,000 hommes qui grossirent l'armée principale. C'est grâce à Servan, à sa vigoureuse impulsion, à ses recommandations réitérées et pressantes, que s'accomplit la jonction de Dumouriez et de Kellermann. « Il faut, mandait-il aux deux généraux, vous réunir le plus tôt possible ; c'est en présentant à l'ennemi un front respectable et de gros bataillons que nous les forcerons à marcher avec circonspection [1]. »

Il étendait ses soins de tous côtés, mais c'était pour la Champagne qu'il faisait ses plus grands efforts. « C'est sur vous, disait-il à Dumouriez, que repose le destin de l'Etat ; et, si nous parvenons à repousser cette grosse colonne ou seulement à la rendre stationnaire, la victoire est à nous. » Il sentait qu'il fallait avant tout refouler, *recogner* la grande armée au delà de la frontière. Nous devons nous attacher fortement au tronc, écrivait-il le 12 septembre au président de l'Assemblée, si nous parvenons à le déraciner, nous serons aisément maîtres des branches [2].

Il avait la passion de la résistance et un espoir obstiné dans le succès. On lutterait pendant deux mois, trois mois, durant toute la mauvaise saison, dans les boues et les neiges, et s'il le fallait, jusqu'au cœur de l'année suivante ; mais à force de courage et de ténacité, la France lasserait la mauvaise fortune. « Automne, hiver ou printemps, il faut harceler les Prussiens si constamment et si fort qu'il n'y en ait pas un vestige dans le mois de mars. » Il commandait des vêtements d'hiver pour l'armée, et le 16 septembre il informait Dumouriez et Kellermann qu'il comptait leur envoyer incessamment 300 à 400 redingotes par jour. « Résolu à faire la guerre l'hi-

[1] Servan à Dumouriez, 16 et 18 septembre.
[2] Il empruntait cette comparaison à Dumouriez (voir *Valmy*, p. 40) qui l'avait prise à Brissot. Cp. Servan à Dumouriez, 17 septembre, et à Moreton, 8 septembre.

ver, tout l'hiver, je vais employer tous les moyens imaginables pour porter cette fourniture à 80,000. » C'était la guerre à outrance, la guerre opiniâtre et désespérée avec toutes ses souffrances et tous ses sacrifices, jusqu'à l'entier épuisement des ressources du pays. « Ne ménagez, lisons-nous dans une de ses lettres à Dumouriez, ni les courriers, ni les moyens pour assurer vos subsistances ; c'est le moment de prouver que nous ne prisons l'argent qu'autant qu'il peut nous assurer la liberté. Soyons libres et bientôt nous deviendrons riches [1]. »

Il voulait organiser le soulèvement universel contre les envahisseurs et les fatiguer par une incessante et meurtrière guerilla de la population qui ferait le vide autour d'eux et défendrait le territoire pied à pied, en tirant parti de chaque obstacle. Il donnait aux administrateurs des départements menacés et à tous les généraux l'ordre de détruire les moulins, de combler les puits et les fontaines, de faire sauter les magasins de poudre, de transporter dans l'intérieur les fourrages et les provisions de bouche, de soustraire aux alliés les chevaux, les bêtes de somme et de trait, les vaches, les veaux, les moutons, d'envoyer vers Paris et Soissons, vers Châlons et Reims tous les bateaux de l'Aisne et de la Marne. Il rappelait le principe de destruction qui « avait si bien réussi en France, notamment sous le règne de François I[er] » et proposait à la région du nord-est l'exemple de la Provence résistant à Charles-Quint et au prince Eugène. « Les habitants des campagnes s'embusquaient sur les flancs et les derrières de l'armée, et là, couverts par un arbre, une haie, une maison, un tas de pierres, ils tiraient sans danger sur l'ennemi ; ils se postaient sur la route de ses convois. C'est ainsi, ajoutait Servan, que les miquelets font la guerre ; c'est ainsi qu'une poignée de Corses a conservé longtemps sa liberté », et il assurait aux habitants qu'ils seraient indemnisés de tous leurs dommages par l'Assemblée [2].

Mais le solide noyau de la défense, c'était l'armée de

[1] Lettres des 8, 16 et 7 septembre.

[2] Arch. guerre, 22 septembre, ordre à donner, au cas que l'ennemi veuille pénétrer dans l'intérieur.

Dumouriez et de Kellermann. Servan encourageait les généraux. Il citait à Dumouriez les *insurgents* d'Amérique : « Désorganisés, manquant d'armes, de munitions, de vêtements, nous n'en devons pas moins conquérir notre liberté. Les Américains, dans un climat bien plus âpre, étaient nu-pieds, sans habits, sans armes et sans munitions avant l'affaire de Trenton où ils assurèrent leur liberté [1]. » Mais il fallait ne livrer aux ennemis que de petits engagements, profiter habilement de leurs moindres fautes, en un mot, traîner la guerre en longueur et en dégoûter l'adversaire par une série d'escarmouches, par le ravage systématique du pays qu'il traversait, par la constance et la durée d'une défense qu'il n'avait pas prévue. « En gagnant du temps, nous gagnons tout ; chaque jour, nos forces s'accroissent et en nombre et en qualité ; chaque jour celles des ennemis doivent s'affaiblir. L'intérêt des Prussiens est de livrer bataille, et, par conséquent, le nôtre, de ne combattre qu'à la dernière extrémité ; ils comptent sur l'impatience française et conviennent eux-mêmes qu'ils sont perdus si l'on se borne à les harceler ; donc, pas de grand combat, toujours des défenses de poste, des attaques d'arrière-garde, d'équipages, de convois ; n'oubliez pas le bon Fabius, *cunctando restituit rem.* » Il donnait les mêmes conseils à Kellermann : « Nous devons temporiser et temporiser encore, nous défendre de la manie des ba-

[1] 6 septembre, et Dumouriez lui répondait le 9 : « Je pense comme vous, nous sommes presque aussi désorganisés que les Américains, mais nous saurons de même conquérir notre liberté. » Cette comparaison était à la mode ; « les Américains, écrivait Gorani au roi de Prusse, étaient neufs dans l'art de la guerre, et cependant l'amour de la liberté leur a fait vaincre les meilleures troupes du monde » (lettre du 20 juin). Le 13 juillet on écrivait de La Haye au *Moniteur* (numéro du 19) : « Apprenez et faites la guerre comme les Américains. » Dans la séance du 22 décembre, Guadet lut et fit adopter une adresse de la Convention aux Etats-Unis d'Amérique, où se trouve la phrase suivante : « Seuls contre la coalition des rois, nous nous sommes montrés dignes de nous dire vos frères, et nos succès doivent vous rappeler Saratoga, Trenton et Yorktown. » Comp. encore l'article de la *Chronique de Paris* (nº 266) où Condorcet rappelle « ces milices américaines qui soutenaient les efforts des troupes les mieux disciplinées de l'Europe » et le mot de Franklin, lorsqu'il apprenait un revers : « Cela est fâcheux, mais *ça ira.* »

tailles... j'aime cent fois mieux que Dumouriez et vous, acquériez la réputation de temporiseurs que celle de batailleurs [1]. »

Telle fut la part que le ministre de la guerre prit à la défense du territoire en août et septembre 1792. Ce fut un ministre patriote; « resserrons-nous, disait-il, pour sauver notre liberté, voilà mon unique vœu, mon unique but ». Il accomplit, selon le mot de Grimoard, des miracles administratifs [2]. Il sacrifia ses ressentiments au salut de la patrie; il oublia que Dumouriez l'avait chassé du ministère; il ne se souvint que de son génie, et il put dire, à la fin de la campagne, avec un noble orgueil : « Lorsque j'écrivais au général Dumouriez, à Maulde, de venir sauver l'armée Lafayette et contribuer ensuite à repousser les ennemis, je savais à qui je m'adressais [3]. »

Il faut se rappeler que pendant qu'il secondait et stimulait Dumouriez et Kellermann, il veillait aux besoins des troupes de Flandre, du Rhin, du Midi ; qu'il correspondait avec tous les commandants de corps d'armée, les gouverneurs des places et les généraux chargés d'organiser les bataillons de volontaires; qu'il envoyait des renforts aux défenseurs de Lille : qu'il pressait la conquête de Nice et de la Savoie ; qu'il assistait aux séances de l'Assemblée et du Conseil exécutif; qu'au milieu de tant de soins, il suivait anxieusement sur la carte les progrès des alliés. Que d'incertitudes et de péripéties durant ces mois d'août et de septembre, soit lorsque Dumouriez détournait ses regards de Sedan et ne songeait qu'à l'invasion de la Belgique, soit lorsque se succédaient coup sur coup les tristes nouvelles de la prise de Longwy, de la retraite de Luckner, de la capitulation de Verdun, soit enfin lorsque les alliés s'emparaient de la Croix-

[1] Servan à Dumouriez, 12, 16, 17 et 18 septembre, et à Kellermann, 18, 19 et 20 septembre (arch. guerre). Cp. le *Patriote français* du 24 septembre : « La campagne est à nous, si nos généraux veulent faire la guerre en Fabius ou en Washington. »

[2] *Tableau hist.*, I, 361 et p. XIV-XVI de l'avertissement ; cp. l'éloge que fait de lui Barbaroux, *Monit.* du 1er janvier 1793, séance du 30 décembre 1792 : « Il trouva le moyen de former des armées et d'assurer le succès de nos armes. »

[3] Lettre de Servan à Dumouriez, 4 octobre (arch. guerre).

aux-Bois et franchissaient l'Argonne! « Je vous sais dans la bagarre », écrivait-il à Dumouriez le 15 septembre, et, deux jours après, « j'ai quelquefois été sur votre compte dans de rudes transes, notamment après la retraite du corps de Chazot et plus encore aux premières nouvelles de la terreur panique ; mais rien ne m'étonne plus depuis qu'on a vu une armée victorieuse mise en fuite par un lièvre [1]. »

On doit dire encore à l'honneur de Servan, que l'esprit de parti n'avait pas éteint chez lui la raison et le patriotisme. Il aurait donné un commandement à Mathieu Dumas si « l'opinion publique n'eût pas été trop prononcée contre lui », mais il prit ses avis et réintégra dans l'armée le frère du député, Dumas de Saint-Marcel, colonel du régiment d'Auvergne [2]. Il destitua Berthier, mais il garda Stengel et Le Veneur. Il chargea d'Arçon d'inspecter les frontières, car il connaissait « la qualité et la constance de ses services [3] ». Il avait nommé d'excellents ingénieurs pour fortifier le camp de la plaine Saint-Denis ; la Commune objecta qu'ils étaient royalistes et voulut les remplacer par des républicains ignorants. Servan s'emporta : « Je garderai mes ingénieurs, s'écriait-il, je ne les chargerais pas de donner leur voix sur la forme du gouvernement, mais je suis sûr qu'ils serviront bien celui qui saura les employer ; il nous faut ici des redoutes, et non des motions! [4] »

[1] 15 et 17 septembre, Servan à Dumouriez (arch. guerre).

[2] Ou 17e régiment. Dumas de Saint-Marcel avait été renvoyé par Dumouriez ; il vit Servan et revint à son régiment aux Islettes ; il avait pris les épaulettes de grenadier, mais Dillon lui rendit son grade de colonel, et lorsque Dumouriez le retrouva, il lui tendit la main : « C'est bien ici, lui dit-il, et c'est bien ainsi qu'il faut se raccommoder. » (Mathieu Dumas, *Souvenirs*, II, 474-475 ; Servan à Dumouriez, 12 septembre.)

[3] Servan à d'Arçon, 12 septembre (arch. guerre).

[4] Mme Roland, *Mém.*, II, 213. Les bureaux de la guerre étaient bien composés et, dit Grimoard, à une époque très difficile où les écritures étaient nécessairement immenses, ne comptaient que 80 commis, secondés par 40 auxiliaires. Il suffit de comparer l'administration de Servan et celle de Pache ; « aux hommes instruits, sages et fidèles de Servan, dit très bien Buzot (*Mém.*, 77), succéda je ne sais quel ramas d'ignorants et de forcenés ». « Ce qui rend encore remarquable cette étonnante administration, c'est qu'on n'y aperçut pas ces abus ou gas-

Enfin, et ce fut peut-être le plus grand mérite de Servan, il comprit la véritable mission d'un ministre de la guerre et resta toujours dans son rôle. Il n'eut pas la prétention de conduire les opérations du fond de son cabinet. Il connut les plans des généraux, il ne les inspira pas. Il fut le pourvoyeur des armées et l'organisateur des forces nationales; il ne se crut pas un stratégiste. S'il donna des conseils, il ne donna jamais des ordres et laissa la responsabilité de l'action aux chefs militaires. Dumouriez n'a pas reçu, comme on l'a dit, de lettres impératives; il agit toujours de lui-même et ne suivit que ses propres idées. Servan l'invitait, le priait, mais ne lui commandait pas. Il écrivait à Moreton que les généraux auraient pendant son ministère la *carte blanche la plus étendue*. « Je ne veux point, mandait-il à Dumouriez et à Kellermann, diriger vos mouvements, mais uniquement en causer avec vous... je ne vous prescris rien parce que je veux vous laisser absolument le maître... je vous dirai toujours ce que la prudence me suggérera et tout ce qu'exige de moi l'ensemble des grands objets qui me sont confiés; mais, comme vous êtes en état de bien voir et en place pour le faire, je ne contrarierai jamais les opérations auxquelles vous tenez fermement, et je ferai au contraire tout ce qui dépendra de moi pour les faire réussir... Quand j'écris à un général, mon intention n'est jamais d'influencer les opérations comme ministre; je ne mets d'autre poids à mes opinions que celui qu'elles auraient, si je n'étais pas ministre [1]. »

III. Pendant que l'activité de Servan mettait les armées françaises en état de résister, l'Assemblée législative, animée d'un grand esprit de patriotisme, rendait, dans l'imminence du péril, décrets sur décrets [2].

pillages presque toujours inévitables dans les crises violentes, et qu'on a vu fourmiller depuis dans des conjonctures beaucoup moins difficiles. » (*Tableau historique*, I. 362.)

[1] Servan à Moreton, 8 septembre; à Dumouriez, 7, 17, 23 et 29 septembre; à Kellermann, 20 septembre (arch. guerre).

[2] Sous l'impulsion de sa commission extraordinaire ou des Vingt et

Dès le 10 août, elle s'était déclarée en séance permanente et avait envoyé aux armées des commissaires investis du pouvoir d'arrêter et de destituer les généraux et les fonctionnaires civils et militaires. Lorsqu'elle apprit la capitulation de Longwy, elle lança la proclamation suivante : « Citoyens, la place de Longwy vient d'être vendue ou livrée ; les ennemis s'avancent ; peut-être se flattent-ils de trouver partout des lâches ou des traîtres ; ils se trompent. Nos armées s'indignent de cet échec et leur courage s'en irrite. Citoyens, vous partagez leur indignation ; la patrie vous appelle, partez ! [1] » et en même temps, le 27 août, elle requit le département de Paris et les départements voisins de fournir à l'instant 30,000 hommes armés et équipés. Elle décréta que quiconque parlerait de reddition, dans une ville assiégée, serait puni de mort, et ce décret fut proclamé solennellement et à son de trompe dans les armées et dans toutes les places fortes[2]. Guadet avait été chargé de faire à l'Assemblée un rapport sur la capitulation de Longwy ; il le fit avec sa vivacité coutumière, et, sur sa proposition, la Législative décida que, dès que la ville serait rentrée au pouvoir de la nation, toutes les maisons seraient détruites et rasées ; que les habitants seraient privés durant dix ans du droit de citoyen français ; que les administrateurs et officiers municipaux seraient renvoyés devant les tribunaux criminels [3]. Elle fit à la garnison de Longwy l'accueil le plus méprisant. Des soldats sortis de la place se présentèrent à la barre et se plaignirent d'avoir été désarmés par l'ennemi. « C'est bien fait ! », crièrent plusieurs membres, et l'Assemblée, se levant tout entière d'un mouvement unanime et passant à l'ordre du jour, enjoignit aux soldats de se retirer. Le 3e bataillon des Ardennes envoya un mémoire justificatif dans lequel on lisait ces mots : « La garnison a été

Un qui a rempli, pour ainsi dire, l'intérim entre la monarchie tombée le 10 août et la République proclamée le 21 septembre. Voir sur cette commission, Vatel, *Vergniaud*, 1873, vol. II, p. 128-141.

[1] 26 août, proposition de Hérault de Séchelles.

[2] 26 août, proposition de Vergniaud.

[3] Séance du 31 août, *Monit.* du 2 septembre.

trompée, et que pouvait-elle faire ? » *Mourir*, répondirent quelques membres[1].

La prise de Verdun inspira la même indignation. L'Assemblée interrompit par de violents murmures la lecture des pièces de la capitulation. Elle mit en accusation Ternaux et Gossin qui s'étaient rendus à Verdun sur la sommation du roi de Prusse, cassa le conseil général de la Meuse, autorisa les corps administratifs et électoraux, menacés par l'invasion, à changer le siège de leurs séances, et prononça la peine de mort contre tout fonctionnaire qui obéirait aux réquisitions de l'ennemi[2]. Elle décréta que le corps de Beaurepaire serait déposé au Panthéon[3] et que cette inscription « *Il aima mieux se donner la mort que de capituler avec les tyrans* » serait gravée sur son tombeau. Le président de l'Assemblée, Hérault de Séchelles, écrivit à la veuve de Beaurepaire que le commandant de Verdun laissait un grand modèle à tous les soldats de la liberté. On profitait de la mort de Beaurepaire[4] pour exalter les esprits et surexciter le patriotisme. « Elle est plus utile que sa vie, s'écriait Delaunay dans la séance du 12 septembre, elle encourage

[1] Séances des 28 et 29 août.

[2] 5 septembre. Lorsque Ternaux et Gossin sortirent de prison, leurs biens étaient sous le séquestre, et leurs papiers sous les scellés. Ternaux s'enfuit. Gossin voulut purger sa contumace et fut traduit devant le tribunal révolutionnaire qui le condamna. Un an après, la Convention reconnut son innocence et le rapporteur déclara qu'en se rendant à Verdun il avait agi comme Regulus partant pour Carthage. (Ternaux, IV, p. 150-151 et 507-517 ; Harmand de la Meuse, *Anecdotes*, 1814, p. 106-128.) Cp. *Invasion prussienne*, 266, et *Valmy*, 77.

[3] On n'a pas dit jusqu'ici que Ducos, dès le 6 septembre, proposa de transporter le corps de Beaurepaire au Panthéon ; j'espère, dit-il, que Beaurepaire, le seul Français qui s'est trouvé dans Verdun, aura un monument au Panthéon français. (*Annales patriot.* du 8 septembre.) La veuve du commandant envoya, quelques jours plus tard, à la Convention la décoration militaire de son mari ; elle avait un fils, disait-elle, qui combattrait un jour pour assurer la liberté de son pays et venger la mort de son père (*Patriote français* du 5 octobre).

[4] Le décret en faveur de Beaurepaire, dit Cavaignac dans son rapport sur la reddition de Verdun (9 février 1793), fut sans doute un décret nécessaire dans les circonstances ; lorsque l'Assemblée a honoré sa mémoire, elle se voyait environnée de traîtres et l'ennemi menaçait Paris même.

les timides et raffermit les chancelants. De quelle impression profonde seront frappés nos guerriers, en voyant passer de Sainte-Menehould à Paris le char funèbre qui porte les restes de Beaurepaire! Cette vue élèvera les âmes, inspirera le courage et animera tous les cœurs du désir de la vengeance. » Rome, disait Louvet dans la *Sentinelle* du 18 septembre, n'a pas eu de héros plus magnanime. On entourait de circonstances romanesques le suicide du lieutenant-colonel de Mayenne-et-Loire. On prétendait qu'il s'était tué sous les yeux des administrateurs de Verdun. Il s'est donné la mort, affirmait Delaunay, en présence des fonctionnaires publics qui ont livré le poste confié à son courage [1]. Un décret du 14 septembre défendit de payer provisoirement aux habitants de Verdun et de Longwy les sommes que leur devait le trésor national pour offices ou autres créances. On les déclara traîtres à la patrie ; on ne vit plus en eux que des Français qui renonçaient à leur pays. Les journaux ne parlaient que de la lâcheté de ces deux villes. Les municipalités écrivaient de toutes parts à l'Assemblée qu'elles n'imiteraient pas l'exemple des deux cités parjures. L'auteur d'un drame intitulé *Le siège de Lille* mettait sur la scène un aristocrate qui portaït le nom de M. de Verdun. Le *Patriote français* proposa même d'ôter son nom à la ville de Verdun et de le remplacer par celui de Beaurepaire; mais, objectait la *Chronique de Paris*, « ce repaire n'est point beau, et nous opinons que Verdun et Longwy gardent leurs noms jusqu'à ce que, par des actes de patriotisme, ces villes aient expié leur honte [2] ».

[1] Telle est, dit Dommartin (*Beaurepaire*, 57), l'origine de la légende qui court encore aujourd'hui et qu'ont reproduite le témoin oculaire, Gœthe, Lamartine, Michelet. Mais, dès le 8 septembre, Carra, dans ses *Annales patriotiques*, assure que « Beaurepaire s'est brûlé la cervelle au milieu du conseil de guerre ».

[2] *Chronique de Paris*, 19 octobre, p. 1172. Par un arrêté de la commune de Paris (8 septembre), la section des Thermes de Julien dut s'appeler désormais section de Beaurepaire ; la place de Sorbonne, place Beaurepaire (et « il sera apposé sur l'angle de la place un marbre portant une inscription du trait héroïque du brave Beaurepaire) ; » la rue Richelieu, rue Beaurepaire ; la rue de Sorbonne, petite rue Beaurepaire.

L'Assemblée devenait ainsi, selon le mot de Vergniaud, un grand comité militaire plutôt qu'un corps législatif. Elle décrétait que les employés de l'Etat qui couraient aux armes pour la défense du sol, conserveraient le tiers de leurs appointements [1]. Elle décidait la formation en deux régiments de ligne des officiers, sous-officiers et soldats des régiments ci-devant coloniaux de la Martinique, de la Guadeloupe et de Port-au-Prince [2]. Elle augmentait le nombre des troupes légères et des corps francs et décrétait successivement la formation de deux compagnies à cheval, de 80 hommes chacune, levées dans la ville de Versailles, habillées de l'uniforme des gardes du roi, montées sur les chevaux des écuries du château [3] ; d'une légion étrangère, la *légion des Germains* qui serait composée de 3,000 hommes dont 1,000 cavaliers et 2,000 fantassins [4] ; d'un corps de chasseurs à cheval qui prendrait le nom de *hussards braconniers* [5] ; d'une compagnie franche de *chasseurs bons tireurs de l'Oise et de la Somme*, au nombre de 150 hommes, qui devraient soit harceler l'ennemi, soit s'opposer aux chasseurs tyroliens [6]. Elle ordonnait que tous les chevaux laissés en France par les émigrés appartiendraient à la nation et serviraient à monter les compagnies franches ; Coblentz, disait Choudieu, nous fournit de la cavalerie [7]. Elle décrétait, sur le rapport de Beaupuy, que le conseil exécutif provisoire pouvait requérir, pour le service de l'armée, d'abord les chevaux de luxe, ensuite les chevaux de commerce, enfin les chevaux d'agriculture [8]. Elle autorisait tout Français à lever des corps armés. Elle acceptait les offres de deux citoyens, Louis Rut-

[1] 27 août.
[2] 27 août. Port-au-Prince, au nombre de 206 hommes, figure dans l'ordre de bataille de l'armée du Centre du 26 octobre ; il forma le 110e régiment ; la Guadeloupe et la Martinique formèrent le 109e (proposition de Mathieu Dumas).
[3] 29 août, propos. de Lecointre.
[4] 5 septembre. Marceau entra le 1er mai 1793 dans les cuirassiers de cette *légion germanique*.
[5] 9 septembre.
[6] 1er septembre.
[7] 10 septembre.
[8] 14 août.

teau, de Paris et Louis Dumont, de Lille, qui levèrent chacun un corps de *hussards de la liberté* composés de 400 hommes qui « avaient déjà servi dans les troupes légères ou dans la ligne [1] ». Elle adoptait la formation d'une légion de déserteurs prussiens qui porterait le nom de *légion des Vandales* [2].

Mais, disait Lasource, ce n'est pas à coups de poing qu'on repousse des coups de fusil. Sur le rapport de sa commission des armes, l'Assemblée décréta qu'on fabriquerait à l'arsenal de Paris cent canons de 4, cinquante de 12 et vingt obusiers ; que le plomb et le fer des châteaux de Versailles et de Marly seraient convertis en balles et en mitraille [3] ; que tous les ouvriers des manufactures d'armes (Charleville, Maubeuge, Tulle, Saint-Etienne) seraient en activité et que leur travail serait compté comme service militaire ; qu'une compagnie de canonniers serait adjointe à tous les bataillons de volontaires [4]. Elle décida qu'on avancerait une somme de 60,000 livres à des entrepreneurs qui s'engageaient à fournir 40,000 fusils [5] ; qu'on transporterait à Paris les fusils de Rochefort et de Brest destinés au service de la marine [6] ; que les municipalités feraient des visites domiciliaires pour rechercher les armes ; que tous les fusils de munition et de calibre de guerre qu'on pourrait trouver, seraient achetés au prix de 38, de 35, de 30 et de 25 livres en assignats [7]. Elle ôtait aux gardes nationales des départements, aux sous-officiers de l'armée, aux soldats de l'artillerie, aux dragons, aux préposés des douanes les fusils qu'on leur avait distribués, pour les donner aux volontaires et aux troupes de ligne [8]. Elle autorisait le ministre de la guerre à retirer ses mousquetons à la cavalerie [9] ; elle décrétait même

[1] Séance du 2 septembre.
[2] 26 août, propos. de Lasource.
[3] 11 septembre, sur la demande de Duhem.
[4] 13, 14, 16 août.
[5] 16 septembre.
[6] 27 août.
[7] 28 août.
[8] 26 août (prop. de Bréard) ; 2 septembre ; 5 septembre (prop. de Français) ; 14 septembre (prop. de Lacroix).
[9] 2 septembre.

que le gouvernement achèterait les fusils de munition de réforme déposés dans les magasins des négociants qui faisaient le trafic sur les côtes de Guinée [1].

Cependant, de toutes parts, les jeunes gens se présentaient pour s'enrôler. 300 habitants de Bar-le-Duc s'engageaient du 11 juillet au 15 août. 630 hommes prenaient les armes dans le district de Cognac ; 30 dans la commune de Boyer (Saône-et-Loire) qui comptait à peine trois cents âmes et ne fournissait qu'un milicien sous l'ancien régime ; 33 dans la paroisse de Longpont. A Lisieux, le citoyen Leroy, père de sept fils, dont quatre servaient à l'armée, offrait à la patrie les trois qui lui restaient et jurait de remplacer le premier qui périrait pour la défense nationale [2]. Chaque village, dit l'auteur du *Tableau historique*, « envoie au moins un fantassin ; tous les esprits sont stimulés par la crise révolutionnaire et la crainte d'un joug étranger ; une prodigieuse quantité d'individus, même des pères de famille, prennent les armes par pur patriotisme. »

Les corps francs s'organisaient à l'envi. Mlle Montansier levait une compagnie composée de 85 artistes et ouvriers de son théâtre. Les peintres, les sculpteurs, les graveurs formaient la compagnie des artistes qui casernait au Louvre ; les nègres et les mulâtres, la compagnie des hommes de couleur ; les acteurs, la compagnie franche des acteurs ; les élèves les plus âgés du collège Louis-le-Grand, la seconde compagnie des volontaires du Panthéon. Cent dix boursiers de cet établissement s'enrôlaient dans l'armée.

Les dons patriotiques affluaient. De généreux citoyens offraient de prendre à leur charge les enfants de ceux qui mourraient pour la patrie. D'autres envoyaient à l'Assemblée leurs modestes épargnes. Les officiers donnaient leur croix de Saint-Louis et la garnison de Philippeville, un jour de sa paye pour les frais de la guerre. Bataillons, détachements, compagnies, escouades, défilaient dans la salle où siégeait l'Assemblée, au son de la

[1] 9 septembre, proposition de Français.

[2] Séance du 16 août ; lettres des commissaires à l'armée du Midi, 15 août ; *Monit.* des 20 et 28 août, du 18 septembre.

musique militaire et au cliquetis des armes, en jurant de vaincre ou de mourir.

Paris donna l'exemple au reste de la France. Les 60 bataillons de la garde nationale avaient été remplacés après le 10 août par 48 sections armées, divisées en compagnies. Il n'y avait plus de grenadiers ni de chasseurs, car ces distinctions semblaient contraires aux principes de l'égalité. L'Assemblée décréta que les sections enverraient à l'armée 5000 volontaires destinés à remplacer la moitié du contingent de grenadiers et de chasseurs que devait fournir la garde nationale. Ces 5000 volontaires se présentèrent immédiatement et vingt-neuf bataillons se formèrent durant le mois de septembre[1].

Dès le 10 août, sur la proposition de Choudieu, l'Assemblée avait résolu l'établissement d'un camp retranché sous les murs de Paris. Quatre commissaires tracèrent dans la plaine Saint-Denis un emplacement suffisant pour 40,000 hommes. Chaque section de Paris dut fournir tous les quatre jours deux compagnies et une pièce d'artillerie pour la garde de ce camp. La garnison fut composée de citoyens inscrits sur les registres de la municipalité ; ils formèrent six bataillons et plusieurs compagnies à cheval qui reçurent le nom de « cavalerie nationale de Paris » ; on leur joignit 1,600 gen-

[1] 4e, 5e et 6e bataillons de volontaires, dits des sections réunies (3, 5 et 7 septembre) ; 6e bataillon *bis* ou Mauconseil (21 septembre) ; 7e bataillon ou du Théâtre français (8 septembre) ; 7e bataillon *bis* (2 septembre) ; 8e bataillon ou de Sainte-Marguerite (21 septembre) ; 9e bataillon ou de Saint-Laurent (16 septembre) ; 9e bataillon *bis* ou de l'Arsenal (11 septembre) ; 10e bataillon ou des Amis de la patrie (4 septembre) ; 11e bataillon ou 11e de la République (4 septembre) ; 12e bataillon ou 12e de la République (1er septembre) ; 13e bataillon ou de la Butte-des-Moulins (5 septembre) ; 14e bataillon ou 14e de la République ; bataillon de Molière (24 septembre) ; 1er Républicain (21 septembre) ; 1er des Gravilliers (4 septembre) ; 1er des Lombards (5 septembre) ; 19e bataillon ou du Pont-Neuf (2 septembre) ; bataillon de la Commune et des Arcis (13 septembre) ; bataillon de Popincourt (5 septembre) ; bataillon de Saint-Denis (7 septembre) ; bataillon des Amis de la République (27 septembre) ; 1er de la République (15 septembre) ; 2e de la République (15 octobre) ; 3e de la République (17 octobre) ; 1er de la Réunion ; bataillon de grenadiers (septembre) ; bataillon des chasseurs républicains ou des Quatre-Nations (4 septembre).

darmes tirés des brigades et répartis en deux divisions. L'officier du génie Belair, secondé par des ingénieurs des ponts et chaussées, dirigea les travaux du camp. Le lieutenant-général Berruyer commanda l'armée destinée à la défense de la capitale ; après avoir prêté serment à l'Assemblée législative dans la séance du 9 septembre il établit son état-major et ses bureaux rue Louis-le-Grand à l'hôtel d'Egmont [1].

Toutes ces mesures, prises dans l'espace de quarante jours, augmentaient-elles réellement les forces de la défense nationale? Elles étaient à la fois tardives et impuissantes. Les décrets de l'Assemblée, dit Vergniaud, amenèrent souvent une confusion qui entravait la marche des affaires [2]. Les représentants en mission furent presque toujours en désaccord avec le conseil exécutif. Servan destituait Dillon ; les commissaires lui conservaient son commandement. Servan destituait Luckner ; les commissaires obtenaient que le vieux maréchal fût nommé généralissime des armées. Servan confiait à Dumuy une mission en Suisse; les commissaires, à leur tour, destituaient Dumuy que le ministre se hâtait de réintégrer [3].

Le camp retranché de Paris aurait-il arrêté l'invasion? « J'ai été au camp, disait Vergniaud le 16 septembre ; les travaux avancent très lentement ; il y a beaucoup d'ouvriers, mais peu travaillent et un grand nombre se reposent ; les bêches ne sont maniées que par des mains salariées, et non par des mains que dirige l'intérêt commun [4]. »

Les corps francs dont l'Assemblée avait autorisé la for-

[1] Prop. de Carnot, 12 août; décrets du 16 et du 29 août, du 12 septembre ; rapport de Letourneur lu dans la séance du 16 septembre. Voir sur le camp de Paris en 1792 le rapport fait au Comité de défense de l'empire en 1815 (Las Cases, *Suite au Mémorial de Sainte-Hélène*, 1825, p. 420-426).

[2] Discours du 27 août.

[3] Servan à l'assemblée, 15 septembre (*Monit.* du 16) ; la Législative, émue de ces conflits, rappela ses commissaires le 28 août, sur la proposition de Cambon et la demande des ministres (*Monit.* du 31 août, Procès-verbaux du conseil exéc. provisoire, 28 août).

[4] *Monit.* du 18 septembre.

mation après le 10 août, ne rendirent aucun service. Il y avait à l'armée de Dumouriez des compagnies franches : la légion belge placée sous les ordres du maréchal de camp Rosières, les Ransonnets, la compagnie de Lorient et celle des Quatre-Nations, les volontaires de Cambrai ou, comme on les nommait, les Cambretots. Les Ransonnets étaient commandés par le capitaine de ce nom qui avait servi successivement l'Autriche, les insurgents d'Amérique, les patriotes de Liège et de la Belgique; ils appartenaient à l'avant-garde de Dillon. La compagnie de Lorient et celle des Quatre-Nations eurent le temps d'arriver au camp de Braux et subirent le 20 septembre sur le mont d'Yvron la canonnade prussienne[1]. Mais les chasseurs du Louvre et ceux de l'Observatoire, les hussards de la Mort n'arrivèrent en Champagne que lorsque la retraite des Prussiens était déjà commencée. La compagnie des hommes de couleur qui prit le nom de *légion des Américains*, ne fut prête que pour la campagne de Belgique[2]. Les hussards de la Liberté étaient encore casernés le 16 septembre à l'École militaire[3]. La bizarre légion des Germains qui devait comprendre quatre escadrons de *cuirassiers légers*, quatre escadrons de *piqueurs à cheval* et un bataillon d'*arquebusiers* (sic), se forma tout autrement que l'avait décrété

[1] Voir sur les Ransonnets *Invasion prussienne*, p. 39 (note); sur Ransonnet leur chef Juste, *Révol. brabançonne*, 265 (il devint général et mourut à Essling); sur la compagnie de Lorient une lettre de Luckner à Dillon (13 septembre, Dillon, *Compte-rendu*, p. 83-84, et *Monit.* du 9 octobre, lettre des commissaires sur le chasseur Dubois, de la compagnie libre de Lorient, « il nous a répondu : j'ai perdu un bras dans l'affaire du 20, mais j'en ai encore un autre au service de la patrie) »; sur la compagnie des Quatre-Nations notre récit de *Valmy*, p. 218. Elle devait servir d'avant-garde aux contingents de la garde nationale de Paris (arrêté du cons. exéc. du 29 août, *Monit.* du 1er septembre). La section des Quatre-Nations, dit Prudhomme (*Révol. de Paris*, n° 164, p. 397, 25 août — 1er septembre), a offert 700 jeunes citoyens qui se sont enrôlés dans le courant de la semaine dernière pour les compagnies franches. « Vous remercierez particulièrement, écrivait Dumouriez à Stengel le 21 septembre, la compagnie des chasseurs de Paris qui, n'ayant jamais fait la guerre, auraient pu marquer de l'étonnement. »

[2] Discours de Sers, 16 mai 1793, *Monit.* du 17.

[3] *Monit.* du 18 septembre 1792.

l'Assemblée et se trouvait encore cantonnée à Fontainebleau dans le mois de décembre [1].

La Législative avait même approuvé la création d'une légion de *tyrannicides*. Le 26 août, Jean Debry proposait l'organisation d'un corps de douze cents volontaires qui se dévoueraient, comme de nouveaux Scévola ou comme les satellites du Vieux de la montagne, à frapper les rois qui faisaient la guerre à la France; chacun d'eux aurait un traitement de 2,000 livres; ils s'appelleraient *les douze cents*; le poignard et le pistolet seraient leurs armes. Aussitôt Chabot et Merlin de Thionville déclarent qu'à l'expiration de leur mandat parlementaire, ils s'engageront dans ce corps des vengeurs de l'humanité. Mailhe applaudit à ce projet, car « la guerre actuelle est une guerre à mort, et tous les moyens sont justes pour soustraire un peuple à l'esclavage ». Sans Vergniaud, la motion de Jean Debry était adoptée. Mais l'orateur de la Gironde monte à la tribune. « Je ne traiterai point, dit-il, cette question sous le rapport de la moralité; la solution est dans toutes les âmes. Mais c'est une guerre loyale que vous voulez faire; si vous organisez un corps de tyrannicides, vos ennemis organiseront un corps de généralicides et votre décret sera un décret d'assassinat contre vos propres généraux. » Sers de Bordeaux ajoute que l'Assemblée se déshonorerait devant toutes les nations civilisées. La proposition fut renvoyée au comité de législation, puis oubliée [2]. Mais du camp de Malancourt, Reuss et Lucchesini répondirent le 12 septembre à l'Assemblée : « Elle vient, disaient les ministres des deux cours alliées, de décréter qu'il serait envoyé un corps de bandits pour assassiner les souverains de l'Europe et les généraux de Prusse qui sont ligués pour faire cesser les malheurs de la France... Tout Français sera désormais fouillé par les postes, et celui sur lequel on trouvera une arme offensive quelconque, canne avec une dague ou tout autre

[1] J. Gay de Vernon, *Essai hist. sur l'organisation de la cavalerie légère*. 1853, p 69, et *Monit.* du 24 décembre 1792.

[2] *Monit.* du 28 août; *Gazette de France* du 27; *Révol. de Paris.* n° 164, p. 410.

moyen homicide, sera puni d'une mort ignominieuse, devant le camp, sans rémission et sans aucune forme de procès[1]. »

Enfin, la grande levée des mois d'août et de septembre 1792 ne fut qu'une force d'apparence ; elle n'eut pas le temps de se joindre aux soldats de Dumouriez et de Kellermann ; lorsqu'elle s'ébranla, la question était décidée ; l'armée de ligne, secondée par les volontaires de 1791, avait soutenu le choc, et l'ennemi se retirait.

IV. L'histoire de l'invasion prussienne serait cependant incomplète si l'on ne retraçait pas ce que fut cette immense levée de volontaires de 1792 et de fédérés[2]. Elle s'organisa dans quatre camps, à Meaux, à Soissons, à Reims, à Châlons ; à Meaux, commandait Lenglantier ; à Soissons, Duhoux auquel succéda Lapoype activement secondé par l'adjudant général Chadelas ; à Reims, d'Harville ; à Châlons, le maréchal Luckner.

Châlons était le principal *rassemblement*. Le conseil exécutif avait prescrit le 31 août de former dans cette

[1] Un exemplaire de cette proclamation signée « prince Reuss et Lucchesini » est à la bibliothèque de Verdun, *Verdun-Révolution*, II, p. 48.

[2] Les fédérés étaient primitivement les gardes nationaux réunis au camp de Soissons, par ordre de Servan, puis de Lajard, après avoir assisté au serment fédératif du 14 juillet (*Invasion prussienne*, 36) ; mais on nomma *fédérés* les volontaires de toute provenance, composant les bataillons qui ne pouvaient porter le nom d'un département. Nous voyons (Rousset, 329) qu'on forma du 14 juillet au 15 septembre 1792, 17 bataillons de ces fédérés ainsi qu'un bataillon dit des 83 départements. Il y eut, en outre, 31 bataillons *de la réserve* qui furent formés du 27 avril au 28 octobre 1792 (Rousset, *id.*, 330) ; 15 d'entre eux portent en même temps le nom d'un département ; le nom de fédérés ne leur appartient donc pas proprement, et revient plutôt aux 16 autres. Fédérés, volontaires des réserves, volontaires des départements, ou *volontaires de 1792* se réunirent un peu au hasard. Remarquons seulement qu'à Meaux se rendirent les hommes réquisitionnés par le décret du 27 août, dans les seize départements voisins de Paris : « le camp de Soissons, disait Servan, nous couvre suffisamment du côté du nord ; il faut faire à Meaux un autre rassemblement, car, si l'ennemi veut venir, il se dirigera de Châlons sur Montmirail » (28 août, *Monit.* du 30). Observons, en outre, que, lorsqu'on décida la formation d'un corps de troupes à Châlons, « Versailles, Paris et les fédérés qui s'y trouvaient, en fournirent le noyau » (*Révol. de Paris*, n° 165, p. 455).

ville un camp de 12,000 hommes. Le chef réel de ce rassemblement fut Choderlos de Laclos, chargé par les ministres de surveiller Luckner et de contresigner tous ses ordres.

Il n'est connu que par le roman des *Liaisons dangereuses* (1782), énergique peinture de la corruption froide et cynique du XVIII[e] siècle. Mais il a pris une part active à la Révolution. C'était, dit M[me] Roland, un homme plein d'esprit et que la nature avait fait pour de grandes combinaisons, mais qui consacra toutes ses facultés à l'intrigue [1]. D'abord capitaine du génie, puis secrétaire des commandements du duc d'Orléans, il avait publié sous le voile de l'anonyme, dans la *Galerie des États généraux*, une série de profils parlementaires où l'on devinait Lafayette sous le nom de « Philarète » et Talleyrand sous celui d'« Amène » [2]. Il se fit affilier à la société des Jacobins et demanda un des premiers, après le retour de Varennes, la déchéance de Louis XVI. Il rédigea avec Brissot la pétition du Champ-de-Mars, en ayant soin d'insérer une clause qui rappelait la royauté et ouvrait une porte au duc d'Orléans. Le nouveau gouvernement l'avait nommé colonel d'artillerie et commissaire du conseil exécutif. On ne l'appelait plus que *le patriote Laclos*.

Le patriote Laclos joignait à sa perspicacité naturelle le coup d'œil du militaire. Dès son arrivée à Châlons, il craignit un désastre. Que faudrait-il faire, se demandait-il, si les Prussiens forçaient les passages de l'Argonne ou prenaient la route de Bar-le-Duc et de Vitry-le-François par Revigny? On ne pouvait défendre Châlons; la Marne était guéable au-dessus et au-dessous de la ville; l'ennemi prendrait l'armée « comme dans une cage ». On devait donc, selon Laclos, ou se retirer dans la direction de Paris ou bien occuper la position de Pont-Faverger et de Suippes où le maréchal de Praslin avait arrêté en 1650 les Espagnols commandés par Turenne. Ce dernier plan frappa vivement l'entourage du ministre, et Servan le soutint avec obstination jusqu'à la fin de septembre.

[1] M[me] Roland. *Mém.*, I, 368; II, 277.
[2] Sainte-Beuve, *Nouveaux lundis*, 1877, vol. XII, p. 16.

Mais Laclos se prononçait résolument pour le premier parti : il fallait, disait-il, battre en retraite jusqu'à Paris et défendre le camp retranché : Dumouriez se replierait par Reims ; Luckner longerait, avec les troupes de Châlons, la rive gauche de la Marne ; Kellermann prendrait le chemin de Bar-sur-Aube et se porterait rapidement sur la Seine ; les trois armées de Dumouriez, de Luckner, de Kellermann refouleraient devant elles toutes les subsistances et brûleraient celles qu'elles ne pourraient transporter ; elles gâteraient les routes et couperaient les ponts ; elles se réuniraient devant Paris pour livrer bataille à l'adversaire épuisé. Labourdonnaye approuvait sans réserve le plan de Laclos. Lui aussi pensait qu'il était impossible de défendre cette grande *villasse* de Châlons [1] et qu'on devait laisser les Prussiens s'avancer dans l'intérieur du pays, les harceler sur leurs flancs et leurs derrières, les attaquer sans cesse en *fourrageurs*, livrer enfin devant Paris la partie décisive où l'on jouerait quitte ou double [2].

Pendant que Laclos rédigeait des plans qui devaient être inutiles, Luckner faisait sérieusement le généralissime. Il dictait et recevait des dépêches ; il donnait des conseils aux généraux ; il passait des revues. Mais il restait aussi incapable et aussi nul que sous les murs de Metz, deux semaines auparavant. Les commissaires de l'Assemblée [3] le respectaient encore ; « sa routine même peut nous être précieuse, écrivaient-ils au comité de correspondance, et si nous étions obligés de rétrograder, une bonne mesure présentée à temps et prise avec célérité influerait essentiellement sur le salut de l'Etat ». D'ailleurs, à Châlons comme à Metz, Luckner affirmait son dévouement au nouveau régime et mêlait sans cesse les larmes aux protestations. Il prodigue, disait Laclos, des serments et des pleurs qui le serviront à merveille auprès des troupes pour rejeter sur les autres ses propres sottises [4].

[1] Le mot est de Dumouriez.
[2] Laclos à Servan, 13 septembre (arch. guerre).
[3] Prieur de la Côte-d'Or, Broussonnet, Crublier d'Obterre.
[4] « Ce serait bien mal connaître l'esprit de la Révolution, ajoutait

Mais les troupes se moquaient du maréchal. Les Parisiens, toujours gouailleurs, le couvraient de huées et faisaient mille plaisanteries sur sa figure et son jargon. Bientôt le vieux sabreur, entièrement découragé, perdant ce qui lui restait encore de jugement, tomba dans le plus profond désespoir. Il disait à tout venant que c'en était fait de la France, que la trahison régnait partout, qu'il servait depuis trente ans et n'avait jamais vu de si horribles perfidies. Il radote, écrivait Custine, et sa nullité, le désordre qui règnera dans son armée, me fait faire d'amères réflexions sur le salut de la capitale[1].

Si encore Luckner n'avait pris aucune mesure, s'il s'était borné à donner des avis ! Mais il essayait de se soustraire à la surveillance de Laclos. Un jour, sans le consulter, il fait afficher un placard qui porte que tous les soldats armés et non organisés doivent quitter Châlons. Laclos court chez le maréchal et l'accable de reproches. Quoi, on renvoie des volontaires armés qu'il suffit d'incorporer dans les bataillons déjà formés ! On ne prend pas son avis ! On publie un arrêté qui n'est pas contre-signé par le commissaire du pouvoir exécutif ! « Avez-vous signé le placard, oui ou non », demande Laclos à Luckner. — « Non, répond le maréchal, je n'ai jamais signé un ordre semblable, qu'on me montre ma signature, je donne ma tête. » Mais les serments de

Laclos, que de ne pas sentir que toute croyance sera donnée au général trompeur de préférence au pouvoir exécutif trompé. » Voir sur Luckner *Invasion prussienne*, 193-201 ; il est né en Bavière, à Cham, le 12 janvier 1722, et devait être guillotiné le 4 janvier 1794. Son père était brasseur et devint maire de Cham. Après de mauvaises études au collège des jésuites de Passau, Luckner entra, en 1741, dans le régiment d'infanterie de Morawitzky et y devint enseigne. Lieutenant au corps franc du capitaine Gschray, il se met au service de la Hollande (1745), puis du Hanovre (1747), commande un corps de hussards dans la guerre de Sept-Ans, et, ce régiment dissous, se rend en France. Il avait acquis de grands domaines dans le Holstein et reçu le titre de baron (22 avril 1778), puis de comte (31 mars 1784). Ses deux fils, Nicolas et Ferdinand, pourvus des majorats de Schulenburg et de Deppenau, servaient en Danemark et non en Autriche, comme on le disait à Paris. Cp. *Oesterr. milit. Zeitschrift*, 1861, p. 400-403, *Marschall Luckner, eine biographische Skizze.*

[1] Rapport de deux députés du corps électoral de l'Aube, 7 septembre ; lettre de Custine à Biron, 7 septembre (arch. guerre).

Luckner n'ont pas convaincu le patriote Laclos; « je vais, dit-il, au département et je me ferai montrer l'original du placard ». — « Allez, réplique le maréchal, allez, je vous en prie. » Laclos se rend au directoire ; on lui montre l'original de l'arrêté, signé de la main de Luckner ! « Je vous demande, écrivait-il au ministre, ce qu'on peut faire d'un pareil homme ! C'est notre plus grand obstacle, et peut-être ai-je assez fait en neutralisant autant qu'il est en moi cet homme faible ou pervers ou peut-être tous deux. » Il proposa, non pas de le destituer brutalement, mais, par ménagement pour sa réputation militaire, de le mander à Paris devant le conseil exécutif, sous prétexte de prendre son avis. « Gardez-le, ajoutait Laclos, jusqu'à la fin de la campagne ; ce n'est qu'à Paris qu'il sera utile sans être dangereux. »

Billaud-Varennes était alors à Châlons. Il partageait l'opinion de Laclos sur le maréchal. « Laclos, mandait-il à Danton, n'est pas lui-même un être en qui l'on puisse avoir une confiance aveugle ; mais Luckner est un hors-d'œuvre, il fait pitié ; conserver cette machine étrangère où elle est placée, c'est se charger d'une responsabilité terrible et compromettre le sort de nos armes [1]. »

Le conseil exécutif fit ce que demandaient Laclos et Billaud-Varennes. Il donna l'ordre à Luckner de se rendre à Paris. Le maréchal, suivi de Laclos qui l'accompagnait comme son ombre, arriva le 22 septembre. On le logea dans l'hôtel qu'habitait Berruyer, et on l' « invita à éclairer le conseil de ses avis ; ce qu'il pourrait faire plus utilement dans la capitale qu'à Châlons, vu la fermentation qui règne dans cette ville [2] ».

Il serait injuste d'attribuer à la faiblesse de Luckner la fermentation qui, de l'aveu du conseil exécutif, régnait à Châlons. Labourdonnaye assista Luckner durant quelques jours et fut aussi impuissant que le vieux

[1] Lettres de Laclos des 10 et 11 septembre (arch. guerre et *Intermédiaire* du 25 septembre et du 10 novembre 1885) ; Billaud-Varennes à Danton (*Révol. de Paris*, XIII, p. 492-493).

[2] Procès-verbaux du conseil exéc. prov., p. 135 (arch. nat.). Ajoutons que Laclos fut nommé le 22 septembre maréchal de camp.

maréchal. On l'avait nommé commandant en chef de l'armée de l'intérieur. Il eut l'esprit de ne pas organiser cette « armée de l'intérieur » ; il se contenta d'envoyer des renforts à Dumouriez et à Kellermann ; « je suis, disait-il, un commis au bureau *mouvement des troupes*, en attendant que je sois général [1] ».

Mais les volontaires étaient en trop grand nombre. 18,635 quittèrent Paris du 3 au 16 septembre [2] et Servan annonçait que 24,000 autres arriveraient à Châlons du 18 au 25 ; c'étaient 2,000 environ par jour ! La plupart n'avaient pas d'armes et avouaient franchement à Labourdonnaye qu'ils ne savaient pas se servir d'un fusil. Il fallait donc les armer et les exercer ; mais on n'avait à Châlons ni assez de fusils ni assez d'instructeurs. Il fallait les abriter ; mais on n'avait pas assez de tentes et d'effets de campement. Il fallait les nourrir ; mais il n'y avait pas à Châlons de commissaire ordonnateur chargé de pourvoir spécialement a leur subsistance ; les volontaires sans armes consommaient une partie des vivres destinés aux volontaires armés ; les distributions, écrivait Labourdonnaye, sont livrées au pillage. Enfin, il fallait discipliner cette foule confuse et frémissante, composée surtout de Parisiens indociles : ce sont, disait le ministre de la guerre, nos braves frères d'armes de Paris, mais il avouait lui-même qu'ils avaient plus de bonne volonté que de soumission et qu'il faudrait une forte dose de patience pour mettre de l'ordre au milieu de gens aussi exaltés [3].

[1] Lettre du 10 septembre.

[2] *Gazette de France*, n° 176, 18 septembre, p. 706-707. *Départ des troupes de Paris depuis le 3 jusqu'au 16 septembre.* Le 3, 827 hommes ; le 4, 1,044 : le 5. 897 ; le 6, 1.473 ; le 7, 1.493 ; le 8, 2,972 ; le 9, 1.191 : le 10, 1,218 ; le 11, 1.503 ; le 12, 2,025 ; le 13, 2,115 ; le 14, 360 ; le 15, 1,517 ; du 3 au 16. 18.635 hommes.

[3] Cp. la corresp. de Labourdonnaye avec Servan, 16, 17, 18 septembre ; Laclos a Servan, 13 septembre ; Servan a Dumouriez, 4 et 11 septembre ; Luckner à Dillon, 13 septembre : « Il doit se faire un rassemblement de 30,000 hommes, et nous n'avons encore d'effets de campement que pour 8,000 » (arch. guerre). Cp. *Rév. de Paris*, n° 168, p. 13 ; Prudhomme, qui vient d'aller à Châlons, résume ainsi la situation : « des campements mal organisés, mal fournis ; des troupes volontaires insubordonnées à qui il faut faire aimer la discipline ». Le curé de Bar-sur-Seine écrit, le 26 septembre, à un député

Le 17 septembre, Labourdonnaye priait Servan de suspendre, durant deux jours, le départ des troupes qui venaient de Paris « pour ne pas augmenter l'engorgement et le désordre ». Châlons n'offrait plus, en effet, qu'un vaste chaos où s'agitait une multitude rebelle à toute discipline. Tantôt les volontaires enlevaient les drapeaux militaires suspendus à la voûte de la cathédrale et les armoiries du chapitre épiscopal pour les brûler sur la place au blé et ils dansaient la farandole autour du bûcher. Tantôt, à l'instigation de Billaud-Varennes qui leur dénonçait l'incivisme de la municipalité de Châlons, ils se rendaient pêle-mêle à l'hôtel de ville et voulaient égorger le maire. Tantôt, ils juraient de massacrer les aristocrates enfermés dans la prison et braquaient leurs canons contre la porte ; déjà les artilleurs approchaient des pièces les mèches allumées ; sans Prieur de la Marne, sans Luckner qui se jeta devant la bouche d'un canon en s'écriant : « Tuez votre général si vous l'osez ! », ils auraient envahi la prison et mis à mort les détenus [1]. Tantôt encore ils égorgeaient un pauvre vieillard sourd qui portait un paroissien sous le bras, mettaient son corps en morceaux et promenaient sa tête au bout d'une pique. Ils massacraient le lieutenant-colonel du 38e régiment. Ils voulurent tuer un élève de l'Ecole d'artillerie, le futur général Allix, parce que les boutons de son uniforme portaient trois fleurs de lis. Allix fut sauvé par sa présence d'esprit. « Mes boutons vous déplaisent, dit-il aux volontaires, eh bien, je vous donne mon uniforme, il est tout neuf et en drap fin de Sedan ; mais je ne puis aller tout nu, que l'un de vous échange son habit avec le mien, et il fera des boutons ce qu'il voudra. » On rit, on le

qu'il voit passer tous les jours des jeunes gens de Perpignan, de Tarbes, de Lavaur ; ils sont « sans souliers, la plupart estropiés ». (Babeau, *Hist. de Troyes pendant la Révol.*, 1874, II, 54.)

[1] Labourdonnaye à Servan, 17 et 18 septembre ; lettre de Châlons, du 12 septembre (*Monit.* du 16) : discours de Charlier, 18 septembre (*Monit.* du 19) ; Souv. du général Allix (*Journal des sciences milit.*, 1828, p. 496) ; Taine, *Conquête jacobine*, p. 350 ; la prison renfermait vingt-deux gentilshommes, parmi lesquels plusieurs verriers de l'Argonne.

laissa aller et Allix enleva ses boutons à fleurs de lis[1].

Le matin du 15 septembre, trois bataillons de Paris reçurent l'ordre de se diriger sur Sainte-Menehould pour renforcer l'armée de Dumouriez. Deux refusèrent d'obéir, le troisième, le bataillon de la section des Lombards, consentit à partir après de grandes hésitations, et seulement dans l'après-midi. Mais il rencontra sur la route les fuyards de Montcheutin et revint sur ses pas en criant à la trahison. Le lendemain et le surlendemain, les volontaires parcouraient les rues de la ville, accusant de perfidie les généraux, les poursuivant d'insultes et d'outrages, disant que leur pain de munition était moins blanc que celui de Paris. Ils pillèrent les boulangeries. Ils menacèrent de mort Luckner et ses aides-de-camp. Le maréchal, convaincu que les fugitifs de Montcheutin excitaient le désordre, déclara qu'il les renverrait à leurs régiments. Mais les volontaires s'écrièrent qu'on n'était plus sous l'ancien régime, qu'on ne pouvait traiter ainsi des citoyens et des frères, qu'il fallait arrêter le maréchal; plusieurs lui tenaient déjà son cheval par la bride[2].

Vainement Labourdonnaye essayait, avec les gendarmes du département, de tenir tête à ces forcenés. Que faire avec 450 gendarmes contre une foule « méfiante et méchante » ? On lui avait adjoint deux maréchaux de camp, du Hamel, commandant en second de l'École d'artillerie, et Saint-Jean ; tous trois, écrivait Labourdonnaye, nous sommes excédés au physique et au moral.

Aussi avait-il hâte de quitter Châlons; il craignait d'être immolé par ses soldats. Dès qu'il eût reçu le commandement de l'armée du Nord, il partit. Un mot peint

[1] Taine, *Conquête jacobine*, p. 349-350 ; Barbat, *Hist. de Châlons*, 1855, p. 420-426 ; Allix, *Souvenirs*, p. 495 ; (il avait alors vingt ans ; il professait les mathématiques au collège de Coutances ; il était entré à l'école d'artillerie le premier ou, comme on disait alors, le *prince* de sa promotion ; il y eut pour camarades Marmont, Foy, etc.). Comp. les *Mém. du duc de Raguse*, 1857, I, 26 ; il faillit être mis à la lanterne, et dut, ainsi qu'un camarade, mettre l'épée à la main.

[2] Arch. guerre et Rousset, *Les volontaires*, p. 80-83 ; Luckner à Servan, 16 septembre ; Labourdonnaye à Servan, 18 septembre ; *Monit.* du 21 septembre (lettre de Châlons, du 17).

les embarras cruels qu'il avait éprouvés ; il recommandait Santerre comme son successeur : « Si Santerre ne vient pas raccorder et subordonner la force armée de Paris, nous sommes perdus, non par nos ennemis, mais par nos désordres. »

Servan le remplaça par le lieutenant-général de Sparre[1]. Mais Sparre, lui aussi, fut bientôt dégoûté de sa mission. « C'est un furieux travail, disait-il au ministre, quand on veut faire obéir des volontaires qui contrarient vos ordres à chaque instant. » Il lui décrivait ce rassemblement de soldats tapageurs, surexcités, pérorant follement sur les ordres du général et les mouvements des troupes. « La crainte d'être trahis les rend méfiants et paralyse souvent les meilleures dispositions. Tout volontaire veut juger les opérations militaires et se croit trahi quand elles ne répondent pas à ses idées. Laclos m'aurait été d'un grand secours pour arrêter l'effervescence des têtes parisiennes qui croient qu'il n'y a qu'à attaquer les ennemis pour les vaincre [2]. »

Mais ces volontaires qui se vantaient de tout renverser, refusaient de marcher à l'ennemi. « Je ne puis vous dire, mandait Luckner à Dumouriez, si vous recevrez du renfort ou non, parce qu'un instant ils consentent à partir, et l'instant d'après ils ne le veulent pas, à moins d'être tous les Parisiens ensemble. » Dumouriez qui n'était jamais à bout d'expédients, conseillait à Frégeville de piquer leur amour-propre et de leur montrer que la besogne était aisée : « Il existe un moyen..., c'est de leur dire que l'armée prussienne est épuisée par la faim, la fatigue et la maladie, que je suis déterminé à achever sa ruine en lui donnant bataille, mais que je ne veux pas le faire sans que les fédérés y aient part, que c'est pour cela que je les envoie chercher. » Il donnait le même conseil au général d'Harville ; il lui recommandait de ne pas combattre en rase campagne, de se retrancher dans le camp d'Aubérive, de n'exposer les fédérés en plaine que si la cavalerie des émigrés osait les assaillir ; « ce serait le cas, ajoutait Dumouriez, d'exciter dans une

[1] De Sparre était lieutenant-général depuis le 1er janvier 1784.
[2] Arch. guerre, Sparre à Servan, 22 et 25 septembre.

telle circonstance le zèle de nos fédérés, car c'est une guerre personnelle entre les ci-devant et le peuple français; dites-leur surtout de ne pas craindre cette cavalerie très mal organisée et mourant de faim »[1].

Enfin, Servan et Dumouriez perdirent patience; tous deux écrivirent au président de la Convention. Le ministre disait hautement qu'on profitait à Châlons des moindres circonstances pour y répandre la terreur et il proposait de décimer tout bataillon qui troublerait l'ordre et violerait la loi. Le général priait Pétion, ce « vertueux président de la plus auguste assemblée de l'univers », de faire des lois fermes et rigides pour arrêter les *désordres* et les *crimes* des volontaires. « Nous avons cru, ajoutait Dumouriez, que ces citoyens se montreraient remplis d'amitié et de fraternité. Quelle est notre surprise en apprenant qu'ils marquent leur passage par des menaces, des meurtres et du pillage! Légitimez les punitions; je n'ose pas prononcer la peine de mort si elle n'est pas passée en loi; rectifiez surtout notre jury militaire, dont les formes font échapper le coupable ou rendent la punition trop lente pour être exemplaire[2]. »

Les volontaires eux-mêmes s'effrayaient de leur propre indiscipline. Ils élurent deux commissaires qui rédigèrent et signèrent avec les colonels de deux régiments d'infanterie, le 94e et le 38e, une adresse aux citoyens-soldats. Cette adresse qu'on nommait une *instruction de discipline*, fut imprimée et envoyée au nom des troupes de Châlons à tous les corps de l'armée. Le mot « discipline », disaient nos volontaires, dérive du mot « disciple » qui signifie l'observateur d'un principe ou d'une loi quelconque; sans discipline, les plus braves corps de troupes ne sont que des amas confus de brigands plus propres à opérer l'anéantissement total d'une société ou d'un empire qu'à contribuer à la gloire et à l'éléva-

[1] Luckner à Dumouriez, 16 septembre; Dumouriez à Frégeville, 24 septembre, et à d'Harville, 26 et 28 septembre (arch. guerre).

[2] Servan à Pétion, 23 septembre (Rousset, *Les Volontaires*, p. 94-96); Dumouriez à Pétion, 26 septembre (Bibl. nat., mss., collection Deslys, p. 119); voir plus loin l'accueil qu'il fit aux fédérés.

tion où ils se proposent d'atteindre. Les auteurs de l'Instruction citaient l'histoire ancienne ; ils rappelaient que les Romains avaient été vaincus par les barbares, parce qu'ils avaient perdu toute discipline : « Français, le sort des Romains vous attend !... Au nom de la patrie, unissons-nous ou attendons-nous à devenir des esclaves mille fois plus à plaindre que nous étions avant la Révolution, car notre esclavage amènera la banqueroute, des impôts quadruples pour payer la horde de satellites qui nous chargeront de fers, enfin, le meurtre, l'incendie et le pillage affreux qui dépouillera de leurs biens ceux qui auront le malheur de survivre à une pareille catastrophe [1]. »

Malgré cette belle instruction, la discipline ne s'établissait pas dans les bataillons de nouvelle levée. Le 2 octobre, des volontaires du camp de Notre-Dame de l'Epine coupaient la tête à un paysan qu'ils accusaient faussement de fournir de la farine aux émigrés et ils voulaient jeter bas un moulin à vent qui se trouvait au milieu de leur camp, sous prétexte qu'il appartenait à un aristocrate [2]. Le 6 octobre, les volontaires parisiens des bataillons Républicain et Mauconseil massacraient à Rethel quatre déserteurs de l'armée des émigrés et menaçaient Chazot de l'*expédier* lui-même : « Il est impossible, écrivit Chazot a Dumouriez, d'entreprendre quelque chose avec de pareilles troupes. Ce sont des volontaires dans toute l'étendue du mot. Je défie, sans de nouveaux décrets, d'en tirer le moindre avantage. Ils n'inspirent que l'effroi aux citoyens [3]. »

Partout où passaient les volontaires de 1792, à Meaux, à Soissons, à Reims, à Sedan se produisaient les mêmes désordres. A Meaux, et dans les villages voisins, on se plaignait de leurs « excès qu'on ne pouvait tolérer plus longtemps [4] ». A Soissons, ils ne voulaient pas de riz ni de pain de munition ; ils refusaient de camper sous la tente ; ils demandaient vingt sous par jour ; ils arrêtaient

[1] Arch. guerre.
[2] *Révol. de Paris*, n° 169, p. 77, lettre de Celliez
[3] Voir sur cet épisode Ternaux et Rousset.
[4] Lettre de Châlons du 6 octobre, *Monit* du 10.

au passage les farines destinées à l'armée du Nord; ils ouvraient les tombeaux des religieux, jetaient les corps par dessus les remparts et promenaient les têtes par la ville; ils massacraient un officier, trois sous-officiers et l'ancien bourreau du bailliage[1]. A Reims, où il n'y avait encore, au 7 septembre, ni général, ni commissaire des guerres, ils faisaient la loi aux administrateurs; le 6e bataillon des fédérés exigeait une somme de 40,000 livres en argent; Duhoux, consterné, entouré de séditieux qui l'accusaient de trahison, piquait des deux et fuyait à Châlons[2]. A Saint-Quentin, des bataillons de récente création se saisissaient, malgré les efforts de leurs officiers, de 1,900 fusils qu'on transportait de Saint-Omer à Reims et, dans le tumulte, brisaient la moitié des armes[3]. Les volontaires de la garnison de Sedan, chargés par Miaczynski d'enlever un magasin de vivres dans une ferme de l'abbaye d'Orval, s'arrêtaient à Carignan pour s'enivrer et piller les maisons. « Comment, s'écria Miaczynski, des hommes qui se disent Français et libres ont-ils pu, au mépris du bon exemple qui leur était donné par la garde nationale de Sedan et par les troupes de ligne, violer indignement les propriétés?[4] » A Charleville, un bataillon de Seine-et-Oise, malgré la généreuse résistance de son commandant Persinet, se mêlait à la populace pour égorger le lieutenant-colonel Juchereau et menaçait de mort les officiers municipaux[5]. Quelques mois devaient s'écouler

[1] Arch. guerre. Duhoux à Servan, 21 et 29 août, 5 septembre; Rousset, 74-76; Michaux, *Les milices et les régiments soissonnais, les garnisons et les camps de Soissons*, 1885, p. 122-125 (d'après les mémoires manuscrits de Brayer et de Patté); voir aussi Ed. Fleury, *Le camp de Soissons et les fédérés.*

[2] *Id.* Le conseil général de Reims à Luckner; Luckner à Servan, 6 septembre; Rousset, 76.

[3] Servan au président de l'Assemblée, *Monit.* du 21 septembre.

[4] Proclamation du 25 septembre, *Monit.* du 3 octobre.

[5] 4 septembre. Cp. Hubert, *Hist. de Charleville*, 1854, p. 205-210. Juchereau dirigeait sur Huningue deux voitures chargées d'armes, on prétendit qu'il les envoyait à l'ennemi. Comp. à Troyes le meurtre du chanoine Fardeau; un volontaire lui tranche la tête avec une hache empruntée chez un boulanger: la tête ensanglantée, lavée dans la rivière, fut promenée dans les rues et portée à l'hôtel de ville. (Babeau, *Hist. de Troyes*, I, p. 504-505.)

encore avant que les volontaires, oubliant les déclamations politiques, confiants dans leurs généraux, aguerris aux dangers, assouplis par le temps à l'obéissance, pénétrés de la grandeur et de la justice de leur cause, fiers de leur dévouement à la patrie, devinssent les soldats admirables qui portèrent leurs armes au cœur de l'Allemagne, au delà du Rhin et du Danube. Il fallait, dit énergiquement Hulot, purifier ces bandes au feu de l'ennemi et les purger en leur tirant du sang [1].

Voilà ce que fut ce magnifique élan si vanté par les contemporains; voilà ce que furent les volontaires de 1792, soupçonneux, méfiants, s'obstinant à ne voir autour d'eux qu'incurie et trahison, inexercés, indisciplinés, ignorant de parti pris leur devoir militaire, dépensant leur ardeur en manifestations inutiles ou sanglantes, et enfin, lorsqu'ils virent l'ennemi, prenant honteusement la fuite, comme ce bataillon des Lombards qui lâchait pied devant un escadron de hussards prussiens [2]. On ne saurait trop le répéter ; ce ne furent pas ces bataillons levés pendant les mois de juillet, d'août et de septembre, qui sauvèrent la France en 1792 ; ce ne fut pas cette cohue qui vainquit les Prussiens et refoula l'invasion. L'honneur de la résistance revient aux soldats de ligne et aux volontaires de la première formation, aux braves du camp de Maulde que Beurnonville menait à Sainte-Menehould, à l'armée de Sedan que Lafayette avait organisée et que Dumouriez anima de sa confiance et de sa hardiesse, à l'armée du Centre presque entièrement formée de troupes régulières [3]. Loin de nous

[1] Hulot, *Souvenirs milit.* (Spectateur milit., 15 janvier 1883, p. 131). « Les jeunes soldats seront battus à la première campagne, à la seconde peut-être ; mais à la troisième vous aurez les soldats de 1794, qui n'étaient plus les soldats enrégimentés de 1792 » (Stendhal, *Le rouge et le noir*, II, p. 128). « Les Français, dit le prince de Ligne (*de l'armée française*), se battirent peu ou mal pendant presque deux campagnes » ; entendez par les Français les bataillons de nouvelle levée.

[2] Westermann à Servan, 30 septembre (arch. guerre).

[3] Les bataillons de volontaires, disait Bugeaud, — qui oublie les bataillons de 1791 et ne songe qu'à ceux de 1792 — auraient vaincu, grâce à l'enthousiasme ! C'est faux ! Dans les deux premières campagnes, ils furent presque indisciplinables, parce qu'il s'y trouvait des

l'idée de nier ce grand et généreux mouvement qui précipita tant de bataillons à la rencontre des envahisseurs. Tous les contemporains, Hulot, Gouvion Saint-Cyr, Lafayette, Soult, Belliard, Lavallette, Grimoard et Servan, les militaires qui publièrent plus tard le récit des *Victoires et conquêtes*, ont décrit l'enthousiasme qui saisit la jeunesse française lorsque l'Assemblée législative proclama la patrie en danger et que la « colonne brunswickoise » eut envahi le territoire. Toutes les réquisitions, assure Rochambeau, marchèrent avec une rapidité dont je n'ai jamais vu d'exemple, même en Amérique, dans les situations les plus critiques, et cette levée qui se fit au mois d'août, en pleine récolte, peut être comparée aux croisades de saint Bernard ; l'enthousiasme de la liberté produisait les mêmes effets [1]. « De toutes parts, dit Gouvion Saint-Cyr, on courait aux armes ; tout ce qui était en état de supporter les fatigues de la guerre, se porta dans les camps ; un jeune homme aurait rougi de rester dans ses foyers, quand l'indépendance nationale paraissait menacée ; chacun abandonna ses études, sa profession : noble exemple, imité, parodié aussi, mais qui vivra dans la mémoire des hommes aussi longtemps que les nations conserveront le sentiment de leur dignité et que le nom de patrie ne sera pas un vain mot ! [2] »

Mais il faut se rappeler que sept bataillons de fédérés seulement arrivèrent le 19 septembre au camp de Sainte-

hommes qui avaient apporté l'esprit des clubs. Ils furent battus dans presque toutes les circonstances, à cause de leur inexpérience. Ce n'est qu'à la bataille de Fleurus qu'ils ont commencé à rendre des services. A Jemmapes et à Valmy, les principales forces étaient composées de la vieille armée de ligne. (Disc. des 6 et 9 janvier 1834. D'Ideville, *Bugeaud*, 1882, II, p. 230-232.)

[1] Rochambeau. *Mém.*, I, 427-428.

[2] Gouvion Saint-Cyr, I, lvij. Le 1er septembre, le jeune peintre Laurent Gouvion s'engageait dans le 1er bataillon des chasseurs de Paris ; il était élu sergent-major le 15 septembre, et capitaine le 1er novembre (Gay de Vernon, *Vie du maréchal Gouvion Saint-Cyr*, p. 1 et suiv.). Il rejoignit l'armée du Rhin, « mais sa troupe, raconte Lavallette (*Mém.*, I, 145), était composée de mauvais sujets parisiens, c'est tout dire, et se vantait hautement qu'elle allait mettre l'armée au pas ».

Menehould [1]. Encore Labourdonnaye ne les avait-il envoyés qu'à regret, sur la demande expresse de Dumouriez et sur la réquisition des commissaires de l'Assemblée législative. Ils ne prirent aucune part à la journée de Valmy; ils n'étaient là, selon le mot de Servan, que pour s'habituer à l'ordre, à la discipline et surtout à l'idée de ce qu'est une armée [2].

Est-ce à dire que la levée de 1792 fut entièrement inutile ? Non, car elle prouvait aux coalisés que la nation entière s'armait pour la défense du territoire, que la France irritée se levait avec enthousiasme pour repousser l'ennemi [3], que la jeunesse exaltée par une généreuse colère et brûlant de l'amour de la patrie, s'élançait contre l'envahisseur [4]. A la vue de cette foule de volontaires qui s'écoulait de tous côtés comme un torrent, les alliés craignirent de succomber fatalement sous le nombre. Ils reconnurent à la fois l'erreur politique qu'ils avaient commise et leur impuissance. Ils comptaient ne rencontrer qu'une ligne de bataille; et voici qu'une seconde ligne se présentait pour soutenir la première, voici que les armées succédaient aux armées ! Evidemment ils s'étaient trompés sur les forces comme sur les sentiments de la France nouvelle, et Bouillé avoue dans ses *Mémoires* qu'il avait « mal jugé les ressources de la Révolution » [5].

V. La France fut donc sauvée par son armée et non par son gouvernement. Pendant que ses soldats contenaient les envahisseurs dans l'Argonne, les deux pou-

[1] Cp. Dillon, *Compte-rendu*, p. 25 : « Je ne pouvais concevoir que de toute la masse des forces qu'on annonçait dès longtemps devoir arriver à Châlons, rien ne fût encore venu au secours de Dumouriez », et Billaud-Varennes (*Journ. des Jacobins*, 26 septembre) : « Vainement Dumouriez demandait des forces, on ne lui en envoyait pas. »

[2] Servan à Dumouriez, 8 septembre (arch. guerre). Voir *Valmy*, p. 161, le mot de Beurnonville sur ces fédérés ; il écrivait, le 30 septembre, à Dumouriez : « Je vous renverrai 1,000 fédérés qui présenteront un front et figureront en masse; je n'ai pas besoin de mangeurs ici ; il s'agit de besogner. » (Arch. nat., papiers de Dumouriez).

[3] Expression de Soult, *Mém.*, I, 9.

[4] Mots de Lavallette, *Mém.*, II, 99.

[5] Bouillé, *Mém.*, 337.

voirs, restés seuls en présence après le renversement de la royauté, l'Assemblée législative et la Commune de Paris se combattaient avec acharnement, au lieu de s'unir dans une même pensée et dans une action commune [1].

La Commune de Paris vantait son patriotisme; elle vouait les Prussiens à l'exécration; elle renchérissait sur les mesures défensives de l'Assemblée; elle établissait des estrades où ses membres recevaient les enrôlements volontaires; elle réquisitionnait dans les départements voisins des munitions et des vivres; elle faisait transformer en piques les grilles des monuments publics, fondre les crucifix et les cloches des églises, porter à la Monnaie l'argenterie des sacristies et des autels. Mais elle n'avait d'autre but que de garder le pouvoir usurpé dans la nuit du 9 août. Elle conservait les Marseillais à Paris, malgré Servan et l'Assemblée [2].

Elle faisait les visites domiciliaires, moins pour chercher des armes que pour remplir ses prisons. Elle recueillait à peine 2,000 fusils, mais, en fermant les barrières et en consignant les habitants, elle tenait Paris durant quarante-huit heures (29-31 août) dans la stupeur et l'épouvante. Elle imputait à l'Assemblée les premières calamités de la guerre. Elle prétendait que plusieurs députés se munissaient de passe-ports sous des noms supposés, et dénonçait par une affiche à la vengeance publique les traîtres qui remplissaient le Corps législatif [3]. Elle mandait devant elle le rédacteur du *Patriote Français*, Girey-Dupré, et, le journaliste refusant de comparaître, ses agents bloquaient le ministère de la guerre où l'on croyait Girey-Dupré réfugié; pendant deux heures, écrivait Servan, personne n'a pu sortir de l'hôtel [4]. Elle désorganisait tous les services par des arrestations arbitraires [5]. Elle arrêtait et retenait, malgré les passe-ports des ministres, les courriers du conseil exécutif. « Notre

[1] On ne fait pas ici l'histoire intérieure de la Révolution; on n'y touche que légèrement et au point de vue de la défense nationale.
[2] Ternaux, IV, 465-466.
[3] Lettre de Tallien, 26 août (*Monit.* du 28); Ternaux, III, 143.
[4] Lettre de Servan, Ternaux, III, 154-155.
[5] Plainte de Lacuée à Miot. Miot de Melito, *Mém.*, I, 31.

folle Commune, écrivait Mme Roland, lutte avec le Corps législatif; elle dérange toutes les combinaisons du pouvoir exécutif; si cela continue, nous ne pouvons manquer de finir bientôt et ce sera peut-être par le peuple de Paris plus encore que par les Prussiens[1]. »

Roland prenait des arrangements avec le comité de subsistances de la ville; mais la Commune cassait ce comité. Servan discutait avec elle les mesures qu'il fallait prendre pour l'établissement du camp retranché, mais je l'ai vu, disait Roland, « gémir des lenteurs qu'apportait à la formation du camp l'intervention d'une commission étrangère aux dispositions de cette nature[2] ».

Poussée à bout, l'Assemblée législative casse la Commune, qui lui répond par les massacres de septembre. On a dit que ces massacres étaient dus uniquement au fanatisme politique, au déchaînement d'un peuple exaspéré qui voulait, avant de marcher au devant des ennemis, se débarrasser de leurs complices et ne pas laisser de conspirateurs derrière lui. On a prétendu que ces horreurs étaient nécessaires et, qu'en inspirant la peur, elles envoyèrent à la frontière des milliers de soldats. Comme s'il fallait, pour se donner du cœur, égorger ses concitoyens! Mais ni les volontaires qui s'armaient pour la défense de la patrie, ni le peuple de Paris n'ont commis les crimes de septembre. Les volontaires étaient au Champ de Mars, où la Commune avait convoqué le 2 septembre tous les hommes valides. La population parisienne demeurait consternée par la soudaineté du crime[3].

[1] Mme Roland, *Lettres à Bancal*, 344-345 (2 septembre); « la municipalité de Paris, disait Choudieu, désorganise tout et entrave tout ». (Séance du 30 août, *Monit.*, du 1er septembre).

[2] Roland à l'Assemblée, *Monit.* du 5 septembre. Comp. Servan, *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 20 « ...la Commune dominant les sections, se mêlant du gouvernement, chaque individu s'immisçant dans les affaires publiques et se donnant le droit d'en blâmer les opérations et les agents ».

[3] Cp. Lavallette. *Mém.*, I, 94. On ne cite qu'un volontaire qui ait pris part aux massacres de septembre, le perruquier Charlot (Lavallée, *Hist. de Paris*, 96) et ces « deux ou trois » soldats de la gendarmerie parisienne qui déclarèrent en passant à Roye, qu'ils « étaient de ceux qui avaient massacré les prisonniers de Paris à la journée du 2 septembre, et qu'il ne leur en coûtait rien de massacrer » (Taine,

Les assassins furent, pour la plupart, les tape-durs des bandes de Maillard, de Lazowski, de Fournier, des fédérés du Midi qui ne voulaient combattre que les ennemis de l'intérieur, et des artisans du plus bas étage qui croyaient travailler pour la nation et réclamèrent leur salaire. Leurs chefs furent les meneurs de la Commune, ceux qui répandaient le bruit que les citoyens enrôlés ne partiraient pas avant d'exterminer les royalistes, qui décidaient le 30 août que les sections jugeraient les détenus, qui proclamaient le 2 septembre la trahison du conseil exécutif, et l'accusaient formellement de révéler aux Prussiens le départ d'un renfort destiné à Verdun. Les uns étaient résolus à conserver la dictature; les autres, coupables de vols, craignaient de rendre leurs comptes de gestion; tous voulaient faire trembler la Gironde, s'imposer par la terreur au choix des électeurs parisiens, et conquérir, en entrant à la Convention, à la fois le pouvoir et l'impunité.

Le comité de surveillance de la Commune organisa la tuerie. Panis, Sergent, Duplain, Jourdeuil, qui formaient ce comité, s'adjoignirent le 2 septembre six membres nouveaux : Deforgues, Duffort, Guermeur, Leclerc, Lenfant, Marat, et, dans l'après-midi, commencèrent les massacres qui devaient durer jusqu'au 5 et même jusqu'au 6 septembre. Partout où ils s'exécutent on trouve la main de la Commune. Partout, sur l'ordre de la Commune, les concierges des prisons ouvrent les portes et apportent les registres d'écrou. Maillard et sa bande entrent à l'Abbaye en présentant un billet signé de Panis et de Sergent : « Mes camarades, il vous est enjoint de juger tous les prisonniers de l'Abbaye sans distinction. » Billaud-Varennes, membre de la Commune, coiffé de sa perruque noire et vêtu de son petit habit puce, vient encourager les assassins et promet à chacun des *ouvriers* un louis pour leur *travail.* Le pro-

Conquête jacobine, p. 334-335.) Les égorgeurs. écrivait plus tard l'abbé Sicard à la fin de sa célèbre relation des massacres, « ont la plupart fui de Paris ; ils ont été dans les armées, espérant y trouver des camarades. Les scélérats ! Pouvaient-ils ainsi se méprendre sur les soldats français ? On les a reconnus, et ils n'y ont trouvé que des vengeurs. »

cureur de la Commune, Manuel, leur déclare qu'ils exercent des « vengeances légitimes » et les prie de ne pas frapper indistinctement toutes les têtes. A la Force, le sanglant tribunal est présidé successivement par trois membres de la Commune : Hébert, Monneuse et Rossignol. A Saint-Firmin, douze hommes de la section des Sans-Culottes, qui viennent aider au massacre des prêtres, sont requis par un membre du comité de surveillance. 1,300 à 1,400 personnes furent massacrées. Mais, le 3 septembre au matin, lorsque les électeurs se rendirent à la salle du club des Jacobins, ils passèrent sur le Pont-au-Change devant les cadavres qu'avaient entassés les égorgeurs de la Conciergerie et du Châtelet. La députation de Paris ne fut composée que des instigateurs et des complices du massacre : Robespierre, Danton, Marat, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Camille Desmoulins, Fabre d'Églantine, Sergent, Panis, Manuel, Fréron[1].

L'Assemblée et le ministre de l'intérieur demeurèrent impuissants, sans force, sans police, sans pouvoir sur la garde nationale dont le commandant général Santerre, beau-frère de Panis, paralysait l'action. L'Assemblée applaudit, sans l'imiter, au courage de l'horloger Monnot qui sauva la vie de l'abbé Sicard; elle envoya le soir du 2 septembre à la prison de l'Abbaye des commissaires qui ne furent pas écoutés; elle lança le lendemain une proclamation et décréta que les corps administratifs de Paris veilleraient à la sûreté des biens et des personnes; elle nomma de nouveaux commissaires qui se rendirent le 4 septembre dans les sections pour y porter des paroles de paix et d'humanité. Roland, comme à son ordinaire, adressa de longues lettres à l'Assemblée, à Pétion, maire de Paris, à Santerre, commandant de la garde nationale, et jura qu'il resterait à son poste jusqu'à la mort; mais il n'osa flétrir les massacres : « Hier, écri-

[1] On ne cite ici que le témoignage de Cambon qui n'est pas suspect « ces agitateurs qui n'aspirent qu'à être nommés à la Convention.... ils brûlent de nous remplacer » (4 septembre, *Monit.* du 6) ... « ils voulaient s'emparer de la Révolution pour en recueillir les avantages, et dès lors il n'y a pas d'horreurs dont le Corps législatif n'ait été le témoin ». (10 novembre, *Monit.* du 12.)

vait-il le 3 septembre, fut un jour sur les événements duquel il faut peut-être laisser un voile; le peuple, terrible en ses vengeances, y porte encore une sorte de justice. » Il était sous le couteau. « Robespierre et Marat, disait Mme Roland, s'efforcent d'agiter le peuple et de le tourner contre l'Assemblée nationale et le conseil; ils ont fait une chambre ardente; ils ont une petite armée qu'ils soudoient à l'aide de ce qu'ils ont trouvé ou volé dans le château et ailleurs, ou de ce que leur donne Danton. Si les départements n'envoient une garde à l'Assemblée et au Conseil, on perdra l'une et l'autre[1]. »

Désormais, le Corps législatif et les ministres étaient sous la dépendance de Marat, de Robespierre, de Danton, des trois hommes qu'on nommait les triumvirs de la liberté[2]. Marat, journaliste officiel de la Commune, qui lui donne une tribune dans la salle de ses séances, attaque sans relâche les membres de l'Assemblée, les généraux, les ministres, excepté Danton. Robespierre accuse, en pleine Commune, Brissot « le liberticide », la faction de la Gironde et la « scélérate » commission des Vingt et un, d'avoir vendu la France au duc de Brunswick (1er et 2 septembre), et, à son instigation, le comité de surveillance lance des mandats d'arrêt contre Roland et Brissot; des bandes d'hommes armés envahissent le ministère de l'intérieur, et des commissaires de la Commune pénètrent dans l'appartement de Brissot pour examiner ses papiers. Quant à Danton, en secret il dirige tout. « C'est le chef de la horde, écrit Mme Roland, Robespierre

[1] Lettre du 5 septembre à Bancal, 346. Servan, *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 20 « ....les massacres de septembre, les projets de les étendre sur plusieurs députés et sur quelques ministres ». D'après le *Tableau hist.*, I, 392, Servan fut « le seul membre du conseil exécutif qui eut assez de courage pour oser entreprendre de détourner les magistrats séditieux de Paris, de souiller leurs mains par les massacres; mais les représentations les mieux fondées et les plus pathétiques sont vaines parce qu'ils veulent absolument des victimes, et le sang commence à couler. Si l'acte de dévouement de Servan faillit lui coûter la vie, puisqu'on agita en sa présence s'il ne convenait pas de l'égorger un des premiers, il lui mérita la réputation d'homme de bien. »

[2] *Révol. de Paris*, n° 167, p. 516.

est son mannequin, Marat tient sa torche et son poignard; ce farouche tribun règne, et nous ne sommes que des opprimés, en attendant que nous tombions ses victimes[1]. » Tout-puissant depuis la journée du 10 août, où ce substitut du procureur-syndic avait pris d'une heure du matin à sept heures toutes les dispositions, où il avait signé l'arrêt de mort du commandant de la garde nationale Mandat, où il avait été le véritable « point de ralliement », entré au ministère avec le prestige de la victoire et, comme il disait, porté au pouvoir par un boulet de canon[2], il n'avait cessé de soutenir ses amis de l'Hôtel-de-Ville contre l'Assemblée et, fort de cette alliance, il dominait le conseil exécutif. Ce fut lui qui fit décréter ces visites domiciliaires qui jetèrent dans les prisons de la Commune les futures victimes de septembre. Son intime, Thuriot, obtint le 1er septembre un décret ambigu qui maintenait provisoirement la Commune dissoute. La plupart des hommes de la Commune, le secrétaire-greffier, Tallien, et Billaud-Varennes, étaient ses affidés. Deforgues, chef de bureau à la mairie et membre du comité de surveillance, était un de ses anciens clercs[3]. Lui-même avait résolu de se maintenir dans Paris par tous les moyens et en faisant peur. « Je me moque des prisonniers, dit-il à Grandpré, qu'ils deviennent ce qu'ils pourront! » Il expédia, sous son contre-seing, la fameuse circulaire du comité de surveillance qui engageait les départements à suivre l'exemple de Paris, et à mettre à mort les conspirateurs. Il laissa massacrer les prisonniers d'Orléans et félicita les meurtriers. « Véritable dictateur, écrit Mathieu Dumas, dédaignant toute espèce de ménagement, prenant sur lui la responsabilité de tout ce qui lui semblait nécessaire pour consommer la révolution démagogique, il opposait à la

[1] Lettre du 9 septembre à Bancal, 348.

[2] La peur, dit Buzot (*Mém.*, 73), l'avait placé au milieu de la justice. « Il fallait dans le ministère, écrit Condorcet (*Œuvres*, 1847, vol. I, p. 602) un homme qui, par son ascendant, pût contenir les instruments très méprisables d'une révolution utile. »

[3] Il devint ministre des affaires étrangères, de même que Paré, lui aussi ancien clerc de Danton, succédait à Grouvelle, comme secrétaire du conseil, puis à Garat, comme ministre de la justice.

Gironde le monstrueux pouvoir de la Commune [1]. » C'était Danton que Roland dénonçait à mots couverts dans sa lettre du 30 septembre : « Des hommes ardents, peut-être égarés, sèment les défiances contre toutes les autorités qu'ils n'ont pas créées, ne parlent que de trahisons, paralysent le glaive de la loi pour lui substituer le poignard des proscriptions ; ils se font un droit de leur audace, un rempart de la terreur qu'ils essaient d'inspirer; ils veulent de l'autorité, du pouvoir dont ils se croient seuls capables de bien user. Combien serait coupable *l'individu supérieur par sa force ou ses talents à cette horde insensée qui voudrait la faire servir à ses desseins ambitieux; qui tantôt avec l'air d'une indulgence magnanime excuserait ses torts et adoucirait ses excès; tantôt avec une apparente sévérité s'élèverait adroitement contre elle pour lui porter des coups plus funestes ; mais toujours la protégerait en secret, caressant ses erreurs, animant sa colère et dirigeant ses pas !* »

[1] Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 467. Voir sur les massacres de septembre, Granier de Cassagnac, Guadet, Ternaux et M. Taine qui ont réuni tous les textes. Un témoignage écrasant et très peu connu, et qui se produit quelques jours après l'événement, me semble être celui de Prudhomme, non du Prudhomme des *Crimes de la Révolution*, mais du Prudhomme des *Révolutions de Paris*. Kersaint ayant dit que le peuple avait déshonoré Paris par les massacres de septembre. « Dites, Monsieur, répondit Prudhomme, que ce sont *les meneurs* qui ont déshonoré le peuple *en lâchant au milieu de lui des sicaires gagés à tant par assassinat*. Attaquez tant qu'il vous plaira votre collègue Marat ; celui-ci est là pour se défendre, s'il y a lieu. » (*Révol. de Paris*, 27 octobre-3 novembre 1792, p. 243). Dans le même numéro, Prudhomme accuse à mots couverts Robespierre et Danton (après le discours de Louvet) : « Il serait vrai que Robespierre ait voulu *se frayer un chemin de la Commune à la dictature, à travers les cadavres amoncelés aux portes des prisons de Paris ?* Cela n'est pas possible. Mais faut-il huit jours pour répondre?... Et toi, Danton, tu te tais aussi ou tu n'ouvres la bouche que pour désavouer lâchement ton agent subalterne (Marat). Quelle idée prendre de la Convention d'après la moralité et la conduite de ceux qui en sont les coryphées ? Fidèle à notre impartialité, nous te rendons *pourtant* justice pour *un* fait. Tu donnas le contre-ordre qui sauva les jours de Roland et de Brissot contre lesquels Marat avait fait décerner des mandats d'arrêt. A la nouvelle qu'ils étaient menacés, tu courus chez Robespierre pour parer à ces deux assassinats. » Cp. encore n° 174, p. 299. « Si on veut absolument que *Robespierre, Marat et Danton aient amené, provoqué et dirigé* ce supplément indispensable peut-être à la révolution du 10... »

Il régente en effet, il gourmande, il « talonne » ses faibles collègues et prend sur eux, de l'aveu de Roland, une *terrible prépondérance*. Trois mois auparavant, Roland, Clavière, Servan tenaient tête à Dumouriez dans le conseil des ministres ; Roland lisait à Louis XVI cette lettre impérieuse qui le sommait d'accepter la Révolution; Servan proposait à l'Assemblée l'établissement d'un camp de 20,000 fédérés, sans en prévenir Dumouriez et le roi. Aujourd'hui, les trois Girondins courbent la tête; ils subissent le joug du ministre qui s'intitule le ministre du peuple ; ils signent tout ce que Danton leur présente. Monge, Lebrun, Grouvelle reçoivent aussi docilement que les trois autres, les ordres du redoutable tribun. « C'est Danton qui le veut, répond Monge à toutes les objections et, si je refuse, il me fera pendre. » Que de fois Roland avait demandé, sous son précédent ministère, la nomination d'un secrétaire qui rédigerait le procès-verbal de chaque séance du conseil! Que de fois, avec Clavière et Servan, il avait réclamé de Louis XVI un registre des délibérations qui constaterait l'opinion des ministres et laisserait un témoignage utile à l'histoire! Nous sommes responsables, disaient alors au roi les trois ministres girondins, nous voulons trouver notre garantie dans un livre où seront consignés nos avis, et la manière courageuse dont nous aurons pris les intérêts du peuple[1]. Mais Danton ne voulait pas laisser la moindre trace de ses avis. Le secrétaire Grouvelle ne fit donc, en échange de ses 20,000 livres d'appointements, que des rapports insignifiants ; il se contenta de résumer en termes vagues les discussions du conseil et de reproduire ses arrêtés « sans déductions de motifs, ni mention des oppositions[2] ».

Roland a tracé le tableau des séances du conseil exécutif pendant les mois d'août et de septembre. Elles offrirent le même aspect que les séances de l'Assemblée, de la Commune ou des comités des sections : même tapage, mêmes clameurs, mêmes invectives, même affluence de gens du dehors, et, au milieu de ce vacarme,

[1] (Servan), Notes aux *Mémoires* de Dumouriez, ix-x.
[2] Mme Roland *Mém.*, I, 383; II, 6, 21, 23, 24.

la voix tonnante de Danton qui dicte à ses collègues sa volonté, tantôt d'un air jovial et avec bonhomie, tantôt sur un ton de menace et avec un emportement brutal. « Les conseils de son temps, dit Roland, ne présentèrent jamais aucun plan, aucune suite de discussion; ce n'étaient que des propositions ex abrupto, entremêlées de cris, de jurements, d'allées, de venues des membres mêmes, et d'étrangers postés comme pétitionnaires, interlocuteurs, et finalement usant et abusant de la liberté, à peu près comme firent ensuite les tribunes à la Convention même ; Danton faisait les propositions, les arrêtés, les proclamations, les brevets, etc[1]. »

Ce fut Danton qui choisit les trente commissaires chargés de seconder les représentants que l'Assemblée avait envoyés dans les départements pour hâter la formation des nouveaux bataillons de volontaires. En vain Roland demande un jour de réflexion. Danton enlève en une séance la nomination de ses agents ; il se présente au conseil le 29 août, il jette sur la table les commissions dressées à l'avance, il assure que ses candidats sont d'excellents patriotes. Roland et ses collègues signent sans faire d'objection, et « voilà un essaim d'intrigants de sections ou brouillons de clubs, patriotes par intérêt, très dévoués à Danton, leur protecteur, les voilà représentants du conseil exécutif dans les départements ! »[2]. On remarquait dans le nombre l'imprimeur Momoro, Fréron, Clémence, Laclos, Brochet, etc. Fréron était envoyé avec André et Sutières à Metz et dans les autres places fortes de la Moselle ; Clémence dans les provinces

[1] Ecrit tracé par Roland et reproduit dans ses principaux passages par les éditeurs des *Mém.* de Mme Roland, II, 17, 23-24, 67-68, 436-442. « D'où vient, disait Prudhomme, que les membres du conseil ne sont pas plus d'accord entre eux ? » (*Révol. de Paris*, n° 167, 15-22 septembre, p. 514.)

[2] Mme Roland, *Mém.*, II, 28. « Quelle vertu, remarque à ce propos Lafayette (*Mém.*, IV, 126) que celle d'un ministre de l'intérieur qui n'exige pas même que l'on examine et discute de tels choix et signe par complaisance l'envoi, dans les départements, de tous les scélérats nommés par Danton ! » Lafayette ajoute plus loin (135) : « Roland laissait Danton envoyer officiellement des ordres d'assassinat dans les départements. Il dit à Mme d'Ayen que les assassinats s'organisaient dans le Conseil (octobre 92). »

de l'Est ; Laclos, à l'armée de Luckner ; Brochet, à Châlons-sur-Marne et dans les départements voisins [1]. Mais Danton retint quelques-uns d'entre eux jusqu'aux premiers jours de septembre [2]. Ils purent emporter avec eux la circulaire du comité de surveillance.

A ces trente commissaires du conseil exécutif, nommés le 29 août, se joignirent vingt-quatre autres commissaires choisis le 3 septembre par la Commune et dans son sein. Ils devaient, d'après l'arrêté du conseil général, engager les citoyens des départements à se réunir à l'armée parisienne et employer tous les moyens pour repousser l'ennemi. En réalité, ils avaient mission d'exercer une pression vigoureuse sur le corps électoral, de faire nommer les députés publiquement et à haute voix comme dans la salle du club des Jacobins, de présenter à la province le 2 septembre comme le grand article du *Credo* de la liberté [3].

On ne cite ici que les commissaires envoyés dans les départements envahis ou menacés par l'invasion : ce furent Paris pour la Moselle ; Harou-Romain et Sigaut pour la Meurthe ; Crosne et Laborie pour l'Alsace ; Billaud-Varennes, Celliez et Varin pour Châlons [4] ;

[1] Brochet, fils d'un vannier champenois, et d'abord garde de la connétablie, logeait dans la même maison que Billaud-Varennes dont il devint le flatteur ; il fut juré du tribunal révolutionnaire. (Campardon, *Hist. du trib. rév.*, I, 223, note).

[2] « Vingt et un commissaires du pouvoir exécutif, tous pris dans l'élite des patriotes de la capitale, viennent de partir dans la nuit du 29 au 30. » (*Révol. de Paris*, n° 164, p. 380.)

[3] Expression de Collot d'Herbois (discours du 3 novembre aux Jacobins). Voir *Révol. de Paris*, n° 166, 473-475, l' « instruction destinée à diriger la conduite des commissaires patriotes envoyés dans les départements ».

[4] La plupart de ces « missionnaires » passèrent par Châlons qui devint ainsi le rendez-vous des commissaires du pouvoir exécutif. On vit même à Châlons (outre Celliez et Varin, Billaud-Varennes et Brochet, Laclos, Harou-Romain et Sigaut), le frère du fameux brasseur Santerre et le citoyen Prudhomme, rédacteur des *Révolutions de Paris*. Prudhomme était accompagné du correcteur de son imprimerie ; il avait obtenu de Roland « un pouvoir en vertu duquel il devait presser sur son passage la fabrication des piques et prendre tous les renseignements nécessaires » (*Révol. de Paris*, n° 204, 1-8 juin 1793, p. 471).

Janson et Legray pour le département du Nord. Tous reçurent, en même temps qu'un passeport de la Commune, une commission du pouvoir exécutif. Le conseil des ministres, entraîné par Danton, les chargea de faire les réquisitions qu'ils jugeraient nécessaires, d'exciter le zèle des citoyens, de diriger le mouvement qui portait les volontaires vers la défense des frontières et de la capitale, enfin de se concerter avec les commissaires précédemment envoyés pour veiller à l'équipement des nouvelles levées et les pourvoir d'armes, de munitions et de chariots de subsistance.

Quel fut le résultat de ces *missions révolutionnaires*, comme les nommait Danton? Seul, Laclos rendit quelques services. Mais Billaud-Varennes excita l'indiscipline des volontaires de Châlons [1]. Les commissaires envoyés dans l'Yonne annoncèrent que la Commune de Paris s'était emparée de tous les pouvoirs et invitait les communes de France à se rallier autour d'elle. Ceux qui vinrent à Douai assurèrent que la Commune de Paris était maîtresse de toute l'autorité, qu'elle seule sauverait le pays, qu'il suffisait de dresser contre les opposants des échafauds et des potences. Ronsin et Lacroix, revêtus de leurs écharpes, se rendirent à Meaux où siégeait l'assemblée électorale de Seine-et-Marne et proposèrent de fondre un canon du calibre de la tête de Louis XVI, afin d'envoyer cette tête, en guise de boulet, aux premiers Prussiens qui paraîtraient ; à leur instigation, des gendarmes parisiens, joints à la populace, envahirent la prison de la ville et massacrèrent treize personnes, dont sept prêtres [2]. Partout où passaient ces commissaires, ils

[1] Cp. ci-dessus. Sa mission était une des plus importantes. Il la devait à Danton dont il avait été secrétaire (voir sa lettre du 11 septembre, « Mon cher Danton, etc. ». *Révol. de Paris*, n° 166, p. 492-495). Le conseil l'envoyait « à l'effet d'annoncer l'arrivée des soldats-citoyens de la capitale, d'observer les dispositions faites pour l'établissement de l'armée qui doit s'y rassembler sous les ordres de Luckner, d'alimenter le civisme et l'amour de la liberté, de correspondre avec le conseil exécutif et de l'informer régulièrement de tous les résultats de ses observations » (Procès-verbaux du conseil exécutif, p. 85, 4 septembre).

[2] Séance de la Convention du 25 septembre, témoignages de Boilleau, de Fockedey, de Bailly ; lettre de Roland (*Monit.* du 14 sep-

faisaient l'éloge de Marat, de Robespierre, surtout de Danton. Ils ne correspondaient qu'avec le ministre de la justice, leur patron, et « leurs lettres, disait Prudhomme, expriment toutes le désir qu'ont les départements de voir M. Danton rester au ministère et la crainte que, s'il passe à la Convention nationale, il ne soit pas remplacé dignement[1] ». Ils exaltaient l'énergie de la Commune, diffamaient le conseil exécutif et l'assemblée, et comme ce Guermeur qui fut envoyé dans le Finistère, déblatéraient contre les « brissotins », les « rolandistes » et la « clique girondaise ». Ils déclaraient qu'il n'existait plus de loi, que chacun était maître puisque le peuple était souverain, que chaque fraction de la nation pouvait prendre les mesures qui lui conviendraient, qu'on avait le droit de taxer les blés, de les saisir dans les granges, de couper la tête du fermier qui refuserait d'amener ses grains au marché. Ils destituaient les magistrats et créaient des comités de surveillance auxquels ils déléguaient toute l'autorité[2]. Bientôt on se plaignit partout des commissaires. Quelques-uns furent arrêtés ou expulsés. Danton se contenta de faire une plaisanterie accompagnée d'un juron : « Croyaient-ils donc qu'on leur enverrait des demoiselles ! » Le 14 septembre, sur la proposition de Vergniaud, l'Assemblée décréta que les commissaires devaient se renfermer dans les bornes de leur mission et montrer leurs instructions aux autorités ; elle frappa de nullité les destitutions qu'ils avaient prononcées. Huit jours après (22 septembre), le conseil exécutif révoquait les pouvoirs de ces commissaires nommés pour le « salut du pays » et qui n'avaient fait, pen-

tembre); Ternaux, III, 324-325, et IV, 89-91. Ce même Lacroix — qu'il ne faut pas confondre avec le conventionnel, ami de Danton, et qu'on retrouve en 1793, membre du comité révolutionnaire de la section de l'Unité, — poussa jusqu'à Châlons, fut nommé par Prieur procureur-syndic de la Marne et déclara qu'il mourrait plutôt que de laisser entrer un Prussien dans Châlons. Lorsqu'il vit arriver les fuyards de Montcheutin, il partit pour Paris, sans avertir ses collègues du département, (Lettre de Celliez, *Révol. de Paris*, n° 202, p. 389, et dénonciation de Lacroix à la Convention, par Celliez et Varin. Arch. nat. C II, 202, lettre du 4 octobre).

[1] *Révol. de Paris*, n° 166, p. 477.

[2] Rapport de Fauchet, 6 novembre ; Meillan, *Mém.*, 12.

dant trois semaines, selon l'expression de Roland, que provoquer des rumeurs, occasionner des troubles, exposer même la sûreté des personnes et des biens [1].

Telle était la situation de Paris et de la France pendant l'invasion prussienne. Roland la résumait ainsi : faiblesse du corps législatif et du conseil exécutif, confusion des pouvoirs, mépris des autorités, commune active et despote, désorganisation fatale où se sont développées les passions les plus nobles et les plus atroces, la partie saine du peuple intimidée et contrainte, l'autre partie travaillée par des flatteurs et enflammée par la calomnie [2]. La peur régnait, non la peur des Prussiens, mais la peur de la nouvelle tyrannie. Du 5 au 16 septembre, la Commune, poursuivant son système de terreur, fit 400 à 500 arrestations, et lorsque Roland ordonna des recherches dans les prisons, on ne trouva ni registre ni écrou ; la plupart des mandats d'arrêt, signés tantôt par la municipalité, tantôt par les sections, tantôt par de simples particuliers, n'étaient pas motivés [3]. Le peuple, lit-on dans le journal de Prudhomme, « répète en chœur le chant des Marseillais que des chanteurs, placés devant la statue de la Liberté, dans le jardin des Tuileries, lui apprennent chaque jour, mais en même temps et au même lieu, d'autres harangueurs provoquent la multitude du geste et de la voix à de nouvelles sentences de mort et insinuent que tous les coupables ne sont pas encore punis [4]. » On dénonçait le pouvoir exécutif à la tribune des électeurs, dans la grande salle des Jacobins, et des septembriseurs criaient que la hache était encore levée, qu'ils n'avaient pas perdu

[1] *Monit.* du 25 septembre. Harou-Romain et Sigaut ont publié le compte-rendu de leur mission. Ils parcoururent cinq départements. Ils trouvèrent des cocardes blanches dans les bagages du 92e régiment qui venait de Verdun, et constatèrent qu'elles avaient été oubliées par des officiers émigrés ; ils se joignirent à Luckner et à Prieur pour sauver les prisonniers de Châlons que menaçaient les volontaires ; ils « ranimèrent l'esprit public par leurs discours et leur conduite », et ce fut tout ; leur compte-rendu ne renferme pas autre chose.

[2] Rapport du 20 octobre, *Monit.* du 10 novembre.

[3] Roland à l'Assemblée, *Monit.* du 17 septembre.

[4] *Révol. de Paris*, n° 167, p. 519 et 521.

leurs poignards[1]. Le 17 septembre, Roland comparait sa situation à celle de d'Assas élevant sa voix au milieu des baïonnettes[2] et le même jour, Pétion craignait un nouvel envahissement des prisons et notamment de la Conciergerie. Les détenus de Sainte-Pélagie suppliaient l'Assemblée de veiller à leur sûreté. Le Garde-Meuble était pillé. Des voleurs arrêtaient les passants en plein jour, les dépouillaient de leurs montres et de leurs boucles d'argent, enlevaient aux femmes leurs bijoux et leurs pendants d'oreilles. Des hommes du peuple, découvrant une cave dans les décombres du Carrousel, y pénétraient pour s'enivrer de vin ou, malgré Pétion, emportaient les tonneaux d'huile qu'ils y trouvaient. Les ouvriers qui construisaient la salle de la Convention s'insurgeaient tous les jours. On menaçait d'assassiner les députés de la Législative dès qu'ils auraient cessé leurs fonctions, et l'Assemblée craintive publiait une longue proclamation qui rappelait l'inviolabilité de ses membres et les principes garants de la liberté publique et individuelle. Partout la défiance. Mais Roland n'avait-il pas dit qu'en temps de guerre, et surtout lorsqu'une révolution intérieure avait provoqué la lutte, la défiance est presque une vertu[3]? « Défiez-vous de vos places fortes, écrivait Prudhomme, défiez-vous de vos généraux, défiez-vous de vos officiers, défiez-vous de l'état-major des troupes de ligne, défiez-vous même de vos ministres quoique de votre choix ; défions-nous même de nos députés à la Convention[4]. » La section des Amis de la patrie dénonçait l'incivisme des hussards de la liberté. Les bruits les plus sinistres couraient dans Paris. On ne parlait plus que de grandes défaites. Vainement le mi-

[1] Lettre de Roland, du 16 septembre ; *Gazette de France* du 19.

[2] *Id.* C'est alors que Mme Roland écrivit à Buzot cette lettre dont parle Duroy dans la séance du 13 juin 1793 (*Monit.* du 15) ; elle racontait que la Commune avait lancé un mandat d'arrêt contre son mari, exposait les dangers qu'il courait et ajoutait que le seul moyen de le sauver était de le faire nommer député à la Convention. Comp. sa lettre à Bancal, du 11 septembre (p. 349), « Brissot m'a fort grondée des recherches de nomination, etc. ».

[3] *Monit.* du 19 août.

[4] *Révol. de Paris*, n° 167, p. 518.

nistre de l'intérieur faisait afficher une lettre rassurante de Servan au président de l'Assemblée. Vainement on annonçait que le prince de Ligne était tué, que les troupes de Chazot avaient bravement combattu. Vainement on publiait que l'armée de Dumouriez était, malgré la panique de Montcheutin, intacte et pleine de résolution. Paris croyait l'armée entièrement défaite et le peuple répétait dans les rues que le général n'avait sauvé qu'à grand'peine la caisse militaire [1].

Ce spectacle d'un pays où d'affreuses discordes domestiques se mêlaient aux violences de l'invasion étrangère, révoltait les esprits généreux. On ne peut enchaîner la France, s'écriait Lasource, mais on veut la déshonorer [2]. Est-il possible, écrivait Pétion, « que nous nous déchirions nous-mêmes lorsque l'ennemi est à nos portes et que nous avons besoin de toutes nos forces pour le repousser [3] » ? Vergniaud flétrissait avec une éloquente mais inutile indignation l'audace des hommes qui ne se montrent que dans les calamités publiques comme les insectes malfaisants que la terre produit dans les orages : « Citoyens de Paris, disait-il, ne démasquerez-vous pas ceux qui aristocratisent la vertu pour la fouler aux pieds et démocratisent le crime pour s'en rassasier ? Lorsqu'un homme au lieu de prendre l'épée pour repousser l'ennemi qui s'avance, vous engage à égorger froidement des citoyens désarmés, celui-là est ennemi de votre bonheur et de votre gloire. Lorsqu'au contraire un homme ne vous parle que des Prussiens pour vous indiquer le cœur où vous devez frapper, celui-là est ami de votre gloire et de votre bonheur [4]. »

La même anarchie régnait dans les départements. En

[1] Lettres de Servan à Roland, de Pétion à l'Assemblée (*Monit*. des 17, 18 et 19 septembre ; *Gazette de France*, 17 septembre) ; mot de Lacroix « Les malveillants abusent le peuple d'une manière terrible », de Coustard « bruits tantôt exagérés, tantôt alarmants », et de Kersaint « Il est urgent d'arrêter la calomnie qui s'accroît dans Paris au sujet des armées ».

[2] Discours du 17 septembre, *Monit*. du 18.

[3] *Monit*. du 18 septembre.

[4] Discours du 16 septembre (*Monit*. du 18) ; le lendemain, il prononçait le fameux discours où se trouve la phrase : « Périsse l'Assemblée nationale et sa mémoire, pourvu que la France soit libre ! »

pleine invasion, les municipalités de Rouen et de Perpignan arrêtèrent l'envoi des farines et des grains, et il fallut prononcer la peine de mort contre quiconque disposerait sans le consentement du conseil exécutif et de l'Assemblée, de la subsistance des armées[1]. Lavallette se rendait alors de Paris à Villefranche pour s'engager dans la légion du Midi ; il assure dans ses *Mémoires* que la terreur était au comble: « les dernières classes du peuple effrayaient par leurs clameurs, et partout elles devinrent maîtresses[2] ».

Il n'y avait plus de gouvernement[3]. La Législative, dit Levasseur, était presque oubliée et ne possédait aucune puissance réelle; le ministère, émanant de cette assemblée impuissante, n'était pas lui-même un véritable pouvoir; tous les regards se tournaient avec espoir vers la Convention[4].

La Convention, ou comme on la nommait aussi, l'assemblée conventionale, se réunit et, dès sa première séance, décréta l'abolition de la royauté. Mais l'anarchie ne disparut pas. « Elle nous a dévorés, s'écriait Cambon le 10 novembre, depuis le 10 août jusqu'au moment de notre réunion. » — « Dites jusqu'à présent », ajoutèrent quelques membres.

La lutte des partis avait en effet commencé dès le 24 septembre et il était aisé de prévoir que la Gironde serait vaincue. Elle fit élire Pétion, président de l'Assemblée et obtint cinq secrétaires sur six : Condorcet, Brissot, Rabaut Saint-Étienne, Lasource et Vergniaud. Mais, composée de brillants orateurs et non pas d'hommes d'action, indisciplinée, n'agissant jamais avec concert,

[1] Séance du 16 septembre (*Monit.* du 18 et du 19), discours de Servan à l'Assemblée et de Lacroix, décret proposé par Vergniaud.

[2] Lavallette, *Mém.*, I, 104.

[3] C'est le mot de Dubois-Crancé (*Analyse de la Révol.*, p. 98). « Il n'y avait plus à proprement parler de gouvernement. Le Corps législatif n'osait outrepasser la limite de ses pouvoirs. Les ministres n'étaient pas sans nuances dans leurs opinions. »

[4] Levasseur, *Mém.*, 1829, I, p. 42. Comp. les mots de Cambon (10 novembre, *Monit.* du 12) « La Constitution étant brisée, le Corps législatif n'avait plus de pouvoir, et, je suis honteux de le dire, il était accablé ».

elle devait inévitablement succomber; il lui manquait ce qui fit la force de la Montagne : l'énergie, la hardiesse, la volonté tenace, même la clairvoyance.

Pourtant, sa prépondérance semblait assurée dans le conseil exécutif. Danton, élu à la Convention, avait déclaré dès le 21 septembre qu'il résignait ses fonctions ministérielles et n'acceptait d'autre mandat que le mandat de représentant du peuple. « Il connaissait trop la Révolution et les hommes, écrit Garat, pour ignorer que rester ministre, n'était qu'un moyen de se perdre, et il renonça à un pouvoir exécutif qui mettait les infortunés qui en étaient membres, sous le pouvoir de qui voulait les écraser[1]. » Mais Danton siégea dans le conseil jusqu'au 10 octobre, « toujours aux trousses des ministres, leur poussant ses protégés, les forçant de les placer[2] », et le successeur que lui donna la Gironde, fut Garat, ce littérateur toujours pliant, toujours prêt à flatter le parti victorieux, servant tous les régimes avec la même bassesse, les louant tour à tour sur le même ton emphatique et banal, sacrifiant sans hésiter ses meilleurs amis pour ne pas déplaire au plus fort[3].

Servan donnait sa démission en même temps que Danton (25 septembre). Il se disait fatigué et à bout de forces[4]. Cependant le jour même où il annonçait son dessein de quitter le ministère, il se faisait nommer par ses collègues lieutenant-général et commandant de l'armée des Pyrénées. En réalité, il l'avoua plus tard, il se trouvait « comprimé entre les membres du conseil » ; il voyait la Convention se diviser en « deux partis bien prononcés[5] » ; il pressentait la défaite de la Gironde.

[1] Garat. *Mém. sur la Révol.*, an III, p. 189.

[2] Mot de Roland, mémoire cité.

[3] Voir sur Garat les *Mém.* de Buzot, 79-83.

[4] Il écrit, en effet, dès le 21 septembre, à la Convention qu'il se présenterait à elle « sans des douleurs très aiguës qui le retiennent dans son lit », et le 3 octobre, il mande au président : « Mes douleurs sont tellement augmentées que plusieurs fois dans la journée ma tête ni mon corps ne pouvant plus agir, les affaires les plus essentielles s'entassent sans se terminer » ; il lui est impossible même de signer et il veut aller « recouvrer des forces dans son air natal ». (Arch. nat., C II, 202.)

[5] *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 20.

Dumouriez, qui le vit trois semaines plus tard, le trouva fort triste et abattu. « Valmy et la retraite des Prussiens, dit-il dans ses *Mémoires*, auraient dû délivrer Servan de toutes ses craintes ; il semblait au contraire qu'elles se fussent augmentées ; moins fin que les autres Girondins, il ne savait pas, comme eux, cacher les impressions de son âme sous des dehors agréables ; il prévoyait les malheurs qui ont suivi [1]. »

La Convention nomma le 3 octobre le successeur de Servan. Elle élut par 434 voix sur 573 le citoyen Pache [2]. C'était un ami de Roland ; le ministre de l'intérieur vantait sa modestie et le recommandait au choix de la Convention comme un nouvel Abdolonyme. Mais ce Pache qui devait n'agir que sous l'inspiration de la Gironde, devint l'ennemi le plus acharné de Roland et livra le département de la guerre à la Montagne.

Le 21 septembre, Monge, alors président du conseil, s'était présenté devant la Convention et avait prononcé ce discours : « La Convention vient de ratifier le vœu de tous les sages et de légaliser la volonté de tous les Français en les délivrant du fléau de la royauté. Certes, cette journée est la plus grande dont les fastes du genre humain puissent jamais conserver la mémoire et il est sans doute permis au premier conseil exécutif de la *République française* de se glorifier d'avoir de telles fonctions à remplir dans une époque si solennelle [3]. » Trois jours après, ce ministère, si fier de sa mission, se disloquait, et le ministre le plus spécialement chargé de la défense nationale donnait sa démission lorsque les Prussiens étaient encore sur le sol français ! On crut même un instant que Roland, élu député de la Somme, allait suivre l'exemple de Servan. La Convention s'émut. Verrait-on sous le régime républicain cette instabilité ministérielle qu'on avait tant reprochée à la monarchie ?

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 339-341.

[2] Pache, 434 voix ; du Chatelet, 42 ; Bouchotte, 22 ; Laclos, 13 ; Wimpfen, 13 ; Anselme. 8 ; Valence. 6 ; Berruyer, 6 ; Lapoype, 5 ; Ligniville, 4 ; Hassenfratz, Biron, Beauharnais, Labourdonnaye, 2 ; Kellermann, Beurnonville, Meunier, Ferrières, Vergne, 1. (Arch. nat., C II, 195.)

[3] Arch. nat.. CII, 202.

Servan et Roland avaient tous deux bien mérité de la patrie ; tous deux devaient conserver leur poste : « si Servan est malade, s'écriait Granet, on peut lui donner un adjoint ». Mais dès cette discussion, éclatait la fatale indiscipline des Girondins qui ne surent jamais se rallier à la voix d'un chef et concourir avec ensemble au même but. Lasource déclara que la reconnaissance faisait le malheur des nations, et la Convention passa à l'ordre du jour [1].

Heureusement, si l'Assemblée législative n'avait pris que d'impuissantes mesures contre l'invasion prussienne, si Roland ne savait que gémir [2], si Servan se décourageait, si le conseil exécutif formé au 10 août était dissous dans les derniers jours de septembre, si le gouvernement n'était qu'une sorte d'anarchie ministérielle [3], la puissance militaire de la France s'affirmait par la canonnade de Valmy. Son esprit guerrier se ranimait, selon le mot de Gouvion Saint-Cyr, et jetait un nouvel éclat sous les drapeaux de la liberté. L'indépendance de la nation était assurée par l'armée régulière, par cette armée sur laquelle on aime à reporter ses regards et où, pendant la Terreur, allait se réfugier et briller du plus vif éclat tout ce que la Révolution avait de généreux et d'énergique, la bravoure et le talent, l'enthousiasme et l'amour sincère de la patrie.

[1] Séance du 29 septembre. On sait que Roland revint sur sa résolution et garda le ministère.

[2] C'est le mot qu'il emploie dans ses réponses aux administrateurs. Taine, *Conquête jacobine*, 362.

[3] Paganel, *Essai hist. et crit. sur la Révol.*, I, 425 ; comp. Dubois-Crancé, *Analyse de la Révol.*, p. 98, « ...véritable anarchie ».

CHAPITRE II

LA NÉGOCIATION DE MANSTEIN

I. Les alliés ; dégoût de la guerre et désir d'en finir. — Conférences de Vienne. — Mission de Spielmann. — Le quartier général prussien. — Lucchesini. — Manstein. — Plan de Dumouriez. — II. Lombard. — Mémoire de Fortair. — Westermann au camp de Hans. — Echange de Lombard contre Georges. — III. Manstein et Heymann au camp de Dampierre (23 septembre). — Points essentiels. — Naïveté de Kellermann. — Proclamation de la République. — Mission de Westermann à Paris. — IV. Nouvelles démarches de Manstein. — Entrevue du 25 septembre. — V. Thouvenot au camp de Hans (26 septembre). — Cartel d'échange. — Curieuses paroles de Thouvenot. — VI. Tentatives d'embauchage. — Le décret sur les déserteurs. — Schneider à ses anciens camarades du régiment de Clerfayt. — Massenbach à Dampierre. — Trahison de Dillon. — VII. Second mémoire de Dumouriez (27 septembre). — Intervention de Lucchesini. — Déclaration ou troisième manifeste de Brunswick (28 septembre). — Réponse de Dumouriez. — Nouvelle lettre de Manstein (29 septembre). — Rupture de la négociation.

I. Pendant que l'armée des alliés envahissait la Lorraine et la Champagne, leur diplomatie discutait toujours la grande question des indemnités. Mais le vieux Kaunitz ne dirigeait plus le cabinet autrichien ; il avait donné sa démission et depuis le 19 août, le vice-chancelier comte Philippe Cobenzl était chargé du département des affaires étrangères.

Cobenzl réunit deux fois, le 3 et le 7 septembre, un conseil auquel assistèrent le grand maître de la cour Starhemberg, le grand chambellan Rosenberg, le mi-

nistre Colloredo, le référendaire des affaires étrangères Spielmann. On convint dans ces deux conférences qu'il fallait établir entre les contractants une entière égalité et qu'en conséquence la cour de Vienne réclamerait, comme au mois de juillet, l'échange de la Belgique contre la Bavière et la cession des margraviats franconiens d'Anspach et de Bayreuth. Si Frédéric-Guillaume refusait de céder les margraviats, on demanderait soit une « conquête française », le Sundgau, soit une partie de la Pologne, les palatinats limitrophes de la Galicie. La discussion fut très vive. Rosenberg, Colloredo, Cobenzl votèrent pour l'annexion de la Haute-Alsace ; on y mettrait partout des ecclésiastiques bien pensants, on rendrait à la noblesse du pays son influence et ses droits, on briderait ainsi la population. Mais Starhemberg et Spielmann déclarèrent qu'il fallait tout prévoir. La France ne songerait-elle pas à reprendre son bien ? Ne tenterait-elle pas tôt ou tard de reconquérir l'Alsace? Cette province était française de cœur ; elle montrait des dispositions dangereuses et semblait attachée à la Révolution ; elle était éloignée du centre de l'empire des Habsbourgs; il faudrait y entretenir de nombreuses garnisons. Enfin, observait Kaunitz qui de sa retraite donnait encore des conseils, aurait-on l'assentiment de l'Angleterre et de l'Espagne, si l'on faisait des acquisitions aux dépens de la France ? Ne valait-il pas mieux chercher en Pologne un agrandissement ou, comme on disait, un *arrondissement*? On rejetterait l'odieux du partage sur la Prusse et la Russie ; on ne prendrait qu'en protestant sa part du gâteau ; on agirait à la Frédéric, mais on sauverait les apparences et selon le mot de Marie-Thérèse, on garderait l'air de l'honnêteté. « Ce qu'il y a de bien certain, écrivait Kaunitz, c'est que le roi de Prusse, ainsi que la Russie, ne trouvera qu'en Pologne l'augmentation de puissance à laquelle il vise ; il faut donc consentir à un nouveau démembrement pour nous remettre de niveau avec nos alliés ; c'est une jurisprudence que justifient la nécessité, la politique et l'équilibre des puissances. » Mais l'empereur ne se rallia pas à l'opinion de Kaunitz : comme Cobenzl, Rosenberg et Colloredo qui formaient la majorité du conseil, il opta pour l'Alsace.

Il fallait porter ces propositions au roi de Prusse. On confia cette mission au référendaire Spielmann. C'était un homme assez borné, mais exact, laborieux, initié à tous les arcanes de la chancellerie autrichienne ; le secrétaire Collenbach l'accompagnait[1].

Cobenzl donna les instructions suivantes à Spielmann: obtenir un armistice pendant lequel se noueraient les négociations; traiter, puisqu'il le fallait, avec l'assemblée qui représentait la nation ; demander la restauration de Louis XVI ou, si le roi n'était plus en vie, l'avènement du dauphin et la régence de Monsieur. L'Assemblée, ajoutait Cobenzl, se réunira très probablement dans une ville du midi ; il faudra permettre aux départements occupés par nos troupes d'élire leurs députés, mais exercer notre influence sur les élections et proposer aux suffrages des hommes modérés qui porteront à l'Assemblée nos propositions d'armistice[2]. Cobenzl prévoyait le cas où le dauphin serait immolé par le parti populaire; en ce cas, disait-il, Monsieur ferait valoir ses droits à la couronne, on le mettrait en avant, on lui laisserait peu à peu le rôle principal ; mais on ne l'aiderait que s'il déférait aux exigences des alliés ; dès qu'on aurait obtenu l'indemnité, on abandonnerait le nouveau roi aux difficultés de sa situation ; il règnerait sur le nord et l'est de la France ; le midi se gouvernerait à sa guise et s'organiserait en états confédérés[3].

Spielmann partit avec l'ambassadeur de Prusse à Vienne, le comte de Haugwitz. Il arriva le 28 septembre

[1] Vivenot, *Quellen*. II, 180-192. En même temps le cabinet de Vienne donnait pleins pouvoirs pour régler les affaires de France au comte de Mercy-Argenteau ; c'était l'homme qui « connaissait le mieux la France et qui avait vu la Révolution naître, grandir et dégénérer en monstruosité », (Cobenzl à Reuss, 9 septembre); il devait se rendre dans la ville la plus voisine du camp prussien; on lui adjoignit le baron de Thugut.

[2] Cobenzl à Spielmann, 20 septembre (Vivenot, *Quellen*, II, 216-219). Il oubliait que les élections avaient eu lieu dès le 2 septembre dans les départements envahis (dans la Moselle, à Metz ; dans la Meuse, à Gondrecourt; dans la Marne, à Reims ; dans les Ardennes, à Sedan).

[3] Comp. ce que disait Schulenbourg à Verdun, *Invasion prussienne*, p. 291-292.

à Luxembourg. Les nouvelles qu'il apprit en chemin, le convainquirent qu'il fallait finir au plus vite une campagne ruineuse et régler sur le champ la question de l'indemnité. « On doit, écrivait-il dix jours après Valmy, faire aux Français le meilleur marché possible ; que le roi n'ait pas une liberté parfaite et n'ait qu'une *quasi-liberté ;* qu'il ne soit que le stathouder d'une république fédérative ; mais que l'Autriche sorte au plus tôt de ce jeu coûteux. »

C'était l'avis de Cobenzl et du cabinet autrichien. Le vice-chancelier ne cessait de récriminer contre l'Europe qui laissait le roi de Prusse et l'empereur s'engager dans une guerre difficile, sans leur prêter le moindre appui. « Les autres puissances, disait-il, après avoir fait les plus grandes promesses et crié le plus haut contre la lenteur des cours de Vienne et de Berlin, ont tiré leur épingle du jeu. On nous a excités de tous les côtés, et maintenant nous restons seuls, nous soutenons seuls une entreprise qui dévore et l'argent et les hommes, une entreprise qui n'a d'autre but que le bien de tous les états![1] »

Au quartier-général prussien, même lassitude de la guerre[2], même désir de transiger avec la Révolution, même défiance de ses alliés et même crainte de leur donner trop d'avantages. On était dégoûté de cette campagne ingrate et pleine encore d'inconnu ; on comprenait dans quelle aventure on s'était engagé ; on maugréait contre l'Autriche et la Russie. La cour de Vienne persistait dans ses exigences et demandait toujours ces margraviats franconiens que Frédéric-Guillaume ne voulait céder à aucun prix. Catherine II ne tenait pas ses promesses ; elle laissait ses deux voisins aux prises avec la Révolution et ne songeait qu'à ses propres affaires ; à

[1] Vivenot, *Quellen*, II, 238-239, Spielmann à Cobenzl, 30 septembre ; 222, Cobenzl à Mercy, 22 septembre, 228-229 ; Ph. Cobenzl à Louis Cobenzl.

[2] « Si le roi (Louis XVI) était emmené dans le midi, écrit Breteuil à Fersen le 12 septembre (*Fersen*, II, 371), l'armée prussienne ne le suivrait pas ; tout ce que nous en pourrions obtenir serait de nous laisser une partie à notre solde. »

toutes les représentations qu'on lui faisait, elle ne répondait qu'un mot : la Pologne. Son poste, disait-elle, était pris, et son rôle assigné ; elle se chargeait de veiller sur les Polonais. On lui réclamait les 15,000 hommes qu'elle devait envoyer sur le Rhin ; mais elle objectait que ces renforts n'arriveraient qu'à la fin de la campagne. On lui proposait de soutenir la coalition de ses subsides ; elle offrait la somme dérisoire de quatre cent mille roubles. On insistait ; elle répliquait qu'elle avait donné beaucoup d'argent aux princes français, et son chancelier Ostermann ajoutait qu'il fallait savoir gré à la Russie de s'occuper seule des affaires de Pologne, sans demander l'appui des deux cours. On lui demandait de s'expliquer sur la question de l'indemnité ; elle répondait qu'elle ne prendrait une résolution, que lorsque l'Autriche et la Prusse seraient d'accord sur ce grave objet [1].

Dans cette situation, Frédéric-Guillaume n'avait plus rien de sa flamme première et n'était pas fâché de terminer une guerre où ses troupes ne faisaient que maigre besogne. Six mois auparavant, ce monarque fier et emporté refusait d'entendre un émissaire de Dumouriez; mais le silence de la Russie, les exigences de l'Autriche et la faiblesse de ses armements, la misère croissante de sa propre armée, la journée malheureuse du 20 septembre avaient abattu son orgueil. D'ailleurs son entourage l'excitait à négocier. Le promoteur de l'alliance austro-prussienne et l'un des grands artisans de la guerre, Bischoffswerder, malade, assombri par les mauvais débuts de la campagne, se tenait à l'écart. Mais le duc de Brunswick, le marquis Lucchesini qui remplaçait Schulenbourg, le lieutenant-colonel Manstein, premier aide-de-camp du roi, avaient hâte d'abandonner la partie.

L'Italien Girolamo Lucchesini avait fait en Prusse la fortune la plus brillante [2]. Lauréat du collège de Modène,

[1] Vivenot, *Quellen*, II, entretiens de L. Cobenzl avec Ostermann et Markoff; lettre de Ph. Cobenzl à L. Cobenzl et à Spielmann, 212-214, 228 et à l'empereur (19 novembre) 369-370.

[2] Il est né à Lucques le 7 mai 1751 ; cp. sur Lucchesini H. Hüffer, *aus dem Nachlass Lombards und Lucchesinis*, 1882, p. 7-8; prince de Ligne, *Mém.*, I, 34-35; Ségur, *Mém.*, II, 123; Sybel, I, 567.

élève de Spallanzani qui le comparait à Pic de la Mirandole, condisciple et intime ami de Pindemonte qui lui rappelle dans une de ses poésies ses triomphes scolaires, il avait voyagé en Allemagne, en Hollande, en France, en Angleterre. Chambellan du grand Frédéric auquel il sut plaire par l'agrément de sa conversation et les grâces de son esprit, puis chargé de plusieurs missions à l'étranger par Frédéric-Guillaume II, il fit nommer le candidat de la Prusse, Dalberg, coadjuteur de l'archevêque de Mayence, conclut le traité d'alliance de Varsovie (29 mars 1791), prit part aux congrès de Reichenbach et de Sistowa. Il était en Pologne, lorsque Frédéric-Guillaume le fit venir à l'armée. Ce fut lui qui signa les mesures de réaction proposées par le baron de Breteuil (14 septembre). Il avait suivi les troupes prussiennes très lentement et non sans quelque crainte pour sa personne. Deux jours après la canonnade de Valmy, il était à Termes, près de Grandpré ; il n'osa pousser plus loin et reprit le chemin de Verdun. Mais un courrier, dépêché par le roi, lui porta l'ordre de se rendre en toute hâte au quartier général de Hans où l'on avait besoin de ses talents diplomatiques. Il arriva le 24 septembre « après une course des plus pénibles [1] ». Il était beau-frère de Bischoffswerder, mais il désapprouvait l'alliance de la Prusse avec l'Autriche et la regardait comme une folie. La guerre entreprise contre la France lui paraissait imprudente et il désirait en laisser tout le poids à la cour de Vienne; « il est important, disait-il, que nous n'allions pas en avant, et je mettrai tous mes soins à l'empêcher [2] ».

Le lieutenant-colonel Manstein était, comme Lucchesini, anti-autrichien. Il se croyait à la fois homme de guerre et diplomate ; aussi censurait-il amèrement la stratégie de Brunswick et la politique de Bischoffswerder. Il aimait, de même que son roi, la table et les plaisirs ; mais il affectait la dévotion et l'austérité ; sa tenue était toujours correcte, son air sévère, son abord froid

[1] Lettre de Lucchesini, Ranke, *Ursprung*, app., 371.
[2] Häusser, I, 431 ; comp. Malmesbury, *Diary*, III, 20 « anti-Austrian ».

et réservé ; Brunswick l'appelait *l'homme noir* et Massenbach, *le moine;* Dumouriez le nomma, peut-être ironiquement, le vertueux Manstein. Il répétait à Frédéric-Guillaume qu'il fallait ne pratiquer d'autre politique que celle de l'intérêt. Le roi croyait, en prenant les armes pour Louis XVI, défendre une noble cause; Manstein lui représentait qu'un souverain doit s'affranchir de ces idées chevaleresques. Frédéric-Guillaume était attaché à l'alliance autrichienne; Manstein lui remontrait que l'Autriche seule retirait tous les fruits de l'expédition; elle n'avait, disait-il, envoyé qu'une poignée d'hommes, et pendant que la Prusse s'affaiblissait dans une périlleuse campagne qui vidait son trésor et décimait son armée, elle intriguait dans l'est de l'Europe et ne cessait de se fortifier et de s'agrandir[1].

Comme Manstein et Lucchesini, le duc de Brunswick désirait en finir. On sait qu'il n'avait jamais auguré favorablement de l'expédition, et le perspicace Lucchesini remarquait en lui un singulier « empressement de vouloir terminer la guerre par une négociation quelconque[2] ».

Prussiens et Autrichiens voulaient donc négocier. Déjà, le 14 septembre, Brunswick avait envoyé Massenbach aux avant-postes de Marcq pour demander une entrevue à Dumouriez; c'était une avance détournée[3]. Déjà le prince de Hohenlohe-Kirchberg avait fait des ouvertures au général français; ce vieux soldat, blanchi sous le harnais, uniquement préoccupé de son devoir militaire, et n'obéissant qu'à sa consigne, agissait évidemment sur l'ordre du cabinet de Vienne; « il m'a provoqué plusieurs fois à des conférences, écrivait Dumouriez, mais j'ai rejeté fort loin les insinuations autrichiennes[4] ».

Il ne voulait traiter qu'avec la Prusse. Il partageait la

[1] Sybel, I, 564; Massenbach, *Mém.*, I, 232; Malmesbury, *Diary*, III, 45 « his great opponent (de Bischoffswerder)..... depends on Lucchesini ».
[2] Häusser, I, 386.
[3] Cp. *Valmy*, p. 128-133.
[4] Dumouriez à Lebrun, 24 septembre (arch. guerre).

prédilection de tous ses contemporains pour la monarchie du grand Frédéric. Lorsqu'en 1757, au début de la guerre de Sept-Ans, il prenait avec son père le chemin de la Westphalie, il faisait des vœux pour le roi philosophe[1]. Lorsqu'après trente années d'intrigues, il saisissait le pouvoir et déclarait la guerre à l'Autriche, il s'efforçait par tous les moyens de gagner l'amitié de la Prusse. Mais, dans le ministère, il n'avait pas eu les coudées franches; dans son camp et à la tête de la seule armée qui défendait la France et Paris, il était maître d'agir à sa guise et de *faire grand* [2].

Il préférait le métier de diplomate à celui de soldat. L'homme d'épée redevint homme de plume [3]; il rédigea des mémoires; il noua des intrigues; il engagea une de ces négociations subtiles dans lesquelles il déployait avec une sorte de jouissance les ressources de son intelligence si variée et si souple, jouant tous les personnages, parlant tous les langages, tantôt énergique et affectant une rudesse guerrière, tantôt sentimental et déplorant avec emphase les fléaux de la guerre. Les Prussiens refuseraient peut-être de rompre avec l'Autriche et de s'allier à la France nouvelle. Mais si Dumouriez ne pouvait les séduire, il arrêterait leur marche et les retiendrait dans l'inaction. Pendant les pourparlers, leur armée s' « enfoncerait dans le guêpier[4] ». Il con-

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 1, 14.

[2] Il disait ce mot à Choiseul, en partant pour la Pologne. Voir sur les négociations de Dumouriez pendant son ministère. *Invasion prussienne*, p. 16-19.

[3] *Cp. Valmy*, p. 19; Dumouriez, disait Prudhomme, écrit trop pour un général; nous savons depuis longtemps qu'il est toujours la plume à la main, qu'il entretient des correspondances avec tout l'univers, et que, jour et nuit, on le voit sans cesse écrire, écrire, écrire (*Révol. de Paris*, n° 194, p. 85). Fraîchement sorti du ministère des affaires étrangères, rapporte Rochambeau (*Mém.*, I, 429), il se servit habilement de sa plume et de son épée pour dérouter tous les plans du roi de Prusse.

[4] Dumouriez à Biron, 25 septembre (arch. guerre). La lumière est faite aujourd'hui sur les dessous obscurs de cet épisode. Sybel, Häusser, Ranke, en Allemagne; A. Sorel, en France, ont fait, d'après toutes les pièces, le récit de la négociation de Manstein; en recommençant ce récit, nous entrerons davantage dans le détail et ajouterons à ce qu'on connaît déjà de nouvelles particularités (rôle de

naissait le découragement de ses adversaires ; il ne demandait que huit jours pour achever, sans tirer un coup de fusil, leur complet épuisement. A quoi bon tenter la fortune des armes ? Malgré le succès de Valmy, l'armée française n'était pas assez solide pour se risquer en rase campagne. Une attaque soudaine, un mouvement tournant des Prussiens avait encore chance de réussir. Il valait mieux, à la faveur d'une trêve, les amuser et les user.

II. Le 20 septembre, pendant la canonnade de Valmy, quelques employés de la chancellerie prussienne, et avec eux le secrétaire de Frédéric-Guillaume, Lombard, restés à la ferme des Maisons-de-Champagne, étaient montés à cheval pour voir de loin la bataille. Cette curiosité leur coûta cher, ils furent tous massacrés ou faits prisonniers par la cavalerie du général Duval. Lombard avait eu la bonne idée d'abandonner ses compagnons avant l'arrivée des Français ; il se repentait de son imprudence et craignait d'avoir poussé trop avant. Il se hâtait de regagner les Maisons-de-Champagne, lorsqu'il aperçut, à peu de distance, une vingtaine de hussards qui venaient à lui. Il montait un mauvais cheval ; il préféra sauver sa vie en se rendant prisonnier que de recevoir des coups de fusil en se faisant poursuivre. Il s'arrêta. « *Qui vive* », crièrent les hussards. — « Tout ce que vous voudrez, répondit-il, je suis votre prisonnier. » Ils enlevèrent à Lombard sa bourse, sa montre, sa bague, son cachet, ses éperons, et l'emmenèrent avec eux. Ils arrivèrent dans une plaine où quelques troupes étaient rangées en bataille. Lombard avait un habit bleu et un gilet rouge : il parla français ; son costume et son langage le firent prendre pour un émigré. Des volontaires se jetèrent sur lui. « A la lanterne, criaient-ils, il faut lui couper la tête, lui arracher les entrailles ! » Lombard protesta vainement qu'il était Prussien. Sa voix se perdait dans le tumulte. Heureusement, Duval n'était pas loin ; les hussards prirent le galop et

Lombard et de Heymann, de Westermann, de Kellermann, de Thouvenot, etc.).

menèrent Lombard au général. Duval calma les volontaires ; il sut bientôt qu'il avait devant lui le secrétaire du roi de Prusse ; il comprit l'importance de cette capture ; il traita Lombard fort poliment et le garda près de lui jusqu'à la fin de la journée.

Vers le soir, Lombard fut conduit à Sainte-Menehould. Il n'était pas descendu de cheval depuis le matin ; il n'avait pris aucune nourriture ; il ne s'était reposé qu'un quart d'heure dans la ferme où Duval avait établi son quartier général. « Nous fûmes, dit-il, toute la nuit en route, parce que nous accompagnions quelques voitures chargées de blessés ; le vent, la pluie étaient horribles ; dépouillé de mon manteau, de mes gants, l'étourdissement seul, l'insouciance profonde où j'étais tombé et à laquelle je ne puis comparer aucune autre situation de ma vie, m'empêcha de succomber. »

Le lendemain, un aide-de-camp l'interrogea. Mais déjà Frédéric-Guillaume avait réclamé son secrétaire. Dumouriez fit donner à Lombard une belle chambre, la table, une garde d'honneur. « Je n'en profitai pas, écrit Lombard ; je n'avais plus de besoin, je fus trois jours sans manger et sans dormir, et ne m'en apercevais pas. »

Dumouriez vint s'entretenir avec lui. Il lui fit de brillantes promesses. Lombard n'avait encore que vingt-cinq ans et devait diriger, sous le règne de Frédéric-Guillaume III, la politique extérieure de la Prusse ; il maniait le français et l'allemand avec une égale aisance. Dumouriez, qui démêla facilement ses aptitudes, essaya de le gagner. « Prenez du service en France, lui disait-il, aussi bien pas un Prussien ne sortira vivant de notre territoire[1]. »

Lombard reçut encore dans sa prison la visite d'un aide-de-camp de Dumouriez, Fortair. C'était le confident du général, un de ses meilleurs amis, après Thouvenot, et l'un de ses principaux agents politiques[2]. Il

[1] Lettre de Lombard, du 9 novembre 1792. Fils d'un maître perruquier d'origine dauphinoise et de la Bernoise Suzanne Salomé Monod, Lombard était né le 1[er] avril 1767 à Berlin; il mourut à Nice le 28 avril 1812.

[2] Cp. sur Fortair, *Valmy*, p. 28. Claude-Marie Fortair était né le 2 février 1757 ; il avait été élève du corps du génie et servait dans

remit à Lombard un mémoire destiné au roi de Prusse.

Ce mémoire, que Fortair avait rédigé sur les notes de Dumouriez, devait « amorcer la négociation ». Le général représentait à Frédéric-Guillaume que la guerre entreprise par la Prusse était onéreuse et que le monarque en faisait tous les frais. Il exposait la situation de l'armée prussienne, éloignée de tout secours, « violemment affectée par le dégoût, le flux de sang et le germe de toutes les maladies destructives », certaine de périr de misère et de faim « si elle était assez malheureuse pour faire encore quelques progrès sur le territoire français ». Le roi se laissait-il abuser à ce point par les agents de la maison d'Autriche? Ignorait-il les ressources incalculables de la France? Ne savait-il pas que la nation combattrait avec acharnement, jusqu'à ce qu'elle n'eût plus d'ennemis, ou qu'elle pérît toute entière? Poursuivre la guerre, c'était augmenter le péril que courait Louis XVI et rendre à ses frères un mauvais service. « La marche du roi de Prusse ne peut qu'aggraver la situation de Louis XVI, et l'amitié qu'il porte à quelque autre personne ne pourrait réussir à couronner l'ambition de cette dernière. » Dumouriez exagérait à dessein les forces dont il disposait; son armée, disait-il, était forte de 75,000 hommes; il avait 15,000 cavaliers et plus de cent pièces de canon; il recevait chaque jour des renforts qui venaient de tous les départements. Il faisait, en passant, l'éloge de M. Dumouriez, « général que l'universelle confiance a mis au plus haut degré du pouvoir ». Pourquoi le roi de Prusse s'obstinait-il à combattre la France? Les « intérêts intimes » des deux nations leur commandaient de vivre « en bonne intelligence et amitié ». Dumouriez proposait donc à Frédéric-Guillaume « de se retirer d'abord de sa personne et ensuite d'entrer en négociation sur le pied qui lui avait été proposé, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères. Alors, ajoutait-il, le roi de Prusse retirerait son armée de ce pas dangereux où elle se trouve et s'en

la garde nationale parisienne depuis le 12 juillet 1789; ce fut le 29 août 1792 que Dumouriez le nomma son aide-de-camp. (Arch. nat. F 7 4598, brevet de Fortair.)

servirait, ainsi qu'il y sera infailliblement appelé par une nécessité impérieuse, à achever le vrai plan de la monarchie prussienne, qui est de contrebalancer la maison d'Autriche, et il cesserait de s'en servir, contre toute politique juste et raisonnable, pour favoriser l'ambition de cette maison ». L'abaissement de l'Autriche était « le premier intérêt de toutes les puissances éclairées de l'Europe[1] ».

Lombard fut mis en liberté le 22 septembre. Mais Westermann était alors au camp de Sainte-Menehould. Il intervint de son propre chef dans la négociation. Il avait alors quarante et un ans. Sa jeunesse fut orageuse. Il servit successivement dans le régiment d'Esterhazy, dans la petite gendarmerie, enfin dans Royal-dragons. Il avait été, par trois fois, accusé de vol, et la troisième fois, convaincu d'avoir dérobé chez un restaurateur un plat d'argent armorié. La Révolution fit sa fortune. Greffier de la mairie de Haguenau et commandant de la garde nationale, il vint à Paris « pour des affaires des communes de sa province[2] » et fut le bras de cette insurrection du 10 août dont la tête était Danton. Il avait pris le commandement des Brestois et on le vit jeter bas son habit, relever jusqu'au coude ses manches de chemise et diriger la colonne d'assaut contre les Tuileries. Impétueux, téméraire, vrai chef d'avant-garde, il devait se signaler dans les guerres de la Vendée par d'heureux coups de main comme par une fureur de sabrer qui lui valut le surnom de *boucher* parmi les chouans, et il eut devant les juges du tribunal révolutionnaire un mot presque sublime : « Je demanderai à me mettre nu devant le peuple, pour qu'on me voie ; j'ai reçu sept blessures, toutes par devant ; je n'en ai reçu qu'une par derrière, mon acte d'accusation[3]. »

[1] Arch. guerre, 22 septembre.

[2] Interrogatoire de Westermann, 19 avril 1793, devant le comité militaire (Arch. nat., A F, II, 22, p. 177). Il prétend qu'il était « lors de la révolution de 89, grand bailly du directoire de la noblesse et avant volontaire de cavalerie dans le régiment d'Esterhazy, et sortant dudit régiment, il est entré dans les gendarmes de la garde où il a été trois ans surnuméraire ».

[3] Comp. sur Westermann, Et. Barth, *Notes biograph. sur les hommes*

Servan l'avait nommé, sur la demande de Pétion, colonel de la légion du Nord et adjudant-général à l'armée de Dumouriez. Les exemples de trahison, disait le conseil exécutif, qui ont livré nos places aux ennemis, les abus nuisibles qui se sont glissés dans les administrations militaires, et généralement les circonstances difficiles où sont nos armées, demandent une surveillance extraordinaire qu'il est impossible aux généraux d'exercer d'une manière assez sûre; il fallait donc envoyer à l'armée des Ardennes un commissaire particulier pour remplir ce « ministère de confiance[1] ». Ce commissaire avait été Westermann. Il alla travailler à Sedan l'armée de Lafayette et porter à Valenciennes la nouvelle de la capitulation de Longwy ; il accompagna Dumouriez à Grandpré et à Sainte-Menehould ; il envoyait à Danton des correspondances de l'armée qu'il signait *Westermann, commissaire national* et que le ministre de la justice faisait lire aux Jacobins et reproduire dans le journal du club ou dans celui de Prud'homme ; dans l'intervalle, il avait fait un voyage à Paris.

Il apprit que Dumouriez avait renvoyé le secrétaire du roi de Prusse. Il se mit à la poursuite de Lombard, l'arrêta de son autorité privée et le ramena à Sainte-Menehould. Dumouriez, assez mécontent, dut mettre Westermann dans la confidence ; il lui montra la lettre du roi de Prusse qui réclamait son secrétaire et lui communiqua le mémoire de Fortair. Westermann entra dans les vues du général, mais il demanda pourquoi l'on n'échangeait pas Lombard contre un Français prisonnier; il rappela que les Prussiens avaient enfermé dans la citadelle de Verdun le maire de Varennes, Georges, ancien membre de la Constituante et un des

de la Révol. à Strasbourg, 1877–1883, p. 539-541; Claretie, *Camille Desmoulins*, 237–239; Taine, *Conquête jacobine*, 259; sur son rôle au 10 août le *Monit.* du 24 décembre (témoignage de Carra, de Bourdon de Seine-et-Oise et de Legendre); sur son rôle en Vendée les *Mém.* du général Turreau (p. p. Lescure, 1877, p. 207) et Beauchamps, *Guerre de la Vendée*, 1807, II, p. 194-195. Turreau dit que « la Révolution n'a pas eu de charlatan qui eût aussi peu de talents et autant d'impudence que Westermann ».

[1] Procès-verbaux du Conseil exécutif. (Arch. nat.)

plus ardents patriotes de la région de l'est[1]. Dumouriez avait renvoyé Lombard sans conditions, par courtoisie et pour donner plus de prix à ses avances. Il fit ce que proposait Westermann. Lombard eut ordre d'écrire au camp prussien que sa vie répondait de celle de Georges et qu'il partagerait en tout le sort du maire de Varennes, mais qu'il ne serait renvoyé que par échange. Le secrétaire s'exécuta ; il transmit au roi de Prusse l'offre de Dumouriez, mais, ajoutait-il stoïquement, « je supplie Sa Majesté de ne pas écouter sa bonté, de ne pas faire céder ses plans politiques à l'intérêt personnel d'un simple secrétaire et de m'abandonner à mon destin ».

Il fallait porter au quartier-général prussien la lettre de Lombard et le mémoire de Fortair. Westermann fut chargé de cette mission. C'était, après tout, un ami de Danton, et Dumouriez crut utile de l'employer. Le roi de Prusse le verrait peut-être avec déplaisir ; mais puisqu'il sortait de la fournaise, on ne manquerait pas de le considérer avec curiosité ; on l'interrogerait sur les événements de Paris et sur la captivité du roi. Il parlerait de la fermentation de la capitale, des résolutions énergiques du conseil exécutif, des levées de troupes qui se faisaient partout. Il était Alsacien et savait l'allemand ; il pourrait saisir au passage quelque renseignement utile ; il a, disait Dumouriez, l'esprit liant et fin.

Westermann se rendit au camp ennemi le 22 septembre. Il fut présenté à celui qu'il appelait le tyran prussien. Il obtint que Lombard fût échangé contre Georges. Les princes français, raconte le secrétaire royal, crièrent en vain qu'on voulait leur arracher leur victime ; l'humanité du roi l'emporta, et ce bon maître consentit à tout pour me racheter. Le 23 septembre, dans la nuit, Lombard arrivait au quartier-général de Hans « harassé, affamé, épuisé, mais sain, un peu honteux seulement de son imprudence, pénétré de reconnaissance pour le roi, le meilleur des maîtres, et riche de mille expériences sur lesquelles il ruminait encore sans pouvoir trop fixer ses jugements ». Il courut aussitôt

[1] Sur Georges, voir *Invasion prussienne*, p. 261-265.

chez le duc de Brunswick. Le généralissime dormait dans la chambre qu'il partageait avec son fils aîné; mais on devait l'éveiller dès que Lombard serait de retour. Le secrétaire royal s'assit au pied du lit où reposait le jeune prince qui ne se lassait pas de l'interroger : il raconta tout ce qu'il avait vu et entendu ; la conversation dura toute la nuit [1].

III. Une phrase du mémoire de Fortair frappa vivement Brunswick et Manstein. « M. Dumouriez prend la liberté de conseiller au roi de Prusse, de se retirer d'abord de sa personne, et ensuite, d'entrer en négociation sur le pied qui lui avait été proposé par ce général lorsqu'il était ministre des affaires étrangères. » On se rappelle les propositions de l'émissaire de Dumouriez, Benoît ; Schulenbourg refusa de l'entendre, mais il avait dit, en quittant Berlin, qu'on l'écouterait peut-être sur le territoire français [2]. Les Prussiens avaient envahi la France, et Dumouriez renouait avec eux les négociations rompues au mois d'avril ; il leur faisait de nouvelles ouvertures ; il semblait, selon le mot du prince de Reuss, venir au devant d'eux et s'offrir [3].

On crut qu'il avait le dessein secret de rétablir la royauté renversée au 10 août et de devenir le connétable de la monarchie restaurée. On caressait toujours, rapporte le prince royal, le vain espoir de le rendre favorable à notre entreprise ; on pensa le gagner à la bonne cause et connaître par lui les véritables dispositions de l'armée [4]. « Dumouriez, écrit Gœthe, n'avait-il pas été partisan du roi et de la Constitution ? Ne devait il pas

[1] Voir sur le rôle de Westermann dans ce premier acte de la négociation, ses dispositions devant le tribunal révolutionnaire et les notes de Topino-Lebrun, publiées par Chardoillet, p. 25; sur le rôle de Lombard ses lettres du 28 septembre et du 10 octobre et surtout celle du 24 septembre, reproduite dans le texte original français par H. Hüffer (*aus dem Nachlass Lombards und Lucchesinis*, p. 25–26).

[2] Voir *Invasion prussienne*, p. 19.

[3] Vivenot, *Quellen*, II, 234. Bouillé (*Mém.*, 336) avait dit à Brunswick et au roi « qu'il serait peut-être avantageux de renouer cette négociation qui pourrait mener à un arrangement raisonnable ».

[4] *Rémin.*, 162.

pour sa propre sûreté et son salut, combattre l'état de choses existant ? C'eût été un résultat considérable, s'il se fût *allié aux alliés* pour marcher avec eux sur Paris[1] ».

Manstein et Heymann furent chargés de s'aboucher avec le général français. L'entrevue eut lieu le 23 septembre au quartier-général de l'armée du Centre, à Dampierre-sur-Auve. Les négociateurs prussiens dînèrent avec Kellermann et Dumouriez. Ce dernier raconte dans ses mémoires que Manstein lui fit mille compliments ; on connaissait, disait le lieutenant-colonel, les talents de Dumouriez et l'autorité qu'il avait sur son armée ; il pouvait terminer à la fois la guerre et l'anarchie ; il était le maître de la paix et, en se déclarant pour Louis XVI, il rendrait un grand service à sa patrie et à l'Europe. « Colonel, aurait répondu Dumouriez, vous m'avez dit qu'on m'estimait dans l'armée prussienne ; je croirais qu'il n'en est rien si vous me proposez des choses qui me déshonorent. »

Ce qu'on sait, c'est que Dumouriez « promit beaucoup en paroles[2] » et « amplifia les principes contenus dans son mémoire[3] ». Quant à Manstein, il demandait, avant toutes choses, au nom de Frédéric-Guillaume, que Louis XVI fût mis en liberté et rétabli sur son trône ; à cette condition, disait-il, les Prussiens ne se mêleront en rien de la constitution ; ils font peu de cas des émigrés, ils n'ont avec eux aucun traité, ils les abandonneront sans nulle difficulté[4].

Après une longue conversation, Manstein mit par écrit les propositions du roi de Prusse et les signa.

[1] Gœthe, 100 ; Caraman assura le prince de Reuss que Breteuil approuverait tout (Vivenot, *Quellen*, II, 234). « Pourquoi, dit Servan dans ses notes au *Mém.* de Dumouriez (p. V), si Dumouriez voulait sauver le roi, n'accéda-t-il pas en Champagne à une paix avec le roi de Prusse, conseillée par l'ex-ministre Breteuil ? Après avoir chassé Calonne, il (Breteuil) venait de se mettre à la tête des affaires des princes, et il désirait la paix, afin de pouvoir travailler avec plus d'efficacité à assurer la vie du roi et celle de la famille royale. »

[2] Journal de Lucchesini, Häusser, I, p. 382.

[3] Dumouriez à Lebrun, 24 septembre.

[4] Kellermann à Servan, 24 septembre (Arch. guerre).

Points essentiels pour trouver le moyen d'accommoder à l'amiable tout mésentendu entre les deux royaumes de France et de Prusse.

1° Le roi de Prusse, ainsi que ses alliés, désirent un représentant de la nation française dans la personne de son roi, pour pouvoir traiter avec lui. Il ne s'agit pas de remettre les choses sur l'ancien pied, mais, au contraire, de donner à la France un gouvernement qui soit propre au bien du royaume.

2° Le roi ainsi que ses alliés désirent que toute propagande cesse.

3° L'on désire que le roi soit mis en entière liberté[1].

Dumouriez donna à Manstein un reçu de cette pièce qu'il lui promit de transmettre sur-le-champ au conseil exécutif provisoire. On convint ensuite que les avant-postes cesseraient leur feu pendant la durée des pourparlers. Pourquoi tirailler les uns sur les autres et se faire un mal inutile ?

[1] Heymann, de son côté, prononça le nom du duc d'Orléans et déclara que les alliés seraient rassurés s'ils voyaient ce prince sur le trône. Le duc de Chartres était présent. Heymann lui demanda son avis. « Comment, lui répondit le jeune prince, avez-vous pu croire que nous écouterions de pareilles sornettes ! » Néanmoins Heymann demanda s'il pouvait écrire au duc d'Orléans. Le duc de Chartres prit sa lettre et l'envoya à son père. L'émigré priait le duc d'Orléans de conférer avec lui, en présence de Biron, et sollicitait un passe-port pour se rendre à l'endroit désigné. Mais le duc venait d'être élu à la Convention et s'était attaché aux Jacobins ; il avait reçu naguère de la Commune le nom d'Egalité; toute négociation avec lui était impossible. Il monta le 26 septembre à la tribune et déposa sur le bureau la lettre de Heymann; il n'avait, disait-il, aucune correspondance avec les émigrés et les ennemis de la patrie; il ne ferait donc aucune réponse au message qu'il avait reçu. Voir sur cette épisode Vatout, *Le Palais-Royal*, 1838. p. 223-224; Beaulieu, IV, 173; *Fersen*, II, 41; Ranke, *Ursprung*, 314 et le procès-verbal, écrit par Vergniaud et non reproduit dans les journaux, de la séance du 26 septembre (Arch. nat. C II et Vatel. *Vergniaud*, II. 145-146). Comp. encore le *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, 29 septembre, p. 115. « On assure, et nous pourrions peut-être le *certifier*, que le roi de Prusse a invité M. de Chartres à venir dîner avec lui à son camp. Le porte-parole est Heymann. Chartres a répondu pour son père et pour lui qu'il faisait trop de cas de l'estime et de la confiance de la nation française, pour se permettre une démarche qui pourrait le rendre suspect, et dont il ne trouvait ni le motif ni l'excuse dans son cœur. »

Kellermann jugeait les propositions de Manstein fort acceptables. Il me paraît, disait-il, que le roi de Prusse est très dégoûté de cette guerre et qu'il n'entend en aucune manière vouloir troubler notre constitution ; il abandonne entièrement les émigrés. Adoptons ce qu'il nous propose ; il demande la liberté de Louis XVI comme avant l'affaire du 10 août, afin de traiter directement avec lui sur le pied de la constitution ; il suffit donc de renvoyer Louis XVI aux Tuileries pour satisfaire la volonté de la Prusse. Ce souverain, ajoutait Kellermann, a pris des engagements avec ses alliés ; il est jaloux de son honneur et craint d'être accusé de perfidie par les autres puissances ; il faut employer tous les moyens pour le gagner, et, plein de l'idée de « terminer à l'amiable », le vainqueur de Valmy écrivait à Servan qu'on devait suivre la négociation commencée, qu'elle attirerait la Prusse dans les intérêts de la France et romprait cette *monstrueuse* alliance avec l'Autriche qui « serait dès lors la victime de ses trames [1] ».

Dumouriez était plus avisé. Il savait que ni le conseil exécutif provisoire, ni la Convention nationale ne consentiraient à tirer Louis XVI de sa prison et à l'installer de nouveau dans son palais des Tuileries. Il se garda bien d'écrire, comme le naïf Kellermann, que les propositions de Manstein étaient « de nature à pouvoir être adoptées ». Il prévoyait que la République, qui, depuis le 10 août, existait de fait, serait officiellement proclamée par la nouvelle assemblée. La Législative n'avait-elle pas juré, dans la séance du 4 septembre, et hautement proclamé dans une adresse aux Français que ses membres prêtaient, comme citoyens et comme individus, le serment de combattre de toutes leurs forces les rois et la royauté ? Merlin de Thionville n'avait-il pas dit aux Girondins dans les derniers jours de la Législative qu'on décréterait la République par acclamation dès la première séance de la Convention [2] ?

L'événement justifia la prévision de Dumouriez. En

[1] *Id.*, même lettre de Kellermann à Servan.
[2] Mathieu Dumas, *Souvenirs*, II, p. 476.

rentrant à son camp de Sainte-Menehould, après la conférence de Dampierre, il apprit que la Convention avait proclamé, le 21 septembre, sans discussion et avec d'unanimes applaudissements l'abolition de la royauté[1]. « Il n'y a plus à traiter avec le roi de Prusse, déclarait-il à Kellermann, à moins qu'il ne change ses propositions et qu'il reconnaisse le pouvoir représentatif du peuple souverain qui *ne sera pas un roi ;* mais il aura bien de la peine à s'y résoudre. » Il s'empressa de mander au ministre des affaires étrangères que le premier acte de la Convention avait été « très juste et très vigoureux[2] ». Il lui fit connaître les propositions de Manstein en ajoutant qu'on ne pouvait les accueillir, ni même les considérer comme la base des négociations futures ; mais elles prouvaient la détresse des Prussiens, et pendant qu'ils attendraient la réponse du conseil exécutif, ils achèveraient de s'affaiblir. « Je crois, écrivait-il à Lebrun, le roi de Prusse très embarrassé et très fâché d'avoir été si avant et qu'il désirerait trouver un moyen pour sortir d'embarras. Mais, si je le tiens encore *en panne* pendant huit jours, son armée sera entièrement défaite d'elle-même sans combattre. » Il engageait donc Lebrun et ses collègues à lier conversation. Sans doute la proclamation de la République coupait court à tous les pourparlers, et les *points essentiels* de Manstein n'étaient pas admissibles ; mais le conseil exécutif ou le ministre des affaires étrangères pouvait répondre aux propositions de Frédéric-Guillaume et « cette réponse contiendrait les bases d'une négociation nouvelle » qui, comme la précédente, traînerait la guerre en longueur. En attendant, disait superbement Dumouriez, je continuerai à tailler ma plume à coups de sabre.

Westermann fut chargé de porter au conseil exécutif la lettre de Dumouriez, le mémoire de Fortair et les

[1] La Convention, écrivait Rühl à Custine, a ouvert ses séances par un coup d'éclat en décrétant que la royauté est abolie en France, *quod Deus bene vertat !* (22 septembre, Arch. guerre).

[2] Il disait à Clavière : « Je suis enchanté qu'enfin nous ayons sauté le pas de la République. Actuellement il n'y a plus d'incertitude. Les modérés n'ont qu'à lire Plutarque et à changer de peau comme le serpent. » (26 septembre.)

propositions de Manstein. Il devait rendre compte de sa visite au camp prussien et de la conférence de Dampierre, montrer aux ministres le pain noir dont se nourrissaient les Prussiens, affirmer l'issue heureuse de la lutte[1].

IV. Manstein s'imaginait avoir gagné Dumouriez et sauvé Louis XVI. Le duc de Brunswick partageait ses illusions. Il fit appeler Nassau-Siegen et lui révéla, sous le sceau du secret, que le roi de France serait mis en liberté, qu'il viendrait peut-être au camp de Sainte-Menehould pour traiter en personne avec son frère le roi de Prusse. Dumouriez, disait Brunswick, promet de travailler de tout son pouvoir à la délivrance de Louis XVI; on restaurera la monarchie; on fera, en échange, quelques concessions; on abandonnera la noblesse et le clergé, mais on stipulera une amnistie générale pour les émigrés; les princes resteront bannis du royaume, mais on leur donnera des pensions considérables à manger hors de France[2].

Désireux de poursuivre ses succès diplomatiques, Manstein invita Dumouriez à dîner avec lui le 25 septembre au quartier général de Hans. Il offrait de le présenter au roi de Prusse. Dumouriez avait d'abord accepté; puis il se ravisa. « Je n'irai point, mandait-il à Lebrun, parce que ce serait une imprudence et parce que le premier acte de la Convention détruit tous les moyens de négocier. » Il écrivit à Manstein qu'il regrettait de ne pouvoir faire sa cour à Sa Majesté prussienne; mais, pendant la conférence on avait tiré quelques coups de canon sur son avant-garde et cherché à la déposter du campement qu'elle voulait prendre; il ne pouvait

[1] Dumouriez à Lebrun, 24 septembre (Arch. guerre). Westermann apportait en même temps à la Commune une caisse et un fusil enlevés aux Prussiens. « La vue de ces armes, dit le *Moniteur* du 7 octobre, a répandu l'allégresse dans tous les cœurs. Des applaudissements multipliés ont accueilli le citoyen Westermann; on a ordonné la mention honorable au procès-verbal du civisme de cet officier, et le conseil a arrêté que le fusil et la caisse seraient placés en trophée sur le piédestal qui servait au buste de Louis le dernier. »

[2] Nassau-Siegen (Feuillet de Conches, VI, p. 358-359).

quitter ses troupes puisqu'on les attaquait en son absence. D'ailleurs la décision de la Convention à son début avait été la déchéance du roi et l'abolition de la monarchie. Il fallait « attendre des nouvelles de Paris avant d'entamer des négociations qui pourraient être infructueuses, si elles n'étaient pas autorisées par la nation assemblée ». Dumouriez terminait sa lettre en assurant à Manstein qu'il se félicitait d'avoir fait connaissance avec un homme d'un caractère aussi sage et d'un esprit aussi juste; il s'affligeait, comme lui, des calamités d'une guerre si contraire aux principes de la philosophie, de la raison et de l'humanité ; mais il avait l'espoir que cette lutte, commencée pour des préjugés, finirait par détruire tous les préjugés [1].

Il est donc faux que Dumouriez ait, dans la première conférence de Dampierre, remis à Manstein, pour toute réponse à ses propositions, l'exemplaire du *Moniteur* qui contenait le décret de la Convention. Ce coup de théâtre n'eût pas lieu. Ce fut au camp de Hans, par un message de Dumouriez, que Manstein reçut cette nouvelle inattendue : « Vous pouvez vous imaginer, écrit le prince de Reuss à Spielmann, notre consternation et notre incertitude ; les uns conseillaient d'attaquer les Français sur-le-champ ; les autres, et surtout le général en chef, déclaraient qu'il ne restait plus qu'à couvrir Verdun et Longwy [2]. »

Mais Manstein, prenant tout sur lui, prétendit que Dumouriez n'abandonnait pas l'espoir de délivrer Louis XVI et voulait « rester en connexion » ; il fallait, au lieu de rompre ou d'attendre le retour de Westermann et la réponse du conseil exécutif, poursuivre l'œuvre de séduction commencée. Il répondit à Dumouriez qu'on avait tiré par méprise sur son avant-garde dont les mouvements faisaient supposer une attaque. Il lui réitéra son invitation, le pria de tenir sa promesse, l'assura qu'on s'abstiendrait pendant son absence de toute hostilité. « Il se livrait, dit Lucchesini, à l'espoir

[1] Dumouriez à Manstein, 25 septembre ; à Kellermann, 25 septembre; Haüsser, I, 382.
[2] Reuss à Spielmann, 26 septembre ; Vivenot, *Quellen*, II, 233.

illusoire d'attacher le général français plus ou moins à notre cause et de contribuer efficacement par son secours à opérer un changement de système en France. »

Dumouriez n'avait garde de détromper le crédule colonel. Mais il refusait de se rendre au camp prussien. Il écrivit successivement trois lettres à Manstein; dans la première, il objectait qu'une députation de ses soldats l'avait prié de ne pas quitter son camp et qu'il devait déférer au vœu de son armée; dans les deux autres lettres, toujours emphatiques et flatteuses, il invitait Manstein à dîner avec lui une seconde fois; « nous entrerons ensemble dans une des maisons de Dampierre, et nous causerons à fond sur les intérêts de deux nations faites pour s'aimer et pour être alliées[1] ».

Manstein accepta. Il vint dîner à Dampierre le 25 septembre. Kellermann, Valence, les ducs de Chartres et de Montpensier assistaient à ce repas. Dumouriez remit au lieutenant-colonel un exemplaire du *Moniteur*, qui rendait compte de la première séance de l'assemblée. Il ne lui cacha pas que le roi de Prusse devait accepter les faits accomplis et traiter avec la Convention. Manstein ne se récria pas. « Je crois, écrivait Dumouriez, que, malgré la répugnance du monarque prussien, on me rapportera de nouvelles propositions[2]. »

On avait, durant cette conférence, causé d'un échange des prisonniers de guerre. Manstein voulait comprendre les émigrés dans le cartel qui serait établi. Mais Dumouriez répliqua vivement qu'il ne traiterait qu'avec les Prussiens; les émigrés étaient des Français armés contre leur patrie, faisant la guerre en leur propre nom, avec des troupes de dénomination française, mousquetaires, gendarmes, régiment du Roi, etc. ; il ne pouvait entrer avec eux en accommodement. On convint, en se séparant, que l'adjudant-général Thouvenot irait le lendemain au quartier général de Hans; Manstein avait demandé qu'il eût les pouvoirs nécessaires pour traiter de l'échange des prisonniers et *d'autres choses importantes*[3].

[1] Reuss à Cobenzl, Vivenot, *Quellen*, II, 234; Haüsser, I, 383.
[2] Dumouriez à Servan, 26 septembre (Arch. guerre).
[3] Dumouriez, *Mém.*, I, 305; Häusser, I, 383.

V. Thouvenot fut reçu le 26 septembre par le duc de Brunswick[1]. Comme Manstein, le généralissime voulut, au nom de la justice et de l'humanité, comprendre les émigrés dans le cartel d'échange. Mais Thouvenot répondit qu'une nation ne pouvait traiter qu'avec une autre nation et non avec des rebelles. Le duc demanda ce que deviendraient les émigrés prisonniers. « Ils doivent, répliqua Thouvenot, s'attendre à toute la sévérité des lois et peut-être, selon les circonstances, à l'indulgence de la nation constituée en république. » Brunswick n'insista plus et ne stipula que pour les troupes prussiennes, autrichiennes et hessoises. On convint d'échanger homme pour homme et grade pour grade, et de mettre en liberté dans l'espace de quarante-huit heures tous les prisonniers « non militaires, quels qu'ils fussent[2] ».

Lorsque les articles du cartel furent arrêtés et signés de part et d'autre, Brunswick demanda quelle impression avait produite sur l'armée la proclamation de la République. Thouvenot répartit que l'armée n'était composée que de citoyens soumis aux lois de l'Assemblée et qu'elle avait accueilli le décret aux cris de *Vive la nation*. « Mais, Monsieur, s'écria Brunswick, que deviendra le roi? C'est le sort de Louis XVI qui nous préoccupe; qu'on lui donne une place dans le nouvel ordre de choses[3] et nous quitterons votre territoire. » Thouvenot observa qu'il fallait traiter directement avec la Convention qui représentait la nation entière. « Vous ne pouvez, disait l'officier, révoquer en doute l'existence de cette nation, ses armées sont en face des vôtres, il n'est pas plus difficile de traiter avec elle que de lui faire la guerre. »

A cet instant entra Lucchesini. Il déclara qu'il était

[1] D'après la *Chronique de Paris* (28 septembre, p. 1088) « on avait ramassé toutes les vaches éparses dans le camp pour faire voir à l'officier français que l'armée prussienne ne manquait de rien ».

[2] Cartel d'échange, 26 septembre (Arch. guerre), ratifié deux jours plus tard par les généraux en chef.

[3] Ce passage de la conversation, cité par Lebrun à la Convention, excita l'hilarité; on rit de la naïveté, disait le *Patriote français* du 2 octobre, et l'histoire de Denys de Corinthe revient à la mémoire.

très difficile de négocier avec la Convention, parce qu'il fallait auparavant la reconnaître ; mais le roi de Prusse ne pouvait-il traiter avec l'armée ? « L'armée, répondit Thouvenot, se bat et défend le territoire, elle ne s'occupe pas de la politique ; toutes les affaires étrangères à la partie militaire ne peuvent être portées qu'à la nation elle même qui les traite par ses délégués. Mais permettez-moi, Messieurs, un dilemme : ou nous vous battrons, ou vous nous battrez, ou nous nous observerons sans pouvoir nous entamer. Si nous vous battons, et nous en avons l'espoir, car des hommes libres sont des lions chez eux, vous êtes perdus. Si vous nous battez, il renaîtra de la première défaite autant de soldats français que de citoyens, et lors même que vous nous auriez réduits à l'état le plus déplorable, l'énergie de la nation française subsisterait toujours comme le ressort qu'une force étrangère a momentanément comprimé ; dès que vous seriez partis, il reprendrait toute son élasticité. Si nous ne sommes battus ni l'un ni l'autre, vous vous serez affaiblis par les maladies et les désertions ; vos finances seront en désordre ; il en résultera pour vous des maux incalculables. » Thouvenot ajouta ces curieuses paroles : « Le civisme augmente en raison de la distance des frontières ; à la hauteur où vous êtes, la teinte d'aristocratie est entièrement délayée, et le civisme le plus pur vous prépare autant d'ennemis que d'habitants. Si, par une suite des hasards de la guerre, vous avanciez sur Paris, alors Paris cesserait d'être Paris, et au moment de votre arrivée, Paris serait à deux cents lieues de Paris [1]. »— « Mais, dit Brunswick, on rapporte qu'à mesure que nous avançons le danger du roi augmente. » — « La nation, répliqua Thouvenot, a été assez grande, assez généreuse pour pardonner plus d'une fois les trahisons du roi ; elle ne se démentira pas ; elle abolit la royauté, mais sûrement elle a

[1] Thouvenot publia le récit de cette conférence ; cette pièce est intitulée « *Résultat de la conférence qui a eu lieu entre MM. le duc de Brunswick, le comte de Lucchesini et le lieutenant-colonel Thouvenot* » ; on la trouvera dans les *Révolutions de Paris* de Prudhomme, n° 169, 29 septembre, 6 octobre, p. 67-70 ; cp. la lettre de Lebrun à la Convention, *Monit.* du 2 octobre.

prévû ce que deviendrait le monarque dont elle prononçait la déchéance. Notre position respective ne ressemble pas mal à deux lignes parallèles qu'une force d'impulsion — qui vous a trompée — détermine à se rapprocher pour se couper sous un certain angle ; nous voulons que l'angle soit droit, vous voulez qu'il soit aigu ; laissez-nous faire, nous détruirons l'impulsion étrangère, et les lignes se placeront comme elles doivent l'être. »

VI. Dumouriez faisait arme de tout ; il ne se bornait pas à négocier avec Brunswick ; il excitait les troupes prussiennes à la désertion.

Les tirailleries ayant cessé sur le front du camp, les soldats des deux armées s'étaient rencontrés et causaient ensemble. Ils se trouvaient sans cesse mêlés, dit Nassau-Siegen, et je ne concevrai jamais comment le duc de Brunswick pût souffrir un tel désordre[1]. On se traitait avec la plus grande cordialité ; les Français partageaient leur pain avec leurs ennemis : une sorte de camaraderie familière s'établissait entre les sentinelles ; elles étaient convenues qu'elles auraient le droit, lorsque le vent ou la pluie leur fouetterait le visage, de se retourner sans rien craindre de l'adversaire[2]. « Les Prussiens, écrivait un volontaire de la Somme, se livrent aux épanchements de la plus affectueuse fraternité et manifestent aux nôtres des regrets très vifs sur la guerre entreprise entre les deux nations[3]. »

Un jour, des soldats de l'armée de Dumouriez, Alsaciens d'origine, se présentèrent sans armes aux avant-postes. Ils assurèrent qu'ils venaient en amis, qu'ils aimaient les Prussiens comme des frères et ne détestaient que les Autrichiens. On leur ordonna de s'éloigner : ils obéirent, mais ils laissèrent, en forme d'adieu, des exemplaires du décret qui promettaient cent livres de pension aux déserteurs.

[1] Nassau-Siegen, 362.
[2] Gœthe, 102 et Dumouriez, *Mém.*, I, 305.
[3] *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, lettre du fils de Rivery, député de la Somme (29 septembre, p. 115).

Ce décret avait été traduit en allemand et imprimé à Strasbourg. Il était affiché partout, au delà de la Lauter et du Rhin, sur les murs, sur les arbres qui bordaient les routes, à la porte des cabarets et dans leurs latrines. Biron menaçait les aubergistes, s'ils l'arrachaient, de brûler leur maison. On le collait, en guise d'étiquette ou de réclame, sur des bouteilles d'eau-de-vie qu'on abandonnait aux abords des avant-postes ennemis. Les paysans de la Flandre, soudoyés par Beurnonville, le mettaient dans l'intérieur de chaque miche de pain qu'ils vendaient aux Autrichiens. Toutes les marchandises expédiées en Allemagne étaient enveloppées dans le fameux décret, et des milliers d'exemplaires renfermés dans de gros ballots, furent envoyés de Strasbourg aux armées ; la profusion à cet égard, disait Roland, ne peut être susceptible d'excès[1].

On répandait, outre le décret, des brochures contre l'Autriche. La plupart avaient été imprimées sur l'ordre de Roland qui se disait, dans son langage parfois ampoulé, chargé de « l'administration des forces morales » et prétendait « les faire agir de front et d'accord avec les forces physiques[2] ». Une de ces brochures, sortie des presses de l'imprimerie nationale, était intitulée *Schneider à ses anciens camarades du régiment de Clerfayt*.

Camarades, disait le prétendu Schneider, les mauvais traitements, la dureté d'officiers inhumains m'ont enfin fait passer en France. Je viens de demander à la municipalité du lieu que j'habite, une jolie chaumière entourée de plusieurs arpents de terre, appartenant à un ci-devant *comte* qui a quitté sa patrie pour la combattre avec vous et la ravager par le fer

[1] Arch. guerre, Roland à Custine, 4 septembre; Biron à Servan, 20 septembre et à Dumouriez, 4 octobre (il envoyait 4,000 exemplaires à Dumouriez le 18 septembre) ; Beurnonville à Couthon, *Thermomètre du jour*, 2 septembre et *Moniteur*, 20 août.

[2] A Custine, 4 septembre. L'imprimeur Reynier reçut du 3 au 22 septembre 4275 livres pour « impression de diverses brochures » et avis qui devaient être distribués aux soldats autrichiens. (*Roland à ses concitoyens*, *Mém.* de Mme Roland, notes, II, 429). En outre Roland donna 600 livres aux citoyens Parraud et Frédéric Simon « pour traductions d'écrits patriotiques et de pamphlets propres à éclairer nos voisins et leurs armées ». Il fit aussi réimprimer, pour 571 livres, les *Observations sur l'Autriche* de Favier.

et le feu. Je vous réponds, camarades, que si le ci-devant *comte* s'avise de reparaître pour me disputer le terrain, ma carabine lui fera bonne réponse. *On est bien fort sur son fumier.* Si dans notre régiment j'en valais bien un autre pour aller au feu, ici je puis vous assurer que je me sens en valoir cent. Accourez, laissez-là vos officiers d'enfer qui vous ont meurtri le dos de leurs coups, vos slagueurs (*sic*), vos ducs, vos rois, votre empereur et venez vivre dans ce doux climat où tous les hommes sont égaux. Si vous voulez porter les armes, vous aurez, au lieu de pain noir et sablonneux, du pain blanc et sain, le double de votre paye, et le droit de choisir parmi vous des chefs, et la perspective de monter rapidement à tous les grades. Ah! camarades, on vous cache soigneusement tant d'avantages pour vous retenir sous le bâton de vos maîtres qui ne le sont pourtant que parce que vous n'avez pas le cœur de vous croire des hommes comme eux, et vous vous livrez, pour servir leurs haines particulières, à toutes les horreurs et les misères d'une guerre, où vous serez à la longue exterminés tous. Car, sachez-le, ce ne sont plus des soldats gagés à un homme que vous allez combattre ; c'est toute une nation indignée qui va déborder sur vous comme une mer en furie[1] !

Cette propagande ou, comme on disait au camp prussien, ce système de visites et d'insinuations irrita Frédéric-Guillaume et le duc de Brunswick. Le 24 septembre, Massenbach se rendit au quartier général de Kellermann pour déclarer que les sentinelles prussiennes accueilleraient désormais à coups de fusil tout Français qui ferait des tentatives d'embauchage. Le major a raconté son ambassade dans ses *Mémoires*. Dès qu'il fut arrivé aux avant-postes de Dommartin-la-Planchette, un officier lui banda les yeux et le mena

[1] Brochure de quatre pages, sur deux colonnes, en allemand et en français, 1792. Le texte allemand renferme quelques divergences ; la comparaison de la fin est ainsi transformée « wie eine Mutter, der man ihr Junges beraubt hat ». Cp. Laukhard, III, 178 ; il donne le texte d'une autre brochure « Les Français sont les frères de tous ceux qui veulent être libres comme eux... venez partager avec nous la gloire de donner la liberté à tous les peuples de l'Europe, etc ». Carra fit également une adresse aux soldats étrangers, qui fut traduite en allemand, imprimée à 50.000 exemplaires et envoyée aux armées. « Que vos bataillons lèvent la crosse de vos fusils en haut, nous irons vous serrer dans nos bras. » (*Ann. patriot.*, 5 septembre).

au général Stengel[1]. Massenbach savait que Stengel était Palatin de naissance ; il connaissait sa famille, il le nomma son *cousin*, et Stengel qui était jovial, dit Massenbach, causa bientôt avec le major sur le ton le plus enjoué. Il l'accompagna jusqu'au camp de Dampierre-sur-Auve. Le mouchoir qui serrait le front de Massenbach était si mince et si faiblement noué que l'officier prussien pouvait tout voir. Il observa qu'on lui faisait parcourir le front du camp et que les Français avaient lâché les écluses de l'Auve et de l'Yèvre. Il fut présenté à Kellermann qui le retint à dîner. Les ducs de Chartres et de Montpensier, Dillon, La Barolière, Schauenbourg étaient au nombre des convives. On causa de la canonnade du 20 septembre et de la situation politique de la France. Après le dîner, Dillon attira Massenbach dans l'embrasure d'une fenêtre et lui dit qu'il regrettait de voir la Prusse engagée dans la guerre. Il avait vu Berlin et les manœuvres de Potsdam, il connaissait personnellement Frédéric-Guillaume et Brunswick. « Dites de ma part au roi et au duc, ajouta Dillon à toute voix, que Louis XVI ne peut être sauvé que si la coalition reconnaît la République et fait la paix avec elle. » Puis, plus bas, il reprit : « Si vous ne faites pas la paix, la monarchie et la noblesse sont à jamais perdues. Si vous faites la paix, la République, n'ayant plus d'ennemis au dehors, sera déchirée par les partis, et la nation fatiguée finira par rétablir la royauté. En tout cas il ne faut pas songer un instant à ramener les comtes de Provence et d'Artois ; toute la France les méprise et les hait. » Dillon se tut ; il regardait autour de lui, comme s'il craignait d'être entendu ; enfin, il ouvrit une croisée, se pencha au dehors, et faisant signe au major d'approcher : « Regardez donc, la belle contrée ! » Le major s'était mis à la fenêtre : « Dites au roi, chuchotta Dillon, qu'on projette à Paris une inva-

[1] Voir sur Stengel, *Valmy*, p. 63 et dans le *Moniteur* du 13 mars 1793 (séance du 10) les discours de Lacroix et de Rühl ; il disait à Lacroix : « Je suis né sujet de l'électeur palatin ; si la neutralité est rompue, je demande à être employé ailleurs, de peur de paraître suspect. »

sion en Allemagne; on sait qu'il n'y a pas de troupes sur le Rhin[1]. »

Cette confidence n'était pas une ruse à la Thémistocle et Dillon n'était pas le seul officier royaliste de l'armée française qui donnait secrètement aux Prussiens d'utiles avis. Nassau-Siegen, ramenant un prisonnier au camp de Dampierre, fit demander un officier, autrefois son ami. « Je ne vous connais plus, lui dit à haute voix cet officier, et ce n'était pas la peine de m'appeler »; puis, tout bas : « Pourquoi n'interceptez-vous pas nos convois qui viennent de Châlons? Tout serait fini[2]. »

VII. Au milieu de ces allées et venues d'officiers des deux partis, Dumouriez poursuivait son dessein avec chaleur. Il ne perdait pas l'espoir de gagner Frédéric-Guillaume à l'alliance française. *Détacher* le roi de Prusse, tel était le mot qui revenait à tout instant dans ses dépêches et qui devait être désormais le schibboleth de la diplomatie révolutionnaire. Son collègue Kellermann, qu'il tenait au courant de la négociation, ne doutait pas que Frédéric-Guillaume ne devînt bientôt un des meilleurs amis de la République, s'il pouvait se tirer avec honneur des engagements qu'il avait pris avec ses alliés[3].

« Jusqu'à présent, écrivait Dumouriez le 26 septembre, je ne suis que la *raquette* qui reçoit et qui renvoie les propositions. Mais, comme les Prussiens paraissent me témoigner une confiance exclusive parce que j'ai été ministre des affaires étrangères, je pourrai, si la République le juge à propos, et si l'on m'envoie des bases, travailler activement à profiter des circonstances. » Frédéric-Guillaume, ajoutait-il, devait : 1° reconnaître la République et traiter avec elle; 2° rompre la convention de Pilnitz; 3° évacuer le territoire français après avoir rendu les deux forteresses de Verdun et de Longwy; 4° rester neutre dans la lutte de la France contre l'Au-

[1] Massenbach, *Mém.*, I, p. 120-121; cp. Gouvion Saint-Cyr, p. LXXXII.

[2] Nassau-Siegen, 357-358; Fersen, II, 50.

[3] Kellermann à Servan, 27 septembre (Arch. guerre).

triche et promettre de ne pas regarder cette guerre comme une guerre d'Empire ; 5° se borner à intercéder en faveur de Louis XVI « sans rien exiger à cet égard »; 6° laisser se terminer par une discussion juridique l'affaire des princes possessionnés. Qu'on se mît d'accord sur ces six points, et les deux nations seraient prochainement unies par un traité d'alliance qui « donnerait presque sans combattre la liberté aux peuples de la Belgique[1] ».

Il voulut brusquer l'affaire et, en renonçant aux ambages diplomatiques, amener le roi de Prusse à se prononcer. Le 27 septembre il envoyait à Manstein une nouvelle lettre. « J'ai l'honneur, disait-il, de vous envoyer, vertueux Manstein, douze pains, douze livres de café, douze livres de sucre que je vous supplie d'offrir à Sa Majesté. » Il faisait l'éloge de Frédéric-Guillaume, de son cœur et de ses grandes qualités ; la France aimait ce monarque et l'estimait ; tous les Français gémissaient sur l'alliance qu'il avait faite avec une cour légère et perfide. Mais, s'il continuait la guerre, ne serait-il pas inhumain et injuste? Nos malheurs, ajoutait Dumouriez, ont amené une révolution qui a entraîné l'abolition de la monarchie ; ou il faut traiter avec nous, ou il faut nous détruire, et on n'efface pas de la surface du globe une nation courageuse de vingt-six millions d'hommes !

Cette lettre était accompagnée d'un second mémoire de Dumouriez sur les dangers que courait la Prusse en s'unissant à l'Autriche et sur le profit qu'elle tirerait d'une alliance avec la République française. Il était impossible, écrivait le général, de relever le trône. Pourquoi le roi de Prusse ne traiterait-il pas avec la République? Voulait-il être l'instrument de l'Autriche qui ne faisait que le compromettre et ne lui fournissait qu'un faible contingent? Voulait-il sacrifier son armée

[1] Dumouriez à Servan, 26 septembre et à Lebrun, même jour. « Envoyez-moi, dit-il à Lebrun, des bases claires et précises, et je vous jure que je mènerai lestement cette négociation avec le roi des Bulgares. Vous savez que je vous aime bien. Votre titre de républicain ajoute un grain de sel à notre liaison. »

et ses trésors à l'ambition d'une puissance toujours plus redoutable à ses alliés qu'à ses ennemis, toujours avare et avide, manquant de franchise et de courage, ne connaissant d'autres armes que la politique subtile et tortueuse? Un tel renversement de tous les principes ne pouvait durer. Est-il impossible, disait crûment Dumouriez, de rompre avec des brigands? Oui, le roi de Prusse abandonnerait des alliés indignes de lui. L'illusion du point d'honneur ne l'emporterait pas sur ses vertus, sur son humanité, sur ses vrais intérêts. Il jouerait le plus beau rôle qu'un roi puisse jouer; il se ferait de la nation française un allié généreux, puissant, invariable, qui lui donnerait tous ses secours et son sang même. La France avait aboli la royauté parce qu'elle n'avait eu depuis Henri IV que des rois faibles et lâches, gouvernés par des maîtresses et des confesseurs, par d'insolents ministres et de vils courtisans. Mais elle aimait, elle estimait le roi de Prusse; ses troupes ne pouvaient se résoudre à le regarder comme leur ennemi; dans l'intérêt de sa gloire et principalement dans l'intérêt de deux peuples magnanimes, Frédéric-Guillaume abandonnerait les émigrés, ces véritables rebelles qu'il tolérait dans son armée, et surtout ces barbares Autrichiens dont il était la dupe[1].

Mais les choses n'étaient pas aussi avancées que le croyait Dumouriez et il se trompait étrangement sur les dispositions du roi de Prusse. Frédéric-Guillaume se regardait comme le représentant du droit divin et défendait la cause de Louis XVI parce qu'elle était commune à tous les rois. Pouvait-il s'allier à la République, à ceux qu'il n'avait cessé de nommer des factieux et des révoltés, à ces maudits hommes du 10 août, et comme disait Gœthe, à ces jacobins détestés que le manifeste avait voués à la mort[2]? Pouvait-il, sans déshonneur, manquer à la parole qu'il venait à peine de donner et rompre une alliance tout fraîchement conclue?

L'ambassadeur d'Autriche, le prince de Reuss, était au camp de Hans; mais les Prussiens ne lui cachaient

[1] Tous les journaux du temps ont publié ce mémoire.
[2] Gœthe, *Camp. de France*, 180.

rien ; ils l'informaient de tout ce qui se passait ; ils lui demandaient son avis et, pour ainsi dire, son autorisation. Manstein n'avait ouvert sa négociation avec Dumouriez qu'après avoir obtenu la permission du prince de Reuss, et l'ambassadeur autrichien reconnaît lui-même qu'au milieu de ses embarras et dans la triste situation de l'armée, la *loyauté* du roi, du duc de Brunswick et du marquis de Lucchesini est pour lui une grande consolation [1].

Lucchesini était arrivé le 24 septembre au quartier général. Il comprit aussitôt que Dumouriez cachait son jeu. Il n'hésita pas à déclarer que Manstein s'engageait imprudemment et qu'il était fort en train de se laisser tromper par un fourbe [2]. Dumouriez avait-il de pleins pouvoirs ? Etait-il autorisé par le conseil exécutif à traiter avec l'ennemi ? Pouvait-on négocier avec un gouvernement, né la veille d'une révolution et qu'une autre révolution renverserait peut-être le lendemain ? Ce qu'on voulait, avant toutes choses, au camp prussien, c'était la délivrance de Louis XVI et le rétablissement de la monarchie. Mais Dumouriez avait-il fait dans ses lettres la moindre allusion à la restauration de la royauté ? Son adjudant-général Thouvenot avait-il, dans l'entrevue du 26 septembre, prononcé un seul mot en faveur de Louis XVI ? N'avait-il pas assuré, au contraire, que la Convention était souveraine et que l'armée avait accueilli la proclamation de la République avec l'allégresse la plus vive ? Croyez-moi, disait Lucchesini, il n'y a rien à gagner dans ces négociations qui ne sont au fond qu'un combat d'astuce de Dumouriez contre la probité de Manstein [3]. Pendant ces pourparlers, le Français se retranche et se fortifie, il gagne du temps, il retarde notre attaque et en diminue les chances, il énerve notre armée en la rendant inactive, il la provoque à la désertion, il alarme nos alliés, il fait croire que nous désespérons du résultat final de la guerre et que nous sommes prêts à

[1] Reuss à Spielmann, 26 septembre et 2 octobre (Vivenot, *Quellen*, II, 233 et 242).

[2] Mot de Breteuil à Fersen, *Fersen*, II, 382-383.

[3] Ranke, *Ursprung*, 372.

trahir nos engagements ; on sait déjà que Dumouriez et le roi de Prusse négocient; on dira bientôt qu'ils sont d'accord.

Tels étaient les sentiments du quartier général prussien le 27 septembre. Brunswick et le roi reconnaissaient leur illusion ; ils accusaient Manstein de légèreté ; ils comprenaient, avoue Lucchesini, que ces envois, ces insinuations, ces conférences n'avaient profité qu'aux Français. A cet instant, arrivait le second mémoire de Dumouriez. Le roi de Prusse le lut, en présence de Lucchesini, de Brunswick et du prince de Reuss. L'ambassadeur d'Autriche fut outré d'indignation ; ce mémoire, s'écriait-il, est ce qu'il y a de plus bas, de plus pervers, de mieux fait pour échauffer la bile d'un homme d'honneur ! Le roi, le duc et le marquis partageaient son irritation. A chaque mot, s'augmentait la fureur de Frédéric-Guillaume. Quoi ! On lui faisait la leçon ! On osait lui dire qu'il sacrifiait le bien de l'État à l'illusion du point d'honneur ! On lui conseillait de lâcher son allié et de s'associer à la Révolution ! La franchise de Dumouriez ne lui paraissait que de l'effronterie et de l'insolence. Brunswick ne cachait pas son chagrin et son embarras. Lucchesini triomphait ; cette fois, disait-il, vous êtes désabusés ; le voilà, ce Dumouriez sur lequel on comptait ; n'avais-je pas prévu qu'il abuserait de la facilité qu'on lui montrait à entrer en pourparlers avec lui ? Il se démasque, il change de langage, le jacobin reparaît et exprime les principes de son parti sans la moindre retenue [1] !

La colère du roi se déchargea sur Manstein. Il lui reprocha, dans les termes les plus durs, d'avoir entamé une négociation qui devait aboutir à de semblables propositions, et son mécontentement, rapporte Lucchesini, fut exprimé d'une manière assez énergique pour affliger sensiblement M. de Manstein. Sous le coup de cette rude semonce, le colonel-diplomate écrivit aussitôt à Du-

[1] Reuss à Cobenzl, Vivenot. *Quellen*, II. 235 ; Lucchesini au ministère prussien, 3 octobre (Häusser, I, 386, note 1) et 29 septembre (Ranke, *Ursprung*, 320 et append., 372, lettre du 29 septembre). On se sert, dans ce récit, autant que possible des expressions mêmes des documents.

mouriez ; il mit dans sa réponse assez de sécheresse et de froideur pour arrêter court les effusions sentimentales du général français et ses offres d'alliance. « Je viens de remettre à Sa Majesté, disait-il à Dumouriez, les comestibles que vous m'avez envoyés pour elle ; quoique le roi se trouve dans une position à ne manquer de rien, il a bien voulu agréer, pour cette fois, cette marque d'attention que vous venez de lui donner, cependant j'ose vous prier de ne plus vous donner de pareilles peines. Quant au mémoire qui a été joint à votre lettre d'aujourd'hui, je dois vous renouveler, Monsieur, mes instantes prières de ne pas revenir sur l'article des liaisons actuelles de la Prusse avec la cour de Vienne. Chacun a ses principes ; celui du roi mon maître est de demeurer fidèle à ses engagements ; ce principe ne pourra qu'augmenter la bonne opinion que la nation française a de ce prince[1] et qu'il ne démentira jamais, soit qu'il se trouve dans le cas de continuer la guerre, ou qu'il puisse se livrer à la douce satisfaction de rétablir la paix. »

Mais cette démarche de Manstein n'était pas assez éclatante. Il ne suffisait pas, selon le mot de Lucchesini, de répondre à l'outrageant mémoire de Dumouriez par le mépris du silence ; il fallait rompre absolument avec des gens dépourvus d'ailleurs de tout pouvoir légal et montrer à l'Autriche et à l'Europe, par un acte vigoureux, que la Prusse ne pactisait pas avec la Révolution. Le marquis observa que la proclamation de la République heurtait de front les principes exposés dans le manifeste du 25 juillet ; la France, disait-il, défie sans ménagement la cause que nous représentons ; en face même de nos troupes qui campent sur son territoire et au milieu de ses foyers, elle abolit la royauté ; il faut lui répondre par un nouveau manifeste qui soit « une preuve d'animadversion et de désaveu formel ». Il rédigea donc, au nom du duc de Brunswick, une déclaration à la nation française[2].

[1] Cette ironie qui sentait son Frédéric — remarque A. Sorel — trahit la collaboration de Lucchesini à la correspondance de Manstein.

[2] Lettres de Lucchesini du 3 octobre et du 29 septembre ; Häusser, I, 386 et Ranke, *Ursprung*, Append., 372.

Lucchesini — ou le duc de Brunswick, qui se servait de la plume élégante du marquis — rappelait les événements qui s'étaient passés en France depuis les deux manifestes de juillet. Paris avait été le théâtre de scènes d'horreur et d'attentats dont l'histoire des nations policées n'offre presque point d'exemple. Quelques factieux avaient fait du peuple de la capitale l'instrument aveugle de leur volonté ; ils avaient détruit la Constitution, cette même Constitution qu'on avait si longtemps proclamée comme le vœu de la nation entière; ils avaient suspendu le roi de toutes ses fonctions : dernier crime de cette assemblée qui attirait sur la France les deux terribles fléaux de la guerre et de l'anarchie ! Une Convention venait de se réunir; mais, elle aussi, elle était saisie de cet esprit de vertige, funeste avant-coureur de la chute des empires[1], et le premier décret qu'elle avait porté était l'abolition de la royauté ! « Un petit nombre d'individus, dont plusieurs même sont des étrangers[2], s'est arrogé le droit de balancer l'opinion de quatorze générations qui ont rempli les quatorze siècles d'existence de la monarchie française ! » Mais l'empereur et le roi de Prusse avaient la ferme résolution de rendre à Sa Majesté très chrétienne sa liberté, sa sûreté et sa dignité royale. Invariablement attachés au principe de ne point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France, ils persistaient également à exiger que Sa Majesté très chrétienne, ainsi que toute sa famille, fût immédiatement mise en liberté, que la dignité royale fût rétablie sans délai dans la personne de Louis XVI et de ses successeurs, que cette dignité fût désormais à l'abri des avanies. Brunswick sommait la nation d'obéir à cette

[1] Lucchesini est un bel esprit, un phénix de collège, et se souvient de son Racine.

[2] Allusion à Anacharsis Cloots et autres. La *Chronique de Paris* (p. 1183) rapporte l'entretien suivant. Manstein disait à Dumouriez : « Comment voulez-vous que nous puissions traiter avec vous ? Vous n'avez point de roi. » — « Nous avons la Convention nationale, qui est chargée d'exprimer la volonté de la nation. » — « Oui, mais comment est-elle composée ? Par exemple, vous avez là un Cloots, Prussien qui serait pendu s'il était chez nous. » Dumouriez lui répondit : « C'est parce qu'il mérite d'être pendu chez vous qu'il a mérité d'être élu chez nous. »

demande péremptoire; il la menaçait, en cas de refus, de nouveaux et plus terribles malheurs; supprimer la royauté, c'était ôter le moyen de rétablir et d'entretenir les anciens rapports entre la France et les souverains d'Europe, c'était perpétuer les effets d'une guerre funeste, exposer la nation à tous les maux qui marchent à la suite des armées.

Le roi de Prusse approuva cette déclaration et le duc de Brunswick la signa (28 septembre). Lucchesini était fier de son œuvre. Il l'annonçait au ministère prussien avec l'écœurante vanité d'un Trissotin ou d'un Vadius. Que de finesse, que de circonspection dans cette délicate réponse ! « Le ton de modération, disait-il avec complaisance, n'échappera pas à l'attention de Vos Excellences. J'ai dû me borner à insister sur la liberté du roi, la sûreté et le rétablissement de sa dignité, — points qui pourront être accordés en tout cas sans entraîner implicitement l'idée de son autorité ; — j'ai évité soigneusement de rien dire qui puisse nous compromettre par rapport à cette formation subite d'un état républicain ; enfin, les termes employés nous laisseront toute la liberté et la facilité d'appliquer leur sens aussi bien à un avenir heureux qu'à un état de succès imparfaits et insuffisants pour l'exécution de nos vues [1]. »

En réalité, la déclaration était plus conforme à l'orgueil du roi de Prusse qu'à sa situation, et l'état de son armée ne justifiait pas ses altières exigences. Même dans le camp prussien on jugea le manifeste du 28 septembre très imprudent. Le duc de Brunswick, disait Gœthe, a la démangeaison d'écrire et, comme les auteurs qui lisent leurs productions à tout venant et mal à propos, il n'a pu s'empêcher de montrer à Dumouriez son nouveau chef-d'œuvre [2]. Massenbach savait que Lucchesini avait rédigé la déclaration; voila bien nos diplomates, s'écriait-il, toujours grands faiseurs de manifestes et toujours beaux

[1] Ranke, *Ursprung*. 372 ; cp. Reuss à Cobenzl (Vivenot, *Quellen*, II, 235) ; les conclusions de Lucchesini lui semblent « justes » et son style « assez pénétrant pour faire impression sur un homme qui n'est pas encore entièrement corrompu ».

[2] Gœthe, *Camp. de France*, 119.

diseurs ! Breteuil trouva le mot juste : « Le duc a fait une nouvelle déclaration à laquelle il ne manque que d'avoir battu l'ennemi [1]. »

Manstein fut chargé d'envoyer à Dumouriez ce nouveau manifeste. Il le somma de le publier sur-le-champ et l'avertit que le quartier général allait, pour plus de sûreté, le faire imprimer aussitôt. « L'importance et l'authenticité de cette pièce exigent que vous la portiez aussi promptement que possible à la connaissance de la nation à laquelle elle est adressée. Elle le sera de notre part par la voie de l'impression, et l'on avertira la nation française que l'original de cette déclaration vous a été adressé aujourd'hui par moi. »

Dumouriez trouva la déclaration si impérative, si dure, si déplacée [2] qu'il la lut deux fois, sans dissimuler sa surprise et sa colère. « Le duc de Brunswick, dit-il au porteur du message, me prend sans doute pour un bourgmestre d'Amsterdam ; annoncez-lui que la trêve cessera demain matin et que j'en donne l'ordre devant vous. » Il écrivit, séance tenante, un billet laconique à Manstein. Ce n'était pas ainsi qu'on traitait avec une grande nation et qu'on dictait des lois à un peuple souverain ; les Français ne penseraient plus qu'à combattre; on voulait leur arracher la liberté qu'ils avaient conquise; on ne tarderait pas à s'en repentir. « Je vais, ajoutait-il, faire passer l'ecrit du duc de Brunswick à la Convention nationale ; je vais le faire lire dans mon camp, et partout il sera reçu avec le même sentiment d'indignation. »

La négociation était terminée. Nous n'avons plus, mandait Dumouriez à Paris, de base pour négocier. Tout est dit, marquait de son côté Lucchesini au ministère prussien, et il n'y a plus qu'à finir brusquement tous pourparlers ultérieurs. Mais le duc de Brunswick préparait sa

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 124 ; Breteuil à Fersen, 2 octobre (*Fersen*, II, 378). Ce fut Brissot qui lut le manifeste à la Convention, dans la séance du 1er octobre ; il fut interrompu par des éclats de rire (*Monit.* et *Patriote français* du 2 octobre. « On a ri de ces inepties »); cp. le jugement de Manso, *Geschichte des preussischen Staates*, I, 248; so rauh im Ton und so ungemäss den Umständen.

[2] *Mém.*, I, 307

retraite ; il lui semblait indispensable de prolonger la trêve, ne fût-ce que d'un jour. Manstein revint à la charge. Il écrivit à Dumouriez le 29 septembre ; il lui paraissait que le général français n' « avait pas voulu entrer dans le sens de la déclaration, ni saisir le véritable esprit qui l'avait dictée » ; il proposait un nouveau rendez-vous pour le lendemain, 30 septembre, à midi, aux avant-postes des deux armées. Dumouriez répondit que Brunswick avait écrit, non pas un mémoire particulier, mais un manifeste ; que ce manifeste portait avec lui la menace et la guerre, qu'il rompait le fil de la négociation, et détruisait tout ce qu'on avait dit depuis quatre jours dans les conférences de Dampierre ; tant que cette pièce subsisterait, il ne pourrait voir Manstein. « Que penseriez-vous, ajoutait-il, d'une nation qui, sans avoir été vaincue, se plierait devant un manifeste et traiterait sur les conditions de l'esclavage, lorsqu'elle s'est déclarée républicaine ? » D'ailleurs il avait fait imprimer la déclaration, il l'avait répandue dans son armée, il l'avait envoyée à Paris ; il ne pouvait plus qu'attendre les ordres de son souverain qui était le peuple français rassemblé en Convention nationale par ses représentants [1].

Le même jour, Dumouriez mandait à Lebrun : « Ces gens-là sont insolents, mais ils ont besoin de la paix. La grande difficulté pour eux est de savoir comment ils pourront garder le *decorum* dans cette négociation. Je suis bien persuadé que le manifeste du duc de Brunswick sera annulé et qu'on reviendra à des propositions plus raisonnables. *Pourtant* je crois que décidément le roi de Prusse n'abandonnera pas l'Autriche [2]. » Mais sa tactique prudente avait eu plein succès. La négociation qu'il ouvrit dès le surlendemain de Valmy et qu'il prolongea pendant huit jours, ruina l'armée prussienne. Cette semaine d'inaction valait mieux qu'une bataille gagnée. Les envahisseurs, désormais réduits à une défensive inerte, avaient pris le parti d'abandonner la Champagne et de se retirer sur la Meuse.

[1] Voir tous ces documents dans le *Monit.* du 6 octobre.
[2] Dumouriez à Lebrun, 29 septembre (arch. guerre).

CHAPITRE III

LE CAMP DE LA LUNE

I. Le camp des alliés. — Les Prussiens à Hans et les Autrichiens à Valmy. — II. Détresse de l'armée. — Manque de fourrages. — Retards des convois. — Le pain de munition. — Décoction d'orge. — L'eau de pluie. — La dysenterie. — Profond découragement des soldats. — III. Illusions persistantes des émigrés. — Propositions de Nassau-Siegen. — Conseil de guerre du 21 septembre. — Le maréchal de Castries. — Nécessité de la retraite.

La situation de l'armée prussienne n'avait fait qu'empirer durant la négociation de Manstein. On vit le 21 septembre, au lendemain de la canonnade, que Kellermann avait pris une autre position pendant la nuit. Mais on n'osa l'inquiéter, et l'on essuya sans riposter quelques volées de canon que le général français envoyait aux alliés « pour leur confirmer son arrivée sur leur flanc droit ». On était, raconte l'auteur de la *Campagne de France*, placé sur le bord d'un immense amphithéâtre, en face de l'armée ennemie postée sur des hauteurs et formant un demi-cercle énorme ; entre les deux camps, des ruisseaux et des marais, sorte d'arène où les hussards des deux partis galopaient parmi les haies des jardins et les cabanes, tantôt avançant, tantôt reculant, agitant leur sabre, tirant d'inutiles coups de feu, fixant l'attention par un simulacre de combat [1].

[1] *Camp. de France*, 95.

On resta néanmoins dans la même position, non seulement, comme dit Gœthe, par point d'honneur et pour sauver les apparences, mais parce qu'on voyait encore sur l'Yvron et près du moulin de Valmy, les avant-postes ennemis.

Enfin Brunswick fit un mouvement. L'armée française avait définitivement quitté le champ de bataille du 20 septembre ; sa cavalerie se portait entre l'Auve et l'Yèvre, et son infanterie élevait des retranchements près de Felcourt. Fallait-il passer l'Auve hardiment et attaquer le flanc gauche de Kellermann? Mais le généralissime voulait moins que jamais livrer bataille. Nous étions, écrit Massenbach, réduits à la défensive, et nous n'avions même plus la moindre étincelle de cet esprit militaire qui cherche à se tirer d'un pas difficile par une action d'audace[1]. On prévoyait déjà la retraite ; on craignait de trop s'éloigner de Grandpré, d'où venaient les vivres de l'armée ; on résolut de demeurer entre la Bionne et l'Auve.

Le 23 septembre, les Autrichiens de Clerfayt, portant des bottes de paille à la pointe de leurs baïonnettes, allèrent occuper le tertre de Valmy[2]. L'avant-garde de Hohenlohe s'établit à Maigneux et sur la hauteur de la Lune[3]. Le reste de l'armée prussienne campa sur l'Yvron et au pied de ce monticule autour du village de Hans, près de la Bionne.

Le quartier général était au château de Hans, « grande maison assez laide, avec un beau jardin dessiné à la française[4] ». Il appartenait à la veuve de ce comte de Dam-

[1] *Mém.*, I, 118.

[2] Tous les habitants s'étaient enfuis à Chaudefontaine. Un vieillard, du nom de Gouvernal, resta seul ; il prit les Autrichiens pour des Français et leur dit dans le patois du pays : « *Gagnerans-je, nos gens?* » (Thénault, *Hist. de Valmy*, I, 298, manuscrit des archives de l'académie de Reims.)

[3] Elle y éleva quelques retranchements. Le capitaine Joinville reconnut en 1833 l'emplacement d'un bonnet-de-prêtre qui couvrait le cabaret de la Lune et coupait la route, on y avait lu pendant longtemps cette inscription : *Les ennemis de la Liberté sont venus jusqu'ici en 1792.* Joinville vit encore, à la même époque, une redoute pentagonale à 400 mètres à l'ouest de la Lune et une redoute carrée au nord, au-dessus de l'étang de Somme-Rup.

[4] *Remin.*, 161 ; cp. Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 632. Le nom de Hans doit être prononcé Han.

pierre, égorgé le 22 juin 1791 par les gardes nationaux qui suivaient Louis XVI au retour de Varennes. Le duc de Brunswick habita la maison du chapelain.

II. L'armée prussienne avait beaucoup souffert depuis son entrée sur le territoire français. Mais ce fut au camp de Hans, ou, comme l'appelèrent les Français, au camp de la Lune, qu'elle subit ses plus poignantes épreuves. Sur ces hauteurs chauves, dit un témoin de la campagne, sur ce sol crayeux et si blanc qu'on s'imaginait chaque matin qu'il avait neigé pendant la nuit, commença véritablement notre misère[1].

On avait trouvé, dès le lendemain de Valmy, dans les villages de Dommartin-sous-Hans et de Courtémont, assez de foin et d'avoine. Mais bientôt les fourrages manquèrent entièrement. On ne savait plus que donner aux chevaux qui devenaient maigres comme des squelettes ; notre cavalerie, écrit Lombard, aurait été la proie du premier qui l'aurait attaquée[2].

Le pain destiné aux soldats n'arrivait que très lentement. On le cuisait à Verdun, et les chariots de l'administration militaire le transportaient à Grandpré où les voitures régimentaires allaient le chercher. Mais les mauvais chemins retardèrent plusieurs fois les fourgons qui venaient de Verdun et de Grandpré. Les pluies, dit Peltier, avaient rompu les routes, et les convois, passant dans des fondrières de quatre à cinq pieds de profondeur, mettaient cinq jours à parvenir à leur destination. Durant une journée entière, le 25 septembre, les soldats n'eurent pas une bouchée de pain. D'ailleurs les hussards et les troupes légères touchaient, au lieu de pain, ce qu'on nommait le « Brotgroschen », c'est-à-dire douze centimes et demi de notre monnaie. Mais à quoi servait le *Brotgroschen* dans ce pays désolé ? Où les hussards et les fusiliers auraient-ils acheté du pain ? Il fallut prendre sur la subsistance des autres régiments. Le soldat n'avait donc pas suffisamment à manger. On lui donnait pour trois jours une ration de quatre livres ; elle le nourrissait

[1] Mot du prince royal de Prusse.
[2] *Remin.*, 161 ; Lombard, *Lettres*, 318.

à peine durant deux jours ; elle était épuisée dès le second, et on jeûnait le troisième[1]. Enfin, ce pain était de la plus mauvaise qualité ; aqueux, cuit à la hâte et sans le moindre soin, mouillé par les pluies qui traversaient la bâche des fourgons, il rebutait le soldat. Vainement les généraux avaient remontré qu'il ne valait pas le pain de munition français. Vainement, dès la prise de Longwy, Courbière s'était indigné publiquement, devant le duc de Brunswick, qu'on nourrît si mal une armée en campagne. Le pain resta détestable ; lorsqu'on le prenait en main, la mie se détachait aussitôt de la croûte et la moisissure apparaissait dans les intervalles. Ces taches vertes et jaunes faisaient croire au soldat que le pain renfermait soit du vert-de-gris, soit de l'arsenic ou du soufre. La plupart le jetaient loin d'eux avec dégoût[2]. Les Hessois finirent par le renvoyer et ne demandèrent plus à la boulangerie de Verdun que de la farine ; on les vit à Clermont remuer cette farine dans des plats, voire dans leurs chapeaux et leurs bonnets, la mélanger avec du sel et de la poudre, l'étendre sur des pierres plates et faire cuire ainsi de mauvaises galettes. Tous les Français qui voyaient le pain prussien ou essayaient d'en avaler un morceau, se récriaient avec horreur. Sûrement, il était fait avec de la farine de la guerre de Sept-Ans ou du blé de la dernière récolte ! J'ai vu de leur pain, écrivait un Parisien de l'avant-garde de Kellermann, « c'est infâme comme il est, de la farine d'avoine échauffée, il n'est pas mangeable ! » Les jeunes paysans dont Gœthe avait réquisitionné les chevaux, refusèrent de partager le *Commissbrod* du poète ; ils lui dirent qu'ils n'avaient jamais mangé que du bon pain ; « ils s'enfuirent un jour, raconte le poète, en me laissant leurs chevaux, et je parierais que notre pain noir fut le terrible spectre qui les chassa ;

[1] Le témoin oculaire (II, p. 63) dit même que « le pain qui devait suffire pour trois jours, ne durait qu'un jour ».

[2] Déjà devant Verdun, les chasseurs, au lieu de manger leur pain, s'amusaient à le couper en petites tranches qu'ils disposaient, en forme de culs de bouteilles, sur le mur des jardins ; Gœthe, toujours en quête d'observations scientifiques, crut voir de loin une rangée de pierres de la même couleur que le jaspe vert. *Campagne de France*, 40.

pain blanc, pain noir, voilà le cri de guerre entre Allemands et Français[1]. »

Bientôt la disette régna au camp de la Lune. Le pays d'alentour était un véritable désert, les villages restaient vides et dès le 21 septembre on avait fait main basse sur toute la volaille. Pas un vivandier, pas un juif n'avait suivi l'armée. On n'avait ni tabac ni eau-de-vie. De jeunes soldats pleuraient d'inanition. Un pain de quatre livres se vendait un louis et même davantage. Mon gilet et mon habit, disait Gœthe plaisamment, me prouvent que je perds tous les jours de ma graisse. Frédéric-Guillaume, rapporte Ségur, « écrivit à Mme Rietz que depuis trois jours il était sans café, et lorsqu'un roi manque de café, certainement son armée manque de pain[2]. »

Il fallut combattre la famine par des moyens extraordinaires. Brunswick ordonna de battre toutes les gerbes qu'on trouverait, de faire bouillir les grains et d'assaisonner de beurre et de lard cette pâte informe. Mais où trouver du lard et du beurre? On exécuta néanmoins l'ordre du quartier général et on mangea, sans sel et sans graisse, cette décoction d'orge[3].

La soif se joignait à la faim. L'eau potable manquait; celle des étangs voisins était saumâtre, nauséabonde, souillée par les cadavres des chevaux; descendre jusqu'à l'Auve, c'était s'exposer à être pris ou tué par l'ennemi. Il fallut boire l'eau de pluie qu'on recueillait dans les bâches des voitures ou l'eau crayeuse qu'on puisait dans les creux du terrain et dans les pas des chevaux[4].

[1] Peltier, 55; Massenbach, *Mém.*, I, 111-113; *Rémin.*, 151 et 161; Gœthe, 40, 104 et 118; Ditfurth, *die Hessen*, p. 116; *Monit.* du 17 septembre, lettre de Reims; Dupuy à son père, lettre du 23 octobre (arch. guerre).

[2] Ségur, *Histoire des principaux événements du règne de Frédéric-Guillaume II*, II, 299; Gœthe à Knebel, 27 septembre; le témoin oculaire raconte qu'on fuma de la paille, des feuilles d'arbre, etc., et que le quart d'une livre du tabac le plus mauvais coûtait deux à trois francs (II, 171-176).

[3] Gœthe, *Camp. de France*, 108; Laukhard, III, 374; Minutoli, *der Feldzug*, 20; Gaudy, 23.

[4] Gœthe, p. 99; témoin oculaire; Laukhard, etc.; la pinte d'eau se payait douze sous. On racontait à Paris que Frédéric-Guillaume avait demandé à Dumouriez la permission de laisser boire ses chevaux

Les Français n'ignoraient pas la détresse des alliés. Les prisonniers qu'ils faisaient tous les jours, dévoraient gloutonnement ce qu'on leur offrait. Ils étaient, dit Gobert, dans un état de dépérissement horrible et tombaient avec avidité sur un morceau de pain [1]. Ils avaient l'air enchantés d'être pris, écrit Dillon, et se jetaient sur les aliments qu'on leur présentait [2]. Ils sont si affamés, mandait Brémont au conseil de guerre de Mézières, qu'ils mangent le pain d'huile et boivent l'eau blanche qu'on a préparés pour les bœufs [3]. Tous, rapporte Buirette, témoignaient du dénûment où se trouvait leur armée [4].

Au milieu de ces extrémités presque intolérables sévissait la dysenterie. Elle avait commencé à se manifester à Coblentz, et n'avait pas quitté l'armée prussienne depuis son entrée en France. C'est au camp de la Lune qu'elle fit le plus de victimes. Il n'y a pas un cep de vigne dans la région; mais sur les coteaux de Verdun et en allant de Landres à Vaux-les-Mouron, les soldats avaient mangé sans précaution des raisins verts. Telle fut une des causes de l'épidémie. Il faut y joindre les intempéries de la saison, la nourriture malsaine, les mauvaises pommes de terre qu'on trouvait dans les champs et qu'en Allemagne, dit Laukhard, on aurait données au bétail, la viande de cheval qu'on mangeait sans légumes et sans sel [5]. Comme l'armée de Charles-Quint en 1544 devant Saint-Dizier [6],

ans une mare voisine du camp français; ce n'est pas à moi, répondait Dumouriez, c'est à nos canonniers qu'il faut demander cette permission (*Révol. de Paris*, n° 168, 16-17).

[1] Gobert, *Mém.* (Arch. guerre).

[2] Dillon, *Compte rendu*, 39-40.

[3] Journal de Brémont, 60.

[4] *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 619. Cp. la lettre d'un ami de Gorsas, arrêté près de Clermont par des Prussiens et relâché : « Les Prussiens doivent manquer de tout;... ils dévorent jusqu'à des graines fétides ; plusieurs délayent de la farine dans l'eau et font par ce moyen un *excellent* repas. » (*Courrier des quatre-vingt-trois départements*, 30 septembre, p. 129.)

[5] Ils mangent leurs chevaux, disait la *Chronique de Paris* (29 septembre, p. 1092), ce qui, du reste, est assez ordinaire aux peuples du Nord, descendus des Tartares!

[6] Voir la *Chronique de Götz de Berlichingen*, publiée par Berlichingen-Rossach, p. 81. Posselt dit dans son récit, p. 119 : « Extremam ad inopiam commeatus redacti Germani quum jam non fame modo, sed

l'armée prussienne fut décimée par cette cruelle maladie qu'on nomme en allemand la « diarrhée rouge »; le sixième des troupes gisait dans les ambulances; on comptait dans une compagnie trente, quarante, jusqu'à cinquante dysentériques. « J'étais aussi, raconte Caraman, et depuis assez longtemps, attaqué de ce mal et ne me soutenais que grâce aux soins dont j'étais l'objet au quartier général. » Lorsque les Prussiens quittèrent le camp de la Lune, les Français trouvèrent les fosses d'aisances remplies de sang. Les gens restés à la ferme de Maigneux, à l'auberge de la Lune, au village de Hans étaient presque tous malades. On voyait çà et là sur le plateau des cadavres de soldats jetés en hâte dans des fosses peu profondes d'où sortaient des bras et des jambes. « Le chirurgien-major de l'armée, écrivait Westermann, dit que le camp est pestiféré et qu'il faut y brûler beaucoup de vinaigre et autres choses. » On mit le feu aux débris de toute sorte qu'avaient laissés les Prussiens; l'épaisse fumée que fit la flamme exhalait une odeur fétide. Dampierre, que Dumouriez avait chargé de camper en cet endroit avec sa brigade, craignit pour la santé de ses soldats et poussa plus loin[1].

Telle était la situation de cette armée prussienne naguère si belle et si florissante, maintenant délabrée, exténuée par les privations, grelottant dans ses bivouacs fangeux sous les pluies froides et insalubres de l'automne, dépérissant dans l'inaction et la faim. « C'est à Hans, dit un soldat, qu'il fallait nous voir, nous Prussiens, d'ordinaire si propres et si brillants! Les vêtements étaient sales et jaunis par la fumée; les guêtres, couvertes de boue; les souliers déchirés et rajustés avec de la ficelle ou des brins d'osier. » On ne songeait plus à se

per adversa tempestatum (nam sicut augustus mensis intolerabili prope aestu incaluerat, ita per omnem septembrem continui imbres effusi sunt), multo magis etiam contagione morborum conflictarentur. »

[1] *Rémin.*, 161; Laukhard, III, 175; Caraman, *Mém.*, 21; Buirette, II, 263; Strantz, 104; Gaudy, 23 : « der Tod wüthete schrecklich im Heere »; témoin oculaire, II, 212; Manso, I, 249; Westermann à Pétion (Ternaux, IV, p. 548); Dumouriez, *Mém.*, 309. Dumouriez ajoute que de malheureux soldats étaient tombés dans les fosses d'aisances et y avaient péri.

raser; on laissait pousser sa barbe drue et inculte; quelques jours plus tard, à Etain, Gœthe se regardait dans un miroir et s'effrayait de voir ses cheveux flotter sur ses épaules comme une quenouille emmêlée[1].

On était tombé dans le découragement le plus profond. On restait blotti sous la tente, accroupi dans la boue autour d'un feu misérable, les officiers dissertant sur la guerre et lisant des livres français qu'ils avaient ramassés dans les villages des environs, les soldats maudissant les émigrés, les patriotes et l' « horrible contrée », tous craignant un prochain désastre, souhaitant de rentrer en Prusse au plus tôt, n'aspirant plus qu'à regagner leurs tranquilles garnisons. Après avoir méprisé l'ennemi, dit Gœthe, on commençait à l'estimer, et, comme il arrive d'ordinaire, à l'estimer peut-être plus qu'il ne valait. Des bruits alarmants se répandaient dans l'armée. On parlait des nombreux renforts que recevait l'adversaire au camp de Sainte-Menehould. On disait que vingt mille paysans s'étaient levés dans le pays de Reims et parcouraient la contrée, armés de faux et de fourches, massacrant les hommes isolés. « Tout le pays est contre nous», écrivait le duc de Levis qui servait dans le corps de Clerfayt, « et les habitants massacrent tout ce qui s'écarte ». On se répétait que les communications n'étaient pas sûres. On s'entretenait avec effroi des partis de cavalerie française qui battaient la campagne, et, comme le 29 septembre à Bouconville, enlevaient les convois[2]. On voyait avec consternation les chevaux

[1] Laukhard, III, 183; témoin oculaire, II, 56; Gœthe, *Camp. de France*, 164.

[2] Gœthe, lettre à Knebel, 27 septembre et *Camp. de France*, 112; Strantz, p. 104; Laukhard, III, 182; Fersen, II, 41; *Remin.*, 161; Massenbach, *Mém.*, I, 111-114. « Nous avions, dit le major, 43 bataillons, 40 escadrons et 15 batteries; chaque bataillon a 4 fourgons de vivres; chaque escadron, 1; chaque batterie, 2; l'armée avait donc 285 voitures. Imaginez cette longue file de véhicules allant de Hans à Grandpré, sous l'escorte d'un seul régiment de dragons! Quoi de plus aisé que de l'attaquer en tête ou en queue, ou de la couper en plusieurs tronçons? » Cp. les nouvelles apportées à Bruxelles par un officier, courrier de lord Elgin (Fersen, *id.*) « L'armée est abîmée par les fatigues, le manque de tout et les maladies; la peur d'être entouré commence à se répandre; les Français font bonne contenance; ...les habi-

mourir par centaines et les blessés de la canonnade, entassés sur la paille des granges, sans couverture et presque sans pansement, expirer les uns après les autres dans d'affreuses douleurs.

C'est dans cet état que Brunswick commandait aux soldats de ramasser de la craie et d'en faire une ample provision. Mais, comme disait Gœthe, on réclamait du pain, et non de la poussière. Ah! s'écriait un soldat, « si Jésus était là pour changer la craie en pain [1] ! »

Même misère et même tristesse de l'autre côté de l'Argonne, dans les camps de Clermont et de Neuvilly. Là aussi la pluie qui tombait furieuse, abattait les tentes; là aussi la faim faisait sentir ses atteintes; là aussi la dysenterie exerçait ses ravages, et vainement les Hessois séchaient, en les exposant à la flamme du bivouac, les raisins cueillis dans les vignes de Clermont. Les averses continuelles avaient mélangé d'une boue crayeuse l'eau des sources et des puits. Le feuillage vert qu'on étendait à défaut de paille, sur le sol boueux, pourrissait comme du fumier. Bientôt les malades furent en grand nombre. Le colonel de l'artillerie Kellermann mourut après trois semaines de souffrances. Il fallut établir à Verdun dans l'ancien couvent des Minimes un hospice hessois [2]. Lorsque la petite armée du landgrave repassa la frontière, elle était réduite de 5,560 hommes à 4,911; 30 soldats seulement avaient été tués devant l'ennemi; 60 avaient disparu; 130 malades étaient demeurés dans le rang; 240 autres gisaient dans les hôpitaux; 100 étaient morts de la fièvre ou de la *courée prussienne*, et parmi eux les pauvres nègres qui formaient la musique du régiment de la garde et qui portaient les noms héroïques d'Apollon et de Ganymède, d'Alcibiade et de César, de Brutus et de Caton [3].

tants sont détestables, n'amènent rien au camp et tirent sur tout ce qui se présente. »

[1] Gœthe, 107; Laukhard, III, 177.

[2] Arch. municip. de Verdun, carton 1", n° 10.

[3] Ditfurth, *Die Hessen*, 136; le landgrave avait établi à Wilhelmshöhe une petite colonie de nègres, et ce fut là que le célèbre Sömmerring put faire les observations qu'il a consignées dans son écrit sur « la différence corporelle du nègre et de l'Européen » (1784-1785); cp. R. Wagner, *Sömmerring's Leben*. 1844, II, p. 42.

III. Cependant Nassau-Siegen, les comtes de Provence et d'Artois, le maréchal de Castries et les principaux émigrés pressaient le duc de Brunswick de livrer bataille. La canonnade de Valmy n'avait pas dissipé leurs illusions. Ils soutenaient encore que l'armée française menaçait de pendre ses généraux. Pas un « patriote » ne désertait, mais, prétendaient les émigrés, c'est parce que le soldat est sûr d'avoir du pain en restant à l'armée et parce qu'il aime l'indiscipline révolutionnaire. On avait vu les cavaliers de Valence et de Chazot mettre pied à terre durant le combat et donner l'avoine à leurs montures ; ils avaient peur, disaient les émigrés, et refusaient de monter à cheval. On voyait les soldats de Kellermann élever des retranchements et dresser des batteries; c'est pour les occuper, disaient encore les émigrés, et parce qu'on craint leur insubordination. On savait l'artillerie française formidable ; mais, ajoutaient les émigrés, ces scélérats tremblent derrière leur canon, ils n'ont de confiance et d'espoir qu'en leurs batteries, et sont incapables de la moindre résistance [1].

Nassau-Siegen proposa au duc de Brunswick de tourner la position française; 20,000 hommes soutenus par la cavalerie des émigrés qui « pouvait être employée sans ménagement », se jetteraient sur les derrières de l'armée de Kellermann ; le reste des alliés s'avancerait jusqu'à l'extrémité de l'Yvron et contiendrait l'armée de Dumouriez ; Kellermann battu, l'impossibilité de subsister forcerait Dumouriez à décamper. Mais Brunswick répondit que le terrain était impraticable pour la cavalerie et que l'armée manquait de pain ; « quand nous aurons du pain, je ferai tout ce qu'il sera humainement possible de faire, mais c'est bien difficile ». Cet entretien eut lieu le 24 septembre. Le jour même, au sortir de table, le roi de Prusse réunit un conseil de guerre auquel assistaient Brunswick, Kalkreuth, Hohenlohe, Clerfayt, Nassau-Siegen, le maréchal de Castries, MM. d'Autichamp et de Rozières [2].

[1] Nassau-Siegen ; Fersen, II, 48 et 50 ; Contades, 73.
[2] Ce dernier avait été lieutenant général et inspecteur général du génie. Il était quartier-maître-général de l'armée des princes.

Brunswick parla le premier. Il exposa la situation de l'armée, extrêmement affaiblie par le mauvais temps, la maladie et le manque de vivres. Il avoua qu'on pouvait tourner la position française, mais qu'à son avis, on devait s'éloigner moins que jamais de ses communications. Il valait mieux lever le camp, regagner la trouée de Grandpré, s'emparer de Sedan, prendre ses cantonnements sur la Meuse et couvrir les provinces conquises[1].

Le maréchal de Castries prit la parole après le duc de Brunswick. Il soutint avec chaleur le plan de Nassau-Siegen. « Tout ce que j'ai vu, disait-il, tout ce qu'on m'a rapporté de la position de l'ennemi, prouve que Kellermann est en l'air. Chargeons ses troupes avec vigueur, nous les mettrons aisément en déroute, nous nous saisirons de la route de Vitry, et Dumouriez devra prendre la fuite ou capituler. On parle de lever le camp, on dit qu'il vaut mieux regagner le défilé de Grandpré que de se battre. Mais se retirer devant l'ennemi, c'est lui rendre courage ; en nous voyant reculer, les volontaires enhardis s'acharneront à notre poursuite. » Castries se tourna vers Frédéric-Guillaume, « le roi de Prusse, s'écria-t-il, voudrait-il battre en retraite ? Non, il n'en a même pas la pensée » !

Frédéric-Guillaume semblait ému ; « il n'est pas question de retraite, répondit-il au maréchal, et je suis contraire à toute démarche timide ». Mais Brunswick fit encore une triste peinture de l'état où l'armée prussienne était réduite. Le roi se leva : « Eh bien ! que décidons-nous ? M. de Clerfayt, quel est votre avis ? » — « Je ferai tout ce qu'on voudra, dit Clerfayt, dès que j'aurai du pain. » Ce mot trancha la question. Il fut convenu qu'on attendrait le pain et que la bataille serait livrée le 29 septembre[2].

Le 29 septembre arriva. La veille, le roi de Prusse, indigné des propositions d'alliance que lui faisait Dumouriez, avait accepté l'idée d'un troisième mani-

[1] Reuss à Spielmann, Vivenot, *Quellen*, II, 233.
[2] Nassau-Siegen, 359-362 ; Peltier, 58 ; *Tagebuch der Feldzüge gegen Frankreich*, von D (esfours), 1818, p. 35-36 (récit d'un émigré).

feste[1]. Nassau-Siegen offrait d'écrire sur-le-champ à la tsarine et de demander instamment l'envoi d'un corps de troupes russes qui se dirigerait sur la France à marches forcées et arriverait en Champagne avant la fin de l'automne. Les princes français priaient Frédéric-Guillaume de les placer au poste le plus périlleux; le comte d'Artois promettait d'emporter, à la tête de la noblesse, une batterie de pièces de 24 qui flanquait la droite du camp de Kellermann; les émigrés juraient de culbuter l'armée des patriotes. Mais, s'il était téméraire d'attaquer les Français le 20 septembre, il était insensé de les assaillir neuf jours après. Brunswick refusa fort prudemment de tenter le sort d'une bataille et répondit aux sollicitations des émigrés qu'il n'avait pas trente mille hommes capables de combattre[2]. Caraman l'approuva. L'effectif disponible, assure cet émigré dans un fragment de ses mémoires, « était réduit à 17,000 hommes. Tout le surplus était languissant, épuisé et mourant; les rapports s'accordaient tous pour annoncer la formation à Châlons d'un corps considérable de nouvelles levées destiné à nous fermer le passage vers Paris; même en admettant les succès les plus inespérés, si l'on pouvait arriver devant la capitale, ce serait avec une armée tellement réduite qu'elle se trouverait hors d'état de surmonter la plus faible résistance[3]. » Il fallait battre en retraite, et ce parti, ajoute Caraman, n'était que trop évidemment dicté par les conseils de la raison la plus sage. La nouvelle fut accueillie diversement dans le camp prussien; les officiers l'apprirent avec tristesse; les soldats poussèrent un cri de joie et se dirent les uns aux autres: *Bruder, es geht nach Hause,* frère, on rentre chez soi[4]!

[1] Voir ci-dessus, p. 369.
[2] Dampmartin, *Mém.*, 304.
[3] Caraman, *Mém.*, 20.
[4] Haüsser, I, 386; Marcillac, *Mém.*, 110; Contades, 74; Neuilly, 50; Témoin oculaire, II, 193.

CHAPITRE IV

LE CAMP DE SAINTE-MENEHOULD

I. Tenacité de Dumouriez. — Mot de Napoléon. — Proclamation aux habitants de la Marne. — Grand projet de réunion. — Frégeville et Baudinot au Fresne. — Leur jonction avec Dubouquet. — D'Harville à Auberive. — II. La route de Vitry. — Retard des convois. — La disette. — Propos de Dumouriez. — Il mate les féderés. — Confiance et bon vouloir de l'armée. — Pro patria mori. — III. Jalousie de Kellermann. — Sa querelle avec Dumouriez. — Lettres des deux généraux. — Dumouriez écrit à Servan et à la Convention. — Mission de Vialla. — Recours à Danton. — IV. Servan. — Ses craintes. — Il desapprouve le plan de Dumouriez. — V. Les trois commissaires de la Convention. — Prieur de la Marne. — Sillery. — Carra. — Adhésion de l'armée au décret qui proclame la République. — Aspect de Sainte-Menehould. — Un « camp de plaisance ». — La Marseillaise.

I. Pendant qu'il amusait les Prussiens par des négociations, Dumouriez luttait dans son camp contre la défiance de ses soldats, contre la jalousie de Kellermann, contre les sollicitations de Servan qui le priait de se retirer derrière la Marne Il subissait, écrit-il dans ses *Mémoires*, une véritable persécution, et ses compatriotes lui causaient plus d'ennui que les Prussiens. Mais il sut résister à toutes les obsessions, et pendant ces neuf jours qui décidèrent de l'issue de la campagne, au milieu des alarmes des ministres et de l'Assemblée, des récriminations de son collègue et des plaintes de l'armée, conserver une inébranlable fermeté, faire, comme il disait, tous les métiers et passer à tout moment à travers toutes

les contrariétés, sans perdre sa bonne humeur et sa vivacité d'esprit. Il opposa sa propre prévoyance aux soupçons, aux clameurs, aux inquiétudes qui l'assiégeaient de toutes parts. Il tint bon dans son plan que tous ou presque tous désapprouvaient. Il garda sa position de Sainte-Menehould. Résolution hardie, tellement hardie que Napoléon, de son propre aveu, n'aurait osé la prendre. « Je me regarde, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, comme l'homme le plus audacieux à la guerre qui ait jamais existé, et bien certainement je ne serais pas resté dans la position de Dumouriez, tant elle m'eût présenté de dangers. Je n'explique sa manœuvre qu'en me disant qu'il n'aura pas osé se retirer. Il aura jugé encore plus de péril dans la retraite qu'à demeurer. Les Français ne savent pas se retirer devant un ennemi victorieux; s'ils ont le moindre échec, ils n'ont plus ni tenue ni discipline, ils vous glissent dans la main. Voilà, je suppose, quel aura été le calcul de Dumouriez[1]. » Napoléon se trompait. Dumouriez, en restant à Sainte-Menehould, obligeait les Prussiens à lui faire face ; il les empêchait de se rejeter dans le département de la Meuse et les Évêchés, où ils auraient vécu au large sur un riche terroir; il les retenait immobiles dans un pays stérile où ils devaient périr à la longue de misère et de faim. Se retirer sur Châlons, c'était livrer le pays de Bar et la Lorraine et ouvrir des subsistances à l'ennemi qui pourrait hiverner sur le sol français et se préparer à une seconde campagne[2].

Il crut un instant que Brunswick se dirigerait sur Châlons. Déjà le conseil général de la Marne décidait de transférer à Sézanne, à l'extrémité du département, le siège de ses séances. Déjà l'ambulance des hôpitaux militaires refluait sur Epernay et Château-Thierry. Déjà Dumouriez annonçait au ministre qu'il suivrait les Prussiens dans leur marche et les serrerait de près. Il ordonnait au commandant militaire de Châlons d'évacuer les magasins, de couper le pont de la Marne, de mener au-delà de la rivière les troupes de Dubouquet et les fédérés

[1] Las Cases, *Mémorial*, VI, 241 (10 novembre 1816).
[2] Dumouriez à Kellermann, 25 septembre (arch. guerre).

qui se trouvaient dans la ville ; lui-même se porterait sur Suippes, puis de là sur la montagne de Reims [1].

Il fut bientôt rassuré. Non, l'ennemi ne se dirigerait pas sur Châlons ; « je suis là, disait-il, avec une armée à peu près égale à la sienne et je lui tomberais sur le corps dans le désordre de sa marche ». Il écrivit aux administrateurs de la Marne une lettre qui fut imprimée sous forme de placard et répandue dans tout le département. Il sommait la population de concourir au salut du pays, de détruire les vivres, de faire un désert autour de l'envahisseur. « Aidez de votre pouvoir le général Labourdonnaye et le patriote Laclos à faire évacuer au-delà de la Marne tous les approvisionnements qui tenteraient les Prussiens, tous les fourrages qu'on pourra charger sur les voitures ; que le reste soit brûlé ou jeté dans les rivières. » Il engageait, au nom de la patrie, les habitants des villages qui bordent le cours de la Suippe et de la Vesle à se retirer avec leurs bestiaux sur l'autre rive de la Marne. Ce parti était extrême ; mais fallait-il livrer les subsistances à l'ennemi, lui donner la ressource de pénétrer plus avant ? Les dangers sont grands, ajoutait Dumouriez ; notre courage et notre civisme doivent s'élever à la même hauteur. Il affirmait aux paysans que la crise ne durerait que quelques jours ; il leur promettait la reconnaissance de la nation ; il leur assurait que la France leur saurait gré de leurs sacrifices et les dédommagerait des pertes qu'ils auraient supportées [2].

Mais Dumouriez ne se bornait pas à rejeter obstinément tout plan de retraite. Il ne s'agit pas seulement, disait-il, de ne pas se retirer du tout ; pour ne pas se retirer, il faut être plus nombreux que l'adversaire ; il ne suffit pas de faire face, il faut se renforcer. Il avait un *grand projet* : rassembler sur la même étendue de terrain toutes les armées et fractions d'armée qui tenaient la campagne, grouper autour de lui toutes les troupes de

[1] Dumouriez au commandant militaire de Châlons, 21 septembre (arch. guerre).

[2] Dumouriez aux administrateurs de la Marne, 22 septembre (arch. guerre) et à Labourdonnaye, 22 septembre (papiers de Dumouriez).

Reims et de Châlons, auparavant « désunies par petits paquets », présenter aux alliés une masse imposante de quatre-vingts à cent mille hommes qui couvrirait à la fois Châlons, Reims, Vitry-le-François et par suite la capitale.

Il appelait donc autour de lui toutes les forces de la France. Il ordonnait à Sparre, qui commandait à Châlons, d'envoyer entre le Fresne et Tilloy 15,000 hommes sous les ordres de Dubouquet; ces 15,000 hommes devaient lui « donner une grande supériorité sur les ennemis et les forcer à un mouvement rétrograde ». Il priait d'Harville qui commandait à Reims, de se porter sur la Suippe et de se retrancher avec ses fédérés dans le camp d'Aubérive, derrière la rivière. « Voici, lui écrivait-il, le moment de décider les affaires par un grand coup, et nous serons dans quatre jours plus de 100.000 hommes réunis. » Un cercle de fer se formerait peu à peu autour des Prussiens : partout, des armées ; en face d'eux et sur leur droite les soldats de Dumouriez et de Kellermann ; sur leurs derrières, les rassemblements de Châlons et de Reims qui s'approchaient lentement. On enfermerait l'ennemi, disait l'aide-de-camp Fortair, dans un fer à cheval, et, selon le mot de Dumouriez, on l'acculerait aux montagnes, on le refoulerait insensiblement sur la route de Grandpré[1].

Dumouriez écrivait même à Biron qu'il fallait détacher de l'armée du Rhin un corps de 15,000 hommes qui marcherait avec la plus grande diligence sur Metz et de là sur Toul et Bar-le-Duc, pour couper aux Prussiens leurs communications avec Verdun. Nous tenons les ennemis, assurait-il, et sous quinze jours nous pouvons ruiner leur armée. Cette lettre arriva trop tard. Custine poussait alors sa pointe sur Spire et Mayence. Dumouriez jugea l'expédition plus brillante qu'utile; il eût mieux aimé que les 15,000 hommes de Custine « au lieu d'aller courir les hasards en terre étrangère », eussent marché sur Verdun ; j'aurais pu, affirmait-il, répondre de terminer

[1] Dumouriez à Sparre et à d'Harville, 24 septembre; Fortair à Dumouriez, 27 septembre (arch. guerre).

la guerre en trois semaines de temps par une capitulation au lieu d'une négociation [1].

Mais son plan réussit. Deux partis s'offraient à lui après le 20 septembre : la *retraite* ou la *réunion*, la retraite sur Châlons ou la réunion de toutes les levées nationales à Sainte-Menehould et aux environs. Dumouriez s'était hardiment décidé pour la réunion. Dès le 22 septembre, sur ses ordres qui ne furent jamais aussi pressants, aussi impérieux que dans ces derniers jours de la campagne, le colonel Frégeville, avec douze escadrons de cavalerie légère et un bataillon de chasseurs à pied, se portait au Fresne ; il était suivi de 1,000 hommes (300 cavaliers et 700 fantassins) commandés par Baudinot. Bientôt Dubouquet et d'Harville se rapprochaient de la grande armée. D'Harville se retranchait à Aubérive et voyait les émigrés qui campaient à Suippes, reculer sur La Croix-en-Champagne. Dubouquet arrivait au Fresne où il faisait sa jonction avec Frégeville et Baudinot, il envoyait sa cavalerie légère à Tilloy, il était sur le point de former l'aile gauche de l'armée réunie à Dampierre et à Braux. « Sous peu de jours, disait Dumouriez, je ferai un mouvement par ma gauche qui débordera la droite des Prussiens et les forcera à changer de position. »

Enfin, le 1er octobre, l'armée de Dubouquet [2] quittait le Fresne et s'ébranlant sur deux colonnes, faisait deux lieues en avant pour camper à Gizaucourt et à Voilemont. « Les trois armées de Dumouriez, de Kellermann et de Dubouquet, notait un témoin oculaire, n'en forment plus

[1] Dumouriez à Biron, 25 et 28 septembre (arch. guerre).

[2] Dubouquet avait en tout 15,226 hommes : *avant-garde*, 13 escadrons de hussards, chasseurs et dragons, 400 gendarmes, 1 régiment de chasseurs, 1 régiment de ligne, 4 compagnies de Seine-et-Oise; *première ligne :* 94e régiment, 1er bataillon de la Marne, 5e bataillon de la Meurthe, 99e régiment (ce sont les quatre bataillons qui gardaient le Chesne-Populeux quelques jours auparavant) 72e régiment, bataillon de la butte Saint-Denis, bataillon de la butte des Moulins. *Seconde ligne :* bataillon de l'Arsenal, bataillon des Amis de la patrie, bataillon du Pont-Neuf, bataillon de Molière. *Réserve :* Bataillon de Sainte-Marguerite, bataillon Bonconseil (Mauconseil), 1er Républicain ou bataillon de Palloy, 30 hussards et 200 gendarmes (arch. nat., papiers de Dumouriez).

qu'une et occupent tout le terrain de Sainte-Menehould à Voilemont, sur deux lieues et demie de longueur, pendant que l'armée de Sparre et de d'Harville borde la Vesle et la Suippe. l'ennemi est au milieu de cet angle ».[1] Ainsi s'était opérée la grande *réunion* que projetait Dumouriez. Mais la veille les Prussiens avaient commencé leur retraite. Enfin, écrivait fièrement Dumouriez au ministre de la guerre, « enfin, ce que j'ai calculé, arrangé et prédit, est arrivé ; tenez-moi compte de ce qu'on appelait mon obstination. Relisez mes lettres et vous verrez que si je n'avais pas pris le parti de résister à l'opinion universelle, l'ennemi était sauvé, et la France en danger. » Les trois commissaires que la Convention avait envoyés à Sainte-Menehould rendirent hommage au général. « Vous voyez, disait Carra à Servan, que Dumouriez a très bien fait de tenir ferme », et Sillery mandait à Pétion : « Dumouriez a su tenir tête contre l'opinion générale et la France est sauvée. Elle eût été dans un grand danger, s'il ne s'était pas obstiné à garder sa position. En effet, s'il s'était jeté sur Châlons ou Reims, les ennemis mourant de faim n'eussent point cherché à l'attaquer, mais ils se seraient emparés du Barrois, auraient hiverné dans nos campagnes abondantes, et de là se seraient raccommodés et renforcés ; l'année prochaine, ils eussent entamé une nouvelle campagne, au lieu que je les en défie maintenant[2]. »

II. Mais du 21 au 30 septembre, l'ennemi, posté à la Lune, avait fermé la route de Châlons par Sommevesle et Auve. Il ne restait plus à Dumouriez et à Kellermann que la chaussée de Châlons à Vitry-le-François, sur la rive gauche de la Marne, et un chemin menant de Vitry à Sainte-Menehould par Possesse et Elize. Tous les convois qu'on envoyait de Châlons au camp français prirent donc la route de Vitry et le chemin d'Elize. Cette dernière voie qui passait à travers des bois, des marais et des ruisseaux, était très difficile et presque impraticable

[1] Brémont, 59.
[2] Dumouriez à Servan (1er octobre), Carra à Servan (30 septembre), Sillery à Pétion (2 octobre).

en certains endroits. Dumouriez la fit réparer par les huit cents travailleurs qui avaient élevé les retranchements de la côte de Biesme[1].

Néanmoins la pluie et la boue retardaient les convois. On dut couper les arbres qui bordaient le chemin de Vitry à Elize et les coucher dans les ornières pour assurer le passage des voitures. Le pain manqua durant trois jours, du 21 au 24 septembre, et aux Islettes, et à Braux, et à Dampierre. « Si vous ne m'envoyez pas les vivres que je vous ai demandés, écrivait Dumouriez au commandant militaire de Châlons, vous me mettez dans la position où j'ai mis l'armée prussienne. » Les soldats formaient des attroupements tumultueux; ils couraient dans les rues de Sainte-Menehould, réclamant du pain, offrant de le payer à quelque prix que ce fût, criant qu'il fallait livrer bataille et prendre les vivres des Prussiens[2].

Dumouriez parcourut le camp avec son fidèle Thouvenot. Il allait de tente en tente. Il passait la nuit au feu des bivouacs. Il prêchait la patience, stimulait le patriotisme, prodiguait en un langage familier les exhortations et les saillies. Tantôt il montrait aux soldats la profonde misère des Prussiens qui se voyaient réduits aux extrémités de la famine et il annonçait leur retraite prochaine; « vous n'êtes pas tant à plaindre que ces Prussiens que vous voyez devant vous et qui mangent leurs chevaux morts ». Tantôt il rappelait le mot plaisant du maréchal de Saxe, qu'il faut au moins une fois la semaine, interrompre les arrivages de pain pour accoutumer les troupes aux privations. « Vous n'avez pas de pain, disait-il, mais vous avez du lard, du riz, de la farine, faites des galettes, la liberté les assaisonnera. » Un jour, de violents murmures éclatèrent sur son passage. « Quels sont, s'écria Dumouriez, les mauvais citoyens assez lâches pour ne pas supporter la faim? Qu'on leur prenne leurs armes et leur uniforme, et qu'on les chasse! Ils ne sont pas dignes de partager avec nous

[1] Dillon, *Compte rendu*, 37; Dumouriez, *Mém.*, I, 297; Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 610.
[2] Buirette, II, 610; Dumouriez à Sparre, 24 septembre.

l'honneur de sauver la patrie. Non, vous n'aurez pas de pain aujourd'hui, mais n'êtes-vous pas des soldats capables de tout souffrir et de tout surmonter? *Vive la liberté!* » Tous ceux qui l'écoutaient, répondirent « Vive la liberté! Vive Dumouriez, notre père[1]! »

Mais l'armée ne voyait pas sans inquiétude la grande route de Sainte-Menehould à Châlons interceptée par l'ennemi. On osa dire à Dumouriez qu'il était cerné par les Prussiens. « Mais non, mes enfants, répliquait-il gaiement, c'est moi qui cerne les Prussiens; leur situation est plus désespérée que la mienne; il faut nous féliciter qu'ils se soient engagés aussi avant dans le cœur de la France. » Il ajoutait que sa retraite de Grandpré n'était que l'effet d'un plan médité d'avance; il n'avait abandonné les défilés que pour attirer Brunswick dans une région désolée; les Autrichiens avaient forcé la trouée de La Croix-aux-Bois, mais ils n'avaient fait que le prévenir, car il comptait, après sa jonction, ouvrir volontairement ce passage aux alliés, afin de les *enfourner* en un mauvais pays.

Les sept bataillons de fédérés que Beurnonville avait amenés de Châlons eurent quelques velléités d'indiscipline. Ils annonçaient, à leur arrivée, qu'ils ne souffriraient ni épaulettes, ni croix de Saint-Louis, ni habits brodés, et qu'ils sauraient mettre les généraux à la raison. Mais Dumouriez n'était pas « du tout d'humeur à endurer ». Il passa les fédérés en revue. Il avait placé devant eux de l'artillerie et derrière eux de la cavalerie. Il était accompagné de son état-major et de cent hussards. « Vous autres, dit-il aux fédérés, car je ne veux vous appeler ni citoyens, ni soldats, ni mes enfants, vous vous êtes déshonorés par des crimes; mais je ne souffre ici ni assassins ni bourreaux. Vous voyez cette artillerie et cette cavalerie; elles vous hacheront à la moindre émeute. Si, au contraire, vous

[1] Cp. sur l'amour des soldats pour Dumouriez le passage suivant, d'une lettre de Paris, datée du 26 septembre, non signée, mais qui est évidemment de la baronne d'Angel, « quant à l'amour que tes soldats ont pour toi, j'y ai toujours cru; aussi je n'en suis point étonnée; tu as tout ce qu'il faut pour te faire aimer d'eux et de beaucoup d'autres » (Arch. nat., papiers de Dumouriez).

vous corrigez, si vous vous conduisez comme cette brave armée dans laquelle vous avez l'honneur d'être admis, vous trouverez en moi un père. » Ce langage émut les fédérés qui « furent très souples et promirent monts et merveilles ». Je leur tiendrai parole, écrivait Dumouriez à Labourdonnaye, et je ne les raterai pas, car si je ne prenais ce parti, ils ruineraient mon armée et finiraient par me pendre. Quelques jours après, il mandait à Dubouquet : « Dites aux fédérés de Châlons que je compte sur eux, qu'ils sont des hommes, des Français, des républicains. Mais dites-leur aussi que la nation m'a transmis les pouvoirs les plus étendus et que j'en userai. » Il déclara que tout séditieux périrait sur-le-champ et que tout bataillon mutin serait désarmé et renvoyé comme noté d'infamie. Ces menaces furent suivies d'exécution; je ferai, avait dit Dumouriez à Servan, une justice sévère et expéditive. Le bataillon des Lombards abandonnait un convoi de vivres à l'approche des hussards prussiens; vingt-cinq soldats de ce bataillon eurent la tête rasée et furent chassés en veste (30 septembre). Des volontaires des bataillons parisiens Républicain et Mauconseil massacraient à Réthel quatre déserteurs du corps émigré des chasseurs impériaux russes; Dumouriez déclara qu'il licencierait les deux bataillons et enverrait les hommes les plus coupables à la barre de la Convention; neuf soldats du Républicain furent garrottés par leurs camarades et livrés à Beurnonville (4 octobre)[1].

Cependant les parlementaires prussiens ne cessaient d'arriver à Sainte-Menehould; ils venaient d'abord les yeux bandés, mais peu à peu on les avait dispensés de cette inutile formalité. Le général craignit d'éveiller les défiances, de donner un nouvel aliment à cette maladie du soupçon qui s'était étendue sur toute la France et qui régnait dans l'armée depuis le commencement de la Révolution. Il n'épargna rien pour rassurer ses troupes. Mes enfants, dit-il un jour aux soldats qui se pressaient

[1] Buirette, II, 610; Dillon, *Compte rendu*, 40; Dumouriez, *Mém.*, I, 295-298, à Labourdonnaye (19 septembre), à Dubouquet et à Servan (26 septembre); lettre de Westermann (30 septembre); Rousset, *Les Volontaires*, 83-84, 88-90.

autour de lui, « que pensez-vous des conférences avec les Prussiens ? » — « Si c'était un autre que vous, répondit un officier, on serait inquiet et l'on éplucherait ses actes ; mais vous êtes le père de vos soldats et nous sommes sûrs de vous. » Il fit imprimer quelques pièces de sa négociation, son second mémoire au roi de Prusse, le manifeste de Brunswick, la lettre de Manstein du 28 septembre et sa réponse. Le général d'une armée d'hommes libres ne devait pas, selon lui, encourir de soupçons sur sa correspondance avec l'ennemi [1].

Ainsi, grâce aux paroles que Dumouriez semait adroitement autour de lui, à l'enthousiasme qu'il inspirait, à l'autorité qu'il exerçait avec autant de vigilance que d'énergie, à la sérénité qui, selon le mot de son lieutenant Dillon, ne l'abandonna jamais, ces troupes françaises que les émigrés croyaient livrées à l'indiscipline, formaient une armée sérieuse et forte, dévouée à son général, docile aux ordres de ses officiers, pleine de patriotisme et de bon vouloir. « Dites aux braves sans-culottes, écrivait un volontaire, que l'harmonie qui règne entre nos généraux et nous est parfaite depuis vingt jours ; je ne me souviens pas que l'on s'est déshabillé ; mais l'art de faire la guerre sur la terrasse des Tuileries est bien différent de celui-ci ; nous sommes comme le chat qui guette la souris, » et Dumouriez mandait à Servan que les soldats montraient autant de persévérance que de courage ; « ils ne murmurent pas ; plus ils souffrent, plus ils semblent redoubler de confiance en leurs chefs [2] ».

Dillon et Marceau confirment le témoignage de Dumouriez. Aux Islettes comme à Sainte-Menehould on se plaignit quelquefois. « Il y a trois jours, écrivait Marceau le 24 septembre, que le pain nous manque, les convois ayant été obligés de prendre le grand tour pour éviter l'ennemi. » Mais les soldats qui bivouaquaient sur la côte de Biesme et dans le bois de Courupt supportaient de

[1] *A l'armée française*, in-4°, 8 p., Sainte-Menehould, imp. de Mercier; Buirette, II, 611 ; Dumouriez à Servan (1er octobre), et *Mém.*, I, 308.

[2] Dillon, *Compte rendu*, 40 ; lettre d'un volontaire de l'armée de Dumouriez, 21 septembre (*Annales patriot.* du 26) ; Dumouriez à Servan, 26 septembre (arch. guerre).

bon cœur les privations. *Pro patria mori oportet,* disait Marceau. Dillon, conseillé par Dumouriez, prit d'excellentes mesures ; il ordonna de battre le blé et de cuire le pain dans tous les villages depuis les Islettes jusqu'à Passavant et à Florent; il fit prendre ou acheter une telle quantité de pommes de terre qu'elle suffit à nourrir ses troupes pendant huit jours [1].

III. La jalousie de Kellermann causait à Dumouriez plus de soucis encore que sa propre armée. Les généraux vantèrent après la campagne l'accord qui régnait entre eux. « On a cherché à nous brouiller, disait Dumouriez, on n'a pas réussi, et Kellermann m'aime à la folie ; voilà ce que fait la République et ce qu'on n'aurait pas obtenu sous un roi [2]. » En réalité, ces deux hommes qui commandaient ensemble, n'étaient pas toujours d'intelligence, et l'on voyait se produire dans l'armée de la Révolution les mêmes rivalités, les mêmes conflits que dans les armées de l'ancien régime.

Kellermann cachait sous sa bonhomie alsacienne l'opinion la plus avantageuse de lui-même [3]. Fier du succès de Valmy et, comme il disait, de son affaire du 20, il ne cessait de revendiquer son indépendance. Il ne voulait ni être ni paraître le lieutenant de Dumouriez. Il consentait à reconnaître l'autorité supérieure de Luckner. « Dépendre du maréchal, écrivait-il, à la bonne heure! Mais Dumouriez se trompe fort, s'il pense que je me rangerai immédiatement sous ses ordres. Il signe depuis plusieurs fois chef de l'armée ; sans rien lui dire, je signe de même. Je sais conduire mes troupes ; je l'ai prouvé puisque dans la plus mauvaise position que Dumouriez m'a indiquée, j'ai couvert de gloire mon armée attaquée par 55,000 hommes [4]. »

Aussi opposait-il son plan à celui de son collègue. Selon lui, il fallait quitter Sainte-Menehould, se retirer à

[1] Lettre de Marceau, du 24 septembre (Doublet, p. 145); mém. de Gobert ; Dillon, *Compte rendu*, 38.

[2] Dumouriez à Biron, 6 octobre ; les commissaires à la Convention, *Monit.* du 9 octobre.

[3] Voir sur Kellermann *Invasion prussienne*, p. 201-204.

[4] A Servan, 24 septembre.

Châlons et défendre la ligne de la Marne. « Si j'étais à Châlons! », cette phrase revenait comme un refrain dans sa correspondance. Il n'avait jamais approuvé la jonction des deux armées; c'était à Châlons qu'il voulait aller; c'était Châlons qu'il fallait occuper « par dessus tout au monde ». A l'entendre, Dumouriez s'engageait dans la plus périlleuse des aventures; il était opiniâtre, il était téméraire, il n'avait pas d'idées conséquentes; quel *acharnement* il mettait à tenir la gorge de Sainte-Menehould lorsque tous les autres passages étaient forcés! Ne voyait-il pas que les Prussiens avaient encore des forces très considérables, qu'ils coupaient les communications de l'armée avec Châlons, qu'ils allaient peut-être s'emparer de Vitry, établir dans cette ville leurs magasins et vivre dans l'abondance pendant que les Français manqueraient de tout? Nous serons affamés, ajoutait tristement Kellermann, si nous restons plus longtemps dans cette mauvaise Champagne[1].

Vainement Dumouriez le conjurait de s'armer de patience. Vainement Valence lui conseillait avec douceur de suivre le plan de son collègue. Vainement Philippe Devaux joignait ses instances à celles de Valence. Ce Devaux était un Belge, fils naturel de Charles de Lorraine, ancien gouverneur des Pays-Bas. Il avait servi dans l'armée autrichienne et pris parti contre l'empereur en 1789 dans la révolution brabançonne. Il avait alors commandé, avec Ransonnet, la petite armée qui s'était emparée du fort de Lillo. Dumouriez, qui le connaissait de longue date, le prit pour aide de camp et le nomma lieutenant-colonel du 17e régiment; il devait l'entraîner dans sa défection. « Ce Devaux, écrit le général, était un homme très adroit et très insinuant, il avait de l'esprit, un grand courage, une âme fière et sensible, et toutes les qualités nécessaires pour devenir un très bon officier[2]. »

[1] Kellermann à Servan (24 septembre) et à Dumouriez (25 septembre) arch. guerre.

[2] Voir, sur Devaux, le *Monit.* du 27 mai 1793; Juste, *Révol. brabançonne*, 265; Devaux à Fortair (9 novembre, arch. guerre); Dumouriez, *Mém.*, I, 297 et 353, II, 165, et *Corresp. avec Pache*, p. 7. C'était Devaux qui avait porté à Kellermann la lettre du 14 septembre où Dumouriez demandait le secours de son collègue.

Devaux s'était introduit dans la confiance de Kellermann, et avait pris sur lui une grande influence; dès que Devaux allait lui parler, dit Dumouriez, Kellermann s'attendrissait et promettait tout, mais c'était toujours à recommencer [1].

Les commissaires des guerres épousaient la querelle des généraux. Les ordonnateurs de l'armée Kellermann [2] prétendaient se réserver les approvisionnements qui venaient de Vitry et ne laisser à l'armée Dumouriez que les convois qui venaient de Châlons par la route qu'interceptaient les Prussiens. Ils attribuaient à l'armée Kellermann les fourrages du Barrois et des pays voisins, et à l'armée Dumouriez qui se composait de 48 escadrons et exigeait par jour plus de quinze mille rations, les fourrages de la Champagne pouilleuse! Un jour les vivres destinés aux troupes du camp de Braux furent arrêtés et pillés dans le camp de Dampierre. Il semble, disait Dumouriez, que nous soyons deux armées ennemies réunies sur le terrain par une trêve [3].

Le 24 septembre, Kellermann vint trouver Dumouriez, et lui représenta qu'il fallait *souffler* une marche aux Prussiens et se diriger sur Châlons sans perdre un instant. Le lendemain, il lui écrivait une longue lettre : « Je ne vous ai joint que parce que vous étiez dans la presse. Vous vous entêtez à Sainte-Menehould, mais je ne donne pas dans vos grandes mesures et je vous déclare que si vous ne prenez pas un parti, je saurai prendre le mien. Vous avez votre armée, et moi la mienne; vous ne pouvez disposer de mes troupes ni me dicter mes mouvements ; nous sommes deux généraux indépendants l'un de l'autre. »

Dumouriez répondit à Kellermann qu'il fallait unir et leurs forces et leurs cœurs, qu'ils étaient tous deux indépendants, lorsqu'ils étaient séparés, mais que puisqu'ils étaient réunis, un seul devait commander. « Si votre plan l'emporte sur le mien, ajoutait-il, je vous

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 297.

[2] Expression du temps; on disait l'armée Dumouriez, l'armée Lafayette, etc.

[3] Dumouriez à Kellermann, 25 septembre (arch. guerre).

cède le commandement et vous servirai comme votre premier lieutenant-général. » Il citait à Kellermann l'exemple de Frégeville et de Baudinot qui campaient au Fresne; Frégeville s'était empressé de se mettre sous les ordres de Baudinot, son ancien. « Je ne réclame pas le commandement, disait Dumouriez, quoique votre ancien; je trouve juste que celui de nous dont le plan sera adopté, commande la totalité de l'armée. »

Mais il savait bien que ni ses lettres ni ses démarches personnelles ne vaincraient l'obstination de Kellermann. Il recourut aux grands moyens. Il pria Servan de porter la question devant le conseil exécutif et de la trancher sur-le-champ : « Donnez votre décision bien claire et bien catégorique, *réunion* ou *retraite*; envoyez les ordres à celui des deux dont l'avis l'emportera ; il doit commander en chef l'exécution de son plan et l'autre doit être à ses ordres; sinon, tout est perdu. »

Il écrivit à la Convention une lettre que le ministre de la guerre devait lire en séance publique. « Augustes représentants d'un peuple libre, disait Dumouriez, l'armée est en ce moment l'espoir de la nation. La manière dont elle va opérer, peut ou sauver la patrie en très peu de temps ou nous causer de longues calamités... Décidez sur le plan que vous voulez adopter, ou la retraite, ou la réunion de plus de 100,000 hommes. »

Un aide de camp de Dumouriez, Vialla, porta ses lettres à Paris. Le messager, à la fois lieutenant-colonel et commissaire du pouvoir exécutif, était habilement choisi[1]. Il entretint Servan des desseins du général. Il

[1] Jacques-Louis Vialla, né le 4 août 1764, soldat aux gardes françaises (24 septembre 1786), fourrier (11 juillet 1787), capitaine aide-major du 8e bataillon de la 5e division de la garde nationale de Paris, capitaine à la suite du 104e régiment d'infanterie, avait été nommé, le 5 septembre, commissaire du conseil exécutif, avec grade de lieutenant-colonel; il devait « se concerter avec les généraux de l'armée française sur les opérations ultérieures de ladite armée » ; le 12 septembre, à Grandpré, Dumouriez l'avait promu au grade de lieutenant-colonel aide de camp », et cette promotion avait été approuvée par Brochet et Billaud-Varennes (lettre de Vialla, Arch. nat., papiers de Dumouriez). Il avait été poursuivi, en 1791, et condamné, au tribunal des Minimes, parce qu'il avait dit publiquement qu'il était né républicain et qu'il mourrait tel. (*Révol. de Paris*, n° 169, p. 61.)

s'agit, affirmait Vialla, de *réunion* et non de retraite ; le plan de réunion est le seul qu'il faut suivre ; il doit être exécuté par celui qui l'a conçu ; la victoire est sûre si l'on oppose aux ennemis une *phalange formidable* commandée par le général qui saura la diriger le plus savamment et avec le plus d'avantage.

Enfin, Dumouriez demanda l'appui de Danton. « J'éprouve, écrivait-il au ministre de la justice, des contradictions. On ne m'envoie point de décision sur le commandement qui doit être dans les mains d'un seul, tant que les armées sont réunies. On envoie des dépêches contradictoires à Kellermann qui est un fort bon soldat, mais qui n'a pas la tête assez forte pour résister à des insinuations, et que par conséquent on rend vacillante... Ayez soin de vous faire représenter mes quatre ou cinq dernières dépêches au patriote Servan, et pesez-les bien ; si on est content de mon plan, il faut me laisser faire ; sinon, il faut donner des ordres très clairs pour un étranger. Pesez tout cela dans votre sagesse, brave Danton ; chargez-vous de me faire faire des réponses précises, des oui ou des non [1]. »

IV. Les ministres s'alarmèrent de la mésintelligence qui régnait entre Dumouriez et Kellermann. Danton, très inquiet, se hâta d'envoyer Fabre d'Eglantine au camp de Sainte-Menehould [2]. Servan chargea Westermann qui partait avec Benoît pour négocier la paix avec la Prusse, de ménager une réconciliation entre les deux généraux. Le conseil nomma Dumouriez commandant en chef des deux armées, mais en le priant avec instance de ménager l'amour-propre de son collègue. « Vous commanderez les armées, lui écrivait Servan le 27 septembre, tant qu'elles resteront réunies, puisque vous

[1] Cp. sur cette querelle entre Dumouriez et Kellermann les *Mém.* de Dumouriez, I, 296-297, les lettres de Kellermann à Dumouriez (23 septembre) et à Servan (24 septembre), de Dumouriez à Kellermann et à Servan (25 septembre), son projet d'adresse à la Convention (23 septembre), les réflexions remises au ministre de la guerre par Vialla (29 septembre), la lettre, déjà citée, de Dumouriez à Danton (28 septembre).

[2] Voir, ci-dessus, p 6

êtes l'ancien et que c'est votre droit ; mais vous n'en aimerez pas moins Kellermann, et vous agirez de concert avec lui, car enfin, nous tous qui sommes bien résolus à sacrifier notre vie, s'il le faut, nous saurons bien au besoin sacrifier aussi notre opinion. »

Mais Servan ne sacrifiait pas son opinion. Il pensait, comme Kellermann, qu'il fallait abandonner Sainte-Menehould et se retirer derrière la Marne. En vain Dumouriez se refusait obstinément à quitter le camp de Braux, et assurait qu'on ne devait pas douter du succès final, qu'il engageait sa responsabilité, que l'armée prussienne perdait de jour en jour les chances qui lui restaient et n'aurait bientôt qu'une préoccupation, celle de quitter la France. En vain il affirmait qu'il aurait le temps de dégager Lille assiégé, qu'il serait le 15 novembre en plein Brabant et prendrait à Bruxelles ses quartiers d'hiver. On l'accusait de flatter l'imagination de ses concitoyens et de leur cacher la vérité. N'était-il pas enveloppé sur ses derrières par les Austro-Hessois et sur son front par les Prussiens? L'ennemi ne campait-il pas entre Paris et l'armée dont il coupait les communications avec Châlons, avec Réthel, avec les places de la Meuse? Des hussards prussiens ne couraient-ils pas jusqu'à deux lieues de Reims? Les émigrés, les gazettes étrangères, répandaient les bruits les plus sinistres. Fersen marquait dans son journal, à la date du 28 septembre, que Dumouriez, cerné par les alliés, consentait à capituler et à se retirer dans l'intérieur en abandonnant ses canons, ses bagages et ses tentes, mais que Brunswick exigeait toutes les armes sans distinction. Trois jours auparavant, Breteuil mandait de Verdun à Bruxelles que les patriotes avaient pris une position inattaquable, mais qu'ils manquaient de vivres et se rendraient bientôt à merci. En Allemagne, en Prusse, en Autriche, on répétait que la *comédie française* allait finir, et que les coalisés arriveraient sous les murs de Paris dans les premiers jours d'octobre. « Un système de fausses nouvelles, disait Gorsas le 28 septembre, paraît être à l'ordre du jour, et ce n'est pas seulement dans la société, mais même dans la Convention nationale que les fabricateurs les répandent ; on disait hier et avant-hier, que l'ennemi

était à Châlons et s'était montré à deux ou trois lieues en deçà; hier, dans l'Assemblée nationale, on assurait qu'il était à l'instant dans la forèt de Compiègne et qu'il était maître de la ville[1]. »

Servan lui-même s'effrayait[2]. On se souvient que le salut de Paris était son principal ou mieux son unique souci. Lorsqu'il commandait à Dumouriez de se porter entre la Meuse et la Marne, il n'avait d'autre pensée que de couvrir la capitale. Il eut un instant l'idée de garder les défilés de l'Argonne, mais, en réalité, il avait toujours prié Dumouriez et Kellermann de tenir derrière la Marne, soit à Châlons, soit à Reims, soit dans ces deux villes à la fois, et de disputer le passage de la rivière. La défense de la Marne, écrivait-il le 1er septembre, offre de grandes ressources, et le lendemain il demandait à Dumouriez de se porter sur Sainte-Menehould ou environs, ou même *sur Châlons*[3]. Même le 7 septembre, lorsque Dumouriez s'était établi solidement à Grandpré, Servan lui conseillait de se rapprocher de Châlons pour rassurer la capitale, recevoir plus facilement les secours qui viendraient de Paris, et faire plus rapidement sa jonction avec Kellermann. Après la prise de La Croix-aux-Bois et la retraite de Dumouriez sur Sainte-Menehould, il mandait au général qu'il aurait mieux aimé le savoir à Châlons; « Kellermann et vous, vous vous seriez là réunis, amalgamés, etc. » Il ne voyait à ce moment que deux positions où l'armée pût résister, soit Châlons, soit Suippes.

La canonnade de Valmy ne modifia pas ses idées. « Les ennemis, mandait-il à Dumouriez le 23 septembre, ont

[1] Fersen, II, 39-41; Vivenot, *Quellen*, II, (Spielmann à Cobenzl, 30 septembre); *Briefe des Grafen Mercy an Starhemberg*, p. p. Thürheim. 1884, 28 septembre, p. 19-20; *Monit.* du 15 octobre (lettre de La Haye, du 5); et du 18 (lettre de Bruxelles, du 10); d'Argens, *Mém.* (Mém. sur l'émigr., p. p. Lescure, 1877), p. 55; Prudhomme, dans le n° 168 des *Révol. de Paris* (22-29 septembre), parlait de « la présence de l'ennemi à Châlons et à Reims »; *Courrier des 83 départements*, 28 septembre, p. 102. « *Sur les faux bruits et les nouvelles exagérées pour et contre qui circulent à Paris.* »

[2] Westermann à Servan, 30 septembre : « Quoique vous ayez été effrayé un instant. » (arch. guerre).

[3] Cp. *Valmy*, p. 36.

fait ce qu'ils ont voulu, ils ont coupé vos communications et se sont placés entre vous et Châlons. » Ce qu'il craignait surtout, c'était, non pas l'armée prussienne, mais Paris, ce Paris toujours effarouché, toujours fiévreux et surexcité. Il redoutait un mouvement populaire, une nouvelle insurrection éclatant sous le coup de l'émotion publique. Il redoutait cette « tourbe fluctuante ou exagérée que le moindre choc porte à des excès incalculables ». Il redoutait l'Assemblée : « Nos législateurs, disait-il, ont besoin d'un grand calme pour n'être pas entraînés malgré eux hors des mesures de sagesse qui doivent nous sauver. » Il fallait donc tranquilliser au plus tôt et l'Assemblée et la population parisienne. Il fallait couvrir Reims et Châlons, et par suite Paris ; Kellermann se porterait sur Châlons par une marche dérobée et, ralliant à lui les troupes de Sparre et de Dubouquet, défendrait, soit sur la rive gauche, soit sur la rive droite de la Marne, la position qui lui paraîtrait la meilleure, celle de Jaalons sur la Soude ou celle d'Ay près d'Epernay. Dumouriez irait occuper une des positions défensives qu'offrait la montagne de Reims, et, s'il en était délogé, se poster à Fismes. « Je tiens à mon idée, écrivait Servan, défendez ou entravez les routes de Châlons et de Reims qui conduisent à Paris, ne craignez pas de découvrir entièrement tout le reste. »

Déjà le ministre ordonnait à Lenglantier de faire reconnaître derrière le Morin et l'Ourcq les positions que pourrait prendre l'armée. Déjà il chargeait Berruyer de se rendre à La Ferté-sous-Jouarre, d'examiner les facilités que le pays offrait au cantonnement, d'étudier le terrain soit en avant, soit en arrière de cette ville, et de choisir un poste avantageux où l'on pût défendre à la fois les deux routes qui mènent de Châlons à Paris, l'une par Epernay et Château-Thierry, l'autre par Montmirail et Coulommiers.

La négociation de Manstein ne calma pas les craintes de Servan. « Veillons, disait-il à Dumouriez, et si, pendant ce temps, par quelque moyen que ce soit, vous pouvez vous rapprocher de la Marne, je vous en conjure au nom de la chose publique, n'y perdez pas un mo-

ment. » Pas une lettre du ministre qui n'engage le général à quitter l'Argonne, et à lever ce camp de Sainte-Menehould « contre lequel on crie tant à Paris[1] ». Venez, écrit-il le 27 septembre, « venez couvrir Châlons, Reims et les superbes campagnes du Soissonnais et de la Brie. Que nous importe actuellement que l'ennemi occupe les plaines arides de la Champagne? Mais nous voulons que votre brave armée et celle du général Kellermann soient approvisionnées en abondance, et nous ne supportons pas de savoir que vos communications sont devenues difficiles et que vous avez des ennemis presque de tous les côtés. Plus ils sont dans une position fâcheuse relativement aux subsistances, plus il faut la rendre pénible et améliorer la nôtre. D'ailleurs, personne ne vous voit tranquillement à Sainte-Menehould, tandis que les houlans viennent insulter les faubourgs de Reims. »

Servan adoptait donc le plan de Kellermann, et lorsque Dumouriez le sommait de choisir entre la *retraite* et la *réunion*, il optait résolument pour la retraite. « Voici, mandait-il à Dumouriez, l'avis du conseil; vous devez abandonner sans délai la position que vous occupez pour vous approcher de la Marne, et vous concerter avec Kellermann pour couvrir à vous deux Reims et Châlons. » Il ajoutait que Dumouriez assurait ainsi ses subsistances, qu'il aurait derrière lui un pays fertile et pourvu de tout, qu'il laisserait l'ennemi dans une contrée stérile et déjà ravagée. N'était-ce pas « gagner une belle bataille? »

Mais Dumouriez refusait de décamper. Il accusait le ministre de la guerre de « se laisser aller par les frayeurs de la ville ». Il objectait très justement que les deux armées, se retirant sur Châlons, seraient décontenancées et découragées parce qu'elles auraient l'air de fuir un ennemi qui n'osait les attaquer. Du reste, ne couraient-elles pas un grand risque en se divisant? Les Prussiens ne pourraient-ils accabler l'une avec toutes leurs forces avant que l'autre eût le temps de la secourir? « Quant au conseil perpétuel, disait-il, de me rapprocher de la

[1] Expression de Dumouriez, lettre à Servan, 26 septembre.

Marne, de me mettre derrière elle et de séparer l'armée en deux ou trois petits paquets, je me garderai bien de le suivre. Je n'irai pas gâter la campagne, faire une retraite déshonorante qui ôterait à notre armée toute son énergie et sa confiance. »

Les lettres de Servan ne changèrent donc rien à la résolution de Dumouriez. Il parvint enfin à convaincre Kellermann, en lui remontrant que si l'on adoptait son plan de *réunion*, l'armée française appuierait sa droite à Sainte-Menehould et sa gauche à la Marne. « Le petit nuage, écrivait-il le 26 septembre, est entièrement dissipé entre Kellermann et moi ; je lui ai développé mon plan ; il l'entend parfaitement bien ; il l'a entièrement adopté, et nous sommes convenus de tous nos faits [1]. » Trois jours après il recevait la visite de Fabre d'Eglantine et il avait la certitude qu'il serait désormais soutenu par Danton.

V. Trois commissaires de la Convention, Carra, Prieur de la Marne et Sillery, venaient d'arriver à Sainte-Menehould pour faire prêter aux troupes le serment de fidélité à la République nouvellement proclamée.

Prieur, avocat à Châlons et membre du conseil général de la Marne, représentait ce département à la Convention. Il avait aidé Luckner et Laclos à mettre quelque ordre dans le rassemblement des fédérés et sauvé des prisonniers que les volontaires voulaient égorger. Il eut, disent deux témoins oculaires, la plus grande part à cette bonne action et se conduisit, comme il a coutume de le faire, en vrai républicain, car il parla avec enthousiasme de la liberté, de la loi et surtout de l'humanité [2]. Violent, exalté, il fut un des derniers montagnards et prit une part active à l'insurrection du 1er prairial. Opiniâtre et borné, il devait se faire en Vendée le patron de

[1] Voir toute la correspondance de Servan aux archives de la guerre ; lettres des 7, 8, 18, 23, 26, 27 septembre à Dumouriez ; du 14 septembre à Lenglantier et du 24 septembre à Berruyer ; lettre de Dumouriez à Servan, 26 et 28 septembre.

[2] Compte rendu par les citoyens Harou-Romain et Sigaut, p. 3, note.

l'incapable Rossignol, qu'il nommait le fils aîné du Comité de Salut public.

Charles-Alexis Bruslart, d'abord comte de Genlis et ensuite marquis de Sillery, s'était bravement battu dans les Indes où M. d'Aché le décora de la croix de Saint-Louis. Successivement garde-marine, enseigne de vaisseau, colonel aux grenadiers de France, mestre de camp en second du régiment d'Orléans, gouverneur d'Epernay, brigadier dans les colonies, puis à la guerre, il fut retraité le 4 août 1780, après vingt-sept ans de services. Intime ami du duc d'Orléans dont il était, avant la Révolution, le capitaine des gardes, il l'avait éloquemment défendu devant l'Assemblée constituante qui voulait enlever aux membres de la famille royale leurs droits de citoyen actif. Les Girondins avaient proposé de le faire gouverneur de Saint-Domingue. « Son nom, dit Dubois-Crancé, vaut mieux en femme qu'en homme[1], mais il ne manque pas de talents. » Sillery était en effet insinuant et délié. Dumouriez vante sa finesse, son esprit séduisant, son activité qu'interrompaient parfois de cruels accès de goutte.

Carra, autrefois condamné par le tribunal de Mâcon à deux ans d'emprisonnement pour vol avec effraction, avait, en même temps que Westermann, Santerre, Fournier l'Américain, le Polonais Lazowski, le Messin Anthoine et le Strasbourgeois Simon, siégé dans le Directoire insurrectionnel qui tenait ses séances au *Soleil d'Or* et au *Cadran bleu*. Ce fut lui qui rédigea le plan de la journée du 10 août. Il publiait avec Mercier un journal très répandu, les *Annales patriotiques* dont l'emphase et le ton prophétique imposaient à la foule. Deux départements, la Somme et l'Orne, l'envoyèrent à la Convention et Roland le nomma, en même temps que Chamfort, conservateur à la Bibliothèque nationale. Il professait le plus ardent enthousiasme pour la révolution et n'avait à la bouche que les mots de République et de liberté. Mais il jugeait tout de travers ; il proposait d'appeler au trône le duc de Brunswick ou le duc d'York ; il dissertait sur

[1] Il avait épousé la célèbre Mme de Genlis ; comp. sur Sillery, Dumouriez, *Mém.*, I, 300, et Iung, *Dubois-Crancé*, I, 304-305.

la politique étrangère sans connaître la carte de l'Europe ; il annonçait naïvement la fin de la Révolution, la félicité de la France et l'affranchissement du monde. Il attribua les revers de 1793 à la lune rousse et prétendit sérieusement que la panique des volontaires était l'effet de la lune de mars et que le soleil du printemps les guérirait de l'habitude de fuir. Il venait de prononcer à la barre de l'Assemblée législative, le discours le plus ridicule (8 septembre). Il avait dédié quelques années auparavant à Frédéric-Guillaume un ouvrage de physique et reçu de ce prince une tabatière d'or avec une lettre de remerciement. « Je dépose sur le bureau, dit Carra, la lettre du roi de Prusse et je déchire sa signature ; quant à ce monceau d'or que je méprise parce qu'il vient d'un tyran, j'en fais hommage à la nation et je désire qu'il soit employé aux frais de la grande entreprise contre ce coquin de Brunswick[1]. »

Ces trois commissaires étaient assez bien choisis[2]. Prieur et Sillery connaissaient le pays où se faisait la guerre. Sillery était en outre membre du Comité mili-

[1] Mme Roland, *Mém.*, II, 214-215 ; Rousset, *Les Volontaires*, 276 ; *Thermomètre du jour*, 10 septembre.

[2] Remarquons qu'ils furent choisis, non par l'Assemblée, mais par Pétion ; dès le 21 septembre, Pétion, après avoir pris le fauteuil, nommait trois commissaires pour constater l'état de la caisse de l'extraordinaire (Dupont, Cambon et Ramel Nogaret) ; le lendemain, « les moments étant précieux », c'était encore lui qui désignait trois commissaires pour se rendre à Orléans (Manuel, Lepage et Thuriot) ; Desmoulins affirme par deux fois dans son *Hist. des Brissotins*, p. 15-16 et 32 que le « président Pétion envoya Carra et Sillery au camp de Sainte-Menehould », et il ajoute : « O les bons surveillants qu'on donnait là aux généraux Dumouriez et Kellermann, pour empêcher qu'on ne ménageât Frédéric-Guillaume ! » Desmoulins calomnie Pétion et la Gironde. Les commissaires des assemblées aux armées étaient presque toujours des militaires ou des hommes qui avaient, selon l'expression du temps, la connaissance des localités ; en même temps que le Champenois Prieur, que l'ancien brigadier Sillery, que le journaliste Carra se rendaient à Sainte-Menehould, d'Espinassy, Aubry et Carnot allaient à Perpignan et Dubois-Crancé, Lacombe Saint-Michel, Gasparin, à l'armée du Midi. C'est ainsi que plus tard (23 décembre), la Convention envoyait dans les départements du Bas-Rhin et de la Moselle Couturier, Dentzel et Rühl ; ainsi que l'Assemblée législative avait envoyé à l'armée du Nord Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde.

taire et il retrouvait à Sainte-Menehould son gendre Valence qui commandait la réserve de l'armée de Kellermann[1]. Carra avait tout récemment dénoncé le maréchal Luckner avec énergie, et il était populaire dans les camps par son journal et son appel aux déserteurs étrangers ; Dumouriez dit qu'il s'érigeait en protecteur de tous les soldats en insurrection et « s'était fait aimer des troupes[2] ».

Carra, Prieur et Sillery avaient visité le camp de Meaux qui renfermait 2,400 hommes et requis à la Ferté-sous-Jouarre le 9e bataillon de Seine-et-Oise de se rendre à Reims (27 septembre). Ils avaient parcouru le camp de Châlons, réclamé de Santerre l'envoi de trois cents canonniers, et décidé l'organisation d'un corps de garde nationale. qui préserverait de toute insulte les villages entre Châlons et Reims. Ils s'étaient rendus au Fresne (28 septembre), où la petite armée de Dubouquet les accueillit avec allégresse. « Nous avons, écrivaient-ils à l'Assemblée, instruit les différents corps des décrets que la Convention nationale a rendus, et c'est avec une vive satisfaction que vos commissaires vous instruisent que les soldats de la patrie ont tous adhéré avec transport aux sages mesures adoptées par leurs représentants[3]. » Le 29 septembre, au matin, ils prirent la route de Sainte-Menehould et, négligeant l'armée du Centre qu'ils devaient visiter à leur retour, ils se rendirent à Braux-Sainte-Cohière, où campait l'armée des Ardennes. Ils passèrent en revue les troupes qui venaient de faire la campagne de l'Argonne. Dumouriez présentait les commissaires et annonçait le but de leur mission. Prieur harangua les soldats. Il avait des « poumons d'airain » et les éclats de sa voix portaient au loin dans la plaine. Il dit que la nouvelle assemblée avait proclamé la République et qu'elle ferait prochainement une constitution

[1] Ajoutons que Sillery, ancien gouverneur d'Épernay, avait représenté aux États généraux la noblesse du bailliage de Reims.

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 300; voir, sur la dénonciation de Luckner, par Carra, le *Monit.* du 25 septembre et sur son appel aux déserteurs, ci-dessus, p. 96, note 1.

[3] Toutes les lettres des commissaires ont été reproduites, sans changement, par le *Moniteur*.

qui serait ratifiée par la nation entière, que l'égalité entre tous les citoyens serait la base du gouvernement, que la loi seule devait dorénavant commander. La royauté, ajoutait-il, était détruite à jamais, et il fallait jurer à tous les tyrans une haine éternelle. Il montra de la main le camp de Hans, à une lieue de là ; « voilà, braves citoyens, les despotes qui veulent vous opprimer, nous comptons sur votre courage et sur l'aversion qu'ils vous inspirent ! » Les soldats acclamèrent la République avec enthousiasme. Pourtant quelques officiers murmurèrent et l'un d'eux osa dire tout haut « Pour qui donc nous battrons-nous désormais ? » Prieur l'entendit, poussa vers lui son cheval et s'écria d'un ton menaçant : « Vous vous battrez pour vos foyers, pour vos femmes et vos enfants, pour la nation, pour la République ; si vous n'avez pas l'intention ni le courage de défendre cette noble cause, retirez-vous[1] ! »

Les commissaires reçurent partout le même accueil. Partout, à l'avant-garde de Beurnonville, au camp de Dampierre, à la côte de Biesme, ils entendirent les cris : *vive la République* et *vive la Convention nationale*. Le soldat aimait trop la Révolution pour ne pas approuver chaque pas qu'elle faisait en avant ; il avait résolu de la suivre jusqu'au bout ; il n'espérait plus rien de la monarchie et attendait tout de la République qui devait ouvrir à l'ambition militaire la carrière la plus vaste. Il n'y a pas eu, dit Durand Maillane, de citoyen aussi attaché que le soldat, au régime de liberté et d'égalité ; il ne voyait dans les armées qu'un avancement qui l'encourageait et que lui refusait l'ancien régime de nos rois[2]. D'ailleurs le soldat ne lisait que les journaux dévoués à la cause populaire et, depuis les premiers jours de septembre, des apôtres du nouvel ordre de choses, agents du pouvoir exécutif et de la Commune, Westermann, Billaud-Varennes, Brochet, Celliez, Varin, Harou-Romain, Sigault, Paris, Valmont, Vialla, Laribeau, ne cessaient de courir le camp des « armées réunies » et de

[1] *Monit.* du 2 octobre ; Buirette, II, 619 ; Archenholz, *Minerva*, janvier 1793, p. 173.

[2] Durand Maillane, *Mém.*, p. p. Lescure, p. 329 et 331.

prêcher la haine des rois et des tyrans[1]. L'effet de l'arrivée des commissaires, reconnaît Dumouriez, fut donc très prompt, et les troupes passèrent de l'état constitutionnel à l'état républicain à l'unanimité, avec la rapidité d'un torrent[2]. « Le mot *République*, écrit Toulongeon, avait produit dans les armées le même effet que le mot *tiers état* au commencement de la Révolution ; s'il y eût eu des incertitudes dans les déterminations des chefs, la détermination des soldats eût suffi pour les porter en avant[3]. »

Fière de sa contenance, certaine du succès que lui promettait Dumouriez, l'armée française s'abandonnait à l'allégresse. Cinq semaines auparavant, dans ses quartiers de Sedan, elle était triste et découragée ; à Sainte-Menehould, elle était pleine d'entrain et de bonne humeur. « Les chants et la joie, disait Dumouriez quelques jours plus tard à la Convention, auraient fait prendre ce camp terrible pour un de ces camps de plaisance où le luxe des camps rassemblait autrefois des

[1] Nous connaissons déjà Westermann, Billaud-Varennes et Brochet (voir p. 81-82, 60-61) ; comp. sur Harou-Romain et Sigault ; sur Celliez et Varin, p. 60 (Celliez suivit l'armée de Kellermann et mandait à Sparre, le 18 octobre, la capitulation de Longwy) ; sur Vialla p. 133 (voir aussi une lettre de Celliez, *Révol. de Paris*, n° 202, p. 389) ; sur Valmont, une lettre de Dumouriez (*Mém.* de Mme Roland, I, 464, note F) ; sur Laribeau, p. 8.

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 301.

[3] Toulongeon, II, 358, cp. Money, *The Campaign*, 91 « désormais les royalistes se turent et ceux qui étaient à demi républicains, le devinrent tout à fait » ; duc de Bellune, *Mém.*, I, 57 ; *Invasion prussienne*, p. 57-60. Dès le 9 septembre, Valence écrivait à Dumouriez : « Ceux qui ont eu pour principe constant la souveraineté du peuple, courront à la République avec transport, et je suis de ce nombre. » La lettre suivante de Beurnonville montre que les généraux étaient dévoués au nouveau régime, mais qu'ils se souvenaient d'avoir servi le roi. « Deux puissances en force demandent pour le roi liberté, sûreté et dignité... Je ne pense pas qu'il soit jamais entré dans le cœur d'aucun Français de tremper ses mains dans le sang de son ancien roi, ainsi la sûreté peut s'accorder. Liberté ; elle pourra s'accorder quand les armées ennemies seront rentrées chacune sur son territoire. Dignité ; il est de celle de la nation de lui donner de quoi vivre dignement et longtemps. Quant à l'épouse, je pense qu'il faut la renvoyer à la cour impériale et alors nous serons sûrs de faire du mari un excellent bourgeois. » (Valence et Beurnonville à Dumouriez, 9 et 28 septembre, papiers de Dumouriez.)

automates enrégimentés pour l'amusement de leurs maîtresses et de leurs enfants. » Le matin, les soldats élevaient des retranchements et des redoutes, ou bien ils fortifiaient le château de Braux-Sainte-Cohière ; l'après-midi, ils se livraient aux jeux les plus bruyants et à tous les amusements qu'invente, après le péril ou le travail, la légèreté française ; le soir ils se groupaient autour de la musique des régiments [1].

Ce fut alors que la *Marseillaise* ou, comme on la nommait, l'*Hymne à la Liberté* ou l'*Hymne des Marseillais*, pénétra dans les armées. Le soldat avait chanté jusqu'alors le *Çà ira ;* il le chantait lorsque le 14 et le 20 septembre il affrontait les Autrichiens à la Croix-aux-Bois et les Prussiens à Valmy. Mais le 29, Kellermann fit célébrer à son quartier général de Dampierre une cérémonie solennelle en l'honneur de la canonnade. On y chanta la *Marseillaise.* Kellermann aurait préféré le *Te Deum*, car il était encore imbu des traditions de l'ancien régime ; il portait toujours son cordon rouge et demandait pour ses officiers la croix de Saint-Louis. Mais le républicain Servan lui répondit que la mode des *Te Deum* était passée ; il faut, lui écrivait-il, « y substituer quelque chose de plus utile et de plus conforme à l'esprit public, » et il lui envoya le texte et la musique de l'*Hymne des Marseillais* qu'on pouvait « chanter solennellement et avec la même pompe qu'on eût mise au *Te Deum* [2] ».

Les habitants de Sainte-Menehould fêtèrent les commissaires et donnèrent des banquets en leur honneur. On observa que Carra se servait toujours dans la conversation du mot *citoyen* ; c'est le seul titre, disait-il, qui convienne à des républicains. On félicita Prieur et Sillery, anciens membres de la Constituante, de leur réélection ; Sillery répondit par le quatrain suivant :

[1] Discours de Dumouriez, 12 octobre, *Monit.* du 13 ; Buirette, II, 611.

[2] Servan à Kellermann, 26 septembre, et Kellerman à Servan, 29 septembre (arch. guerre). Prudhomme disait à ce propos que c'était un « sot usage de rapporter à un être placé hors du monde tout l'honneur d'une bataille gagnée » et qu'on avait bien fait d'abolir le *Te Deum* (*Révol. de Paris*, n° 170, p. 103).

Anciens usurpateurs du pouvoir populaire,
Vous êtes maintenant de vrais représentants ;
Frappez de vos décrets tout mortel téméraire
Qui voudrait parmi vous rappeler les tyrans.

il mit ces vers par écrit et les signa ; les amateurs en prirent copie.

Sainte-Menehould offrait alors l'aspect le plus animé. Jamais la petite ville n'avait été si remplie de bruit et de mouvement. De toutes parts les maréchaux-ferrants, les taillandiers, les serruriers fabriquaient des clous pour ferrer les chevaux de la cavalerie. Les armuriers et les autres ouvriers en fer réparaient les armes[1]. On construisait des fours dans le couvent des Capucins. On faisait filer dans les villages, sur le chemin de Vitry, les gros équipages de l'armée. De nombreux détachements bivouaquaient sur les places. La curiosité des habitants était tenue sans cesse en éveil. On voyait les chasseurs de Stengel et de Beurnonville amener chaque jour des prisonniers. On allait regarder les deux hussards de Köhler, que Dumouriez avait imaginé de placer en sentinelle à la porte de sa maison. On admirait les demoiselles Fernig, vêtues de l'uniforme, et passant au galop dans les rues pour accompagner le général en chef qui les avait attachées à son état-major ou pour porter ses ordres. On se pressait sur le passage des princes d'Orléans dont les fourgons portaient l'inscription : *Fourgons des citoyens Égalité.* On se montrait le cheval blanc de Lafayette, que montait un domestique de Dumouriez, et sa berline dont se servaient les commissaires de la Convention. On visitait, comme en partie de plaisir, le parc d'artillerie et le camp de Braux-Sainte-Cohière. Il semblait, dit un contemporain, qu'on fût en pleine paix[2].

Le jour même où se célébrait la cérémonie en l'honneur de la canonnade de Valmy, on apprit que la trêve

[1] Registre de délibération du conseil de Sainte-Menehould, 23 septembre 1792, p. 137.

[2] Buirette, II, 621 et 631 ; Archenholz, *Minerva*, janvier 1793, p. 162 ; lettre d'un officier à Prudhomme, *Révol. de Paris*, n° 173, p. 262.

était rompue. Le camp prit aussitôt un aspect plus guerrier ; on fit tous les préparatifs de combat ; les généraux et les officiers supérieurs avaient quitté Sainte-Menehould. La pluie tombait, et un vent froid soufflait avec violence. Mais le lendemain, 30 septembre, le temps s'éclaircit ; la chaleur fut vive ; dans la matinée, les curieux, montés sur le clocher du Château, virent l'armée des alliés manœuvrer de Gizaucourt, au sud, jusqu'à l'extrémité de l'Yvron, au nord, dans un pourtour de deux lieues. Ces grands mouvements faisaient croire qu'une bataille s'engagerait le lendemain. C'était la retraite des Prussiens qui commençait [1].

[1] Buirette, II, 618.

CHAPITRE V

L'ÉVACUATION DU TERRITOIRE

I. Le conseil exécutif désire négocier. — Arrêté qui trompe l'opinion. — Mission de Benoît et de Westermann. — Instructions de Lebrun. — Lettre de Dumouriez à Danton. — II. La grande énigme de la Révolution. — Dumouriez prend seul et de son chef tous les arrangements. — Son désir de conquérir la Belgique. — Il croit à une rupture entre la Prusse et l'Autriche. — Mouvements des armées. — Marches et contre-marches de Kellermann. — Faute de Dumouriez. — Témoignages des contemporains. — III. Retraite des Prussiens (30 septembre-8 octobre). — Leur misère et leurs souffrances. — Leur indiscipline. — Les oiseaux de proie. — IV. Dillon et le landgrave de Hesse. — Brunswick à Verdun. — Entrevue du 8 octobre. — Sommation de Verdun. — Entrevue du 11 octobre. — Reddition de la place. — Adieux du prince royal à Mlle Morland. — V. Nouvelles conférences du 14 et du 18 octobre. — Reddition de Longwy. — Les Prussiens lèvent le masque. — VI. Singulière poursuite. — Episodes. — Débâcle de l'armée prussienne. — Ce qu'a vu Gœthe. — La forêt de Mangiennes. — L'ennemi repasse la frontière. — Complet délabrement. — Marche forcée des Hessois sur Coblentz. — VI. Résultat des négociations. — Divisions des alliés. — La bagarre de Longuyon. — Colère du roi de Prusse. — Querelles des soldats. — Sentiments de l'armée prussienne. — Adieu, braves Français ! — Propos démocrates. — Politique de camp.

I. Le conseil exécutif avait délibéré le 25 septembre sur les *points essentiels* proposés par Manstein[1]. Danton

[1] Voir sur ce point de la négociation l'étude d'A. Sorel : *Revue des Deux-Mondes,* 15 avril 1884, p. 597-600; il cite et résume deux lettres de Lebrun à Dumouriez, des 26 et 30 septembre (arch. étrangères).

opina qu'il fallait, selon le mot de Dumouriez, entrer en conversation. Il entraîna ses collègues [1].

On se rappelle le premier et principal article des *points essentiels* : « Le roi de Prusse désire un représentant de la nation française dans la personne de son roi pour traiter avec lui ; il s'agit de donner à la France un gouvernement qui soit propre au bien du royaume. » Le roi de Prusse, disait très subtilement Lebrun, avoue donc que l'ancien gouvernement n'était pas propre au bien du royaume et il reconnaît la souveraineté de la nation française, puisqu'il admet que Louis XVI n'est que son représentant ; on peut, en conséquence, traiter avec lui [2].

Mais il fallait tromper l'opinion et lui cacher avec soin la négociation qui s'entamait. « Faire à la République un allié d'un ennemi ! s'écriait Camille Desmoulins, la République ne peut ni ne veut sans doute traiter avec les brigands prussiens ! » Point d'alliance avec Frédéric, disait Prudhomme, « point d'alliance avec les rois ; un peuple de républicains ne traite pas avec les tyrans étrangers et ne marchande pas sa liberté ; ses négociations sur la paix doivent se réduire au seul mot *non* prononcé avec toute la fierté, tout le laconisme d'un peuple libre, fondé sur ce qu'on ne peut parler raison avec des rois ni avec des esclaves [3] ! » A la nouvelle des pourparlers de Dumouriez avec Manstein, le rédacteur des *Annales patriotiques* écrivait avec indignation : « Les généraux parlementent et invitent à dîner ces hommes qui ont porté le fer et le feu sur notre territoire ! On est tenté de se demander si ce n'est point une guerre de l'ancien régime. Fabius combattait Annibal, mais ne dînait pas avec lui... Il fallait répondre au tyran prussien : « Que t'importe que Louis XVI couche sur la paille ou le duvet ; la république te doit-elle compte de sa clémence ou de sa justice envers un traître [4] ? » On nous demande, lisait-on dans la *Chronique de Paris,* « si nous

[1] Cp. plus haut, p. 9.
[2] Cp. le discours de Lebrun à la Convention, séance du 26 septembre, *Monit.* du 28.
[3] *Révol. de Paris*, n° 169, p. 63-66.
[4] *Annales patriotiques* des 1er, 2 et 24 octobre.

ne ferons pas bien de nous allier avec Frédéric contre l'Autriche ; il n'est plus temps ; le sort en est jeté ; la France ne doit plus avoir des alliances qu'après la victoire, et d'ailleurs elle n'en a pas besoin ; sa générosité qui lui fait tendre les bras à tous les peuples, ne lui permet pas de rechercher les rois[1] ! » Le 2 octobre, ce même journal s'exprimait plus nettement encore : « On parle de négociations !... Point de paroles, point de discours, point de traités !... Ne vous fiez plus aux paroles des rois. Que toutes négociations secrètes soient punies ! Que tout se discute dans la salle de la nation ! »

Le conseil exécutif rédigea l'arrêté suivant :

Les généraux de l'armée du Nord et du Centre, ayant fait connaître au Conseil exécutif provisoire qu'il leur a été fait des ouvertures de la part du roi de Prusse qui annonçaient quelques dispositions à entrer en négociation, le Conseil, après avoir délibéré sur cette communication, arrête qu'il sera répondu que la République française ne peut entendre aucune proposition avant que les troupes prussiennes aient entièrement évacué le territoire français[2].

Lebrun lut le 26 septembre cette déclaration superbe à la Convention. L'assemblée l'accueillit par des applaudissements et crut ressembler au sénat romain qui refusait de faire aucun accommodement avec Pyrrhus ou Annibal, tant que l'adversaire serait en Italie. Cette réponse, disait Condorcet, « met enfin les Français à la hauteur qui leur convient en les reportant aux plus beaux temps de la république romaine[3] », et les journalistes rappelèrent à l'envi les vers de Voltaire :

Que Tarquin satisfasse aux ordres du sénat,
De son coupable aspect qu'il purge nos frontières,
Et nous pourrons ensuite écouter ses prières[4].

[1] *Chronique de Paris*, 29 septembre, p. 1092 ; comp. une lettre de Noël à Danton, du 4 octobre (Robinet, *Le Procès des dantonistes*, 292). Noël propose la médiation de l'Angleterre « pour assurer la liberté des négociations avec la Prusse ; sans quoi vous avez à craindre les *soupçons* et la *défiance* du peuple en vous voyant négocier ».

[2] Reg. des séances du Conseil exécutif, p. 138.

[3] *Chronique de Paris*, 28 septembre, p. 1086.

[4] *Brutus*, acte I, scène I (mots de Valerius Publicola). Cp. *Chro-*

Lebrun lut, en outre, un long rapport dans lequel il rendait compte des travaux de son département. Il parla de la terreur des rois qui s'éveillait, de leur improbité, de leur immoralité, de leur atroce machiavélisme; il flétrit les perfidies profondes dont le cabinet de Berlin avait souvent donné le scandale; il déclara que la nation devait tenir un langage fier et libre, digne de la majesté d'un grand peuple; que la diplomatie n'était plus l'art de la dissimulation et de l'imposture; que la politique française serait aussi franche que peu compliquée; qu'on n'aurait plus besoin de distribuer aux agents étrangers des tabatières, des bagues à brillants et des boîtes à portraits, richesses frivoles qu'on échangerait contre le fer, métal de la liberté [1].

Mais, dans la nuit même, partaient pour le camp de Sainte-Menehould deux émissaires chargés de négocier avec le potentat qui, selon le mot de Lebrun, osait fournir son contingent à une croisade impie. C'étaient Westermann et Benoit. Ils devaient, en discutant au quartier général prussien les *points essentiels* de Manstein, repousser toute idée de propagande; « la nation française, écrivait Lebrun dans ses instructions, ne souffrira jamais qu'on s'autorise de son nom et de sa puissance pour porter le trouble dans l'état de ses alliés. Elle croit toujours que le livre éternel de la nature et de la raison est une propagande infaillible et plus puissante que ses orateurs et ses pamphlets ». Ils ajouteraient qu'on ne pouvait mettre Louis XVI en liberté; le roi, disait Lebrun, sera jugé, et la nation ne souffrira point qu'aucun étranger vienne influer sur sa justice ou sur sa clémence [2]. Mais ils prouveraient que Louis XVI était traité dans sa prison avec de grands égards et ne couchait pas sur la paille d'un cachot du Châtelet, comme on l'avait prétendu devant Westermann au quartier général de Hans. Le procureur-syndic Manuel fit réunir et remettre

nique de Paris, id.; *Courrier des 83 départements* (28 septembre), p. 96; *la Sentinelle*, n° 61, 29 septembre; ce dernier journal ajoute que « le Porsenna du Borysthène (!) mendie la paix ».

[1] *Monit.* du 28 septembre.

[2] Lebrun à Dumouriez, 26 septembre.

à Westermann tous les arrêtés qu'avait pris la Commune sur le séjour de Louis XVI dans la tour du Temple[1].

Enfin, les négociateurs devaient flatter le roi de Prusse, l'exciter contre l'Autriche dont « les insidieux exposés et les folles espérances l'avaient engagé dans une guerre désastreuse », lui présenter l'appât de faciles conquêtes, l'assurer qu'on le laisserait s'emparer du reste de la Silésie, s'il abandonnait la cour de Vienne; « la nation française, assurait Lebrun, ne tarderait pas à couvrir de ses armées les provinces belgiques, mais elle promettait formellement que jamais elle ne consentirait à l'accession d'aucune partie des territoires du Pays-Bas[2] ».

Dumouriez apprit avec déplaisir la nomination de Benoit et de Westermann. Il voulait diriger à la fois la diplomatie et la guerre. « J'aime Westermann de tout mon cœur, mandait-il à Danton, sa franchise peut être très utile et il a l'avantage de parler les deux langues. Mais Benoit a fait par mon ordre un voyage en Prusse, dont j'ai été mécontent ; je ne l'emploierai point à cette négociation pour ne pas la gâter ; il a de l'esprit, il peut être bon partout ailleurs, et je désire même qu'on l'emploie partout, excepté avec les Prussiens. Jugez comme Westermann et Benoit brilleraient vis-à-vis d'un vieux renard comme le marquis Lucchesini, formé à l'école du grand Frédéric. Il ne faut considérer cette négociation que comme entre deux généraux d'armée ; il ne faut la regarder que comme une ruse militaire. Remontons au temps des Romains et des Grecs. Leurs généraux, quand ils étaient dans une position respectable, comme celle dans laquelle je me trouve, traitaient avec les rois barbares, et on s'en fiait à eux. Si, dans cette circonstance-ci, on sépare la négociation de la partie militaire, alors ou la négociation entravera le général dans ses

[1] *Monit.* du 28 septembre, réponse de Simond, député du Bas-Rhin et ami de Westermann, à Manuel. Prudhomme déclarait, à ce propos, que Dumouriez « avilissait les Français auprès de Frédéric, en descendant avec lui à une exhibition de certificats ». (*Révol. de Paris*, n° 169, p. 59.)

[2] Sorel, art. cité, p. 600.

mouvements, ou les mouvements du général entraveront le négociateur [1]. »

Cette lettre était datée du 28 septembre; le lendemain, au soir, Benoit et Westermann arrivaient à Sainte-Menehould. Dumouriez accepta leurs offices, mais il se réservait dans les nouvelles négociations qui s'engagèrent dès le 30 septembre et durèrent jusqu'au 3 octobre, un rôle prépondérant. C'était lui seul, qui, comme les généraux de l'antiquité, devait traiter avec le roi barbare. Lui seul était de taille à se mesurer avec Lucchesini. Il employa néanmoins les commissaires du pouvoir exécutif, mais il ne les regardait que comme de simples agents. Il est même assez vraisemblable qu'il tint Benoit à l'écart et ne se servit que de Westermann qu'il savait docile et souple.

II. La retraite des Prussiens était résolue. Mais par quelle route quitteraient-ils la Champagne? Hohenlohe proposait de tourner la gauche de Kellermann et de regagner Verdun par Revigny-aux-Vaches, Bar-le-Duc, Chaumont-sur-Aire et Senoncourt; cette marche, selon lui, était aisée et rapide; elle n'avait pas l'aspect d'une retraite, elle semblait faite en pleine liberté et gardait l'apparence d'un mouvement stratégique et menaçant. Brunswick préféra se retirer par la trouée de Grandpré et suivre en sens contraire le chemin qu'avait pris l'invasion [2].

Les Français pouvaient, il est vrai, lui barrer l'Aisne à Senuc et l'assaillir lorsqu'il traverserait le défilé. Mais l'arrivée de Benoit et de Westermann fournissait au

[1] Dumouriez à Danton, 28 septembre (Arch. nat., F, 7, 4598); cp. une lettre semblable à Servan : « Westermann me paraît bien choisi en ce qu'il suivra certainement mes conseils et mes ordres. Mais qui diable a fait choix de M. Benoît? je l'ai une fois envoyé à Berlin; je m'en suis repenti, et je ne l'ai pas employé depuis; il ne sera ni reçu, ni cru, ni écouté au camp du roi de Prusse... Il faut regarder tout ce qui doit se faire comme une négociation purement militaire, telle que les capitaines romains et grecs en faisaient à la tête de leurs armées. Elevons-nous à ces temps héroïques, si nous voulons être dignes de la République que nous avons créée. » (28 septembre, *id.*)

[2] Massenbach, *Mém.*, I, 116-117; Gœthe, lettre à Knebel, 27 septembre « chemin tout parabolique ».

duc une occasion de négocier, et il comptait, à la faveur des nouveaux pourparlers, franchir sans encombre le dangereux passage.

Il s'associa Lucchesini et Kalkreuth. On sait que Brunswick était un homme de conseil et de ressources, mêlant à de grandes connaissances la prudence et l'astuce; tous ses officiers ont reconnu depuis qu'il sauva les Prussiens et leurs alliés par sa diplomatie autant que par ses dispositions militaires [1]. Lucchesini était fort expert dans la guerre de ruses et de mensonges qui s'était engagée depuis le 21 septembre et son adresse, dit Lafayette, contribua beaucoup à tirer l'armée alliée du bourbier où elle s'était fourrée [2]. Kalkreuth était comme Dumouriez, un général diplomate, loquace, fécond en expédients, aussi propre au métier de négociateur qu'à celui de soldat, plus habile peut-être à mener une intrigue qu'à conduire un siège ou à gagner une bataille [3]. Ces trois hommes surent jouer le personnage qui convenait à la situation. Pourquoi, se disaient-ils, n'useraient-ils pas des mêmes artifices que Dumouriez? Pourquoi ne chercheraient-ils pas, eux aussi, à tromper l'adversaire, à l'endormir par de belles paroles, à l'amuser par des « négociations insidieuses [4] » ? C'était un prêté-rendu.

On témoigna donc les plus grands égards aux envoyés du conseil exécutif. On se mit pour eux en frais de coquetterie. On leur assura que la paix était le plus ardent désir des Prussiens, et sans rien leur promettre formellement, sans leur faire de protestations antiautrichiennes, on écouta complaisamment leurs dis-

[1] Cp. son portrait, *Invasion prussienne*, p. 121-128. Voici un trait qui le peint. En 1761, Rochambeau faillit le surprendre et lui « donna une forte chasse » (*Mém.*, I, 171). Brunswick fit « demander parole » et s'entretint un quart d'heure avec Rochambeau; c'était « pour sauver ses canons et se donner le temps d'avoir des chevaux de trait qu'il avait demandé cette conversation ».

[2] Lafayette, *Mém.*, IV, 337.

[3] Voir le portrait de Kalkreuth, *Invasion prussienne*, p. 117. « Il est Français de cœur et de goût, écrivait Beurnonville à Dumouriez le 28 septembre, je l'ai trouvé très humain et très disposé à la paix. »

[4] Häusser, I, 389.

cours contre la cour de Vienne. Westermann était ravi : « J'ai été au camp prussien, écrivait-il le 3 octobre à un ami de Strasbourg, diner avec le roi de Prusse. J'ai fait plus que jamais l'on n'a espéré de moi; dans ce moment, je suis tout puissant. Tout va bien ; *les Prussiens se séparent d'avec les Autrichiens ;* toutes leurs armées sont en déroute, la République sera établie malgré l'univers [1]. » Ses ennemis prétendirent plus tard qu'il avait reçu 250.000 livres de Brunswick. Mais eut-on besoin de le corrompre? Westermann croyait naïvement ce qu'il souhaitait.

Dumouriez partageait son illusion. Ce grand dupeur était dupe à son tour. Il s'imaginait que Frédéric-Guillaume voulait rompre avec l'Autriche. Il aurait pu harceler les Prussiens avec vigueur; il les ménagea, parce qu'il voyait en eux de prochains alliés.

Telle est la grande et véritable raison qui détermina Dumouriez. Telle est la solution du problème et, comme disait Niebuhr, de cette grande énigme de la Révolution [2].

On sait les fables répandues sur la retraite des Prussiens. Selon les uns, Dumouriez aurait fait avec les ennemis une convention secrète que proposa Danton et que ratifièrent les commissaires de l'Assemblée; Carra et Sillery étaient seuls dans le secret; Prieur de la Marne leur était adjoint, comme Pétion l'avait été à Barnave et à Latour-Maubourg, au retour de Varennes « pour être — ainsi s'exprime Camille Desmoulins — l'homme de bien de la légation, pour jeter de la poudre aux yeux du vulgaire, et à condition que ses collègues lui cacheraient tout [3] ». Selon d'autres, Brunswick et les principaux

[1] Ternaux, IV, 552-553 (la lettre est aux archives de la guerre, armée du Rhin ; elle fut saisie par le représentant Lacoste).

[2] Mot cité par Manso, « das grosse Räthsel der Revolution ».

[3] Deux documents cités plus loin : 1° la dépêche des commissaires à Kellermann, du 2 octobre ; 2° une lettre de Carra réfutent suffisamment l'opinion de Desmoulins et prouvent que les commissaires n'arrivèrent à l'armée que pour être « témoins du dénouement de l'aventure » (mot de Dumouriez, lettre du 1er octobre, arch. guerre). 1° Les trois commissaires ordonnent, le 2 octobre, à Kellermann de faire, pour écraser les Prussiens, un mouvement que lui interdit Dumou-

personnages de l'entourage du roi de Prusse auraient reçu, pour se retirer, quelques centaines de mille francs qui provenaient de la vente des diamants de la couronne et du vol du garde-meuble. D'autres assurent que Pétion, Manuel et Kersaint promirent à Louis XVI de lui sauver la vie, s'il écrivait au roi de Prusse et le priait d'abandonner le territoire français. Le comte de Barruel-Beauvert prétend même qu'un faussaire, employé par le duc d'Orléans, imita l'écriture de Louis XVI et « manda que si le roi de Prusse ne sortait aussitôt de France, toute la famille royale serait égorgée [1] ».

Mais Dumouriez était alors l'arbitre de la situation, et plus ministre que les ministres. Il prit seul et de son chef tous ses arrangements. « Vous seul, lui mande Servan le 29 septembre, êtes en état de bien voir et de bien faire, et Lebrun vous dit sur les négociations ce que je vous dis sur les opérations de guerre. » Il faut le suivre d'aussi près que possible dans les derniers jours de septembre et les premiers jours d'octobre, et sans se fier à ses Mémoires, étudier ses lettres, ses propos et ses démarches.

Tout d'abord, il jugeait les Prussiens encore très redoutables. S'il avait eu la certitude de les détruire et d'attacher son nom à une grande victoire, il n'eût pas manqué l'occasion. Mais le souvenir de la Croix-aux-Bois et de Montcheutin le rendait prudent ; il craignait toujours une *crise fâcheuse* [2] dans son armée. Il n'avait jamais eu d'autre dessein que d'éviter toute affaire décisive, de forcer simplement le roi de Prusse à « rétrograder sur Grandpré », à « se retirer sur la Meuse », à

riez ; 2° Carra, dans une lettre du 4 octobre, « désavoue hautement » ses collaborateurs des *Annales patriotiques* qui reprochaient à Dumouriez son inaction ; s'il avait su, en quittant Paris, qu'il fallait faciliter l'évasion des Prussiens, il aurait fait la leçon à Mercier et aux rédacteurs de son journal.

[1] Cp. Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, p. 23, et le rapport de Saint-Just contre Danton ; Ferrières, *Mém.*, III, 247 ; Rochambeau, *Mém.*, I, 430 ; Ségur, p. 297-298 ; Barruel-Beauvert, *Lettres sur quelques particularités secrètes*, I, p. 172 ; Ledieu, *Dumouriez et la Révol. franç.*, p. 342, etc.

[2] Dumouriez à Labourdonnaye, 19 septembre.

« abandonner entièrement la Champagne ». N'écrivait-il pas le 21 septembre aux administrateurs de la Marne que si les ennemis se retiraient par Grandpré, il se contenterait d'attaquer leur arrière-garde? Ne mandait-il pas à Clavière le 26 septembre qu'il se débarrasserait des Prussiens avec quelques escarmouches et de belles paroles? « Je ne veux pas, disait-il à Valence le 2 octobre, m'exposer à un mauvais succès par un coup de désespoir des Prussiens[1]. »

En outre, il avait hâte de dégager Lille assiégé. Il avait hâte surtout d'envahir les Pays-Bas autrichiens. C'était sa pensée dominante; elle s'était emparée de son âme tout entière. « Il voulait, témoigne Servan, prendre la Belgique, cet objet chéri de son ambition; il la convoitait sans cesse; il lui avait toujours tout sacrifié[2]. » Même au camp de Grandpré, même à Sainte-Menehould, il portait ses regards vers le Brabant. Le 5 septembre, il mandait à Malus : « Pensez que je n'abandonne point du tout le projet offensif — il n'est que différé — et que c'est par là que nous devons finir cette guerre pour avoir une paix avantageuse. » Le 11, il priait Servan de donner à Labourdonnaye le commandement des troupes réunies en Flandre. Le 19, à la veille de Valmy, il envoyait des instructions à Labourdonnaye, lui recommandait de se tenir sur la défensive, de pousser la levée des corps francs, d'appeler l'agent diplomatique Maret, et il s'engageait à lui mener 30 ou 40,000 hommes avant le 10 octobre. L'accord qu'il méditait entre la France et la Prusse devait, écrivait-il à Servan et à Clavière le 26 septembre, « donner, presque sans combattre, la liberté aux peuples de la Belgique; je vous débarrasserai des Prussiens, ajoutait-il; quant aux Autrichiens, mon

[1] Dumouriez à d'Harville, et à Clavière, 26 septembre; à Lebrun, 29 septembre; à Valence, 2 octobre.

[2] Servan, *Notes sur les Mém. de Dumouriez*, p. VI; cp., p. XIV « pourquoi abandonna-t il son poste pour venir préparer son entrée dans la Belgique? » et p. 20 « il abandonnait la Champagne et la poursuite des ennemis dans un moment où il était si important de les pousser avec vigueur, il reprenait ses projets chéris sur la Belgique », p. 31; « cédant à sa malheureuse manie de tout quitter pour voler à la conquête de la Belgique ».

avis n'est pas que nous les tenions quittes à si bon marché, et mes braves Belges doivent y gagner leur liberté et nous leur alliance ». Le 28 septembre, il entretenait Maret de ses « projets révolutionnaires pour la Belgique et le pays de Liège » et assurait qu'au milieu de ses négociations avec Frédéric-Guillaume, il ne cessait de « suivre les affaires de la révolution brabançonne qu'on ne devait pas abandonner ». Le 1er octobre, il déclarait qu'il prendrait son quartier d'hiver en Brabant. « Il n'y a plus de guerre offensive à craindre en ce pays-ci, disait-il à Biron le 5 octobre, je fais filer 30,000 hommes pour aller délivrer le département du Nord, j'y marche à leur tête et vous jugez d'avance que je ne compte pas m'en tenir là, et que j'espère passer mon carnaval à Bruxelles; c'est la seule récompense que je demande pour avoir sauvé la patrie[1]. »

Mais le respect que lui inspiraient la discipline et la tactique prussiennes, le danger que courait Lille, l'invasion prochaine de la Belgique, ne furent pas les seuls motifs qui décidèrent le général à laisser les alliés franchir l'Argonne librement et sans obstacle. Il croyait acheter l'alliance des Prussiens en facilitant leur retraite. L'accueil que les envoyés du conseil exécutif reçurent au quartier général ennemi le trompa sur les desseins de Frédéric-Guillaume. « Si les Prussiens veulent se séparer, lisons-nous dans une lettre qu'il envoie le 26 septembre à d'Harville, je leur ferai un pont d'or, à condition qu'ils m'abandonnent l'Autriche et les émigrés[2]. » Les Prussiens semblaient abandonner les émigrés et l'Autriche; ils promettaient, à mots couverts, de se séparer; Dumouriez leur fit un pont d'or.

« Je doute, disait-il à Servan le 1er octobre, que le roi

[1] Dumouriez à Malus et à Maret (5 septembre, arch. nat., F, 7, 4598; « dès que j'aurai fini avec les Prussiens, je commencerai la guerre dans la Belgique »; à Servan, 11 septembre; à Labourdonnaye, 19 septembre; à Servan et à Clavière, 26 septembre; à Maret, 28 septembre; à Servan, 1er octobre; à Biron, 6 octobre (arch. guerre, et Ternaux, IV, 536-539, 560). Je connais assez votre tête, lui écrivait Servan, le 8 septembre, pour être convaincu que vous mènerez les deux armées de front.

[2] Dumouriez à d'Harville, 26 septembre (arch. guerre).

de Prusse veuille continuer une guerre dont le début est si maladroit et si funeste pour lui ; je crois que de sa personne il cherchera à regagner Postdam et ceci refroidira prodigieusement son amour pour la maison d'Autriche. » Quatre jours plus tard, il écrivait à Roland qu'il « profiterait des occasions et que dans un temps qui n'était pas éloigné, il renouerait avec dignité ». Il assurait au commissaire Brémont qu'il y avait une *scission décidée* entre l'empereur et le roi de Prusse. Il apprenait que les princes français s'étaient entretenus à Termes avec Frédéric-Guillaume et donnaient, en revenant à Vouziers, les marques d'un violent chagrin. « Le roi de Prusse, mandait-il aussitôt à Paris, est parti pour Berlin où son armée le suit ; il a eu une conversation terrible avec les deux ci-devant princes français; il leur a reproché d'avoir été trompé par eux. » Il ne garantit plus cette anecdote dans ses Mémoires ; mais le 5 octobre 1792 il la croyait vraie ; il annonçait à Dillon que « le roi de Prusse, furieux de son équipée, avait traité Monsieur comme un gredin ; la plus belle discorde, ajoutait-il, règne entre Prussiens, Autrichiens, Hessois et émigrés ». Il confirmait cette nouvelle à Biron : « Le roi est furieux contre les Autrichiens ; j'espère que cela facilitera les négociations et que je finirai par lui faire préférer l'alliance de la France. » Son entourage partageait le même espoir, et Duval écrivait à Merlin de Douai : « Je crois que jamais la Prusse ne nous fera la guerre, et, si nous ne sommes pas maladroits, nous en serons les alliés cet hiver; leurs généraux sont convenus avec moi que c'étaient les intérêts de la Prusse de former alliance avec nous [1]. »

Il résolut donc de demeurer inactif et de laisser aux Prussiens les portes de l'Argonne toutes grandes ouvertes. On n'a trouvé nulle part trace de cette négocia-

[1] Dumouriez à Servan, 1er octobre; à Roland, 5 octobre (Mme Roland, *Mém.*, I, 464); journal de Brémont, 64 « je tiens ce qui suit de lui-même »; Dumouriez à Servan et à Dillon, 5 octobre; à Biron, 6 octobre; Duval à Merlin de Douai, 6 octobre; et à Dumouriez, 29 septembre. « Les Prussiens deviendront nos alliés aussitôt qu'ils le pourront honorablement, et sans l'apparence d'abandonner leurs compagnons de voyage. »

tion. Mais il est certain que Dumouriez fit dire au quartier général prussien, soit au duc de Brunswick, soit à Manstein [1], que l'armée alliée pouvait se retirer paisiblement. Il prit cette mesure de sa propre autorité, sans mettre d'abord personne dans la confidence, sinon Beurnonville qui commandait son avant-garde et Westermann [2]. Il promit aux ennemis de ne pas les inquiéter jusqu'à Verdun [3]; il savait bien qu'une fois sur la rive droite de la Meuse, ils s'empresseraient de regagner Trèves et Coblentz ; « leur armée, disait-il, est ruinée, elle ne peut hiverner dans le district de Verdun et de Longwy parce qu'ils sont mangés; elle ne peut pas entreprendre d'assiéger Mézières, Sedan ou Montmédy, devant une armée victorieuse; elle n'a d'autre ressource que de se retirer tristement par le Luxembourg [4] ».

Ce fut, ce semble, dans la soirée du 1er octobre que Dumouriez prit cette résolution. Il avait, la veille, parcouru au moins douze lieues de terrain, depuis sept heures du matin jusqu'à huit heures du soir et ses dis-

[1] Voir plus loin l'aveu de Beurnonville.

[2] Kellermann — de même que Valence et les trois commissaires de la Convention — ne fut averti qu'ensuite; autrement il ne se serait pas plaint si hautement des ordres de Dumouriez, qui le réduisirent à l'inaction dans les premiers jours d'octobre.

[3] *Jusqu'à Verdun* seulement ; s'il avait promis aux Prussiens de ne pas troubler leur retraite jusqu'à la frontière, Kellermann, Dillon, Valence, Galbaud, La Barolière, les commissaires de la Convention n'auraient pas eu devant Verdun et Longwy ces conférences réitérées avec Kalkreuth et Brunswick. Nous verrons d'ailleurs que le généralissime des alliés se croyait encore assez fort pour tenir derrière la Meuse. « On peut trouver des biais, avait écrit Beurnonville à Dumouriez le 28 septembre (arch. nat., papiers de Dumouriez), par exemple qu'*ils se retirent sur la Meuse* jusqu'en mars prochain, pendant lequel temps on pourrait négocier, et à nous, liberté de prendre la position qu'il plaira sur notre territoire, promettant de les laisser se retirer paisiblement. » Dès le 26 septembre, Brunswick avait offert à Thouvenot de *se retirer sur la Meuse*, si les Français se retiraient sur la Marne. (Dumouriez à Servan, 28 septembre; *id.*, cp. *Tableau historique*, II, 131 et 135).

[4] Dumouriez à Servan, 1er octobre (arch. guerre). Westermann, se présentant dès le 5 octobre devant la Commune de Paris, assure que « Verdun va rentrer sous la domination de la République », et que « la prise de Longwy suivra de près cette conquête ». (*Monit.* du 7 octobre.)

positions, mandait Carra à Servan, étaient « telles qu'il ne serait pas impossible que l'ennemi ne fût coupé et abîmé avant de pouvoir se retirer par son trou de Grandpré »[1]. Il venait d'écrire que les Prussiens ne faisaient qu'une ou deux lieues par jour ; que ses troupes légères attaqueraient le château d'Autry, couperaient les deux ponts de Senuc et pénètreraient derrière son ancien camp de Grandpré; que Stengel occuperait Massiges et Ville-sur-Tourbe; que l'avant-garde et la réserve de Kellermann se porteraient sur la Dormoise; j'espère, ajoutait-il, que nous pourrons vexer l'arrière-garde et ramasser les traînards. Il ordonnait à Miaczynski qui commandait à Sedan de donner la main, par Mouzon et Carignan, à Ligniville qui commandait à Montmédy, pour harceler la retraite des alliés. Il annonçait que s'il avait avec lui des équipages de siège et des mortiers, il serait sûr de bombarder Verdun sous dix jours, et Sillery disait à Pétion que Dumouriez demandait de la grosse artillerie à Metz, pour assiéger Longwy[2].

Mais, le 2 octobre, à l'aube, Dumouriez se rend à Vienne-la-Ville et y reste jusqu'au 5; le 3, au matin, Westermann court le rejoindre, le quitte le même jour, traverse Sainte-Menehould, s'entretient avec les commissaires de la Convention et arrive à Paris le 5 octobre au matin. Que s'est-il passé? Que signifie ce brusque départ de Westermann qui, selon son expression, ne dort plus, n'a plus le temps de respirer, ne peut plus résister à la fatigue? Pourquoi Dumouriez est-il resté deux jours entiers à Vienne-la-Ville et pourquoi, le 5 octobre, sans plus se soucier des Prussiens, revient-il à Sainte-Menehould[3]?

[1] Carra à Servan, 30 septembre (arch. guerre).

[2] Dumouriez à Servan, 1er octobre; Sillery à Pétion, 3 octobre; Ternaux, IV, 555.

[3] Sur les faits et gestes de Dumouriez, pendant les premiers jours d'octobre, voir sa correspondance et le *Journal* de Brémont, 62-64. Quant à Westermann, il porte à Dumouriez, le 3 octobre, un billet de Vouillers daté de Sainte-Menehould, à quatre heures du matin (papiers de Dumouriez); deux heures plus tard, il est à Vienne-le-Château, d'où il écrit à Pétion (Ternaux, IV, p. 552); le même jour, il est

De Vienne-la-Ville, Dumouriez assiste de plus près à la retraite des alliés [1]; de Vienne-la-Ville il correspond, durant la journée du 2 octobre, avec le quartier-général prussien ; de Vienne-la-Ville il contremande les ordres qu'il avait donnés le 1er octobre, retarde la marche de ses lieutenants, ralentit les mouvements de Kellermann.

Ce dernier s'était porté le 1er octobre, sur l'ordre de Dumouriez, à Suippes et à Somme-Suippes. Il était ainsi sur les derrières des Prussiens ; « nous avons, écrivait-il, le moyen de jouer à coup sûr, de tomber sur une partie de leur armée, lorsque l'autre sera engagée dans les défilés ». Déjà l'avant-garde de Deprez-Crassier et la réserve de Valence dépassaient Massiges, occupaient Fontaine-en-Dormois et menaçaient d'inquiéter les Prussiens au passage de l'Aisne.

Mais le 2 octobre, Kellermann recevait un contre-ordre. Dumouriez avait réfléchi ; il jugeait que le général en chef de l'armée du Centre mettait trop de vivacité dans sa poursuite. Il lui recommandait de rétrograder et de se porter par Revigny sur Bar-le-Duc pour se joindre à Dillon et attaquer les Austro-Hessois. Kellermann obéit, et les commissaires de la Convention, restés à Sainte-Menehould, apprirent dans la nuit du 2 octobre qu'il revenait sur ses pas. Leur surprise fut extrême. Ils crurent que Kellermann, comme d'ordinaire, agissait de son chef et refusait d'exécuter les ordres de Dumouriez. « Toujours ces f...... disputes de commandement ! », s'écriait Sillery. Ils mandèrent au général que sa démarche était étrange, que les Austro-Hessois battaient en retraite sur Verdun et que Dillon les poursuivait; « le mouvement que vous vous proposez de faire, change toutes les espérances que nous donne la situation des ennemis. Dumouriez a, par son ancienneté, le droit de vous commander, et vous ne pouvez opérer aucune séparation sans ses ordres positifs. Nous vous rendons

à Sainte-Menehould, d'où il écrit à Philibert (Ternaux, *ibid.*), et il prend, en passant, une lettre de Sillery pour Pétion ; le 5, Servan annonce à la Convention que « le colonel Westermann est arrivé ce matin des armées réunies ». (*Monit.* du 6.)

[1] « Je veux y être moi-même », écrivait-il à Valence.

personnellement responsable du mouvement que vous allez opérer, et nous vous ordonnons, au nom de la Convention nationale, d'obéir aux ordres de Dumouriez, et de reprendre votre position, si vous l'avez quittée. » Pendant que Sillery, tourmenté par la goutte, restait à Sainte-Menehould et pestait à la fois contre son mal et contre les rivalités des généraux, Prieur et Carra couraient à Suippes. Kellermann leur montra l'ordre de Dumouriez; c'était Dumouriez qui lui prescrivait le mouvement que les commissaires jugeaient « si nuisible au bien de la chose publique »; c'était Dumouriez qui lui commandait de se porter sur Bar. Prieur et Carra revinrent en hâte à Sainte-Menehould; Sillery avait déjà mandé l'incident à Pétion; il ajouta sur-le-champ en post-scriptum : « Ne rendez pas ma lettre publique sur cette nouvelle. Prieur et Carra reviennent du camp de Kellermann; les généraux sont d'accord; mais je n'en persiste pas moins à demander que Dumouriez commande le tout. Ne parlez de rien de ce qui est contenu dans cette lettre, qui est pour vous seul. Montrez-la à Gensonné [1]. »

Mais, en se portant sur Bar, Kellermann pouvait encore faire un très grand mal aux Prussiens qu'il aurait attaqués sur la rive gauche de la Meuse. Il avait quitté Suippes et marchait diligemment sur Revigny, lorsque, à deux lieues de son camp, près du village d'Auve, Devaux, arrivant au galop, arrêta la tête de ses colonnes et lui remit une dépêche de Dumouriez [2] : il devait reprendre la route de Suippes, parce que les ennemis avaient peut-être le dessein de « rétrograder et de reprendre leur ancienne position ! » Kellermann était tout stupéfait; « je vous avoue, écrivait-il à Dumouriez, que jamais lettre ne m'a autant surpris que la vôtre »; docile néanmoins à l'ordre du généralissime, il revint le même jour à Suippes et alla camper le lendemain à Fontaine-en-Dormois.

[1] Sillery à Pétion, Ternaux, IV, 553-556. Voilà la lettre citée plus haut, p. 155, note 3, qui prouve que les commissaires n'ont nullement coopéré à la retraite des Prussiens sur Grandpré.

[2] *Exposé de la conduite de Kellermann*, 12.

Durant quatre jours, il avait erré sur les chemins. « Ils ont passé l'Aisne, ainsi que Grandpré, écrivait-il le 4 octobre au ministre, et ma position de Fontaine, qui m'aurait mis en mesure de tomber sur leurs derrières, devient très inutile. » Cependant, il pouvait encore, avec un peu d'activité, inquiéter les colonnes qui fermaient la marche des Prussiens. Le 5 octobre, une nouvelle lettre de Dumouriez lui intimait l'ordre de rester immobile à Fontaine, de ne partir que lorsque « l'armée ennemie aurait repassé les défilés » et de ne « plus rien tenter sur son arrière-garde[1] ».

Comme Kellermann, les lieutenants de Dumouriez étaient demeurés dans une complète inaction. Pendant la dernière semaine de septembre, lorsque les Prussiens campaient à la Lune et à Hans, les soldats de Duval et de Beurnonville faisaient une guerilla très active et les hussards de Lauzun (6e régiment), pénétrant par Marcq, au travers de la forêt, en des endroits où jamais cheval n'avait passé, jusqu'à l'ancien camp de Grandpré, étaient entrés dans Buzancy. Que font, du 1er au 4 octobre, ces détachements qui, la veille, *tracassaient* les ennemis et coupaient leurs convois, ces chasseurs et ces hussards que l'appât du gain rendait si hardis, cette cavalerie qui, depuis le 20 septembre, valait mieux que la cavalerie prussienne? « Si l'orgueil royal, écrivait Dumouriez à d'Harville quelques jours auparavant, empêche Frédéric-Guillaume de traiter séparément avec moi, je n'aurai qu'un soin, d'achever d'affamer les Prussiens et de les accabler dans leur retraite avec mes nombreuses troupes légères[2] ». Que font ces nombreuses troupes légères qui devaient accabler l'ennemi? « Malgré la marche très régulière et militaire des Prussiens, mandait l'aide-de-camp Montjoye à Dumouriez, nous pourrions les gêner beaucoup et leur faire du mal, et ces foudres de guerre

[1] Arch. guerre et arch. nat., papiers de Dumouriez, lettres de Dumouriez et de Kellermann, du 1er au 4 octobre.

[2] Le 26 septembre. Et le 18 septembre, à Servan : « D'ici à quinze jours les Prussiens doivent penser à leur retraite. Nous verrons comment ils la feront... ça ne peut être que par les mêmes défilés, et *c'est là que je les attends* » (arch. guerre).

seraient bien surpris si nos avant-gardes qui, réunies, sont assez fortes, montraient de l'audace[1] ». Que font ces avant-gardes qui pourraient, selon le mot de Montjoye, entreprendre sur l'ennemi et lui infliger des pertes sérieuses? Valence, chargé de « cerner la droite » de l'adversaire, ne bouge pas, durant trois jours, de Fontaine-en-Dormois. Dampierre, qui passait la nuit du 30 septembre au 1er octobre à cinquante pas de l'ennemi[2], est encore le 2 octobre sur le mont d'Yvron et attend vainement les ordres de Dumouriez pour se joindre, soit à Stengel, soit à Beurnonville. Stengel, l'intrépide Stengel, un de nos meilleurs généraux de cavalerie qui, dès le 30 septembre, conduisait lui-même à la redoute de la Lune une grand'garde de dragons[3], se contente de prendre des cantonnements le long de la Tourbe et de ramasser quelques traîneurs aux environs de Massiges. Beurnonville reste obstinément à Vienne-le-Château. Il devrait marcher sur Servon, Binarville et Condé, passer l'Aisne et attaquer le château d'Autry, ou, en côtoyant la rive droite, couper les ponts de Senuc. Il devrait prendre le chemin romain, à travers bois, et, en quelques heures, occuper les hauteurs de Marcq et de Négremont. Il ne fait pas un mouvement, malgré l'impatience de ses soldats qui veulent « ensevelir les Prussiens dans la boue »; il bivouaque tranquillement dans les haies et les taillis de l'Argonne; le 5 octobre seulement, il se porte sur Marcq; il a parcouru trois lieues en cinq jours! Voilà ce qu'a fait ce Beurnonville qui écrivait le 29 et le 30 septembre à Dumouriez qu'il avait pris 143 Prussiens depuis la veille et 72 pour sa matinée; qu'il avait des vues sur Grandpré et que tout ce qui en sortirait lui passerait par les mains; que lorsque les Prussiens s'engageraient dans ce trou étroit, il leur mordrait la tête, le flanc et la queue[4]!

[1] Montjoye à Dumouriez, 1er octobre, daté de Ville-sur-Tourbe (papiers de Dumouriez).
[2] Dampierre à Dumouriez, 2 octobre : « Ordonnez et employez-moi » (papiers de Dumouriez).
[3] Stengel à Dumouriez, 30 septembre (arch. nat., papiers de Dumouriez).
[4] Beurnonville à Dumouriez, 5 octobre (arch. guerre), et 29 et 30 sep-

Le Danois de Witch, qui servait dans le corps de Dubouquet, déclare formellement que Dumouriez laissa le temps aux Prussiens de se retirer ; « lorsqu'on se mit en mouvement, écrivait-il plus tard, ils avaient une si grande avance qu'il était impossible de les atteindre. Kellermann me disait qu'il ne comprenait rien à tout ce mystère, et je me souviens que le 1er octobre, le colonel de hussards Barbier, qui dirigeait l'avant-garde, envoya dire au commandant de l'arrière-garde prussienne qu'il l'engageait à partir dans une heure, parce qu'il ne pouvait contenir ses cavaliers. Même si Dumouriez avait fait marcher son armée le 6 octobre à la poursuite des Prussiens, il aurait pris leur artillerie et leurs bagages [1] ».

Recueillons les témoignages des Prussiens et de leurs alliés. Tous affirment que leur situation paraissait désespérée, et qu'ils durent leur salut aux négociations de Dumouriez. Tous reconnaissent qu'il était facile à l'adversaire de fermer le pays de tous côtés et de les empêcher d'échapper. « L'armée était désorganisée, dit Caraman, et n'en avait plus que le nom ; elle avait perdu l'énergie de l'impulsion qui l'animait, elle pouvait à peine se diriger à travers les boues que la pluie avait amoncelées », et cet aide-de-camp du roi de Prusse assure que Dumouriez promit de « suspendre toutes les hostilités si les Prussiens s'engageaient à repasser la frontière, et de leur donner même les facilités nécessaires pour qu'ils pussent opérer leur retraite avec sécurité [2] ». Lafayette, sorti des prisons d'Olmütz, interrogeait Lucchesini sur la retraite des premiers jours d'octobre 1792 ; « nous fûmes heureux, lui répondait le ministre, d'avoir affaire à un général qui savait négocier ; autrement, il nous serait arrivé les Fourches Caudines, ou du moins nous

tembre (arch. nat., papiers de Dumouriez). Voilà des vainqueurs, aurait dit le prince de Ligne, qui sont si surpris de l'être qu'ils tombent en catalepsie.

[1] Lafayette, *Mém.*, III, 501 ; Lafayette écrit de Witch : ne serait-ce pas de Wisch, premier lieutenant-colonel commandant le 99e régiment d'infanterie, qu'on voit cité dans une lettre de Dumouriez, du 6 septembre ?

[2] Caraman, *Mém.*, 20.

n'aurions eu ni les moyens ni la prétention d'emmener nos bagages et notre artillerie[1] ». — « De toutes parts, lit-on dans le récit du témoin oculaire, des rivières et des collines, de tous côtés des ennemis qui nous épiaient, Dumouriez, Kellermann, Stengel, Beurnonville, avec une cavalerie d'élite, une redoutable artillerie, une infanterie bien approvisionnée; s'ils nous avaient poursuivis, nous aurions dû nous rendre sans résistance, ils nous laissèrent passer[2]. » — « On ne pouvait se dissimuler, affirme Minutoli, que la situation des alliés, en présence d'un adversaire entreprenant et actif, eût été très critique, car ils étaient entourés de tous côtés, et l'Argonne leur dérobait les mouvements des Français[3]. » — « Il ne restait plus, écrit Archenholz, d'autre moyen de salut qu'une prompte retraite, et ces guerriers, naguère si redoutés, étaient à la discrétion des généraux ennemis[4]. » — « Il fallait, rapporte Lombard, parcourir une route plus mauvaise qu'auparavant, à la vue d'un ennemi qui nous surpassait en nombre, qui avait pris confiance, et qui, au centre du cercle que nous devions décrire avant de gagner Verdun, arrivait partout avant nous et pouvait nous inquiéter sans trêve ni repos[5]. » — « Je n'ai pas de mots, raconte un officier, pour décrire notre malheureuse retraite; on se demandait, dans cette terrible position, non pas *comment* on en sortirait, mais *si* l'on en sortirait; heureusement les généraux français, espérant que nous quitterions les Autrichiens pour embrasser leur propre parti, firent avec nous une trêve tacite[6]. » — « A droite, à gauche, sur nos derrières, dit enfin Gœthe, les Français pouvaient nous attaquer; nous étions, pour ainsi parler, sur le bord du plus grand péril, et la nuit, au lieu de dormir, je pensais que si l'adversaire voulait nous surprendre, il n'échapperait ni un rayon de roue ni un ossement humain; chacun d'ailleurs voyait bien

[1] Lafayette, *Mém.*, IV, 337.
[2] Témoin oculaire, III, 186 et 190.
[3] Minutoli, *Erinnerungen*, 138.
[4] Archenholz, *Minerva*, novembre 1792, p. 122.
[5] Lombard, *Lettres*, 318.
[6] *Magazin der neuesten Kriegsbegebenheiten*, II, p. 92.

que, selon la stratégie, nous étions perdus, si l'ennemi avait la moindre envie de nous inquiéter et de nous presser; on finit cependant par se rassurer; on crut qu'un accord s'était fait entre Dumouriez et le quartier général, et que les négociations s'étaient terminées heureusement et en notre faveur[1]. »

Mais à quoi bon insister ? Beurnonville, mené l'année suivante au château d'Olmütz, faisait dire à Lafayette qu'il n'avait tenu qu'à Dumouriez de forcer les alliés à capituler[2], et une lettre de ce général nous révèle le secret de la retraite. Il écrit à Dumouriez qu'il s'est emparé de Grandpré dans la matinée du 5 octobre; il connaît, dit-il, tous les mouvements de l'arrière-garde prussienne; il sait qu'elle a quitté Termes à minuit et traversé Grandpré deux heures plus tard; mais il se garde bien de l'attaquer, il lui donne de la marge, il n'avance qu' « avec prudence et précaution »; il laisse les vedettes ennemies se replier devant lui, sans leur tirer un seul coup de fusil; il n'entre à Grandpré qu'à sept heures du matin. Mais il trouve encore dans la petite ville vingt voitures chargées de blessés : « *J'ai cependant observé à M. Manstein*, ajoute Beurnonville, *dans la lettre que le trompette lui a portée, que vous n'aviez pas eu tort de prévoir les difficultés qui pouvaient résulter de la retraite de l'armée prussienne*[3]; si j'étais arrivé un peu plus matin, j'aurais pu prendre cent voitures de pareils malades, et un tel convoi aurait été embarrassant. » L'aveu de Beurnonville est précieux; Dumouriez avait donc renoué avec Manstein; il avait *prévu les difficultés de la retraite* et les retards que causerait à ses amis les ennemis le transport de leurs malades; il avait débattu

[1] Gœthe, *Campagne de France*, 119, 123, 125; cp. Strantz, 105, Gaudy, 25; Hardenberg (Ranke, p. 122) « le second tome de Saratoga ».

[2] Lafayette, *Mém.*, IV, 339.

[3] Ce n'est pas le seul témoignage des pourparlers qui duraient entre les deux quartiers généraux pendant les premiers jours d'octobre; le général Köhler, par exemple, réclamant un prisonnier auquel il s'intéresse, écrit à Dumouriez qu'il profite de « l'occasion favorable qui se présente par le départ d'un trompette » (lettre datée d'Autry, 3 octobre, papiers de Dumouriez).

les conditions de leur marche et réglé les mouvements de l'arrière-garde prussienne[1] !

Il fut assez habile pour tromper un instant ses propres lieutenants. Il leur fit croire que la jalousie de Kellermann avait entravé ses mouvements. Ce dernier avait impérieusement réclamé la réserve de Valence qui faisait partie de son armée et que Dumouriez retenait à Fontaine-en-Dormois. Le général diplomate saisit ce prétexte pour se plaindre vivement de son collègue. « Kellermann, écrivait le naïf Duval à Merlin de Douai, a donné des ordres de retraite à Valence et des divergences d'opinion nous ont empêché de faire à l'ennemi tout le mal qui était en notre puissance[2]. » Miranda partageait l'erreur de Duval ; abusé par les discours de Dumouriez, il attribuait la lenteur des mouvements à la surprise des généraux qui passaient brusquement de la défensive à l'offensive et devaient prendre une nouvelle allure ; ce passage inopiné de l'état d'une armée triomphante à celui d'une armée fugitive, disait-il plus tard à Champagneux, avait produit une espèce de stupéfaction[3].

Mais la plupart des contemporains qui suivaient de près les opérations, ne furent pas la dupe de Dumouriez. Vainement le général essayait de donner le change à l'opinion en écrivant que les Prussiens faisaient leur retraite avec beaucoup de difficulté, mais avec beaucoup d'ordre; que le temps et les chemins étaient détestables; que les Français finiraient par se mettre aussi mal que l'ennemi, s'ils suivaient sa marche avec plus d'acharnement que de prudence. Vainement Carra tentait de dé-

[1] Beurnonville à Dumouriez, 5 octobre (Ternaux, IV, 556-558). Le même jour Dumouriez écrivait à Beurnonville : « Je suis content de vos dispositions. mais c'est à une condition, qui est que vous tirerez du canon aujourd'hui sur l'avant-garde de l'ennemi. Cela est absolument nécessaire. Passez sur le champ copie de ma lettre à Valence. Il ne faut pas qu'il puisse être dit que nous avons laissé passer des défilés très difficiles à une armée encombrée de malades sans lui avoir fait la moindre attaque. » (Arch. nat., F 7 4598.)

[2] Duval à Merlin, 3 octobre (arch. guerre).

[3] Témoignage de Champagneux, détenu à la Force avec Miranda (Mme Roland, *Mém.*, II, 346).

sarmer les journalistes de Paris et ses collaborateurs des *Annales patriotiques* en leur disant que l'armée française restait un moment dans l'inaction, mais que « c'était reculer pour mieux sauter ». Vainement il écrivait à Mercier qu'une armée ne se détruit pas si vite ; qu'il était impossible de nourrir près de cent mille hommes dans un pays dévasté ; qu'on manquait de chevaux de charrois ; que si les troupes de Dumouriez avaient passé par la trouée de Grandpré, elles auraient gagné la peste dans ce cimetière des alliés ; enfin que le général ruinerait plus promptement les ennemis « en se portant tout d'un coup dans le Brabant »[1].

Les lettres des commissaires et de Dumouriez lui-même avaient annoncé que les Prussiens étaient dans la plus grande détresse, que Beurnonville allait leur intercepter la communication de Grandpré et faisait à tout instant des captures, qu'il s'était emparé en deux jours de plus de quatre cents hommes, qu'il ne lâcherait pas les troupes de Brunswick avant de les exterminer, que le général en chef se joignait à son lieutenant pour achever l'affaire. On pouvait lire dans le *Moniteur* du 4 octobre que l'on « vexerait » l'arrière-garde prussienne, et dans le numéro du 6 que Dumouriez ne cessait de harceler l'ennemi, qu'il lui faisait un grand nombre de prisonniers, qu'il assurerait par ses combinaisons le succès d'une campagne que la journée de Valmy avait si glorieusement préparé. Carra mandait avec une imprudente emphase que cette guerre était une épopée semblable à l'Iliade ; que Dumouriez était un autre Agamemnon, Beurnonville, un autre Ajax et Duval, un autre Diomède ; que ces trois héros, accompagnés d'Ulysse-Sillery, allaient faire leurs adieux aux Prussiens à la trouée de Grandpré ; que toute l'armée s'ébranlait pour se trouver à ce grand bal d'opéra ; que les dispositions de Dumouriez-Agamemnon étaient admirables, mais qu'on ne pouvait en parler pour le moment. Même le 7 octobre, les commissaires affirmaient « la perte de presque toute l'armée prussienne » ;

[1] Dumouriez à Servan, 6 octobre ; cp. les *Annales patriotiques* de Carra et Mercier, lettres de Carra du 4 et du 16 octobre.

le 9, le *Patriote français* reproduisait une lettre de Beurnonville qui « était toujours à la poursuite des Prussiens et voulait leur enlever jusqu'a la semelle de leurs souliers » ; le 12, le même journal citait une dépêche de Kellermann : « Les ennemis fuient, et la rapidité de leurs mouvements ne peut être comparée qu'à notre célérité à les suivre, à les inquiéter sur tous les points à la fois ; *un grand traque* se fait en ce moment par toutes les armées combinées [1]. »

Il n'est donc pas étonnant qu'en voyant les Prussiens passer l'Aisne sans combat et s'acheminer librement à travers l'Argonne, on ait aussitôt soupçonné la vérité. « Un cri général, dit Fantin-Desodoards, s'élevait contre Dumouriez, accusé d'ineptie ou de trahison. » Lorsque le général, accompagné de Santerre, se présenta le 14 octobre au club des Jacobins et, comme sept mois auparavant, embrassa Robespierre, « il faut, s'écria Collot d'Herbois, te reprocher quelque excès de générosité, tu as reconduit le roi de Prusse à la manière française, à l'ancienne manière française, s'entend ; mais l'Autriche paiera double ». Un soldat, écrivait Camille Desmoulins, « un soldat qui a reçu mission de battre l'ennemi, a parlementé avec lui, lui a donné le temps de laisser partir son artillerie, de lever son camp et de se retirer, quand il pouvait l'écraser ! » et, quelques mois plus tard, « n'est-ce pas une chose inconcevable pour tout le monde et inouïe dans l'histoire que Dumouriez n'ait pu couper la retraite à cette armée réduite de près de moitié et embarrassée dans sa marche par ses malades ? » Nous demanderons, lisait-on dans les *Annales patriotiques* du 7 octobre, si « nos généraux ont fait ce qu'ils auraient pu faire ; s'il suffisait, l'ennemi étant aux abois, de le suivre et de prendre quelques traîneurs ; s'ils n'auraient pu cerner le despote barbare ;

[1] *Monit.* du 3 octobre (lettre des commissaires, du 30 septembre, et de Dumouriez, du 1er octobre) ; *Monit.* du 4 et du 6 octobre (lettre de Servan) ; *Monit.* du 8 octobre (lettre de Carra, du 2) ; *Monit.* et *Patriote français* du 9 octobre (lettre des commissaires, du 7, et lettre de Beurnonville, du 5) ; *Patriote français* du 12 octobre (lettre du 5, signée Kellermann), etc.

s'ils ont cru que le droit de la guerre ne leur permettait pas de faire un roi prisonnier et qu'il était de la magnanimité de la République de laisser les Prussiens retourner tranquillement chez eux... Nos généraux montrent pour l'adversaire les égards les plus humains et les plus généreux ; nous ne désespérons pas qu'on demande des passeports à la République pour l'armée prussienne ; on croirait qu'ils n'ont pas voulu la cerner pour se réserver le plaisir d'une autre campagne. » Prudhomme tenait le même langage dans les *Révolutions de Paris :* « Dumouriez, dit-il, prétendait que l'armée prussienne allait s'enfuir au grand galop. Les Prussiens ne paraissent pas beaucoup se presser ; ils s'en vont au tout petit pas, comme en se promenant. A quoi pensent donc l'Achille ou Agamemnon Dumouriez, l'Ajax Beurnonville ? Nous ont-ils trompés ci-devant ou nous trompent-ils à cette heure ? Les prisonniers qu'ils ont faits, où sont-ils ? Où vont-ils ? Combien sont-ils ? Depuis le temps que vous en prenez, ils doivent obstruer votre armée, l'affamer, la fatiguer, rien qu'à les garder. Tout cela n'est pas clair [1]. »

Tout cela est clair aujourd'hui. Dumouriez assure

[1] Fantin-Desodoards, *Hist. philosophique de la rév. fr.*, 6e édition, 1817, p. 1, 247 ; Journal des Jacobins, séance du 14 octobre, numéro du 16 (discours de Collot) ; Cam. Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, 34 ; *Annales patriotiques*, 7, 11 et 24 octobre ; *Révol. de Paris*, n° 170, 6-13 octobre, 113-114. Citons encore le mot de Marat : « Dumouriez s'entend avec les ministres et les royalistes qui s'agitent pour sauver leur patron » (*Journal de la République française*, 4 octobre, n° 10, p. 5) ; les paroles de Robespierre (*Monit.* du 6 avril 1793) : « Ce que je sais, c'est que Dumouriez conduisit poliment le roi de Prusse aux frontières ; ce que je sais, c'est que l'armée française était furieuse de voir échapper les ennemis, quand elle eût pu les écraser » ; celles de Haussmann (*Monit.* du 4 avril 1793) : « Dumouriez et Beurnonville ont laissé échapper les ennemis au mois d'octobre, lorsque quatre-vingts mille hommes attestent qu'ils pouvaient les anéantir » ; et surtout ce témoignage de Custine (*Plan pour la campagne de 1793*, arch. guerre) : « Sans doute le roi de Prusse a pu *donner l'espoir de se retirer dans ses États* à Dumouriez et à Kellermann, lorsque des maladies désolaient son armée, lorsque les chevaux de son artillerie et de sa cavalerie, exténués par le défaut de nourriture, par l'air salidé qu'ils avaient respiré, par la nature fangeuse du terrain dans lequel ils croupissaient, ne pouvaient plus porter leurs cavaliers et traîner leurs canons. C'est alors qu'il fallait les exterminer... »

dans ses Mémoires que la conduite de Kellermann fut inconcevable et que les Prussiens échappèrent, parce que son collègue suspendit la poursuite durant trente-six heures par son « mouvement très coupable » sur Suippes. Il prétend que les généraux de son avant-garde manquèrent d'audace et ne surent ni se concerter ni exécuter ses ordres avec vigueur. Il a menti. Il n'a pas voulu passer pour un négociateur malheureux; il n'a pas osé dire qu'il s'était laissé duper par les Prussiens dont il croyait acheter la neutralité ou l'alliance prochaine par son inaction. Ce fut lui qui suspendit la poursuite, qui dicta les marches et les contre-marches inutiles de Kellermann, qui tint ses lieutenants dans l'immobilité. Il mit successivement dans le secret Beurnonville, Valence, Kellermann, les commissaires de la Convention ; il fit briller à leurs yeux l'espoir certain de l'alliance prussienne : maître de l'armée, regardé par tous comme le seul homme de guerre qu'eut la France nouvelle, environné du prestige que lui donnait la retraite inattendue d'un adversaire naguère si redoutable, il convainquit aisément ses lieutenants et les trois conventionnels. Westermann, son agent autant que celui de Danton, exposa ses vues le 5 octobre au conseil exécutif. Les ministres approuvèrent Dumouriez[1]. Ils avaient cru que l'envahisseur s'avancerait jusqu'à Châlons et même aux portes de Paris, et voici que s'éloignait cette formidable armée! Après l'entrée si triomphante des Prussiens, leur retraite ne valait-elle pas une victoire? N'achevait-elle pas de donner à la France l'ascendant moral qu'elle avait gagné depuis Valmy ? Il ne fallait pas demander davantage. Pourquoi les pousser vivement et les serrer de près? Pourquoi leur rendre le courage

[1] En voici la meilleure preuve. Le *6 octobre*, le lendemain du jour où Westermann a conféré avec eux et leur a communiqué les desseins de Dumouriez, les ministres chargent le général » de diriger en chef l'expédition projetée dans les Pays-Bas autrichiens « afin de poursuivre jusque sur son territoire le *plus mortel ennemi* de la République » (arch. nat., Reg. des délib. du conseil exéc. prov., p. 153). On voit que le conseil partage absolument l'opinion de Dumouriez et de Westermann, qu'il faut laisser les Prussiens s'échapper et tourner tous ses efforts contre l'Autriche.

du désespoir? Le moindre revers eût été de conséquence, et, selon le mot de Servan, une défaite pouvait tout perdre[1]. L'essentiel, c'était la délivrance du sol national, c'était la prompte évacuation de la Lorraine et de la Champagne. « Il ne faut pas consentir à l'ouverture d'un congrès pour des négociations suivies, écrivait Lebrun à Dumouriez, qu'au préalable les troupes ennemies ne soient hors de notre territoire; mais, ajoutait-il, vous pourrez convenir de quelques bases préliminaires *pour faciliter leur sortie de France*[2]. » Le Conseil exécutif, disait Pache plus tard, avait pour premier objet d'éloigner le théâtre de la guerre du territoire français[3]. D'ailleurs, comme Dumouriez, les ministres s'imaginaient que le roi de Prusse se séparerait de son allié et retournerait à Berlin[4]. Il y eut alors, rapporte Mme Roland, « quelque espérance de le détacher de la ligue et quelques pourparlers à ce sujet[5] ». On devait donc ménager les Prussiens au lieu de les accabler. Il était facile de les vaincre, mais un désastre les rejetterait dans les bras de l'Autriche. On préféra sacrifier la gloriole d'une victoire aux avantages plus solides d'une alliance, de cette

[1] Dès le 18 septembre. Qu'on se rappelle Charles-Quint repassant le Var en 1536, et Montmorency forçant les Français qui brûlent de se jeter à sa poursuite, de rester dans leur camp d'Avignon.

[2] Lebrun à Dumouriez, 30 septembre ; Jomini dit aussi que « le gouvernement devait désirer vivement de voir évacuer les départements envahis et consolider la gloire nationale aux yeux de l'Europe ».

[3] Corresp. de Dumouriez avec Pache, 225 ; dépêche de Pache du 6 décembre ; cp. *Tableau histor.*, II, p. 129.

[4] Mots de Pache, même dépêche.

[5] Mme Roland, *Mém.*, I, p. 400 ; cp. p. 464 la lettre de Dumouriez à Roland, 5 octobre : « Je pense *comme vous* sur l'utilité qu'il y aurait à séparer les Prussiens ». La pensée de Roland est exprimée dans le numéro du 24 octobre de la *Sentinelle* (nº 65) : « Pourquoi, dit Louvet, souffrir la retraite des Prussiens ? pourquoi ne pas les exterminer ? Tant mieux qu'on ne l'ait pas fait. C'était prolonger la guerre, et n'est-ce donc rien ? Si vous avez vaincu sans bataille, quel peuple tentera désormais de vous forcer à combattre ?... pourquoi n'avons-nous pas pris le roi de Prusse ? Tant mieux qu'il ne le soit pas. Libre, mais fuyant devant vous, il reconnaît votre souveraineté spontanément. Laissez a des brigands couronnés tels qu'un Charles-Quint à se réjouir des fers qu'il avait donnés à François Ier. Faites fuir les rois, républicains, mais ne soyez pas si jaloux de les faire prisonniers ; ils vous mentiraient pour se délivrer ! »

alliance prussienne qui fut si longtemps à l'ordre du jour et dont la Convention, le Directoire, le Consulat, l'Empire même devaient incessamment poursuivre la chimère. Un succès militaire aurait compromis le succès politique qui semblait assuré.

Cette opinion du conseil exécutif était celle d'un grand nombre de journalistes et de conventionnels. La plupart se persuadaient que Frédéric-Guillaume ne tarderait pas à briser les liens qui l'unissaient à l'empereur. Dès le 2 octobre, on lisait dans une adresse de Charles Villette à ses concitoyens : « Je parie avec qui voudra que, sans livrer bataille, Frédéric-Guillaume et Brunswick nous laisseront sous peu de jours aux prises avec les Autrichiens et les émigrés [1]. » Le surlendemain, Louvet imprimait dans la *Sentinelle* que leurs défaites avaient donné de l'humeur aux alliés, que leur union s'altérait, que l'Autriche trouverait dans la Prusse un allié infidèle prêt à profiter de sa ruine [2]. Le roi de Prusse, dit Meillan dans ses Mémoires à la date des premiers jours d'octobre, était *à peu près détaché* [3]. « Il va rentrer à Berlin, écrivait Brissot dans le *Patriote français*, et il ne peut réparer cet échec qu'en rompant avec l'Autriche [4]. » Mailhe, chargé par la Convention de rédiger une adresse aux cantons helvétiques, assurait que l'alliance de la Prusse avec l'Autriche, la plus monstrueuse des alliances, était rompue [5]. « Il serait très bon, mandait Couthon à ses commettants, que le roi de Prusse tombât de concert avec la République et sur les émigrés et sur la maison d'Autriche, et qu'il cherchât de son côté à se dédommager par la prise de la Silésie autrichienne [6]. » Marat lui-même conseillait de *diplomatiser* ; « c'est un grand point gagné, disait-il dans

[1] *Chronique de Paris*, 2 octobre, p. 1102. Villette était député de l'Oise. Il avait épousé la nièce adoptive de Mme Denis, et c'est chez lui que mourut Voltaire. Lié avec les Girondins, Villette aurait partagé leur sort s'il n'était tombé malade. Il mourut le 9 juillet 1793.

[2] *Sentinelle* du 4 octobre.

[3] Meillan, *Mém.*, 8.

[4] *Patriote français* du 8 octobre.

[5] *Monit.* du 10 octobre, séance du 8, discours de Mailhe.

[6] Corresp. de Couthon, 199. 11 octobre.

son journal, que de rompre la ligue des despotes conjurés, de détacher Guillaume de François, de nous débarrasser promptement et pour toujours des Prussiens, de n'avoir plus qu'à réduire par le fer les Autrichiens devenus indignes de tout quartier[1] ».

Dumouriez eut-il raison? Faut-il croire, avec un contemporain, que s'il était avantageux de favoriser la retraite du roi de Prusse, il était plus utile encore de le faire prisonnier de guerre[2]? Évidemment l'armée alliée pouvait encore se frayer un chemin à travers les troupes qui l'auraient enveloppée. « On ne fauche pas une armée, dit spirituellement Dumouriez, comme on fauche un pré, et les jacobins, passés de la plus grande consternation à la plus grande insolence, croyaient qu'on prend une armée avec autant de facilité qu'ils assassinaient un aristocrate dans les rues de Paris[3]. » Mais il reconnaît lui-même qu'on a suivi très mollement la retraite des Prussiens et qu'ils ont repassé trop impunément le défilé de Grandpré. Il avoue donc sa faute, et tous les historiens militaires, l'auteur du *Tableau historique*, Jomini, Toulongeon, le général Berthaut l'ont blâmé d'avoir négocié lorsque le moment était venu de jouer de l'épée. Tous affirment que Dumouriez devait, au lieu de marcher à la conquête des Pays-Bas, se porter avec son armée et celle de Kellermann à la suite des alliés dont un petit nombre aurait échappé, appeler à lui les troupes de Custine, passer le Rhin et envahir l'Allemagne ; en même temps qu'il refoulait devant lui les débris des colonnes prussiennes, il coupait de la Meuse les Autrichiens de Saxe-Teschen, les rejetait vers la mer et s'emparait de la Belgique sans coup férir. Servan quittait alors le ministère ; il se tut, mais trois ans plus tard, lorsqu'il prit la plume pour critiquer les *Mémoires* du général. « Dumouriez, disait-il, a-t-il fait ce qu'il pouvait et ce qu'il devait, et ne pouvait-il pas, ne devait-il pas suivre les ennemis

[1] *Journal de la République française*, 15 octobre, p. 3.
[2] Fantin-Desodoards, I, 248.
[3] Dumouriez à Pache, 8 décembre, et *Mém.*, I, 330.

sans relâche et avec toutes ses forces, empêcher l'évacuation si paisible de Verdun et de Longwy, leur faire un plus grand nombre de prisonniers, prendre leurs bagages et les suivre le long de la Moselle, d'abord jusqu'à Trèves dont il aurait pu s'emparer, ainsi que de Coblenz ? » Lafayette porte le même jugement : « l'esprit d'intrigue de Dumouriez, son dessein d'opposer la Prusse à l'Autriche, son impatience d'attaquer les Pays-Bas l'avaient jeté dans une négociation embrouillée, tandis qu'en allant droit son chemin, il aurait obtenu un succès complet[1] ».

Quoi qu'il en soit, le 5 octobre, l'armée prussienne tout entière, bagages, artillerie, arrière-garde, avait franchi l'Argonne. Certain qu'elle avait le temps de gagner la Meuse en toute sûreté, Dumouriez quitta Vienne-la-Ville et revint à Sainte-Menehould. Le conseil général de la commune lui rendit visite et le remercia d'avoir délivré la ville d'un ennemi qui, pendant un mois, avait environné le territoire[2]. Il quitta le lendemain Sainte-Menehould et se rendit au château d'Autry[3]. Kellermann l'attendait et reçut ses dernières instructions. Il devait poursuivre les Prussiens et les Austro-Hessois. Dumouriez lui laissait le corps d'armée que commandait Dillon. Kellermann avait 28,000 hommes environ; il se contenterait de pousser lentement les alliés

[1] Voir Jomini et Toulongeon, et surtout le *Tableau histor.*, II, 133, et Berthaut, *Principes de stratégie*, 1881, p. 163; cp. Servan, *Notes sur les mém. de Dumouriez*, XV. 64, et Lafayette, *Mém.*, IV, 337; cp. encore Belliard, *Mém.*, I, 81 : « Il a manqué l'occasion de détruire l'armée combinée... Il eut certainement obtenu des avantages décisifs qui eussent amené la paix »; et Gobert (mém., arch. guerre) : « En nous emparant de Grandpré, nous pouvions réduire les Prussiens à des extrémités malheureuses »; et *Exposé de sa conduite*, 1793, p. 4 : « Si Dumouriez avait voulu, ainsi que plusieurs autres généraux, il ne serait pas sorti de France un seul homme de toute cette horde prussienne, autrichienne et hessoise qui avait inondé notre territoire. »

[2] Registre des délibérations du conseil de Sainte-Menehould, année 1792, p. 141.

[3] La veille il écrivait à Valence : « Nous règlerons tout décidément, et je vous expliquerai mon plan de campagne d'une manière si claire que lorsque je me séparerai de vous, l'esprit du Seigneur y restera toujours. » (Arch. nat., F[7] 4598).

hors du territoire; il obtiendrait, sans verser une goutte de sang, la reddition de Verdun et de Longwy; il ménagerait l'alliance entre Frédéric-Guillaume et la République. Kellermann entra dans les vues de son collègue; le 3 octobre, probablement à la suite d'un entretien avec Westermann, il avait compris le grand dessein de Dumouriez. Il écrivit aussitôt qu'on gagnerait la Prusse à peu de frais; déjà il remaniait la carte de l'Europe, donnait à Frédéric-Guillaume le reste de la Silésie, Dantzig et Thorn, écrasait l'empereur, envoyait dans la Baltique une flotte chargée de soutenir les Prussiens contre les Russes [1].

Tout étant convenu, Dumouriez dirigea son armée sur Vouziers. « Kellermann, disait-il, se charge d'achever de chasser les ennemis, ils ne rentreront plus en France. » Il prit le chemin de Paris pour régler avec le conseil exécutif les détails de la prochaine campagne ou, comme il la nommait, de la guerre belgique. Le 12 octobre, il présentait ses hommages à la Convention et annonçait, au milieu des applaudissements unanimes de l'Assemblée et des tribunes, qu'il marchait au secours de la Flandre et des malheureux Belges. Le 19 octobre, il arrivait à Cambrai, au bruit des salves d'artillerie, et entrait à l'hôtel de ville où un superbe trophée d'armes portait cette inscription : *La commune de Cambrai s'applaudit d'avoir vu naître Dumouriez le 26 janvier 1739.* Le 28, il envahissait la Belgique; le 6 novembre, il remportait la victoire de Jemmapes, et, huit jours après, entrait dans Bruxelles en triomphateur.

III. L'armée prussienne avait quitté le 30 septembre le camp de la Lune et passé la Bionne. Le lendemain, (1er octobre), elle traversait la Tourbe à Laval et à Wargemoulin, puis la Dormoise à Rouvroy, et campait au village de Fontaine. Le temps était doux et beau; mais on n'avançait, dit un officier, qu'avec des fatigues indescriptibles; « heureusement, l'ennemi n'envoyait derrière

[1] Kellermann à Servan, 3 octobre (arch. guerre); ce sont les propres termes de l'instruction de Lebrun.

nous que des patrouilles de cavalerie qui restaient toujours à grande distance[1]. »

Le 2 octobre, l'armée quitta Fontaine, passa l'Aisne entre Termes et Vaux-les-Mouron, et s'établit, à la tombée de la nuit, sur les hauteurs de Grandpré, entre cette ville et le bois de la Sarthe. Elle avait traversé l'Aisne sur deux ponts de bateaux. Gœthe, placé entre les deux ponts, en un endroit sablonneux et planté de saules, vit défiler successivement l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie. Les bataillons passaient muets et désespérés ; tous les visages étaient sombres ; les amis, qui se rencontraient, s'embrassaient en pleurant. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick, suivis de leur état-major, fermaient la marche ; tous deux s'arrêtèrent un instant à l'entrée du pont, comme s'ils hésitaient à faire le pas décisif et ne pouvaient se résoudre à quitter les plaines de Champagne[2].

Les défilés étaient franchis ; « l'ennemi, dit Massenbach, qui pouvait nous prévenir à Senuc et à Grandpré, nous laissait échapper ». On respira librement, on prit un peu de repos (3 oct.), on dirigea sur Verdun quelques malades. Mais un grand nombre de dysentériques restèrent soit dans les villages, soit dans le château de Grandpré qui n'était plus, selon l'expression de Gœthe, qu'un séjour de peste et de mort. « Les mots ne suffisent pas, dit le prince royal, pour décrire la douleur et la misère qui régnaient dans cet hôpital ; combien d'entre nous y ont trouvé leur tombeau ! » Déja des soldats affaiblis, hors d'état de marcher, tombaient sur la route pour ne plus se relever. Un officier prussien rapporte que les environs de Grandpré ressemblaient à un cimetière. Le commissaire des guerres, Petitjean, fut le premier qui pénétra dans la ville ; « je ne marchais pas sur la terre, écrivait-il, mais sur des cadavres très mal enterrés et nos chevaux refusaient de nous porter, tant était forte l'odeur infecte que nous respirions ; jamais on ne put voir un tableau plus effrayant[3]. »

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 286 (il donne tous les détails de la marche, p. 277-349) ; comp. les *Rémin.* du prince royal, p. 162.

[2] Gœthe, 132.

[3] Massenbach, I, 125-129 ; *Rémin.*, 163 ; Minutoli, *der Feldzug*,

Le gros de l'armée se remit en mouvement le 4 octobre et se dirigea de Termes sur Buzancy. De ce jour date la débâcle. On avait marché jusque là dans le plus grand ordre. Mais la pluie, la pluie furieuse et cruelle, comme la nomme Gœthe, tombait depuis la veille et ne devait plus cesser jusqu'à la fin du mois. Les chemins étaient entièrement défoncés, obstrués par les canons, par les bagages, par les ambulances. Il fallut, au sortir de Grandpré, faire halte pendant huit heures. Il fallut couper les arbres fruitiers et les jeter sur la route pour faciliter le passage de l'artillerie dans cette boue profonde et liquide. Il fallut, au pied de la moindre montée, atteler à chaque voiture qu'on poussait en avant, les chevaux des autres voitures. On n'arriva que vers dix heures du soir à Buzancy, et on laissait en arrière une foule de traînards, les uns à bout de forces, les autres égarés dans la nuit noire [1].

Vainement on s'écartait de la grande route et des chemins de traverse pour s'engager à travers champs. La terre grasse où sourdaient de nombreux petits ruisseaux, était plus tenace encore que le sol crayeux de la Champagne pouilleuse. Quatre petits chevaux traînaient avec une peine extrême la chaise de poste de Gœthe; pris d'impatience, le poète descendit, monta dans un fourgon de cuisine que tiraient six forts chevaux, et se mit à lire un dictionnaire de physique; mais le fourgon n'avançait qu'avec la plus grande difficulté, l'attelage était rendu; « je fus alors, écrit Gœthe, comme une parodie de Pharaon dans la mer Rouge, car je voyais autour de moi cavaliers et fantassins s'enfoncer pareillement dans la terre rougeâtre ». Enfin il aperçut au loin ses compagnons de Weimar qui gardaient son cheval; il les appela et enfourcha de nouveau sa monture; j'allai plus librement, dit-il, mais ni mieux, ni plus vite. Le soir, au bivouac, il fut sombre et silencieux. Il avait jusqu'alors supporté gaiement tant d'épreuves inattendues : c'était

293 ; Gœthe, 133 et 135 ; d'Ardenne, *Gesch. des Zieten. Husarenregiments*, 223 ; *Ma justification*, par Petitjean (arch. nat., W, 360, doss. 769, p. 33).

[1] *Rémin.*, 163 ; Laukhard, III, 189-191 ; Témoin oculaire, III, 190.

lui, le littérateur, qui ranimait le courage des hommes de guerre; il déridait ses amis par ses plaisanteries, par ses poésies satiriques, par de burlesques ordres du jour; il leur racontait la croisade de saint Louis en Égypte, et la défaite d'Attila dans les champs catalauniques; il leur disait en riant que, comme Joinville et le sénéchal de Soissons, ils feraient plus tard *ès chambre des dames* le récit de leurs aventures; il leur assurait qu'Aétius-Dumouriez laisserait, cette fois encore, échapper l'armée des Huns [1]. Mais le 4 octobre, son énergie fut brisée; l'inquiétude et la souffrance vainquirent sa volonté; quatre jours après il quittait l'armée.

Le 5 octobre fut, comme le 3, un jour de repos et de ralliement. L'armée campait entre Buzancy et Sivry. Heureux ceux qui purent, comme Gœthe et le prince royal, se loger dans une maison de paysan! Ils passèrent tout le jour au coin d'une cheminée, pendant que le vent et la pluie faisaient rage au dehors. « Un bon feu, dit Frédéric-Guillaume III, et un lit sur le plancher, que pouvais-je souhaiter de mieux? Je me sentais comme rajeuni. »

Mais le 6 octobre, il fallut se remettre en route, se rejeter, selon le mot du poète allemand, dans un monde de boue et d'horreur. L'armée se dirigeait en deux colonnes vers la rive gauche de la Meuse. Le 6, au soir, elle campait entre Aincreville et Doulcon, tout près de Dun, où s'était établi le quartier général; elle y retrouva, écrit le témoin oculaire, la saucisse de Quedlinbourg et les vivandiers. Le 7, elle passait la Meuse à Vilosnes. Le 8, elle marchait en longeant la rive droite du fleuve, sur Consenvoye [2].

[1] Gœthe, 133-135. Les Français faisaient aussi ce rapprochement. « Jamais, disait le *Patriote français* du 8 septembre, les plaines de Châlons n'auront tant vu de combattants, depuis le jour mémorable où Attila qui se disait le fléau de Dieu — c'était un roi — y fut entièrement défait par nos braves ancêtres. » — « Dumouriez, écrivait Cam. Desmoulins (*Hist. des Brissotins*, 34), avait annoncé que la Champagne serait le tombeau de l'armée du roi de Prusse, comme de celle d'Attila » — « Montrons encore une fois, mandait Servan au général, l'exemple d'une armée détruite dans les vastes plaines de la Champagne » (16 septembre, arch. guerre).

[2] Minutoli, *der Feldzug*, 304-309, et Témoin ocul., III, 194.

Brunswick avait réussi ; élevé, dit Porbeck, à l'école de Minerve et de Bellone, il avait sauvé son armée [1]. Il n'était plus qu'à deux lieues de Verdun ; il assurait sa retraite sur Longwy et ses communications avec Luxembourg. Mais au prix de quelles fatigues et de quels sacrifices !

L'armée n'avait cessé de patauger dans l'eau et la boue. On partait dès le matin, parfois même avant l'aube ; on marchait jusqu'à la nuit close, et chaque jour on faisait à peine huit à dix kilomètres ! Dès le 3 octobre, des soldats accablés de faiblesse, avaient jeté leur fusil, leur sac, leur giberne ; à quoi bon conserver une poudre humide et inutile? « Je l'avoue, rapporte Laukhard, je me suis débarrassé de mes munitions et je suis allé de Consenvoye à Montabaur sans autre arme qu'un fusil que je ne pouvais plus charger. » Un silence de mort régnait dans les marches ; on ne chantait plus, on ne causait plus, on n'ouvrait la bouche que pour jurer et blasphémer. Les rires n'éclataient que lorsqu'on voyait revenir, le visage bouffi et presque méconnaissable, les camarades qui bravaient les piqûres des abeilles, pour prendre un peu de miel dans les ruches. On allait devant soi, la tête baissée, sans compatir aux souffrances du voisin. Tous les soirs, un officier faisait, pour la forme, l'appel de la compagnie ; tous les soirs, il manquait des soldats, tantôt plus, tantôt moins. En d'autres circonstances, le capitaine ou le colonel se serait emporté; il aurait rendu le sous-officier responsable de l'absence de ses hommes ; il l'aurait menacé de le mettre aux fers ou de le faire casser ; il se bornait à dire : « Allons, bon, encore un qui est mort ou resté dans la boue ! » Parfois un soldat qu'on croyait perdu, rejoignait sa compagnie ; si ses camarades l'aimaient, ils ouvraient silencieusement les rangs pour lui faire place ; s'il leur déplaisait, « mon » Dieu, lui disaient-ils froidement, tu aurais dû ne pas » revenir ». Minutoli raconte que tous les trésors de la terre n'avaient plus de valeur à ses yeux ; « on n'était préoccupé que de sa propre vie ; on passait devant de belles voitures abandonnées ; et pas un de nous ne son-

[1] *Neue Bellona*, 1802, I, 161.

geait à s'emparer d'objets qui appartenaient désormais à tout le monde; mais pas un de nous n'aurait tendu la main à l'ami qui tombait sur le bord de la route[1]. »

Les endroits où l'armée prussienne avait campé offraient l'aspect d'un charnier; partout de sanglantes immondices, dont la vue soulevait le cœur; partout des mourants qu'on ne voulait pas emporter et des morts qu'on ne prenait pas la peine d'enterrer. On empilait les malades sur les voitures « comme les veaux dans les charrettes », et lorsqu'ils expiraient en chemin, on les poussait simplement par dessus le bord. On précipita dans les fossés des voitures chargées de soldats qui respiraient encore et qui crevèrent en pleine boue; oui, *crever*, dit un témoin, le mot n'est pas noble, mais il rend parfaitement le genre de mort de nos frères dans cette retraite fatale[2]. Les émigrés suivaient parfois la même route que l'hôpital ambulant des Prussiens. Leur inhumanité, rapporte Erasme de Contades, m'a révolté à un point que je ne puis exprimer; dès qu'ils jugent qu'un d'eux ne peut plus en revenir, ils le jettent dans le champ voisin; ils traitent un soldat trop malade comme un cheval trop blessé pour pouvoir rendre service[3]. « On ne faisait pas grande cérémonie pour leurs obsèques, écrit Achille de Neuilly dans ses *Souvenirs*, et nous avions une belle escorte de loups des Ardennes; dans les logements, c'était pis encore; on entassait ces malheureux dans les granges, les écuries, les cuisines, sans pourvoir à leurs besoins; et le matin, en sortant de nos chambres, nous étions obligés d'enjamber une douzaine de cadavres[4]. »

Au milieu de tant de souffrances, personne ne désertait. Les officiers assuraient que les Français ne tenaient jamais leurs promesses; que le décret de l'Assemblée qui donnait cent livres de pension aux transfuges, n'était qu'un mensonge; que la guerre serait bientôt ter-

[1] Minutoli, *Erinnerungen*, 139-141, Laukhard III, 191-194; Gœthe, 122.
[2] Laukhard. III, 197-199.
[3] Contades. 88 89.
[4] Neuilly, 52.

minée. Mais la discipline se relâchait. Si les nationaux demeuraient dans le rang, les étrangers s'éloignaient du gros de la troupe pour piller les maisons écartées. Déjà, au camp de la Lune, ils avaient commis toute sorte d'excès et s'étaient livrés à l'insubordination [1]. Ils incendièrent les villages, comme s'ils voulaient, dit un officier, se venger de leur misère sur les choses inanimées. Ils ne quittèrent Hans qu'après avoir dévasté le château, brûlé les meubles et emporté les portraits [2]. Ils violèrent les sauvegardes qu'avait données le généralissime. Gœthe vit des hussards enlever, à Sivry-les-Buzancy, le métier d'un tisserand, et, lorsqu'il racontait en 1797, dans son plus beau poème, l'attaque des maraudeurs contre la ferme où s'est réfugiée Dorothée, il pensait aux pillards de 1792 : « Le fugitif, dit-il, ne connaît aucune loi, et le désespoir l'excite au crime ; plus rien de sacré pour lui ; il voit partout la mort, il jouit cruellement des dernières minutes de sa vie, il aime le sang, il aime la douleur et les gémissements d'autrui ! [3] »

Les *oiseaux de proie* les plus redoutables étaient les vivandières et les filles de joie. La loi militaire les soumettait à la surveillance du prévôt de chaque régiment, mais les prévôts étaient méprisés de toute l'armée ; personne ne buvait avec eux ; ils n'osaient entrer dans les cantines et les auberges où s'attablaient les soldats. C'étaient de vieux invalides, mal payés, qui faisaient seuls leur difficile besogne ; ils n'avaient pas, comme en Autriche, un licteur chargé de tenir leur baguette et de mettre les coupables en prison. Ils tentèrent vainement

[1] Peltier, 55 : « pillage que rien ne pouvait contenir » ; Lombard, *Lettres*, 316.

[2] Un portrait de Louis XIV, donné par le roi lui-même, qui séjourna au château de Hans en 1653, et un portrait de Henri de Dampierre, qui fut général en chef de la cavalerie impériale et mourut le 9 octobre 1620 au siège de Presbourg. Un acte de la municipalité de Hans, du 27 novembre 1792, évalue les dommages à 33,491 fr. 31 c. Cp. Boulard, *Notice biogr. sur le général de Dampierre*, 1858, p. 19 et 58, et le Témoin ocul., II, 119.

[3] *Rémin.*, 163 ; Ditfurth, *die Hessen*, 130 ; Témoin ocul., II, 119, et III, 192 ; Gaudy, 26 : « Unordnungen und Plünderungen » ; Gœthe, *Camp. de France*, 140 ; *Hermann et Dorothée*, VI, v. 55-65.

d'arrêter les pillages des vivandières; ces furies, écrit un officier, les insultèrent et menacèrent de leur arracher les yeux. On les laissa faire. Toutes celles que Gœthe rencontra étaient chargées de gros paquets : celle-ci prenait les robes de soie et les portait sur elle en forme de châle ou de mantelet ; celle-là aurait enlevé, près de Grandpré, à une enfant de douze ans, son tablier et son corset, sans un officier de Thadden qui la roua de coups; une autre, aussi résolue qu'un vieux soldat, entrait avec une jeune femme qui venait d'accoucher, dans une maison de Sivry, et, sans savoir un mot de français, par des gestes brusques et une mimique impérieuse, obtenait de ses hôtes du linge et de la bouillie pour le nouveau-né et un breuvage réchauffant pour la mère; il fallait la voir, dit Gœthe, se carrer sur son escabeau, personne ne s'entendait mieux qu'elle aux réquisitions. Un soir, le poète entendit une de ces vivandières se plaindre gravement de la conduite des opérations et comparer le duc de Brunswick au grand Frédéric; sous le vieux Fritz, s'écriait-elle, la guerre donnait de plus gros profits et on ne vous menait pas dans un pays où la cantinière ne peut faire son métier [1] !

IV. Pendant que l'armée prussienne quittait le camp de la Lune et se retirait sur la Meuse, les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg et les Hessois du landgrave, postés à Varennes et à Clermont, regagnaient Verdun en toute hâte. Dillon les suivait. Il tenta, de son propre chef et à la Dumouriez, de négocier la retraite des Hessois. Il n'avait encore que très peu de monde ; il croyait Guillaume IX brouillé avec Hohenlohe-Kirchberg; si les Hessois abandonnaient leurs alliés, la partie devenait

[1] Témoin ocul., I, 105 ; Laukhard, III, 114-117 ; Gœthe, 122, 125-126, 141-143 ; c'est à ces vivandières de 1792 que pensait le grand poète lorsqu'il représentait dans le second *Faust* une cantinière qui s'attache aux pas des compagnons de Méphisto en disant :

Die Frau ist grimmig, wenn sie greift
Ist ohne Schonung, wenn sie raubt.

égale, et Dillon se croyait assez fort pour battre les Autrichiens à la vue même du landgrave.

Il écrivit à Guillaume IX une lettre que lui porta l'adjudant général Gobert. Il offrait au landgrave, disait-il, quelques réflexions dictées par l'humanité et la raison. Une nation n'avait-elle pas le droit de se donner la forme de gouvernement qui lui plaisait? Le landgrave était prince et soldat; prince, il sacrifiait ses sujets à une cause qui lui était étrangère; soldat, il devait reconnaître le péril de sa situation. Dillon l'engageait à reprendre le lendemain matin le chemin de la Hesse et à vider le territoire français. « Je procurerai à Son Altesse les moyens de passer en sûreté près des armées françaises qui se sont rendues maîtresses de plusieurs points par où elle doit passer; cette proposition est franche ; je demande une réponse catégorique et formelle. » La réponse de Guillaume IX, écrite par son secrétaire, fut méprisante : « Considérant les événements actuels en France sous un point de vue très différent de celui du peuple égaré, Son Altesse sérénissime m'a témoigné que votre lettre est d'une nature à n'y pouvoir faire réponse[1]. »

Il ne restait plus qu'à tenter le sort des armes. Dillon avait reçu des renforts de Dumouriez ; son armée comptait vingt bataillons et neuf escadrons[2] et fut bientôt rejointe par l'avant-garde de l'armée du Centre aux ordres de La Barolière. Il occupa le 2 octobre Clermont-en-Argonne, le 4 Dombasle, le 5 Sivry-la-Perche. Peu à peu les avant-postes hessois se repliaient sur Verdun; ils évacuaient le 8 octobre, sous le feu de l'artillerie de Galbaud, une redoute élevée en avant de Thierville par le bataillon d'Eschwege; ils ne tenaient plus qu'une partie du Bois-Brûlé.

[1] Dillon, *Compte rendu*, 53 et 89-90; *Monit.* du 12 octobre ; Ditfurth, *die Hessen*, 106-107. Dillon avait renvoyé au landgrave un prisonnier, le lieutenant Lindau, comme Dumouriez avait renvoyé Lombard au roi de Prusse. Sa lettre, que Billaud-Varennes qualifia de « lâche et perfide proposition », devait amener sa destitution, puis sa mort.

[2] Arch. nat., AA, 61, pap. de Galbaud, p. 111, ordre de bataille de l'armée au camp de Dombasle ; Mérat, *Verdun en 1792*, 138-140.

Mais Brunswick avait prévu le péril des Austro-Hessois. Dès le 1er octobre il envoyait le général d'Eben avec cinq escadrons et deux bataillons de fusiliers au secours de ses alliés. Quatre jours plus tard, Kalkreuth partait du camp de Buzancy avec dix escadrons et six bataillons et venait, après une marche forcée, s'établir sur la côte Saint-Michel. Enfin, Brunswick lui-même quittait Consenvoye dans la soirée du 7 octobre et arrivait le lendemain à Verdun.

Lorsque le duc avait atteint les bords de la Meuse, il pensait encore à mettre le siège devant Montmédy, Sedan et Mézières. Le vicomte de Caraman raconte que le roi s'efforçait de ranimer ses espérances en lui faisant entrevoir de nouveaux efforts. Le prince royal assure qu'on songeait sérieusement à tenir derrière la Meuse. Tout le monde, dit Gœthe, croyait que les alliés avaient le dessein de conserver Verdun et Longwy, de conquérir encore quelques forteresses, de préparer de sûrs quartiers d'hiver. Peut-être réussirons-nous, écrivait Lombard le 8 octobre, « à prendre quelques places et à garder un pied en France, soit pour obtenir pendant la mauvaise saison de meilleures conditions de paix, soit pour entreprendre avec avantage une seconde campagne ». Clerfayt aurait assiégé Sedan ; le landgrave de Hesse aurait investi Thionville et Metz ; les Prussiens, dont les renforts auraient eu le temps d'arriver, seraient restés à Verdun pour contenir l'armée française et prêter main-forte à leurs alliés. Hohenlohe-Kirchberg était d'accord avec Brunswick ; il ne fallait pas, mandait-il au généralissime, rendre ce qu'on avait pris et « décourager le soldat » ; on devait diriger les opérations sur Sedan et Metz, poursuivre le siège de Lille, partager sur trois points l'attention de l'ennemi, et l'empereur François « comptait infailliblement » sur la prise de quelques forteresses [1].

Les nouvelles désastreuses qui se succédaient avec rapidité rompirent le plan de Brunswick. Le landgrave

[1] Caraman, *Mém.*, 21 ; *Rémin.*, 162 ; Gœthe, 158 (10 octobre) ; Lombard, *Lettres*, 318 ; Nassau-Siegen, 365 ; Strantz, 104 ; Vivenot, *Quellen*, II, 192-194 et 267 (lettre de l'empereur, 13 octobre).

de Hesse apprit, dans la matinée du 8 octobre, que Custine était maître de Spire et menaçait Mayence. Il prit à peine le temps de confier au lieutenant-général de Biesenrodt le commandement de sa petite armée. Il partit aussitôt, suivi d'un escadron de hussards, et courut au galop vers Cassel. Au sortir de Verdun, entre Bellevue et Grand-Bras, il rencontra le duc de Brunswick; il lui déclara qu'il devait penser avant tout à la défense de ses propres États et que les Hessois n'étaient plus à la disposition des alliés. Il fit si grande diligence qu'il arriva le 17 octobre dans sa capitale [1].

Le roi de Prusse éclata de rire lorsque le major Rüchel vint au camp de Consenvoye lui annoncer le départ précipité du landgrave. Mais, au même instant, les Autrichiens l'abandonnaient. Le duc de Saxe-Teschen, gouverneur des Pays-Bas impériaux, ordonnait à ses généraux de quitter l'armée prussienne; Clerfayt devait assiéger Lille que le duc avait investi depuis le 25 septembre avec trop peu de monde, et hâter par son artillerie la reddition de la place; Hohenlohe-Kirchberg resterait dans le Luxembourg et couvrirait les mouvements de Clerfayt [2].

Que faire? Si les Hessois regagnaient l'Allemagne, si les Autrichiens rentraient en Belgique et dans le Luxembourg, les Prussiens resteraient-ils en France? Mais Brunswick n'avait plus guère que 30,000 hommes, dont les deux tiers étaient malades. Garderait-il Verdun et Longwy? Mais ces deux places étaient trop faibles pour se défendre longtemps et les garnisons qu'il y laisserait, seraient inutilement sacrifiées. D'ailleurs il fallait arrêter les progrès de Custine qui se porterait évidemment de Spire sur Mayence et de Mayence sur Coblenz.

Brunswick résolut de rendre aux Français Verdun et Longwy, sous la condition expresse que son armée ne serait pas inquiétée dans sa retraite. C'est dans ce des-

[1] Le landgrave partit par Longwy, Luxembourg, Liège et Coblenz. Ditfurth, *die Hessen*, 112; Renouard, 297.

[2] *Rémin.*, 165; Sybel, I, 592 (lettre de Brunswick à Tauenzien, du 8 octobre). Saxe-Teschen commandait *privatim*, selon l'expression du temps, et ne dépendait pas de Brunswick.

sein qu'il arrivait le 8 octobre à Verdun. Mais, pour donner le temps aux Austro-Hessois de passer la Meuse avec leur artillerie et leurs bagages, il traîna la négociation en longueur et demanda deux entrevues successives aux généraux français. Il ne rendit Verdun que le 13 octobre, lorsque ses alliés étaient déjà sur la route d'Étain.

La première entrevue eut lieu le 8, entre La Barolière[1], Galbaud, Kalkreuth et le capitaine hessois Wiederhold. Les troupes du landgrave venaient d'abandonner la redoute de Thierville. Kalkreuth demanda que les vedettes des deux partis cessassent désormais de tirailler, selon les anciens usages de la guerre. La Barolière répliqua que la demande de Kalkreuth prouvait la supériorité des tirailleurs français et qu'il consentait volontiers à suspendre le feu, mais qu'en revanche les Hessois céderaient la portion du Bois-Brûlé qu'ils occupaient encore. « La victoire, disait La Barolière, n'est souvent due qu'à une suite continue de petits avantages, et les succès journaliers de nos troupes légères prouvent l'enthousiasme de l'armée française. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick doivent comprendre maintenant l'inutilité de leurs efforts. S'ils ont profité, dans les commencements de la campagne, de la trahison du pouvoir, ils voient sans doute aujourd'hui que la nation est unie sous le même drapeau et par conséquent invincible. » Galbaud prit la parole à son tour. « Quel mal avons-nous fait à la Prusse ? La politique de Frédéric-Guillaume est fausse ; il se laisse abuser par une puissance ambitieuse. La France, elle aussi, a été l'alliée de l'Autriche ; mais c'était la France de Louis XV,

[1] On se rappelle que La Barolière avait commandé une des avant-gardes de l'armée du Centre (cp. *Valmy*, p. 165). Il avait été élevé dans la maison d'éducation du roi de Pologne, à Lunéville, et était devenu lieutenant-colonel des chasseurs à cheval de Lorraine avant la Révolution. C'était un ardent patriote : « Je commandais à Versailles, dit-il lui-même (arch. guerre, lettre au ministre, 12 novembre 1792), et j'étais noté pour n'avoir pas voulu tremper dans les complots d'une cour perfide près de laquelle j'étais. » On le retrouve plus tard en Vendée ; battu à Vihiers, puis destitué, il fut nommé, en 1796, commandant de la division de Rennes.

et non celle de la République. La cour de Versailles, plus perfide encore que celle de Vienne, a sacrifié les intérêts du peuple. Mais les temps sont changés; les Français font eux-mêmes leurs affaires, et le duc de Brunswick a la folle présomption — passez-moi le mot, ajoutait Galbaud, — de vouloir leur dicter des lois! Notre force consiste dans l'opinion qui est unanime; nous sommes tous résolus à nous ensevelir sous les débris fumants du territoire plutôt que de renoncer à la souveraineté. » Galbaud conclut en exigeant, comme La Barolière, que le Bois-Brûlé fût cédé tout entier aux Français Kalkreuth répondit qu'il allait trouver le duc de Brunswick, et, s'il était possible, le ramener avec lui.

Pendant l'absence de Kalkreuth, le capitaine hessois s'entretint avec les deux généraux ; mais, dit Galbaud, « il parlait du landgrave comme de son *maître* et son langage était si peu digne d'un être libre qu'on n'a pas cru devoir retenir sa conversation ».

Au bout de quelques instants, Kalkreuth revint avec le duc de Brunswick et une suite nombreuse. « Comment vous nommez-vous? » dit le duc aux généraux français. — « La Barolière et Galbaud. » — Brunswick se tourna vers Galbaud : « C'est vous qui avez placé les canons ; ils nous ont fait bien du mal; comment vous est-il venu à l'idée de les établir si près de notre redoute? — Il est vrai, répliqua Galbaud, nous étions bien près de vous, mais nos soldats ne connaissent aucun danger quand ils travaillent pour la patrie. » La conversation s'engagea sur la situation de la France. « J'aime votre nation, dit Brunswick, et je l'ai prouvé plus d'une fois. Je ne lui dispute nullement le droit de régler son gouvernement. Mais a-t-elle choisi la forme qui convient le mieux à son caractère? Voilà ce dont on doute généralement en Europe, et certes, quand je suis venu en France, je n'avais d'autre but que de rétablir l'ordre. J'insiste pour que la nation, connaissant mieux ses intérêts. revienne à des principes plus modérés. » — « Est-ce l'auteur du manifeste qui parle, répartit vivement La Barolière; en ce cas, je ne puis lui répondre qu'à coups de canon. Est-ce l'ami de l'humanité? Je lui dirai que la meilleure preuve qu'il puisse nous donner

de ses heureuses dispositions à notre égard, est d'évacuer le territoire français avant qu'il n'y soit contraint par nos armées qui se grossissent journellement. Nous savons que les Prussiens sont accablés de maladies, qu'ils perdent chaque jour des hommes et des chevaux. En cet état de choses, ils ne peuvent résister longtemps, et leur intérêt même veut qu'ils épargnent une effusion de sang inutile. Si vous voulez traiter pour la reddition de Verdun, je ne doute pas que la nation accorde aux Prussiens toutes les facilités qui peuvent se concilier avec ses intérêts et la juste vengeance qu'elle doit tirer de la violation de son territoire » — « La France est une nation bien étonnante, s'écria Brunswick, à peine s'est-elle déclarée République qu'elle prend le langage des républicains ! » Il ajouta qu'il ne pouvait en dire davantage ; mais il pria les généraux d'accorder une suspension d'hostilités entre les vedettes pendant vingt-quatre heures ; Kalkreuth reviendrait le lendemain avec les instructions du roi. « Je suis charmé, dit le duc à La Barolière, d'avoir fait votre connaissance. Quant à vous, général Galbaud, j'ai vu avec plaisir un ancien officier d'artillerie ; vous m'avez montré par votre batterie un échantillon des talents de l'ancien corps royal. Continuez l'un et l'autre à bien servir votre patrie et croyez que, malgré la teneur du manifeste, on ne peut s'empêcher d'estimer ceux qui travaillent avec loyauté à assurer l'indépendance de leur pays. » Brunswick s'éloigna. Kalkreuth reconduisit les généraux : « Permettez, messieurs, dit-il courtoisement, qu'en vous demandant votre amitié, je vous accompagne quelques pas. » A ce moment les tirailleurs français qui venaient de fraterniser, le verre en main, avec les tirailleurs ennemis, crièrent *Vive la nation !* Kalkreuth, surpris, demanda s'il n'avait rien à craindre. « La loyauté française, lui répondit Galbaud, vous est un sûr garant de votre sûreté [1]. »

Deux jours s'écoulèrent. Kalkreuth ne parut pas ; il

[1] Arch. guerre, rapport de Galbaud sur la conférence ; Dillon, *Compte rendu*, p. 92-100 ; *Monit.* des 20 et 26 novembre ; *Révol. de Paris*, n° 174, p. 319-323 ; Vivenot, *Quellen*, II, 262-264.

préparait avec Brunswick la retraite des Prussiens et de leurs alliés. Mais Kellermann, suivi des commissaires de la Convention, venait d'arriver à Dombasle et concentrait son armée autour de Verdun. Le 11 octobre au matin, il apprit que l'adversaire avait évacué pendant la nuit les villages de Regret et de Glorieux. Aussitôt ses troupes s'ébranlèrent. Dillon les précédait. Déjà Galbaud disposait ses batteries sur la hauteur de Saint-Barthélemy, à neuf cents mètres de la citadelle, et les tirailleurs français, se glissant derrière les arbres, faisaient feu sur les sentinelles prussiennes. A gauche de la porte de France, sur le bastion de la citadelle, Brunswick et Kalkreuth s'entretenaient avec le gouverneur de la ville, Courbière, qui ne cachait pas son inquiétude [1].

Bientôt parut un parlementaire : c'était l'aide de camp de Dillon, le lieutenant-colonel Schenetz, qui venait sommer le commandant de Verdun de rendre la place. Il avait ordre de ne pas remettre la sommation, si la garnison se composait d'Autrichiens. Dillon assurait que si les Prussiens évacuaient Verdun dans la journée, il n'inquièterait pas leur retraite et protégerait le transport de leurs malades.

C'était aller au devant des désirs de Brunswick. Mais le duc ne voulait pas quitter Verdun immédiatement. Il avait besoin de quelques jours encore pour acheminer lentement vers la frontière l'armée des coalisés. Il chargea Kalkreuth de calmer l'impatience française et de gagner du temps par de beaux discours.

Kalkreuth demanda, comme trois jours auparavant, une entrevue. Elle eut lieu au village de Glorieux. Dillon et Galbaud représentaient l'armée française. Kalkreuth prodigua les paroles dorées ; il ne parla pas de la République, mais il assura les deux généraux de sa grande estime pour les Français ; il affirma qu'il serait trop heureux de ménager un accommodement utile aux deux nations ; il déclara même que le roi de Prusse écouterait volontiers des propositions honorables. Dillon donna dans le panneau ; il se hâta d'affirmer à son tour que la France avait toujours estimé les Prussiens et

[1] *Rémin. du prince royal.*

blâmé le *monstrueux* traité de 1756. « Passons l'éponge, disait-il, sur ces trahisons politiques. Les deux peuples ne devraient-ils pas se réunir contre l'ennemi commun? Le véritable intérêt du roi de Prusse n'est-il pas de s'allier à nous pour humilier cette orgueilleuse maison d'Autriche qui convoite la Silésie et ne voit qu'à regret la maison de Brandebourg jouer un des premiers rôles en Europe ? » Kalkreuth répondit qu'il jugeait la guerre présente aussi impolitique de la part de son roi que celle de 1756, de la part de Louis XV ; mais qu'on avait redouté la propagande révolutionnaire. D'ailleurs, ajoutait-il, pour prouver son désir de s'arranger avec la France, le roi de Prusse rendra Verdun ; il rendrait même la place de Longwy, si ses troupes l'occupaient. — « Mais, insinua Dillon, pourquoi le roi ne cesserait-il pas de protéger et de couvrir la retraite de ses alliés? Ne pouvait-il séparer entièrement son armée de celle des Autrichiens ? » — « Vous savez, repartit Kalkreuth, que lorsque des voyageurs se sont promis de faire une route ensemble, l'honneur veut qu'ils l'achèvent conjointement ; mais ce n'est pas une raison pour qu'ils recommencent une nouvelle route. Je pars rempli d'estime pour la nation française et pour vous. Je rapporterai au roi notre conversation et je ne doute pas du succès de mes démarches. » Dillon fit ses adieux au général prussien. « J'espère, dit-il, que la campagne prochaine ne s'ouvrira pas sans que la France et la Prusse ne soient réunies et que vous nous aiderez à affranchir les Pays-Bas ; rappelez bien au roi qu'il ne saurait y avoir de plus belle alliance que celle d'un peuple libre. » — « Reposez-vous sur moi, répondit Kalkreuth ; croyez que personne n'apprécie mieux que moi les avantages immenses d'une telle alliance. Puissé-je aller moi-même à Paris la négocier ! Je suis sûr de la loyauté française et les affaires ne seraient pas longues à terminer [1]. »

La capitulation fut signée le lendemain (12 oct.). Les troupes prussiennes durent évacuer Verdun le 14 octobre avant midi ; les approvisionnements de la place seraient

[1] Arch. guerre, rapport de Dillon et de Galbaud, 11 octobre ; Dillon, *Compte rendu*, pièce XIX, p. 101-106.

remis à l'armée française ; les malades resteraient dans les hôpitaux jusqu'à leur entière guérison et ne pourraient être faits prisonniers de guerre.

Le 13 octobre, à dix heures du matin, Kellermann, suivi de deux compagnies de grenadiers et de vingt-cinq cavaliers, transporta son quartier général à la citadelle de Verdun. La porte de Secours était encore gardée par une compagnie prussienne. Kalkreuth s'entretint avec Kellermann et les commissaires de la Convention. « Sans entrer dans une conférence politique, écrivaient les représentants, il nous a été facile de remarquer que le roi de Prusse regrettait son expédition[1]. »

L'armée française entra le 14 octobre à Verdun. Les rues encore dépavées, pleines de boue et de flaques d'eau, ressemblaient à de petits marais. Kellermann alla s'établir sur les hauteurs de Haudainville, entre ce village et la route d'Etain. Dillon voulut camper sur le mont Saint-Michel ; mais le terrain, occupé depuis une semaine par les Prussiens de Kalkreuth, était couvert de cadavres et d'immondices de toute sorte; il dut pousser jusqu'à Fleury[2]. La réserve, que commandait Valence, prit possession de la ville et planta sur l'esplanade de la citadelle un nouvel arbre de la liberté, autour duquel les soldats dansèrent la carmagnole. Galbaud fut nommé commandant de la place.

Deux jours auparavant, le prince royal de Prusse avait pris congé de la famille Morland. « Je ne pus, écrit-il dans son journal, m'empêcher de passer encore une fois devant la maison où demeuraient Mme Morland et ses jolies filles. Vite je descends de cheval, je ne fais qu'un saut dans la maison, et j'entre dans la chambre à droite; elles étaient là auprès du feu de la cheminée. Je dis quelques mots de politesse à la mère et à l'aînée des filles ; j'embrassai sur les lèvres la cadette qui me rendit de bon cœur un doux baiser, et l'âme un

[1] *Monit.* du 17 octobre.

[2] C'est là qu'il fut relevé de son commandement et reçut l'ordre de se rendre à Paris (*Compte rendu*, 67). Le 13 octobre, sur la proposition de Lebrun, ministre de la guerre par intérim, le conseil exécutif avait ordonné que Dillon « viendrait rendre compte de sa conduite ».

peu triste, je m'en allai, me remis en selle, et *adieu, Verdun*[1] ! »

V. Pendant les négociations que Brunswick et Kalkreuth nouaient sous les murs de Verdun et prolongeaient adroitement durant six jours, l'armée prussienne avait quitté le camp de Consenvoye et marché par Louvemont sur Azannes. Elle y fut rejointe par le corps que commandait Kalkreuth. Elle devait de là marcher, à travers la forêt de Mangiennes, sur Pillon, Martin-Fontaine et Longuyon. Les Hessois et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg la précédaient ; ils se retiraient par Étain et Spincourt, mais reprenaient à Martin-Fontaine le chemin de Longuyon que suivaient les Prussiens. Les alliés formaient ainsi jusqu'à Martin-Fontaine deux grosses colonnes ; au sortir de ce village ils s'engageaient tous en une seule file immense sur la route de Longuyon et de Longwy.

On ne pouvait s'imaginer une situation plus périlleuse, et cet endroit de la route semblait garder, comme pour le bouquet, tous les genres d'obstacles et de dangers. Les coalisés étaient enveloppés de tous côtés et hors d'état de se défendre ; tout au moins si Kellermann les avait poussés vigoureusement, ils auraient abandonné leurs bagages et leur canon, et sacrifié leur arrière-garde.

Les Prussiens résolurent de rendre Longwy à Kellermann, pourvu qu'il les laissât se retirer tranquillement dans le Luxembourg. Brunswick voulait un instant conserver cette forteresse qui donnait un pied en France ; on ne la rendra, écrivait Lucchesini, que si une nécessité impérieuse nous y porte[2]. Mais les raisons qui décidaient l'abandon de Verdun, décidaient aussi l'abandon de Longwy. Cette place n'était pas assez forte pour supporter un long siège ; le bataillon autrichien qui la gardait avait ordre de se retirer, et l'on ne pouvait y mettre une garnison prussienne, car il fallait à tout prix

[1] *Rémin.*, 166-167 ; voir sur ses relations avec les dames Morland *Valmy*, 78-79.
[2] Häusser, I 393.

se rapprocher du Rhin et des frontières de Prusse, prendre de bons quartiers d'hiver et préparer à loisir une seconde campagne [1].

Kalkreuth intervint de nouveau. Il était devenu le négociateur et, ainsi qu'il s'exprimait lui-même, le messager de l'armée. Il eut le 14 octobre une entrevue avec Kellermann et Dillon au village d'Azannes. Il promettait de rendre Longwy, si les Français s'engageaient à ne plus troubler la retraite des Prussiens et de leurs alliés. Il laissait entendre que le roi saurait reconnaître ce grand service ; on n'était pas éloigné, disait-il, de reconnaître la République, et cette guerre, qu'il avait toujours désapprouvée, éclairerait certainement la Prusse sur ses véritables intérêts.

Kellermann, heureux d'avoir Longwy « d'un coup de plume », consentit à suivre l'armée prussienne, selon le mot de Dillon, *pour la forme seulement.* Les commissaires de la Convention l'approuvèrent. Ils écrivaient officiellement au président de l'assemblée qu'ils avaient refusé de comprendre les Austro-Hessois dans la capitulation de Verdun et que les Français, débouchant de toutes parts, faisaient reculer l'adversaire à coups de canon. Mais eux aussi, comme Valence et Kellermann, n'écoutaient que leurs désirs et s'imaginaient que le roi de Prusse, une fois sorti de France, se joindrait à la République pour accabler l'Autriche. « On n'a pas l'idée, écrivait Carra aux *Annales patriotiques*, de la division qui règne entre les alliés. C'est d'après cette division marquée que la politique de la République doit se régler pour venger les outrages qu'elle n'a cessé de recevoir de la maison d'Autriche. Jamais plus belle occasion ne s'est présentée à cet égard. Dumouriez et Kellermann sont dans les mêmes principes et la nation connaîtra bientôt les obligations qu'elle a à ces deux généraux [2]. » Le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* exprimait la même opinion ; il informait ses lecteurs que l'alliance austro-prussienne ne « tenait qu'à un fil » ; la campagne,

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 342-343. On ignorait encore la prise de Mayence.
[2] *Annales patriotiques* du 17 octobre.

ajoutait-il, était peut-être moins brillante pour les généraux, mais elle était plus avantageuse pour la nation ; le grand but des vrais ennemis de la tyrannie n'était-il pas de conspirer la ruine de la maison d'Autriche[1] ?

Commissaires de la Convention et généraux accordèrent donc aux Prussiens tout ce qu'ils voulurent. Le roi, disait Kellermann, désire une suspension d'armes, il l'aura ; il veut qu'on n'inquiète pas ses alliés pendant la retraite; on se contentera de les suivre de loin. « Notre arrière-garde peut être tranquille, mandait Kalkreuth à Brunswick ; traînards, soldats du train, bêtes de somme marcheront aussi paisiblement que sous la dernière allée de leur garnison; les généraux français eux-mêmes admirent notre retraite et me disent en riant que j'ai su mettre en sûreté les Autrichiens qu'ils voulaient attaquer[2]. »

Cependant, les Français ne purent s'empêcher de tirer quelques coups de canon contre l'arrière-garde de Hohenlohe-Kirchberg. Mais Kalkreuth courut au camp français et déclara qu'on violait la capitulation de Verdun ; on s'excusa, et Hohenlohe-Kirchberg reprit sa marche sans obstacle[3].

[1] *Courrier des quatre-vingt-trois départements* des 18 et 22 octobre, p. 421 et 482. Voir également une lettre curieuse de Custine à la Convention du 16 octobre (*Monit.* du 21). Il annonce que 19,000 Russes vont entrer en Allemagne et qu'ils seront nécessairement suivis d'une armée nombreuse qui doit conquérir la Silésie et la rendre à l'Autriche. « Tels sont les desseins de la romanesque souveraine du Nord. Depuis longtemps je les connaissais, ils tendent à l'abaissement de la maison de Brandebourg, etc. » La lettre est évidemment destinée à entraîner Frédéric-Guillaume dans l'alliance de la France.

[2] Häusser, I, 390.

[3] *Rémin.*, 168 ; cp. dans le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* (26 octobre, p. 550-551) la chanson ou *gaieté patriotique* qui met en scène Dumouriez et Frédéric-Guillaume ; le Français dit au Prussien :

> N'allez plus mordre à la grappe
> Dans la vigne du voisin.

et le Prussien répond :

> N'ayez pas peur qu'on m'y rattrape ;
> Je saurai, si j'en rechappe,
> Dire au brave Autrichien :
> Va tout seul mordre à la grappe
> Dans la vigne du voisin.

Le 18 octobre, Kellermann et Valence qui commandait l'armée de Dillon depuis trois jours, arrivaient à Martin-Fontaine. Les alliés se retiraient lentement et dans le plus grand désordre ; ils craignaient pour leur sûreté : il leur fallait, au sortir de la forêt de Mangiennes et des bois de Pillon, s'engager dans la vallée de la Crune et franchir les défilés de Longuyon ; c'était, dit un Prussien, la partie la plus difficile de la retraite.

Brunswick et Kalkreuth demandèrent à Kellermann un nouvel entretien qu'il accepta. Ils proposèrent de céder Longwy par une capitulation et aux mêmes conditions que Verdun. Mais Kellermann exigea qu'on rendît la place telle qu'elle était deux mois auparavant « avec toute l'artillerie et les magasins ». La capitulation fut signée le jour même, au camp de Martin-Fontaine, par Valence et Kalkreuth. On convint que la porte de France serait remise le 22 octobre aux troupes françaises et la ville évacuée vingt-quatre heures plus tard ; pour donner à cet acte plus d'authenticité, on le scella du cachet du peuple français et de celui du roi de Prusse [1].

Cette dernière clause déplut à Frédéric-Guillaume et à Lucchesini ; « j'ai été, disait ce dernier, extrêmement affligé d'une condition non usitée et qui associe le sceau du roi à celui de la République ». Mais l'armée prussienne ou du moins son artillerie, ses équipages, son arrière-garde toute entière se tiraient des mains des ennemis.

Deux hommes, deux étrangers attachés à l'armée française, avaient démêlé le jeu des Prussiens ; c'étaient un Allemand, correspondant de la *Minerva* d'Archenholz et un Anglais, le maréchal-de-camp Money qui commandait une brigade de l'armée de Valence. L'Allemand lut une lettre de Brunswick que Valence lui montra : « Elle est flatteuse, observait-il au général, mais ne voyez-vous pas qu'elle respire l'urbanité séduisante de l'aristocratie et qu'elle n'a d'autre but que de vous ravir un temps précieux ? » Money tenait le même langage. « Nous sommes sur le flanc gauche des Prussiens, disait-il, nous pouvons atteindre Longwy dans la nuit et leur couper la

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 343 ; Mém. de Kellermann ; *Monit.* du 21 octobre.

retraite. » Carra soupait avec lui et partageait sa chambre; durant deux heures, Money, en son mauvais français, s'efforça d'expliquer au conventionnel qu'on perdait l'occasion d'écraser les Prussiens et de frapper un coup décisif qui terminerait la guerre. Carra lui répondit que les généraux de la République immolaient à l'avantage de la patrie l'intérêt de leur propre gloire; que la France aimait la Prusse et abhorrait l'Autriche; que plus on faisait de concessions à Frédéric-Guillaume, plus le grand projet d'alliance s'avançait vers le succès [1].

Kellermann partageait l'erreur de Carra. « Il serait facile à l'heure qu'il est, écrivait-il au ministre de la guerre, de faire un traité d'alliance avec la Prusse, et si la Convention voulait m'en charger avec d'autres commissaires, nous entamerions cette négociation. » Le brave soldat se croyait un adroit diplomate. Il appelait dans son camp Fabre d'Églantine; il fallait que ce « cher citoyen », ce « bon ami » vînt signer, conjointement avec lui, le traité d'alliance; le roi de Prusse faisait encore quelques formalités pour se tirer avec honneur de ses engagements, mais il montrait « infiniment des dispositions ». Fidèle au programme tracé par Lebrun, le général assurait aux Prussiens que la France ferait bientôt la conquête des Pays-Bas autrichiens, mais qu'elle leur laisserait leur autonomie. Il s'entretint pendant la conférence de Martin-Fontaine avec le comte de Lindenau, grand écuyer de Frédéric-Guillaume; on sait, lui dit il, que vous visez à un second partage de la Pologne, mais on vous laissera faire; la Prusse doit être tôt ou tard notre alliée, et nous verrons avec plaisir s'augmenter sa puissance [2].

Le 22 octobre, les premières troupes françaises en-

[1] *Minerva*, janvier 1793, p. 178, et Money, *The Campaign*, 142-145. Deux mois plus tard, à Namur, Money disait à Valence que les Prussiens l'avaient dupé, *imposed upon*; Valence, dit-il (233), se promenait de long en large, profondément ému, mordant ses lèvres, convaincu, sans doute, qu'il avait perdu l'occasion d'immortaliser son nom.

[2] Kellermann à Pache, 18 octobre (arch. guerre); à Fabre d'Églantine, 21 octobre (Robinet, *Procès des dantonistes*, 531-532); lettre de Lucchesini du 19 octobre (Häusser, I, 391).

traient à Longwy. Le prince royal de Prusse et son cousin Louis-Ferdinand avaient rejoint Kalkreuth qui devait régler les derniers détails de la capitulation. On se fit de grandes politesses; Kellermann voulut être présenté aux deux princes; les officiers français, parmi eux d'Hédouville, s'empressèrent autour du futur Frédéric-Guillaume III. Leur conversation, écrit ce dernier dans ses *Réminiscences*, était « franche et familière, mais courtoise; ils ne cessaient de nous témoigner leur estime pour la Prusse et la haine que leur inspirait l'Autriche; ils parlaient d'une alliance future; ils faisaient le plus grand éloge des rois de Prusse et disaient que si la France avait toujours eu de pareils souverains, elle ne serait pas devenue une république. Un peu plus, ajoute plaisamment le prince royal, ils m'auraient choisi pour leur roi et quelques-uns me firent en riant cette proposition[1]. »

Trois jours plus tard (25 octobre), Kellermann et Valence se rendirent au château d'Aubange. Brunswick, Lucchesini, le prince de Reuss, Hohenlohe-Kirchberg, assistaient à l'entrevue. Valence demanda si le roi de Prusse voulait faire la paix et conclure avec la République française une alliance qui serait éternelle. La réponse de Lucchesini fut inattendue : « L'alliance est le dernier terme de l'intimité, et je m'étonne qu'on en parle avant même d'avoir conclu un armistice. » Kellermann ne cacha pas sa surprise. « Mais vous voulez la paix, dit-il à Brunswick et à Lucchesini, faites-nous du moins des propositions. » — « Nous voulons la paix, répliqua le ministre prussien, mais nous n'avons jamais parlé, dans nos négociations, que d'un armistice général; la cour de Berlin ne traitera pas sans la cour de Vienne; les deux puissances sont alliées et l'une ne peut faire de propositions sans l'assentiment de l'autre;

[1] *Rémin.*, 170. On se rappelle que l'assemblée législative avait décrété que Longwy, une fois repris, serait mis au ras du sol. Le 30 octobre, la Convention ordonna la suspension du décret portant la démolition des maisons de Longwy. Merlin de Thionville proposait, à cette occasion, de transporter à Longwy les habitants de Lille dont les demeures avaient été bombardées (*Monit.* du 1er novembre).

d'ailleurs nous ne discuterons de la paix qu'avec des personnes autorisées[1]. »

Voilà où aboutirent les négociations commencées par Dumouriez et poursuivies par Kellermann et Valence. Le ministre Lebrun, qui les avait encouragées, venait d'envoyer à Cologne l'émissaire Mandrillon. Ce Mandrillon avait fait plusieurs voyages en Allemagne et notamment à Berlin; il avait vu Kalkreuth à Amsterdam; il rédigeait le *Spectateur américain* et devait être commissaire du pouvoir exécutif en Belgique. Il s'aboucha avec le résident de Prusse, Dohm, que Lebrun connaissait de longue date. Mais, dès que Frédéric-Guillaume apprit l'arrivée de l'envoyé français, il écrivit à Dohm : « Dites au sieur Mandrillon qu'il ne serait ni de ma dignité, ni de mon intérêt, d'entrer dans des négociations secrètes avec les émissaires obscurs d'un ministre sans pouvoir. La Convention a décrété qu'elle ne ferait pas la paix avant que les armées étrangères eussent quitté le territoire français. J'attendrai pareillement que le sieur Custine ait repassé la frontière. Au reste, je ne me laisserai jamais aller à aucune négociation à l'insu et contre les intérêts de l'empereur, mon allié[2]. »

Le tour était joué, et Frédéric-Guillaume pouvait couper court aux beaux semblants. Grâce au triumvirat diplomatique qu'avaient formé, dans le péril, Brunswick, Kalkreuth et Lucchesini, l'armée prussienne demeurait intacte et se retirait avec ses étendards et toute son artillerie; si déconfite qu'elle fût, elle sortait de France avec tous les honneurs de la guerre. Un *charme politique*, écrivait plus tard un officier prussien, « nous avait sauvés ; on rompit désormais toute négociation, et l'épée reprit ses droits[3] ». Tout, dit un autre officier, « tout, excepté les capitulations de Verdun et de Longwy, ne reposait que sur des conventions verbales; dès qu'on eut

[1] Vivenot, *Quellen*, II, 297 ; Lucchesini à Haugwitz, 26 octobre. Le récit de cette conférence, fait plus tard par Kellermann qui la place au château de Dambrouge (?), est inexact.

[2] *Id.*, p. 325-326, lettre du 1er novembre.

[3] Porbeck, *Neue Bellona*, I, 101.

passé la frontière, on leva le masque, et les hostilités recommencèrent[1] ».

VI. La poursuite qu'avait dirigée Kellermann, du 13 au 23 octobre, est une des plus curieuses qu'offre l'histoire militaire. En réalité, la guerre durait encore, mais ce n'était plus qu'un simulacre de guerre. Le général en chef de l'armée du Centre déclarait tout haut qu'il ne consentirait jamais à une suspension d'armes tant que les Prussiens seraient sur le territoire français. Mais il se contentait d'accompagner les alliés et, pour ainsi dire, de les escorter jusqu'au seuil du pays. Il ne marchait que lorsqu'ils se mettaient en mouvement ; s'ils s'arrêtaient, il s'arrêtait aussi. « Que de fois, raconte le général Pully, on a été obligé de faire attendre l'armée française plusieurs heures avant d'entrer dans son camp, afin de laisser le temps à l'ennemi de l'évacuer et d'en prendre un nouveau ! » Les soldats exprimaient naïvement leur surprise. « Il y a évidemment un arrangement avec le roi de Prusse, mandait un Parisien de l'avant-garde, on nous a défendu de tirer sur les Prussiens ni de leur prendre aucun butin. L'autre jour, nous attendîmes dans un champ, pendant six heures, qu'ils défilent d'un village ; ils venaient demander à notre général deux heures, et quand elles étaient écoulées, ils en venaient demander encore autant. Avant-hier, quelques-uns de nos chasseurs leur prirent des chevaux ; le général a ordonné de les rendre. » Tous les soldats de l'avant-garde, écrit Camille Desmoulins, « vous diront que lorsque l'arrière-garde des Prussiens faisait halte, nous faisions halte ; quand ils allaient à droite, nous marchions à gauche ; on reconduisait le roi de Prusse, on ne le poursuivait pas[2] ».

Les incidents les plus étranges se produisaient. Prussiens et Français faisaient la route ensemble, conversant les uns avec les autres, se comblant d'honnêtetés,

[1] *Magazin der neuesten Kriegsbegebenheiten*, II, p. 93.

[2] Arch. guerre, Mém. de Pully ; lettre de Dupuy, soldat du 12e bataillon d'infanterie légère, à son père, 23 octobre ; Desmoulins, *Hist des Brissotins* 34.

se traitant en amis et en frères, les Français portant des toasts à Frédéric-Guillaume et les Prussiens à la nation française : pendant l'évacuation de Verdun, le prince royal causait avec des soldats de ligne qui l'entouraient de prévenances, vantaient la bravoure des Prussiens et disaient pis que pendre des Autrichiens. Il prenait une collation chez le confiseur Leroux, lorsqu'un chasseur à cheval entra dans la boutique ; dès qu'il sut que le prince royal était devant lui, il but à sa santé [1].

Pendant la retraite, le lieutenant prussien Minutoli, accompagné de ses fourriers et de deux vivandières, rencontra dans un village une troupe de dragons français. Il passa devant eux sans leur dire un seul mot ; les dragons ne bougèrent pas. Pourtant, lorsqu'il fut sorti du village, deux d'entre eux coururent après les vivandières ; Minutoli se retourna, le pistolet au poing, et les dragons s'en allèrent. Une heure plus tard, il vit déboucher d'un sentier une compagnie d'infanterie française ; elle suivait la même route que lui. Le capitaine s'entretint avec Minutoli ; les deux officiers marchaient l'un à côté de l'autre, Minutoli à cheval, le capitaine, à pied. Le plumet du Prussien se détacha, le Français le ramassa courtoisement et le remit de sa propre main au chapeau de son adversaire ; une demi-heure après, on se séparait dans les meilleurs termes.

Une autre fois, le bataillon de Minutoli campait dans un village, lorsqu'un détachement de cavalerie française se montra sur une hauteur, à quelque distance. On en-

[1] *Rémin.*, 166 ; voir plus haut la capitulation de Longwy. On trouva dans la correspondance interceptée à Verdun une lettre d'un sous-officier prussien, nommé Rosenberg. « Ce sous officier, dit Rühl à la Convention, écrit à sa femme, qu'il a laissée à Jauer, en Silésie, avec trois enfants. Dans sa lettre, qui respire l'amour conjugal le plus vertueux et l'amour paternel le plus pur, se sont trouvés deux ducats en or qu'il envoie à sa femme, en lui marquant qu'il les avait épargnés sur sa paye en ne mangeant que du pain et ne buvant que de l'eau. Je demande que ces deux ducats soient renvoyés avec la lettre à la femme de ce sous-officier, et que nous lui prouvions que les Français respectent même les propriétés de leurs ennemis. » La Convention adopta la proposition de Rühl (séance du 24 octobre, *Monit.* du 25).

voya sur-le-champ un parlementaire qui déclara qu'on était Prussiens et qu'un armistice existait entre les deux armées. Le chef du détachement répondit qu'il croyait le village occupé par les Français, et s'éloigna. « On voit, ajoute Minutoli, à quels dangers nous avons échappé grâce aux négociations du duc de Brunswick; nous étions enveloppés de toutes parts comme dans un réseau [1]. »

Kellermann a tenté plus tard de se justifier. Il avait en tête, disait-il, des forces infiniment supérieures. Il ne disposait que de 28,000 hommes contre 90,000. Les terres étaient tellement détrempées et les chemins si rompus que l'armée ne pouvait manœuvrer ni se déployer dans la plaine. Mon canon, assurait-il, était obligé de rester sur le grand chemin où il enfonçait jusqu'aux essieux ; il fallait donc chasser l'ennemi du territoire sans rien hasarder. D'ailleurs, ses troupes manquaient de tout : « Elles ont, écrivait-il alors, un besoin extrême d'être équipées de la tète jusqu'aux pieds ; il faut leur envoyer des capotes, des culottes et des souliers ; leurs chaussures sont en pièces au bout de deux jours [2]. »

Mais, comme dit le général Pully, les chemins n'étaient pas meilleurs pour l'ennemi. L'armée française restait alerte et confiante. Le correspondant de la *Minerva* écrivait que le soldat était gai, qu'il avait le visage frais et sain, que les troupes se composaient en grande partie de jeunes gens vigoureux qui supportaient la fatigue avec une patience exemplaire, sans qu'on eût besoin de leur dire un mot de blâme. Il admirait surtout la discipline et l'endurance des troupes de ligne ; « leurs habits sont usés, mandait-il à Archenholz, et leurs souliers déchirés : mais personne ne se plaint ; leurs tentes sont trouées et offrent moins d'espace que celles des volontaires, mais personne ne murmure, et on mar-

[1] Minutoli, *Erinnerungen*, 154–156.

[2] Cp. la notice de Botidoux sur Kellermann, p. 33, le mémoire du général, ses lettres à Pache (18 et 21 octobre), à Custine (24 octobre), à Fabre d'Eglantine (21 octobre), les discours de Prieur et de Cambon à la Convention (*Monit.* du 3 novembre).

che avec assurance par le vent, la pluie et la boue. » Enfin la retraite des Prussiens s'était changée en déroute, et on ne saurait imaginer leur épuisement pendant cette marche de Verdun à Longwy [1].

Gœthe avait pris les devants. Il quitta Verdun le 11 octobre, traversa Etain, Spincourt, Longuyon, et arriva le 13 aux portes d'Arlon. Il n'avait fendu qu'avec peine le torrent des fugitifs qui roulait tumultueusement vers la frontière. Peu de cavaliers, mais une foule de piétons se pressant, se meurtrissant les uns les autres au milieu des voitures et du bétail, ne songeant qu'à soi, marchant en toute hâte, sous une pluie battante, dans la boue jusqu'au genou, tantôt sur la route, tantôt dans les terres horriblement détrempées et coupées de fossés profonds. Des véhicules en nombre infini, se suivant sur une longue file et allant d'un pas d'enterrement: fourgons de bagages ou de malades, chariots d'artillerie, charrettes de paysans à longues échelles, calèches élégantes des émigrés, berlines des représentants de Louis XVI, Breteuil et Caraman [2], ou des ministres des cours alliées, Haugwitz, Spielmann, arrivés à Verdun pour démembrer la France et entraînés dans le tourbillon d'une déroute imprévue. Les chevaux reculant, se heurtant, s'embarrassant à droite et à gauche, tombant sur le chemin où les roues des voitures les écrasaient et broyaient leurs membres palpitants. Mais plus loin, et à mesure qu'on approchait de la frontière, ce n'étaient plus seulement des cadavres de chevaux qu'on rencontrait ; au bord de la route et dans les buissons

[1] Archenholz, *Minerva*, décembre 1792, p. 177 et 179. Voir aussi le *Mémoire relatif à quelques généraux qui ont été convaincus d'avoir trahi les intérêts de la République française* (arch. nat., W. 483, nº 374, p. 17). « Kellermann ne niera pas que l'armée prussienne était à moitié détruite par les maladies, que la nature des chemins, l'intempérie de la saison avait obligé d'atteler jusqu'à quarante-deux chevaux à chaque canon et caisson, et qu'il n'était besoin que de troupes légères et d'une artillerie volante pour harceler et détruire une armée réduite en cet état. On pouvait lui enlever au moins son arrière-garde ou ses bagages ou son artillerie. On pouvait la heurter et y jeter la confusion dans les vallées profondes et fréquentes qu'elle a eues à traverser de Trèves à Coblenz ».

[2] Caraman avait rejoint Breteuil à Verdun, *Mém.*, 21.

gisaient des hommes morts que des maraudeurs avaient dépouillés de leurs vêtements[1].

Voilà ce que vit Gœthe du 11 au 13 octobre dans sa fuite précipitée, et, durant les dix jours qui suivirent, l'armée prussienne se traîna lentement sur les mêmes chemins abominables[2], subit les mêmes averses incessantes, se démena dans la même fange et la même vase, couvrit sa route des mêmes débris. « Notre route, dit un officier, ressemblait à un champ de bataille couvert de chevaux morts ou mourants; nos malades expiraient sur les chemins et dans les villages où ils traînaient avec un dernier et douloureux effort leur corps languissant[3]. »

On s'était porté le 13 octobre de Louvemont sur Azannes. Mais les chevaux qui traînaient les bagages et les caissons d'artillerie s'abattaient à tout instant; on détela les plus faibles; on abandonna des voitures; on ensevelit ou brûla des munitions; déjà, le 9, au camp de Consenvoye, on avait enterré cinquante charges par pièce de canon. On aurait même laissé sur la route une partie de l'artillerie; mais le roi de Prusse ne voulait pas lâcher un seul de ses canons et livrer aux Français cette marque de leur victoire. Les régiments de Weimar, d'Ilow et de Bayreuth donnèrent chacun trois cents chevaux au train d'artillerie, et leurs cavaliers devenus fantassins, durent porter sur leurs épaules leur selle, leur porte-manteau et le reste de leur harnachement[4].

Pendant que s'écoulait cette longue suite de bagages et de bouches à feu qui ne cessait de défiler lentement jour et nuit, l'armée campait dans la forêt de Man-

[1] Gœthe, *Camp. de France*, 161-171. Cp. sa lettre du 16 octobre à Herder.

[2] Abscheulich; c'est le mot de tous les témoins.

[3] Minutoli, *der Feldzug*, 337. D'Allonville raconte (*Mém. secrets*, III, 85) que l'abbé de Balivière allait, prodiguant aux cadavres les signes de croix; on lui observait que les soldats n'étaient pas catholiques; si cela ne leur fait pas de bien, répondit-il, cela du moins ne leur fera pas de mal.

[4] Nassau-Siegen, 366; *Rémin.*, 167; Témoin oculaire, III, 192; Minutoli, *der Feldzug*, 335 et *Erinnerungen*, 151; Gaudy, 26.

giennes. Elle y resta du 14 au 17 octobre, décimée plus que jamais par la faim et par la maladie. Déjà, sur les hauteurs de Verdun, les fusiliers de Legat ne s'étaient nourris durant quatre jours que de prunelles et de baies sauvages. A Mangiennes, on déterra les pommes de terre, on enleva et tua les vaches des paysans, on écorcha les chevaux morts et fit rôtir leurs parties charnues à la pointe des sabres. Mais cette nourriture ne suffisait pas à toute l'armée ; le prince royal ne mangea le 16 octobre qu'un plat de choucroute qui lui fut envoyé des bagages ; des soldats se glissèrent jusqu'aux avant-postes français et demandèrent un morceau de pain à leurs ennemis, en disant qu'ils n'étaient pas la cause de la guerre. « Heureux, écrit Minutoli, ceux qui conservaient au fond de leur sac une croûte, ou un peu de viande fumée ou quelques grains de café ! » On avait scié les plus beaux chênes de la forêt et allumé des feux immenses. Mais les tentes manquaient ; il fallait demeurer en plein air, sous une ondée continuelle, et les arbres, les broussailles, les claies faites de branchages entrelacés n'offraient qu'un abri misérable. « Je ne me souviens pas, assure Laukhard, d'avoir été jamais dans une situation plus malheureuse. » La dysenterie, la fièvre faisaient tous les jours de nouvelles victimes ; le roi vit mourir à quelques pas de lui, au pied d'un arbre, le lieutenant Beurmann ; ses deux frères, raconte le prince royal, servaient dans le même régiment ; ils se tenaient à ses côtés, versant des larmes et impuissants à le secourir[1].

Enfin le 17 octobre l'armée quitta la forêt et marcha sur Longuyon. Ce passage, rapporte Laukhard, fut le plus affreux des affreux passages que nous avions eu jusque-là. On enfonçait dans la boue jusqu'à mi-jambe. On traversait des prés que la pluie avait transformés en étangs. Le 18, les Prussiens campaient à Tellancourt ; le 19 ils atteignaient le village de Romain ; plus qu'une marche, disaient les soldats, et nous sommes hors de France ! Le 21, après avoir reçu des magasins de

[1] *Rémin.*, 168 ; Témoin oculaire, III, 200-202 ; Minutoli, *Erinnerungen*, 145 ; Laukhard, III, 205.

Longwy de la viande, du biscuit, du vin, de l'eau-de-vie, ils franchissaient la frontière près d'Aubange « en remerciant le bon Dieu ». Le 23, ils entendaient les trois salves d'artillerie que Kellermann faisait tirer sur les remparts de Longwy pour annoncer qu'il n'existait plus d'ennemis sur le territoire de la République[1]. « Le maudit canon ! » s'écria Brunswick — « Bah ! lui répondit Massenbach, les Français perdent leur poudre, et à leur place, j'irais à Taverne barrer aux Prussiens le chemin de Trèves et de Coblenz[2]. »

Le même jour arrivaient à Longwy les commissaires du directoire de la Moselle, chargés de concerter avec Carra, Prieur et Sillery les mesures les plus pressantes d'administration. « Toute la campagne aux environs de la ville, écrivait le procureur-syndic, est jalonnée d'un nombre prodigieux de chevaux morts ; on a craint la putréfaction et les maladies qu'elle devait engendrer ; toutes les municipalités ont reçu l'ordre de faire enfouir les cadavres dans le délai de vingt-quatre heures et à la profondeur de six pieds ; pour accélérer l'opération, on paie quarante sols par cheval enfoui. » On prit les mêmes précautions à Longwy. L'officier prussien, chargé de l'évacuation des malades et des convalescents, fut requis de faire enlever par des soldats de sa nation les morts qui gisaient dans les rues, dans les casernes et à l'hôpital militaire ; il fallut lui fournir, pour le transport des cadavres, près de trente chariots[3].

[1] Lettre des commissaires à la Convention, *Monit.* du 26 octobre.

[2] Laukhard, III, 216-218 ; *Rémin.*, 169 ; Témoin oculaire, III, 206, Massenbach, I, 128.

[3] Arch. nat., W, 341, n° 640, p. 7, lettre du procureur-syndic de la Moselle, 23 octobre. Un aide de camp de Valence, Lespomarede, écrivait au conseil exécutif provisoire que l'infection était « horrible au plus haut degré » ; il avait vu « le terrain jonché de cadavres prussiens et autrichiens sans nulle sépulture et de chevaux morts. A Longwy, les malades prussiens mouraient tous les jours par vingtaines, qu'on portait tous ensemble dans un trou hors de la ville ». Ce Lespomarede nous apprend qu'il était « capitaine général des préposés à la police du commerce extérieur à Delle » et nous montre ce que fut alors l'enthousiasme patriotique : « Ayant exprimé mon désir de voler sur le théâtre sanglant de la guerre au ministre des contributions publiques, lequel j'ai signé de mon sang que j'ai tiré par une incision avec un canif dans ma chair, il m'a répondu à

Tous les narrateurs de l'expédition ont peint avec les mêmes couleurs le spectacle lamentable qu'offrait l'armée prussienne. « Quelle différence, s'écrie Minutoli, entre notre première marche et cette retraite [1] ! » — « Qui aurait reconnu, dit Strantz, ces belles troupes qui faisaient aux camps de Coblenz et de Trèves l'objet de l'admiration universelle [2] ? » — « Où étaient, rapporte le témoin oculaire, notre propreté si vantée, la propreté prussienne ? On ne voyait parmi nous que vermine, saleté et haillons, et toute notre route était jonchée de voitures abandonnées, d'affûts brisés, de pontons mis en pièces, de tentes déchirées et pourries [3]. » — « J'ai assisté, racontait plus tard le lieutenant général de Lossberg, à la retraite de Russie, mais les soldats prussiens étaient peut-être plus effrayants à voir que ceux de Napoléon [4]. » La plupart des cavaliers marchaient à pied, et le petit nombre de chevaux qui restaient pour traîner l'artillerie et les bagages, le corps efflanqué, les sabots pourris, n'avançaient qu'en boitant. Beaucoup de fantassins avaient jeté leurs armes. Leur démarche chancelante, leur air sombre, leur visage pâle et défait, leurs yeux creux et hagards, leur barbe hérissée, leur cadenette qui pendait en désordre sur leur front, leur corps amaigri, et couvert de vermine, tout inspirait à la fois l'horreur et la pitié. « Je les ai vus, dit Dampmartin, hâves, décharnés et presque des ombres, se traîner à pas lents et ne conserver aucun ordre dans leur marche. » Leur uniforme souillé de fange, tombait en lambeaux. Leurs chapeaux de carton avaient pris les aspects les plus étranges. Les gibernes n'étaient plus que d'informes boîtes de cuir, et la poudre qu'elles renfermaient, une pâte mêlée de papier. Les fusils étaient complètement enrouillés, leur platine ne jouait pas et leur lumière

l'instant qu'il approuvait ma résolution, et aussitôt je me suis mis en marche à pied, mon sac sur le dos, un mousquet sur l'épaule » (lettre du 8 novembre, arch. nat., AF, II, 281).

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 337.

[2] Strantz, 116.

[3] Témoin oculaire, III, 209.

[4] *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1846, I, 19 : « die wie die Unholde einherschlichen ».

ne s'ouvrait plus. Les sabres, couverts de rouille, adhéraient au fourreau que l'humidité avait entièrement amolli. Vainement on ordonnait aux soldats qui connaissaient le métier de cordonnier, de raccommoder les souliers de leurs compagnons; on manquait de cuir, de chanvre et de poix; les officiers avaient des bottes éculées; leurs hommes marchaient sans chaussures, les pieds meurtris et gonflés par les cailloux; quelques-uns avaient enveloppé leurs jambes de haillons et de foin[1]. « On s'est moqué, dit Laukhard, du misérable costume des volontaires français, mais l'armée prussienne des derniers jours d'octobre 1792 ressemblait à une bande de bohémiens[2]. »

Les Autrichiens n'avaient pas enduré moins de misères. Sur les vives instances de Brunswick, le feldzeugmestre Clerfayt s'était porté de Stenay sur Marville, et de là sur Virton, puis sur Arlon, pour couvrir le flanc droit des Prussiens. Mais, écrivait-il au duc de Saxe-Teschen, « j'ai passé de mauvaises routes, laissé en arrière des chariots dont les chevaux étaient crevés, et les soldats ont beaucoup souffert ». Il réclamait des souliers et des manteaux. Son armée comptait plus de quatorze cents malades, et les bataillons de Bender, de Vierzet, de Clerfayt, qui formaient l'arrière-garde, avaient perdu par la désertion près de cinq cents hommes[3].

42,000 Prussiens avaient envahi la France au mois

[1] Dampmartin, *Quelques traits...*, 132, et *Mém.*, 306; Ditfurth, *die Hessen*, 129-130; *Rémin.*, 169; Laukhard, III, 212-213; Gaudy, 27; Témoin oculaire, III, 197-198; Renouard, 300; *Revue rétrospective*, 1886, tome IV (journal d'un officier de l'armée des princes), p. 30. « Nous trouvions la route couverte de Prussiens; c'était un spectacle pitoyable; sans habits, sans souliers, mourant des suites de leur voracité, ils avaient plutôt l'air de bandits que de soldats. »

[2] Voir p. 18 du *Taschenbuch für die neueste Geschichte* de Posselt, I, 1794, la gravure qui représente « la retraite des alliés en Champagne ». Sur le premier plan, un vieux soldat tombe assis sur une pierre; il a les pieds nus; il appuie la tête sur son coude et semble livré au désespoir. Dans le fond, un officier patauge au milieu de la boue, et des soldats poussent et traînent un canon.

[3] Vivenot, *Quellen*, II, 278-279, 289-290, 295-296; Lossberg, 23: « *sämmtliche* Deutsche in der traurigsten Verfassung von der Welt ».

d'août; 20,000 à peine repassaient la frontière; les autres étaient morts de misère et de besoin dans les boues de la Champagne ou dans les hôpitaux[1]. Mais les survivants n'étaient pas au bout, et la maladie devait les poursuivre plus activement que les Français. « J'avais cru, raconte Massenbach, que nos hommes, une fois sortis de France, se guériraient rapidement; mais je les vis *tomber comme des mouches*; cette expression m'avait toujours semblé poétique et se réalisait sous mes yeux. J'aperçus à Köhnen un artilleur qui chancelait; je crus qu'il était ivre; soudain il tomba; je descendis de cheval pour le relever; il était déjà mort. J'ose affirmer que plus de la moitié de l'armée était malade; moi-même je sentais une telle faiblesse que je pouvais à peine me tenir en selle[2]. »

L'armée, qu'on nommait naguère la grande armée, et dont le nom seul imprimait, un mois auparavant, le respect et la crainte, arriva sous les murs de Luxembourg dans le désarroi d'une déroute complète. Reutersværd écrivait à Fersen qu'elle était sans tentes et sans équipages, qu'elle bivouaquait misérablement sur le glacis[3]. Je vis là, dit Gœthe, « les dernières scènes de la guerre et son sinistre épilogue : des soldats en guenilles, des armes brisées, des essieux, des roues, des affûts à réparer, des ruines de tout genre[4] » L'émigré d'Allonville et ses camarades traversèrent durant la nuit la ligne des bivouacs sans rencontrer de garde avancée ou de vedette qui les arrêtât[5]. « A peu près à une demi-heure des remparts, raconte le Hessois Lossberg, à gauche et assez loin de

[1] Unger dit dans son *Hist. crit. des exploits et vicissitudes de la cavalerie*, 1848-49 (I, 6, trad. franç.) : « On n'avait pas perdu 1,600 hommes devant l'ennemi ; la majeure partie de l'infanterie n'avait pas tiré un coup de fusil ; la cavalerie avait à peine donné quelques coups de sabre ; l'artillerie seule avait brûlé dix mille charges pour casser les membres à quelques centaines de Français. » L'armée était réduite de plus de la moitié ; unter die Hälfte (*Geschichte der Kriege in Europa*, 87) ; um mehr als die Hälfte geschmolzen (Gaudy, 30).

[2] Massenbach, I, 136-137.

[3] *Fersen*, II, 49.

[4] Gœthe, *Camp. de France*, 177 : « Trümmer aller Art ».

[5] D'Allonville, *Mém. secrets*, III, 86.

la route, gisaient des centaines de chevaux crevés qu'on avait trainés en cet endroit et autour desquels voltigeaient des milliers de corbeaux et de choucas affamés [1]. »

Pour comble de disgrâce, on apprit que Custine s'était emparé de Mayence. N'allait-il pas pénétrer entre la Moselle et la Sarre et barrer aux Prussiens le chemin de Coblenz? Déjà la petite garnison de cette ville s'était réfugiée dans la forteresse d'Ehrenbreitstein; la population appelait les Français; le syndic Lasaulx portait à Custine les clefs de la cité. Il fallait marcher sans retard sur Coblenz. Les Hessois furent chargés de l'expédition. Leur avant-garde, composée de cinquante hussards, d'un bataillon de chasseurs et d'un bataillon de grenadiers de Philippsthal se mit en marche le 24 octobre; elle était commandée par le major prussien Rüchel [2]. Les fantassins s'entassèrent sur des voitures qui partirent au trot; des officiers détachés en estafettes avaient préparé les relais; chaque soldat recevait aux étapes une demi-livre de viande et une demi-pinte de bière et d'eau-de-vie. Le 26, à minuit, l'avant-garde hessoise était aux portes de Coblenz. Le bataillon de grenadiers de Philippsthal entra le premier dans la ville; il avait emmené les tambours des autres bataillons pour faire croire que toute l'armée hessoise arrivait. Il était temps; les hussards furent pris dans l'obscurité pour des cavaliers de Custine, et les habitants leur crièrent avec joie : « *Vive la France* [3]*!* »

VII. « Que de mal, s'écrie un historien allemand, eût fait aux Prussiens un général énergique et résolu, un Vandamme, un Bonaparte, s'il avait commandé l'armée française et n'avait eu d'autre pensée que celle de châtier sans pitié les menaces du manifeste et les ravages exer-

[1] Lossberg, art. cité, 30.

[2] Voir sur Rüchel *Invasion prussienne*, 118. Il était, dit le Hessois Lossberg, le ressort de tous les mouvements de notre corps d'armée; très énergique en toute circonstance, il avait l'estime et l'amour du soldat, et les hauts officiers, tout en le blâmant de s'occuper souvent des détails sans y être invité, lui rendaient justice (art. cité, p. 20-22).

[3] Ditfurth, *die Hessen*, 132-136.

cés de Longwy à Valmy et à Clermont[1] ! » Mais si les patriotes, abusés par la diplomatie prussienne, avaient perdu l'occasion d'écraser les alliés, ils avaient jeté la zizanie dans leur camp. « Ils n'ont cessé, écrivait Lucchesini, de se déclarer nos amis et les adversaires implacables de l'empereur ; ils veulent relâcher les liens qui nous unissent au cabinet de Vienne et réveiller dans notre armée la vieille inimitié contre l'Autriche ; ils savent que notre roi est trop loyal pour rompre son alliance, mais ils cherchent à gagner la sympathie de nos soldats et à nourrir leur répugnance pour une guerre qui n'est, disent-ils, que la conséquence de notre union avec l'empereur. » Aussi les ministres de Berlin hâtaient-ils de leurs vœux le moment où les troupes prussiennes seraient sorties de France. Enfin, s'écriaient Alvensleben et Finkestein, lorsqu'ils apprirent que l'armée avait repassé la frontière, « enfin on respire ! On a coupé court à ces négociations insidieuses qui n'avaient d'autre but que de compromettre le nom prussien et de nous brouiller avec nos alliés[2] ! »

Mais le coup était porté. On pouvait prévoir que la Prusse ferait bientôt sa paix avec la France. Elle avait encore des scrupules, elle craignait le scandale que causerait en Europe une trop prompte défection, et le point d'honneur était très vif chez son roi que liaient à l'empereur des engagements personnels. En réalité, l'alliance austro-prussienne avait été profondément ébranlée par cette malheureuse campagne. On se défiait l'un de l'autre ; on s'accusait sourdement ; on prenait ombrage de la moindre parole ; la prochaine rupture s'annonçait déjà par des soupçons, par des mots amers et ironiques, par une mauvaise humeur mal dissimulée.

Le rappel de Clerfayt et de Hohenlohe-Kirchberg avait irrité Brunswick et le roi de Prusse. Cette séparation, écrivait le prince de Reuss au duc de Saxe-Teschen, n'a pas effectué l'effet le plus désirable et laissera des impressions fâcheuses[3].

[1] Ditfurth, 130.

[2] Lucchesini au ministère prussien, 17 octobre, et le ministère prussien à Lucchesini, 11 novembre (Häusser, I, 389 et 391).

[3] 10 octobre, Vivenot, II, 260-262.

Les plus mécontents étaient les Autrichiens. Ils prenaient au sérieux les assurances d'amitié que les Prussiens prodiguaient astucieusement à l'adversaire, et les relations que Frédéric-Guillaume avait simplement ouvertes pour se tirer d'embarras, leur semblaient poussées jusqu'à l'intimité. Vainement le roi, Brunswick, Lucchesini essayaient de leur mettre l'esprit en repos en leur montrant que ces entrevues tournaient à leur propre avantage et facilitaient leur retraite. Vainement ils alléguaient que, grâce aux pourparlers, Clerfayt avait gagné la frontière, sans être inquiété par l'ennemi. Vainement ils livraient au prince de Reuss le secret de leurs négociations et affirmaient au prince de Hohenlohe-Kirchberg qu'on n'avait jamais fait et qu'on ne ferait jamais mystère aux Autrichiens de tout ce qui pourrait « importer à la cause commune ». Les Autrichiens n'oubliaient pas que la Prusse avait plus d'une fois violé sa parole et abandonné ses alliés sans vergogne. « Ils ont très sérieusement des soupçons, écrivait Lucchesini; Spielmann exprime des craintes; Hohenlohe-Kirchberg, l'archiduc Charles, Clerfayt même croient que le roi de Prusse veut conclure une paix séparée, et le prince de Reuss commence à redouter tout de bon l'impression que ces insinuations pourraient faire sur la cour de Vienne[1]. »

Il ne se trompait guère. Les lettres de Cobenzl à ses agents prouvent que le cabinet de Vienne redoutait une trahison. « Que signifient, mandait-il à Spielmann, tous ces messages entre le duc et Dumouriez ? Je ne puis comprendre que l'ennemi n'ait pas poursuivi les Prussiens, et si le roi n'était pas à l'armée, si chacun ne vantait pas sa droiture, j'aurais toutes sortes de pensées[2]. » Thugut, plus rapproché pourtant du théâtre de la guerre, ne put se défendre d'une très vive méfiance lorsqu'il apprit ces *pourparlers secrets* et ces *cachotteries ;* « il a, disait-il, toujours existé entre les Prussiens et les nationaux un fil non interrompu de tripotages; l'argent

[1] Brunswick à Hohenlohe-Kirchberg, 29 octobre (Vivenot, II, 313); Lucchesini au ministère (Häusser, I, 391).
[2] 26 octobre (Vivenot, II, 308-309).

ne coûte rien aux fabricateurs d'assignats, et l'avidité connue de quelques subalternes prussiens n'est guère faite pour résister à l'appât de l'or offert à pleines mains[1] ».

Mais il suffit, pour mettre ces dissentiments en pleine lumière, de raconter le dernier épisode de la retraite. Déjà, le 8 octobre, Hohenlohe-Kirchberg avait écrit à Brunswick que les Français n'en voulaient pas aux Prussiens et ne regardaient comme ennemis que les Autrichiens ; qu'il ne resterait pas un instant de plus à Verdun, parce qu'il craignait d'avoir sur les bras toute l'armée de Kellermann et de Dillon[2]. Il marcha le 11 octobre sur Étain, et le 12 sur Nouillonpont. Mais, plus il approchait de la frontière, plus il craignait un mauvais tour de ses alliés. Il apprit que Brunswick n'avait compris ni les Autrichiens ni les Hessois dans la capitulation de Verdun. Il résolut aussitôt de gagner une marche et de mettre toujours les Prussiens entre l'adversaire et lui. Le 14 octobre, il s'engageait sur le chemin de Longuyon avant l'heure fixée par Brunswick. Mais Biesenrodt, qui commandait les Hessois, avait fait le même calcul que Hohenlohe-Kirchberg ; lui aussi appréhendait d'être sacrifié par les Prussiens et exposé seul aux coups de Kellermann; il avait donc marché de son propre chef et atteint Longuyon avant les Autrichiens[3]. La route était obstruée par les ambulances, les pontons et la grosse artillerie des Prussiens. Il fallut faire halte. Enfin, les

[1] Thugut à Colloredo, 1er novembre, Luxembourg (Vivenot, *Vertrauliche Briefe von Thugut*, p. 5).

[2] *Rémin.*, 165 : « ... die ganze Armee auf den Hals zu bekommen ».

[3] Il faut voir dans le livre de Ditfurth, *die Hessen*, avec quelle colère cet ancien officier hessois parle des négociations ouvertes par les Prussiens avec les Français. Il raconte, par exemple, sur un ton indigné, que Rüchel fit demander à Dillon la permission de passer par les Islettes pour se rendre plus tôt au camp de Hans. Le fait est vrai ; le 28 septembre, par une lettre datée du camp de Vraincourt, Rüchel sollicitait « un passeport et une escorte sûre pour se rendre demain, le matin à sept heures, par les Grandes-Islettes et Sainte-Menehould, au camp prussien à Hans, afin pour attendre les ordres et les instructions nécessaires de S. M. le roi et de Son Altesse le sérénissime duc de Brunswick » (papiers de Dumouriez).

Hessois, puis les Autrichiens réussirent à passer. Leur arrière-garde demeurait en deçà de la ville. Soudain des goujats prussiens, accourant au galop, annoncent l'arrivée des Français; les Hessois arment leurs fusils; quelques coups de feu éclatent. A ce bruit, la panique s'empare des équipages qui traversent Longuyon; on croit l'arrière-garde austro-hessoise aux prises avec l'ennemi; les charretiers coupent les traits des voitures; les artilleurs précipitent dans les fossés les chariots des ambulances et dételient les chevaux qu'ils attellent à leurs pièces. La confusion est indescriptible. Hohenlohe-Kirchberg ordonne à Biesenrodt de se porter en avant et de contenir l'ennemi pour laisser aux Autrichiens le temps de faire leur retraite; Biesenrodt répond que les Autrichiens en prennent à leur aise, et qu'il ne marchera que s'ils marchent avec lui; pendant ce temps, les malades, jetés dans la boue, sont écrasés sous les caissons qui passent au grand trot; Prussiens et Autrichiens, profitant de la bagarre, pillent les maisons de Longuyon, livrent aux flammes les usines, font main-basse sur les bagages, et, pour arrêter le désordre, les Hessois tirent sur leurs alliés[1]!

On peut juger, par cet épisode, des jalousies et des défiances que la France avait semées parmi les coalisés. Hohenlohe-Kirchberg refusait formellement d'obéir aux ordres du généralissime et Brunswick dut recourir aux plus instantes prières pour le décider à couvrir jusqu'au bout l'aile gauche des Prussiens. Lorsque le roi proposa, le 16 octobre, à Hohenlohe-Kirchberg de garder et de défendre Longwy, le vieux soldat répondit qu'il ne connaissait que ses instructions; qu'il devait, d'après les ordres de son gouvernement, rentrer dans le Luxembourg; que rien au monde ne le retiendrait au delà de la frontière. La scène fut violente, et Frédéric-Guillaume se plaignit d'être abandonné de ses alliés. « Voilà, disait-il à Bischoffswerder, les f..... alliés que vous m'avez donnés! je suis bien près de rompre avec eux[2]! »

[1] Ditfurth, 118-123; Témoin ocul., III, 203; Laukhard, III, 215; Lossberg, 17: « die Unordnung überstieg einen jeden Begriff ».
[2] Häusser, I, 293.

C'est à ce moment que Cobenzl écrivait à Spielmann que les Prussiens avaient tort de réclamer une indemnité et de marchander leur appui. « Quoi, disait-il, les Autrichiens se sont distingués dans toutes les occasions, et les Prussiens qui n'ont joué que le rôle le plus misérable, qui n'ont jamais livré une bataille, qui ont dégarni de tout secours la région du Rhin, demandent sur un ton arrogant, un dédommagement qu'ils n'ont nullement mérité, et cela, sans se soucier de notre convenance! » L'empereur éprouvait la même indignation que son vice-chancelier. Il se reprochait d'avoir donné le commandement de ses troupes au duc de Brunswick. Il avait d'abord écrit au généralissime une lettre affectueuse. Spielmann la renvoya. « Le duc, disait le prince de Reuss, sera toujours un général craintif et irrésolu dont il ne faut attendre rien de viril[1]. »

La discorde se glissait donc parmi les alliés. Elle éclata lorsque les Prussiens arrivèrent à Luxembourg. On leur refusa tout ce qu'ils demandaient, jusqu'à la paille et aux vivres qu'ils offraient de payer. On leur vendit les souliers à des prix énormes[2]. On leur ferma la porte des auberges. Un prince allemand, qui servait comme major dans un bataillon de fusiliers prussiens, voulait dîner dans un hôtel; on l'éconduisit grossièrement en lui disant que la table n'était mise que pour Messieurs les Impériaux. « Nos pauvres soldats, raconte un officier prussien, durent étendre leurs membres fatigués sur un sol humide et subir, comme en pays ennemi, toutes les intempéries de la saison[3]. »

Brunswick, Lucchesini, Frédéric-Guillaume ne cachaient pas leur colère. Le duc ne parlait plus qu'avec amertume de ses alliés qui créaient mille difficultés à ses régisseurs des vivres. Le marquis demandait ironiquement si la guerre regardait les Autrichiens autant

[1] Vivenot, II, 308-309, 317, 322; Cobenzl à Spielmann, 26 octobre; François II à Brunswick (la lettre resta aux archives et ne fut ouverte qu'en 1869 par Vivenot); Reuss à Hohenlohe-Kirchberg, 30 octobre.

[2] Gaudy, 27 : « zu enormen Preisen ».

[3] Minutoli, *Erinnerungen*, 158; Valentini, 13; d'Allonville, *Mém. secrets*, III, 86 : « ce que je vis à l'hôtel de Bourgogne où je logeais ».

que le Grand Turc. « Croiriez-vous, disait le roi à Nassau-Siegen, que je ne sais où mettre mes malades parce qu'on refuse de les recevoir et que depuis trois jours on négocie pour avoir ici de la paille et du bois sans pouvoir l'obtenir[1] ? »

Les soldats des deux armées, aigris par l'infortune, s'accablaient réciproquement de reproches et d'injures. On se serait cru au temps de la guerre de Sept-Ans ou à l'époque où Gibbon passait trois semaines à la campagne avec deux gentilshommes dont l'un était Prussien et l'autre Autrichien, de façon, dit-il, que les disputes ne finissaient point[2]. Laukhard eut, dans une auberge de Luxembourg, une vive discussion avec un sous-officier autrichien qui lui soutenait que les Prussiens n'avaient pas joué franc jeu[3]. Les Impériaux, rapporte Peltier, « maudissaient leurs alliés et les traitaient de brigands ; leurs officiers assuraient aux émigrés que, s'ils faisaient jamais la guerre aux Prussiens, ils leur paieraient cher la façon de cette campagne[4] ». Breteuil écrivait à Fersen : « Vous ne sauriez vous faire idée de la haine toujours agissante entre les Autrichiens et les Prussiens, et combien peu de gens raisonnables dans les deux bandes à cet égard ; la liaison des deux souverains est un miracle des circonstances[5]. »

Ce ne fut pas le seul résultat des négociations qu'avaient nouées Dumouriez et Kellermann. Le prince de Ligne disait qu'on aurait dû traiter les patriotes comme des révoltés. Mais, au milieu de ces armistices déguisés et de ces perpétuels parlementages, les officiers des deux armées s'étaient rencontrés. Ils avaient causé familièrement, avec la franchise des mœurs militaires, comme des hommes qu'unit la grande confraternité des armes et que rapproche la communauté de courage et de dan-

[1] Sybel, I, 592 ; Nassau-Siegen, 390.
[2] O. d'Haussonville, *Le salon de Mme Necker*, I, 43.
[3] Laukhard, III, 239 : « Beschuldigung, Verdacht, Animosität ».
[4] Peltier, 49.
[5] *Fersen*, II, 386 (lettre du 17 octobre). Comp. Valentini, p. 12-13, et Gœthe, *Camp. de France* (discussion entre un Prussien et un Autrichien, le premier long, maigre et remuant, le second robuste, gras et flegmatique).

gers. Polis, humains, élevés à la française, estimant tout ce qui est noble et généreux, les officiers prussiens refusaient de regarder leurs adversaires comme des rebelles. Cette Révolution, qu'ils méprisaient naguère, avait montré tant d'énergie qu'ils recherchaient curieusement les républicains et n'avaient pour eux que des expressions d'estime et des éloges. Quelques mois plus tard, les soldats de Custine, entrant dans un village du Palatinat, après un brillant combat, trouvaient sur une porte ces mots écrits au crayon : *Adieu, braves Français !* Dès 1792, les officiers prussiens se séparaient de nos officiers avec les mêmes paroles sympathiques [1].

Ce n'était pas impunément qu'ils avaient séjourné sur le sol français et vu de près ces patriotes qui nommaient le roi de Prusse *le citoyen Guillaume* et assuraient superbement qu'un républicain est le seul être raisonnable. « La rage de la liberté, avait dit Dumouriez dans son style pittoresque, gagnera tous les stipendiaires qui viendront se frotter contre nous [2]. » Qu'on lise les récits de l'officier anonyme et de Laukhard : ils font des vœux pour le triomphe de la République ; ils souhaitent que les nouveaux Francs, les *Neufranken*, comme on nommait alors les Français régénérés par la Révolution, propagent dans le monde entier les principes de la liberté et de l'égalité ; ils déclarent nettement que la Prusse devrait se séparer de l'Autriche et embrasser la querelle de la France. Le témoin oculaire se rappelle, en franchissant l'Argonne, la résistance des Grecs et des Romains qui combattaient pour leur liberté. Il retrouve, dans les discours des grands orateurs de la Révolution, cette mâle éloquence des Gracques que louait Cicéron, et les harangues de Mirabeau et des Girondins lui semblent di-

[1] Beaulieu, IV, 177 ; Lossberg, art. cité, 29 ; Lavallette, *Mém.*, I, 139. Voir sur l'officier prussien de cette époque et ses brillants côtés *Invasion prussienne*, 97-100.

[2] Projet de lettre au président du comité diplomatique, 1[er] mai « Savez-vous avec qui vous venez de trinquer ? », disait un officier prussien à un dragon français qui buvait à Verdun avec les fils du roi. — « Parfaitement, répondait le soldat, avec des hommes comme vous et moi » (*Monit.* du 30 octobre).

gnes de Démosthène [1]. Déjà les généraux remarquaient dans l'armée le progrès des idées françaises, et de perspicaces observateurs se demandaient si la Révolution victorieuse ne laissait pas dans les âmes des semences légères, destinées à germer prochainement. Le prince de Reuss écrivait au cabinet de Vienne que l'armée prussienne commençait à devenir démocratique [2]. « Votre Majesté, disait Nassau-Siegen à Frédéric-Guillaume, ignore les propos que tiennent ses officiers en faveur des révoltés dont ils se disent les amis; le nombre des démocrates est grand. » — « Je le sais », répondait le roi, et quelques jours plus tard, dans un entretien avec le baron de Breteuil, « je connais, s'écriait le monarque, tous les *propos démocrates* qui se tiennent contre moi, mais on en faisait de semblables dans les antichambres de mon oncle, et, comme lui, je semble ne pas les entendre [3] ».

Cette guerre étrange acheva donc de désorganiser les troupes prussiennes. Plus que jamais les officiers raisonnaient sur la politique et dissertaient sur les droits de l'homme. Les vertus militaires s'effaçaient; on comptait plus sur une négociation que sur une bataille; on s'imaginait que l'intrigue était le seul fond de la guerre comme de la diplomatie. « La politique de camp, assure Lucchesini, fait un effet surprenant sur notre armée, et les officiers la prônent au delà de ce que l'ancien esprit de subordination prussienne peut supporter. » On devenait frondeur, on cabalait, on n'exécutait les ordres du quartier général qu'en souriant dédaigneusement et

[1] II, 69-70; voir ses conversations avec le ferblantier Pierrot, *Valmy*, 79-80.

[2] Vivenot, *Quellen*, II, 332.

[3] Nassau, V, 394, et *Fersen*, II, 60. La même crainte travaillait les Autrichiens. On écrivait de Bruxelles au général d'Happoncourt qui assiégeait Lille : « Si l'on s'y prend bien, la raison peut encore vous fournir des moyens d'occuper les troupes qui, dans l'oisiveté, pourraient *se corrompre par le contact des sans-culottes et des patriotes brabançons* » (lettre du 7 octobre, *Monit.* du 23). « Ces hommes, mandait-on le 26 septembre de l'armée de Kellermann au *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, ces hommes ou plutôt ces esclaves paraissent remplis de vénération pour nous, hommes libres; ils regrettent et se repentent de porter le fer contre nous. »

en haussant les épaules ; personne ne voulait obéir et tout le monde se croyait capable de commander ; on exaltait Kalkreuth aux dépens de Brunswick ; c'était Kalkreuth qui avait proposé, dès le 3 septembre, de s'emparer des Islettes ; c'était lui qui avait, par son adresse et sa faconde, trompé les généraux français et assuré la retraite. Brunswick devait reconnaître bientôt que l'armée n'était plus une machine, et, dès qu'elle est autre chose, disait-il tristement, elle sert à la destruction et non pas à la conservation d'un État [1].

[1] Häusser, I, 390 ; Malmesbury, *Diary*, III, 44 ; comp. *Invasion prussienne*, 111-112.

CHAPITRE VI

DISPERSION DES ÉMIGRÉS

L'armée des princes en Champagne. — Incendie de Voncq. — Misère et retraite. — Combat de Buzancy et de Sy. — Représailles des paysans. — Exécution des prisonniers. — Episodes de la déroute. — Invectives contre le roi de Prusse et Brunswick. — Ce que devient l'armée. — Mépris qu'elle inspire aux alliés. — Ordonnance de l'empereur. — Le landgrave de Hesse expulse les émigrés. — Réponse des conseillers des princes à Bischoffswerder.

Les princes français qui commandaient avec le maréchal de Castries la petite armée des émigrés, avaient, après la canonnade de Valmy, établi leur quartier général à Somme-Suippes. Le corps de bataille prit ses campements à Somme-Tourbe. L'avant-garde bivouaqua, d'abord à Saint-Remy, puis à La Croix-en-Champagne, enfin à Suippes. Elle était chargée d'observer les routes de Châlons et de Reims, de tenir en respect les troupes que d'Harville rassemblait à Aubérive, et de couvrir les derrières de l'armée prussienne. Elle eut, dit Minutoli, quelques escarmouches insignifiantes, et ce fut le seul profit qu'on tira des émigrés dans cette campagne [1].

Un détachement était demeuré à Vouziers. Il incendia Voncq. Ce village, dont la population comptait alors onze cents âmes, est situé à deux lieues de Vouziers, sur une hauteur qui domine la vallée de l'Aisne. Le 24 sep-

[1] *Der Feldzug*, 263.

tembre, des émigrés sommèrent les habitants de Voncq de leur fournir du pain et du fourrage. Les officiers municipaux répondirent que la loi leur défendait d'obéir aux ennemis de la patrie. Les émigrés firent dans la journée une seconde sommation et menacèrent le village d'une exécution militaire ; ils reçurent un nouveau refus. Dans l'après-midi, une troupe, composée de chevau-légers et de mousquetaires, marcha sur Voncq. La garde nationale, grossie de quelques habitants des communes voisines, résista quelque temps dans les vignes et sur le mamelon de la Cour-le-Comte. Mais la partie n'était pas égale ; il fallut se retirer après avoir tué un cavalier et blessé deux chevaux. Les émigrés envahirent le village. Deux cents maisons, sur trois cents, furent réduites en cendres. Les assaillants s'étaient portés aussitôt vers les habitations des principaux notables, du curé Peignier, du maire Robert, d'un autre Robert, député à la Convention. Ils défendirent aux paysans de faire sortir les chevaux des écuries. Ils empêchèrent une mère de sauver ses trois enfants qui périrent au milieu des flammes. La maison du conventionnel Robert était construite en pierres de tailles et ne brûlait pas assez vite ; ils forcèrent la vieille nourrice de la famille à porter de la paille dans le grenier. Dix-huit habitants de Voncq furent garrottés et emmenés à Vouziers [1].

Ces émigrés qui cantonnaient à Vouziers et dans les environs, passèrent la dernière semaine de septembre dans l'abondance et la sécurité. « Leurs pompeux équipages, écrivait Fortair à Dumouriez, s'engagent dans les campagnes avec la plus faible escorte, et souvent sans être accompagnés ; ...la présence de ces franco-barbares désole le pays ; ...ces flibustiers envoient fourrager et font contribuer les municipalités [2]. »

[1] *Monit.* du 1er octobre ; rapport de Peignier et du maire Robert ; discours du conventionnel Robert ; lettre de M. Léon Robert, ancien député du département. La Convention accorda provisoirement à la commune une somme de 200,000 livres (27 novembre, *Monit.* du 28), mais le député Robert réclama et obtint pour le village une indemnité de 772,623 livres (*Trois questions relatives à l'indemnité à accorder à Voncq*, 1793).

[2] Fortair à Dumouriez, Rethel, 27 septembre (arch. guerre).

Il n'en était pas de même sur les bords de la Suippe. Les émigrés, mandait Sparre à Servan, « sont nus et meurent de faim ; ils paient la livre de pain quinze francs[1] ». Les lettres qu'ils envoyaient à leurs amis de Bruxelles et de Coblenz ne contenaient que de navrants détails. « Depuis dix jours, disait le comte de Vauban, nous sommes sans tentes, sans équipages, sans vivres. » On entendit le vicomte de Caraman s'écrier avec douleur : « Dieu seul sait comment cela finira ! » Erasme de Contades rapporte dans ses souvenirs que le temps était affreux ; la pluie, froide et continuelle ; « nous couchions dans des granges à peine couvertes ; nous avions tous la dysenterie[2] ».

L'armée des émigrés reprit tristement le chemin de l'Argonne, à travers une boue blanche qui, selon le mot de Neuilly, prenait aux pieds comme de la poix[3]. Elle traversa Saint-Souplet, Sainte-Marie et cette morne plaine dans laquelle elle s'était égarée dix jours auparavant. Elle franchit de nouveau le défilé du Chesne-Populeux et regagna par Stenay, Marville, Longuyon et Cutry le Luxembourg autrichien[4]. Elle ne fut pas inquiétée, car elle filait derrière l'armée prussienne qui la couvrait contre toute attaque. Elle ne livra que deux petits combats, l'un près de Buzancy, l'autre au village de Sy.

Elle se dirigeait sur Buzancy et marchait à la droite des Autrichiens de Clerfayt, lorsque Valence attaqua son arrière-garde. Les républicains prirent un guidon aux émigrés. Cet étendard appartenait à la 6e division des gardes du corps. Il fut porté en triomphe au château de Vouziers où les princes tenaient la veille leur

[1] Sparre à Servan, 28 septembre (arch. guerre).

[2] *Fersen*, II, 39 ; Contades, 70. Cp. *Revue rétrospective*, IV, p. 23 (*journal d'un officier de l'armée des princes*) « pendant les douze jours que nous passâmes dans ce misérable endroit [à la Croix-en-Champagne] il est difficile de se faire une idée de la misère que nous firent éprouver la continuité du mauvais temps, la disette de vivres, le manque d'eau, les alertes continuelles ».

[3] Neuilly, 52.

[4] 8 octobre, de Stenay à Marville ; 9, Longuyon ; 11, Lexy ; 12, Arlon ; 21, Liége (*Geschichte der Kriege in Europa*, 87).

grand couvert et où Dumouriez venait de s'établir. On le suspendit à la fenêtre de la chambre qu'habitait le général, et quelques jours plus tard (12 octobre) un officier de l'armée des Ardennes l'offrait à la Convention. Sur la proposition de Vergniaud, l'assemblée décréta que ce signe de rebellion serait brûlé par la main du bourreau [1].

L'affaire de Sy consola les émigrés de ce léger échec. Des paysans auxquels s'étaient joints des soldats de la garnison de Sedan, les attendaient près de Stonne, à la sortie des Grandes-Armoises. Le marquis d'Autichamp se mit à la tête de la gendarmerie et de l'escadron de Chamborant et de Lauzun ; il attaqua résolument les républicains qui s'enfuirent dans les bois ; quelques-uns furent sabrés, d'autres faits prisonniers. Le chevalier de La Porte, aide de camp d'Autichamp, périt dans ce combat. Un soldat, qu'il avait oublié de désarmer, lui lâcha par derrière un coup de fusil. De La Porte tomba mort sur la place. Mais l'adjudant major Du Fay le vengea aussitôt en tuant le meurtrier, et Autichamp fit brûler sans miséricorde cinq villages des environs. Plusieurs maisons n'avaient pu brûler; Autichamp y renvoya la gendarmerie. Presque toute l'armée blâma cette cruauté. « Les cendres parlent, disait Contades, et mille familles, réduites par vous à la mendicité, vont publier votre barbarie dans toute la France ; vous ne laisserez sur cette terre à laquelle nous venions rendre le bonheur et la paix, que des traces de sang et de dévastation [2] ! »

Contades avait raison. L'incendie des villages de l'Ardenne acheva de rendre odieux le nom des émigrés. Vainement un grand nombre d'entre eux assuraient sur leur passage qu'ils ne feraient aucun mal aux populations. Vainement, pendant leur séjour à Vouziers, le 2 et le 3 octobre, ils avaient tout payé au poids de l'or [3]. Ils venaient de brûler Voncq et de saccager cinq autres

[1] Brémont, 67 ; *Monit.* du 13 octobre.
[2] Marcillac, 112 ; Crossard, 13-14 ; Contades, 80-81 ; Neuilly, 51 ; Minutoli, *der Feldzug*, 302 ; *Revue rétrospective*, IV, p. 28.
[3] Brémont, 67.

bourgades florissantes. On ne parla plus des émigrés qu'avec horreur ; on se répéta qu'ils avaient rapporté de l'exil les plus cruels ressentiments ; on ne vit plus en eux que des « tigres dévorants, altérés du sang de leurs concitoyens »[1], et après avoir compté qu'ils seraient reçus avec des acclamations de joie, ils se retirèrent au milieu de l'exécration universelle. On les accusa d'avoir empoisonné les eaux du pays en jetant exprès dans les puits, les fontaines et les ruisseaux les cadavres de leurs chevaux. Les commissaires de la Convention dénoncèrent leur « atrocité » à la France entière ; cette *armée royale*, écrivaient-ils à l'assemblée dans une lettre qui fut publiée par les journaux, « n'a laissé subsister dans les lieux qu'elle abandonnait, ni grains pour ensemencer les terres, ni chevaux pour les cultiver, ni bestiaux pour fournir à la nourriture des habitants[2] ».

Mais les paysans exercèrent de terribles représailles. Malheur aux émigrés qui s'écartaient du gros de la troupe ! Beaucoup d'entre eux, épuisés de fatigue, tombaient sur les routes sans pouvoir se défendre et se laissaient « prendre comme des moutons ». On les massacrait ou les envoyait à Reims. Les malheureux prétendaient, pour sauver leur vie, qu'ils avaient reconnu leur erreur, qu'ils venaient se rallier aux républicains. On ne les croyait pas ; c'est le *refrain*, disait Westermann, de tous ceux qui sont pris. Aux environs de Sedan, les gens du pays saisirent deux officiers bretons, les fusillèrent et jetèrent leurs cadavres dans un fossé, après s'être emparés de leurs montres et de leur argent. A Longwé, près de La Croix-aux-Bois, les habitants, armés de haches et de pioches, firent main basse sur les bagages des émigrés et vendirent à Vouziers deux voitures remplies de porte-manteaux ; Dumouriez leur donna la moitié de la prise, environ douze mille livres[3].

[1] Contades, 61.

[2] Lettre des commissaires du 2 octobre, *Monit.* du 6 ; lettre de Kellermann à Servan, même jour : « ils n'ont laissé aux paysans que les yeux pour pleurer et poussé l'atrocité jusqu'à emporter la dernière chemise que ces pauvres gens avaient sur le corps ».

[3] Westermann à Pétion, 1er octobre (Ternaux, IV, 548) ; Brémont, 65-66 ; Forneron, *Hist. gén. des émigrés*, I, 356 ; Gaudy, art. cité.

La cavalerie légère de Beurnonville et de Valence se joignait aux paysans. L'*Ajax français*, qui laissait échapper les Prussiens, s'acharnait à la poursuite des émigrés. Tous ses hussards, ses *corsaires*, comme il les nommait, avaient des montres et de l'or »; vous avez fait trêve de feu, disait-il à Dumouriez, mais je n'ai point cessé de courir sur le butin ; je vous recommande ces b... d'émigrés qui ont l'air de pendards et qui nous font tant de mal. » Il ajoutait qu'il les enverrait à la guillotine et il se plaignait d'être moins favorisé que Valence qui « avait le bon côté pour les captures ». Neuf émigrés, pris aux avant-postes, furent menés à Paris, jugés par un conseil de guerre que présidait le général Berruyer, et guillotinés le 23 octobre sur la place de l'Hôtel-de-Ville. « Etre fait prisonnier, écrit Contades, était la chose la plus à craindre, et la pensée de périr à Paris sur un échafaud m'effrayait plus que mille trépas [1]. »

Les émigrés qui n'avaient pas suivi l'armée prussienne dans l'Argonne, connurent les mêmes misères et les mêmes angoisses. Ils avaient abandonné le siège de Thionville et campaient aux environs de Verdun. Ils croyaient les patriotes enfermés dans les défilés et sur le point de mettre bas les armes. Soudain arriva l'ordre de regagner la frontière. Las Cases et Chateaubriand servaient dans ce corps d'émigrés. « Je sortis des rangs, raconte Las Cases, et opérai seul ma retraite, succombant sous la fatigue de trop longues marches dans la boue et sous des torrents de pluie, courbant sous un mousquet et tout un attirail qui n'était nuisible qu'à moi [2]. » La compagnie de Châteaubriand se débanda. Lui-même, affaibli par la dysenterie, livré au plus violent désespoir, voulut rester dans la terre labourée où il enfonçait jusqu'aux genoux, et y mourir; ses compagnons

26 : « le bagage fut la proie des paysans qui revenaient de tous côtés ».

[1] Beurnonville à Dumouriez, 5 octobre (Ternaux, IV, 545-546); *Monit.* du 21 octobre; *Révol. de Paris*, n° 172, p. 199-206; Contades, 86-87.

[2] Las Cases, *Mémorial*, V, 230.

durent l'arracher de cette boue et l'entraîner avec eux. « On ne rencontrait, dit-il, que des caissons renversés, des affûts et des canons embourbés, des chariots renversés, des vivandières avec leurs enfants sur leur dos, des soldats expirants ou expirés. » Il vit sur la grande route, aux portes d'Arlon, une file de voitures attelées ; les chevaux, les uns debout, les autres agenouillés, d'autres appuyés sur le nez, étaient morts, et leurs cadavres se tenaient raidis entre les brancards ; « on eût dit des ombres d'une bataille bivouaquant au bord du Styx »[1].

Avec l'armée des princes s'éloignaient pour un second exil les émigrés de Lorraine et de Champagne qui croyaient la Révolution terminée et n'avaient revu leur demeure que pour l'abandonner aussitôt. Un vieux chevalier de Saint-Louis, membre de l'Assemblée des notables en 1787, suivi d'un domestique qui portait un petit paquet au bout d'un bâton, quittait son hôtel de Verdun et se dirigeait à pied vers la frontière[2]. Une heure avant l'évacuation de la place, une jeune dame émigrée, sanglotant et se tordant les mains, entrait dans la chambre du lieutenant Minutoli et le conjurait de la sauver, elle, sa mère et son père, de la vengeance des républicains. L'officier ému de pitié, lui offrit son cheval ; mais la jeune femme n'avait pas de voiture et refusait d'abandonner ses parents. Après beaucoup d'efforts, Minutoli installa la famille dans un fourgon de bagages ; elle put quitter Verdun, dit-il dans ses *Souvenirs*, et je ne l'ai plus revue[3]. Mais onze émigrés, pris dans les chariots de l'ambulance par l'avant-garde de Kellermann, furent menés à Verdun, jetés en prison et le soir même exécutés, l'un après l'autre, sur une place de la ville, à la lueur des flambeaux. Un seul échappe, le plus jeune et le plus malade, Alexis de Villeneuve Laroche-Barnaud. On l'avait oublié au fond de son cachot. Mais un factionnaire l'entend gémir. Il entre : « Vous avez de l'argent, donnez-le moi. » Villeneuve lui remet trente-

[1] *Mém. d'outre-tombe*. II, 58 ; Peltier, 60 ; d'Argens, 55-56.
[2] Gœthe, *Camp. de France*, 161.
[3] Minutoli, *Erinnerungen*, 149-150.

huit francs qui lui restaient. Au bout de quelques instants, le soldat reparaît ; il fait endosser au prisonnier une capote grise qu'il vient d'acheter; il le prend sous le bras, le mène hors de la ville ; « allez à Nancy, lui dit-il en le quittant, et engagez-vous dans un régiment de chasseurs »[1].

La plupart des émigrés se trouvèrent réunis dans la petite ville d'Arlon, et ce fut là, rapporte l'un d'eux, que le courage abandonna tout le monde. Deux mois auparavant, on entrait en France avec joie ; on croyait revoir à la fin de l'automne la bruyère natale, et le grand bois, et le vieux colombier ; c'était pour tous un plaisir piquant de couper le bois et d'aller puiser l'eau, de laver son linge, de s'éveiller au son de la trompette et de s'entretenir de sa province autour d'un feu de bivouac[2]. Aujourd'hui il fallait fuir, se disperser dans le monde, recommencer la vie d'exil, et cette fois sans joyeuses illusions et sans espoir. « La douleur et la consternation, raconte d'Argens, étaient peintes sur tous les visages ; les murmures, les plaintes les plus amères et les invectives éclatèrent contre le roi de Prusse et son général Brunswick[3]. »

Déjà, pendant la campagne, les émigrés s'étaient plaints hautement d'être tenus en laisse et de marcher, comme des prisonniers, entre les colonnes des alliés. La retraite avait à peine commencé qu'ils se crurent trahis. Las Cases dit que le langage ne saurait rendre le ressentiment de ses compagnons contre les Prussiens[4]. « La mésintelligence, rapporte Marcillac, avait éclaté à un tel degré qu'il eût été dangereux de rencontrer des troupes de cette puissance, les ordres des princes eussent été insuffisants pour empêcher une lutte à outrance[5]. » Frédéric-Guillaume, que les émigrés célébraient naguère comme l'Agamemnon moderne, n'était plus que

[1] Villeneuve Laroche-Barnaud, 120-124.

[2] Chateaubriand, *Mém. sur le duc de Berry*, chap. VIII, et chant VI des *Martyrs*.

[3] D'Argens, 56-57.

[4] Las Cases, *Mém.*, 21, et *Mémorial*, V, 230.

[5] Marcillac, 111.

l'*opprobre des souverains*[1]. Il avait promis aux chevaliers français de leur rendre leur patrie et leur roi ; et il leur imposait la retraite la plus déshonorante, il livrait la vie de Louis XVI sans défense à toute la fureur révolutionnaire ! On l'accusait d'avoir reçu des millions du parti jacobin. On prétendait qu'il était « las de la guerre et pressé de retourner à Berlin pour y retrouver ses maîtresses et reprendre le cours de ses débauches »[2] Le généralissime était l'objet des mêmes injures et des mêmes soupçons outrageants. On ne l'appelait plus que le *Brunswick*. On déclarait que c'était un homme inepte et surfait, fort au-dessous de sa réputation militaire. Ah ! si ces pauvres Allemands avaient été conduits par un Français un peu leste ! Ils auraient mené les sans-culottes à coups de chiquenaude jusqu'à Paris ! Mais le duc s'était fié à la parole de ce *petit tigre* de Dumouriez qui l'avait trompé[3] ! On lui reprochait la distinction cruelle qu'il avait établie dans le cartel d'échange ; ne devait-il pas, selon toutes les lois de l'honneur, stipuler pour les émigrés comme pour les siens[4] ? On répétait qu'il s'était vendu parce qu'il croyait monter sur le trône de France. « Quelle conduite étonnante que celle de M. de Brunswick, disait Breteuil, c'est un homme dans la boue[5] ! » Les mémoires de Contades respirent encore la colère de l'émigration : « On fuit sans s'être battus. Duc de Brunswick, vous avez laissé notre sang se glacer dans nos veines de froid, de misère et de honte. C'est à l'Europe entière que vous en répondrez. Vous avez tenu son sort entre vos mains ; votre retraite sans coup férir a ébranlé tous les trônes[6] ! »

Tous maudissaient cette guerre si gaiement engagée et si tristement finie. Tous se demandaient ce qu'ils

[1] Dampmartin, *Mém.*, 306, et Montrol, *Hist. de l'émigr.*, 114.
[2] Neuilly, 50.
[3] *Monit.* du 24 octobre; lettre de Bruxelles interceptée.
[4] Peltier, 57.
[5] *Fersen*, II, 387. Cp. *Revue rétrospective*, IV, p. 24 (journal d'un officier de l'armée des princes). « La conduite du duc de Brunswick nous paraissait tellement odieuse que les plus violents l'accusaient hautement de trahison. »
[6] Contades, 72-74.

allaient devenir. Que de malheureux qui n'auraient bientôt plus de pain à manger! Les neuf dixièmes d'entre eux seraient littéralement réduits à l'aumône. Déjà, de Verdun, quelques-uns imploraient le secours des plus riches. « Je ne puis vous exprimer, écrivait Imard de Cancelade au comte d'Egmont, combien tout le monde est navré de la tournure qu'ont prise les choses ; nous ne savons, mon frère et moi, quel parti prendre ; jamais nous n'eûmes autant besoin de votre protection. » Le jeune duc d'Harcourt mandait à son père qu'il était dans une « position affreuse » et comme « dans une mer de désolation ; j'irai, ajoutait-il, vous joindre à Aix-la-Chapelle où nous chercherons à prendre les moyens les plus économiques pour passer notre hiver avec le peu qui nous reste ». Des scènes déchirantes eurent lieu au camp d'Arlon lorsque les princes donnèrent l'ordre maladroit d'accorder des congés à quiconque voudrait se retirer. Les uns rentrèrent en France en disant qu'ils aimaient autant être massacrés que de mourir de faim. Les autres jetèrent leur uniforme ou, dans leur rage le mirent en pièces et, revêtus de la blouse du paysan, repassèrent la frontière pour gagner, à travers mille dangers, la Vendée et la Bretagne. D'autres, reniant leur foi monarchique, s'engagèrent sous un faux nom dans les armées de la république victorieuse. Plusieurs se brûlèrent la cervelle. Le reste reflua sur Liège où, sur l'ordre de la cour de Vienne, les débris de l'armée des princes devaient prendre leurs quartiers d'hiver [1].

Mais plus que jamais les émigrés étaient méprisés et haïs de leurs alliés. Minutoli assure que l'armée prussienne les détestait parce qu'elle les regardait comme les auteurs de cette guerre désastreuse [2]. Laukhard les nomme le rebut de l'humanité [3]. Le témoin oculaire leur attribue tout l'insuccès de l'expédition ; « ces ex-Français, écrit-il, ont été nos pires ennemis; ce sont de

[1] *Monit.* du 26 octobre, lettres interceptées, et *Corresp. orig. des émigrés*, II, 174-180 ; d'Argens, 58 ; Dampmartin, 306 ; *Fersen*, II, 48-49 ; d'Allonville, III, 116.

[2] Minutoli, *der Feldzug*, 301 : « ... den ganzen Hass des Heeres ».

[3] Laukhard, III, 29 et 34.

grands hâbleurs, des archi-menteurs qui n'ont fait qu'entasser gasconnades sur gasconnades[1] ». Les généraux eux-mêmes ne dissimulaient pas l'aversion profonde que leur inspiraient les princes français et leur armée. Le 24 avril, au début de la guerre, l'adjudant général Latour-Foissac, conférant à Mons avec Beaulieu, voyait de la fenêtre un rassemblement d'émigrés ; « vous regardez là, lui dit l'Autrichien, des hommes qui nous sont fort incommodes ; il y en avait beaucoup ici, mais j'en ai fait partir un grand nombre »[2]. Le 8 octobre, pendant que La Barolière et Galbaud s'entretenaient devant Verdun avec le duc de Brunswick et Kalkreuth, ils virent s'approcher le maréchal de camp Klinglin, portant la cocarde blanche ; Brunswick lui fit signe de se retirer : « Voilà, dit-il à Galbaud, comment je traite les émigrés, je n'ai jamais aimé les traîtres, faites d'eux ce que vous voudrez, peu nous importe[3]. »

Le 23 octobre, sur la proposition de Buzot appuyée par Danton, la Convention décrétait que les émigrés étaient bannis à perpétuité du territoire de la République et que tous ceux qui repasseraient la frontière seraient punis de mort, comme s'ils avaient été pris les armes à la main. Le même jour, l'empereur ordonnait à ses gouverneurs et officiers des Pays-Bas autrichiens d'arrêter tout Français de l'armée des princes qui ne se trouverait pas dans l'endroit désigné pour les cantonnements. Les émigrés qui n'auraient pas loué une maison ou un appartement, seraient chassés du pays, comme gens sans aveu. S'ils voulaient rester en Belgique, ils devraient remettre à l'officier de police une note signée de leur nom, qui indiquerait leur dernier domicile et leur état[4]. Thugut proposait même de *dé-*

[1] Témoin oculaire, I, 4-5, 49-50, 50, 55, 75. « Erzlügner..., gewaltige Windbeutel... unsere ärgsten Feinde » ; Dumouriez aux commissaires, 3 octobre : « la colonne des émigrés, méprisée également des deux côtés ».

[2] Mémoire de Latour-Foissac (arch. guerre).

[3] Voir ci-dessus la conversation de Brunswick avec Galbaud ; comp. aussi *Invasion prussienne*, 276-281, les lettres de Lombard et Strantz. art. cité, 104.

[4] *Monit.* du 14 novembre ; Ternaux, IV, 352-353.

blayer entièrement les Pays-Bas autrichiens de cette foule importune. Mais, — ajoutait-il après réflexion — « ces émigrés, sans habits, sans souliers, prêts à périr de faim, sont physiquement hors d'état d'exécuter l'ordre qu'on leur donnerait de se disperser ; peut-être même se jetteraient-ils dans les bois ; peut-être infesteraient-ils les grands chemins ; il faudrait les expulser à main armée et les exterminer. On doit donc, concluait Thugut, subvenir encore, dans les premiers moments, à leurs plus pressants besoins, mais avec l'économie la plus stricte et la plus sévère[1]. » Voilà les secours que l'Autriche donnait à l'émigration vaincue !

Le landgrave de Hesse ne fit pas tant de façons. Quelques émigrés avaient suivi sa petite armée. Leur détresse était si grande qu'ils envahirent, dans la nuit du 8 novembre, les villages de Langen-Dernbach et de Herborn et mirent le paysan à contribution ; ils avaient pris la cocarde tricolore et se donnaient pour des soldats de Custine ! Guillaume IX ordonna de les désarmer aussitôt et défendit à tous les émigrés sans exception de séjourner dans ses États[2].

Plusieurs arrivèrent à Mayence. On les reçut, dit un témoin oculaire, autrement qu'au mois de juillet, car on leur imputait les désastres de la coalition et on savait Custine à quelques lieues de là[3]. Il leur fut interdit de demeurer dans la ville ; on leur permit seulement de la traverser et d'aller, sous escorte, d'une porte à l'autre[4]. Les malheureux se rendirent à Ratisbonne ; « leurs habits sont en guenilles, écrivait-on au *Moniteur*, leurs chevaux sont harassés, et ils ne s'en servent que tour à tour ; ils sont tellement changés qu'ils ont perdu même leur étourderie ; ces hommes, quoique bien coupables, font presque pitié » [5].

[1] Thugut à Cobenzl, 23 octobre (Vivenot, *Vertrauliche Briefe von Thugut*, I, 3).

[2] Ditfurth, *die Hessen*, 138, et *Monit.* du 22 novembre (lettre de Francfort, du 11).

[3] Eickemeyer, *Denkwürdigkeiten*, 1845, p. 124.

[4] Forster, *Sämmtliche Schriften*, VIII, 234.

[5] *Monit.* du 7 novembre.

Seul, le roi de Prusse ne démentit pas sa générosité. Il fit offrir aux comtes de Provence et d'Artois par son favori Bischoffswerder le château de Hamm sur les bords de la Lippe. Mais, lorsque le général prussien eut représenté aux conseillers des princes qu'il faudrait peut-être, après le succès d'une seconde campagne, détruire les abus de l'ancien régime, on se récria, on répondit que l'émigration victorieuse n'accorderait ni une seule grâce ni un seul changement. « Monsieur, dit un des plus fougueux, nous savons que le roi de Prusse se laisse approcher par des hommes séduisants, mais dangereux. Il serait affligeant qu'il leur laissât de l'influence, car les *monarchiens* sont aussi criminels à nos yeux que les démagogues. Si les souverains alliés adoptaient des erreurs si contraires à la nature du pouvoir monarchique, nos princes les remercieraient de leur secours[1]. » Les émigrés n'avaient rien appris ni rien oublié.

[1] Dampmartin, *Mém.*. 307. Je ne puis clore ce chapitre sans citer un joli passage des *Mémoires* de la duchesse de Gontaut (Biblioth. nat. Réserve) : « Le désordre de la défaite fut horrible. Nous nous trouvâmes entourés de troupes qui couvraient les chemins. Nous étions obligés d'aller au pas. Les soldats malades cherchaient le repos sur les voitures et en surchargeaient l'impériale. A la fin de chacune de ces pénibles journées, on cherchait un gîte, une grange ; un peu de paille était disputé ; et quand on apercevait un clocher qui faisait espérer un asile, on avait la douleur de s'en voir privé par ces mots si durs affichés aux portes des villes des petits états que nous traversions : « Ici les juifs et les émigrés ont défense d'entrer. » Un épisode ranima un moment la gaieté française. Une grange spacieuse, de la paille fraîche donnaient l'espérance d'une bonne nuit. La duchesse de Guiche, Mmes de Poulpry, de Lage, etc., ma mère et moi, nous couchâmes rangées le long de la muraille. Un chasseur de la duchesse de Guiche, un sabre à la main, avait consigne de nous bien garder. Au milieu de la nuit, nous fûmes réveillés par des coups redoublés et par une voix de femme demandant asile. « Ouvrez, c'est moi ! » On ouvrit. Mme de Calonne, femme du ministre, entra parée, crêpée, fardée, poudrée, belle robe à queue, paniers, souliers à talons. « Où sont les appartements ? » dit-elle. Elle regarde avec terreur. « Mais que vois-je ? Un hôpital ! Des femmes sur la paille ! Un homme armé ! Holà ! où sont mes laquais ? De la lumière ! Des flambeaux ! » Les laquais accourent et, la grange une fois illuminée, ses cris redoublent. « Où suis-je ? Que vois-je ? Des pendus à la muraille ! » Alors nous vîmes aussi vingt-quatre moutons écorchés, accrochés, prêts à être livrés le lendemain au marché. Alors chacun se reconnut, et nous de rire » (p. 19-20).

CHAPITRE VII

LILLE ET THIONVILLE

I. Félix Wimpffen. — La place de Thionville. — Sa garnison. — Sommations. — Bombardement. — Blocus. — Krieg, Moreau, Sénélé, Hoche. — Les enfants de la Fensch. — II. Les Autrichiens en Flandre. — Leurs premiers succès. — Le corps du duc de Bourbon — Lille. — Les travaux du siège. — La sommation. — Bombardement. — Héroïque constance de la population. — Les renforts. — Levee du siège.

I. Les Prussiens et leurs alliés rebroussaient chemin vers la frontière et suspendaient une campagne qu'ils n'étaient pas en état d'entreprendre. Il reste à dire comment ils furent repoussés devant deux places qu'ils n'étaient pas en état d'assiéger : Lille et Thionville.

Le commandant de Thionville était le baron Félix-Louis de Wimpffen. Successivement lieutenant en second au régiment d'infanterie de Deux-Ponts (1757), lieutenant en premier (1759), capitaine (1766), et colonel en second (1776) au régiment de La Marck, brigadier (1784), maréchal de camp (1788), il avait pris part à la guerre de Sept-Ans, à la campagne de Corse, aux sièges de Mahon et de Gibraltar. Député du bailliage de Caen aux Etats généraux et membre du comité militaire de la Constituante, il avait reçu depuis le 18 mai 1792 le commandement de Thionville. Il n'était, dit Dubois-Crancé qui le connut de près, « ni aristocrate, ni patriote ; il n'a

jamais eu que son intérêt personnel en vue, et il cachait, sous la bonhomie d'un Allemand, toute la finesse d'un Gascon[1] ».

Les princes français comptaient que Wimpffen leur livrerait Thionville et certainement il avait prêté l'oreille à leurs propositions. Il entretint, pendant le siège, par l'intermédiaire du graveur juif, Joseph Godchaux, de secrets rapports avec le comte d'Artois et le maréchal de Broglie. Un an plus tard, il dirigeait la petite armée des Girondins, choisissait Puisaye pour chef d'état-major et ne cachait ni à Louvet ni à Buzot ses inclinations royalistes[2].

Le gouvernement connut les menées de Wimpffen, mais il n'osa les punir. Il le nomma lieutenant-général (20 août) et, après le siège, sur la proposition de Kellermann, l'envoya prudemment dans l'intérieur, à Bayeux, commander l'armée des côtes de la Manche.

Wimpffen aurait probablement rendu Thionville, si les assiégeants avaient eu l'air de l'assaillir sérieusement. Ils ne déployèrent devant la place que les moyens d'attaque les plus misérables et ne firent qu'un simulacre d'investissement. Wimpffen garda son poste et répondit aux émigrés à coups de canon[3].

Thionville est dans une petite plaine que bornent à l'ouest des collines couvertes de bois, à l'est la Moselle, au sud, un affluent de la Moselle, la Fensch. C'était alors une des meilleures places de la frontière

[1] Iung, *Dubois-Crancé*, I, 96. Wimpffen était né le 5 novembre 1744 à Minfeld, dans le pays de Deux-Ponts.

[2] Godchaux, mal payé, dénonça Wimpffen à la Convention (voir arch. nat., AF, II, 281, les pièces relatives à cette affaire). Comp. sur les rapports de Wimpffen avec l'émigration Vivenot, *Quellen*, II, 207. Esterhazy à Spielmann « diese Tentative gründete sich auf ein Einverständniss » ; Kellermann à Servan (lettre confidentielle du 24 septembre, arch. guerre) ; Beaulieu, IV, 180 ; Neuilly, 49 ; d'Allonville, III, 73-74 ; Fersen au prince régent de Suède (*Fersen*, II, 33 et 362) ; sur le rôle postérieur de Wimpffen Louvet, *Mém.*, édition Barrière. p. 269 ; sur le siège de Thionville Teissier, *Histoire de Thionville* (Metz, 1828), Minutoli, Renouard, etc.

[3] « Quant à moi, écrivait-il à Lavergne le 19 août, je reste *in statu quo ;* je n'ai rien dit, rien proposé à ma garnison, parce que je ne puis lui dire rien de fondé et rien d'avantageux ; j'attends les événements » (Teissier, 469).

française[1]. Les fortifications de la ville se composaient de onze bastions réguliers, couverts par quelques travaux avancés. Un grand ouvrage à cornes défendait la porte de Luxembourg. La rive droite de la Moselle, reliée à l'autre bord par un pont de bois aux piliers maçonnés, était protégée par une couronne et par un fort qui commandait les routes de Sarrelouis et de Trêves[2].

La garnison comprenait le 103e régiment d'infanterie, les dépôts du 2e, du 6e et du 58e, ceux du 13e dragons et du 12e chasseurs, un bataillon de grenadiers, le 1er bataillon des Ardennes, le 1er de la Creuse, le 2e de Seine-et-Marne, le 3e de la Moselle, le 4e de la Meurthe, et deux compagnies d'artillerie, en tout 5,400 hommes[3].

Le 29 août, 9 bataillons et 12 escadrons qui formaient la première colonne du corps autrichien de Hohenlohe-Kirchberg, investirent la forteresse et s'établirent soit au camp de Richemont, évacué cinq jours auparavant par Luckner, soit à Meneville et sur les deux bords de l'Orne. Une seconde colonne, forte de 4 bataillons, de 8 escadrons, d'une compagnie de sapeurs et de l'artillerie de réserve, se posta sur les hauteurs de Guentrange. Brunswick avait désigné ce point comme le plus favorable à l'emplacement des batteries. Mais Hohenlohe-Kirchberg jugea que son artillerie serait trop loin de la forteresse; il la transporta au sud-ouest de Thionville, à Beauregard.

La petite armée des émigrés rejoignit les Autrichiens le 3 septembre et campa sur la rive droite de la Moselle, à Basse Yütz et à Haute Yütz.

Une première sommation fut envoyée, le 4 septembre, à Wimpffen. Elle était libellée au nom des princes, frères du roi, et engageait la garnison et les habitants à suivre l'exemple de Longwy et de Verdun. Wimpffen répondit qu'il ignorait ce qui se passait en France, que les citoyens et la garnison étaient fidèles à la nation, à la

[1] Esterhazy à Spielmann, Vivenot, *Quellen*, II.

[2] Renouard, 139.

[3] Arch. guerre. Armée du Centre, état de situation du 3 septembre. « Le 103e régiment, écrit Esterhazy, est un régiment *enragé;* son arrivée a rendu douteuses la position du commandant et l'espérance du succès. »

loi et au roi, qu'ils dépendaient au reste des autorités établies à Metz, et ne pouvaient recevoir d'ordres que d'elles.

Cette réponse assez ambiguë provoqua une seconde sommation (5 septembre). « Vous ignorez ce qui se passe en France, disaient les princes à Wimpffen, on a violé la personne sacrée du roi, on le tient emprisonné et menace ses jours; nous vous adressons un exemplaire de la déclaration du 25 juillet, et vous exhortons à ne pas vous exposer aux exécutions militaires qui y sont annoncées. Les habitants de Longwy ignoraient, comme vous, ce qui s'était passé dans la capitale ; ils ont frémi en l'apprenant et se sont empressés de déposer entre nos mains l'expression de leurs sentiments. Hâtez-vous de faire les mêmes protestations. » Wimpffen répondit, non pas aux princes, mais à l'armée impériale et prussienne : « Nous gémissons avec vous, écrivait-il, sur les maux qui affligent la France. Nous ne partageons et ne partagerons jamais les crimes qui souillent les annales de notre révolution. Mais, citoyens français, nous sommes tout aussi peu disposés à nous soumettre au despotisme que vous nous offrez, et les princes savent bien, qu'à part opinion, un ensemble de gens d'honneur ne posent point les armes sur des invitations qui ne sont que des menaces. »

Hohenlohe-Kirchberg se résolut à bombarder la ville. Il fit établir, dans la nuit du 5 au 6 septembre, deux batteries, l'une à la chapelle Sainte-Anne, sur la rive gauche de la Moselle, l'autre à Haute Yütz, sur la rive droite. Mais il fallut les avancer à quatre cents pas du glacis, au milieu d'une pluie battante, sur une terre détrempée, et les couvrir autant que possible par des gabions. Le bombardement ne dura pas deux heures, et les grenades autrichiennes n'allumèrent dans Thionville que trois petits incendies qu'on éteignit aussitôt. Les artilleurs de la place avaient riposté vigoureusement ; couchés à côté de leurs pièces, ils attendirent avec patience le premier coup de canon ; dès que s'ouvrit le feu, les batteries de la ville et du fort tirèrent sur l'assiégeant. Trois artilleurs ennemis furent tués sur leurs pièces; huit autres, dont un major et un lieute-

nant, étaient blessés; le prince de Waldeck eut le bras gauche emporté : « J'emploierai l'autre, dit-il, à rétablir le roi de France sur son trône. »

Les émigrés n'eurent pas une meilleure fortune. Le maréchal de Castries canonnait le fort et le pont de la rive droite. Mais il n'avait que les deux pièces de 4 du régiment de Berwick que servaient les officiers du corps royal de l'artillerie des colonies. « Ridicule démonstration, s'écrie Marcillac, contre une place régulièrement fortifiée[1] ! »

Cet échec consterna les princes. Ils écrivirent à Hohenlohe-Kirchberg, le soir du 6 septembre : « Manquer Thionville est peu de chose en soi-même; mais que la première place attaquée par l'armée, aux ordres de Votre Altesse, n'ait pas été prise, est beaucoup pour l'opinion publique. Serait-il dit qu'au moment où Luckner abandonne Thionville à ses propres forces, nous renoncerons à prendre la place? Non, Votre Altesse n'y peut consentir; mais le temps passe, nous la conjurons d'envoyer sur-le-champ à Luxembourg l'ordre de faire avancer l'artillerie que nous lui demandons. » On devait donner aux émigrés deux nouvelles pièces ainsi qu'un mortier, et déjà Crossard et deux autres officiers d'artillerie allaient reconnaître les chemins. Mais le maréchal Bender refusa d'envoyer aux princes un seul canon[2]. Hohenlohe-Kirchberg dut se rendre à Clermont pour masquer les Islettes et quitta son camp le 10 septembre. Il ne resta devant Thionville qu'un corps très faible, commandé par le feld-maréchal comte Wallis ; 3 bataillons et 3 escadrons, sous le général Einsiedel, observaient la place; 4 bataillons et 3 escadrons, sous le général Schröder, campaient à Richemont[3]. Les princes partirent en même temps que Hohenlohe-Kirchberg, pour joindre l'armée prussienne avec leur cavalerie; ils

[1] Marcillac, 109, et Crossard, I, 8.

[2] « Il y avait des pièces de gros calibre sans affûts ; le peu qui restait n'avait reçu aucune réparation depuis 1749 et se trouvait tellement pourri qu'il eût été impossible d'en faire usage » (Nassau-Siegen, 341.)

[3] Gebler, art. cité, p. 71.

ne laissèrent devant la forteresse que l'infanterie sous les ordres du maréchal de Broglie[1].

Le siège de Thionville se transformait en blocus, et, selon le mot de Marcillac, en un blocus mal établi. Il n'offre plus aucun incident remarquable. La garnison fit plusieurs sorties dans lesquelles se signala le futur général Krieg, qui devait prendre le commandement de la place après le départ de Wimpffen et de son successeur Saint-Hillier. Krieg était entré au service en 1756, et Kellermann venait de lui donner le brevet de lieutenant-colonel; il surprit des postes, enleva des voitures de fourrages et détruisit un magasin de vivres[2]. A ce siège se signalèrent encore René Moreaux qui commandait le 1er bataillon des volontaires des Ardennes et assiégea Luxembourg en 1795; Sémélé, officier au 3e bataillon de la Moselle et, plus tard, lieutenant-général; Hoche, qui servait comme lieutenant dans le 58e régiment. Hoche et Sémélé, dit un historien, allaient faire le coup de feu avec les vedettes[3].

La population de Thionville avait autant de bonne volonté que la garnison. Elle était résolue à ne pas capituler: nous ferons plutôt sauter la ville, écrivait le père de Merlin. Les *enfants de la Fensch*, comme se nomment les Thionvillois, placèrent sur le rempart un cheval de bois avec une botte de foin dans la bouche et cette inscription : « *Quand le cheval mangera ce foin, Thionville se rendra.* » Les femmes dansaient autour des batteries. Jamais, raconte un témoin oculaire, on n'avait vu une ville aussi tranquille et aussi gaie. Les canonniers de la garde nationale ne tiraient qu'à de rares intervalles, le soir, après le souper, et le matin, après le coup d'eau-de-vie. Mais ils étaient convenus de former une masse et de donner un prix à celui d'entre eux qui viserait assez juste pour démonter une pièce ou renverser un homme; celui qui manquait, payait une amende[4].

[1] Cp. *Valmy*, p. 91-92 et 260.

[2] *Krieg aux véritables républicains*, 1793, p. 11-13.

[3] Teissier, 464.

[4] Lettres à Merlin, *Monit.* du 29 août et du 29 septembre; d'Argens, 55.

« L'ennemi est plus sur la défensive que sur l'offensive, écrivait Wimpffen le 29 septembre à Kellermann. Je suis plus tranquille qu'on ne l'est à Paris, et les coups de canon que je tire de temps à autre, ne sont que pour éloigner les curieux et les patrouilles un peu fortes, ou bien pour soutenir de petits enlèvements de bois ou de fourrages »

Tel fut ce siège qu'un émigré nommait plus tard une mystification. Il ne fit pas une victime parmi les assiégés. Le bombardement, qui ne dura que deux heures et demie (nuit du 5 au 6 septembre), ne brûla pas une toise de toiture et ne causa pas pour dix écus de dégât[1]. Un détachement de volontaires de Brest se trouvait dans la place; il reconnut les officiers qui servaient dans le corps de la marine et les salua par des injures « en vrai style de matelot »; ces invectives, dit Las Cases, furent le plus grand mal qu'on se fit réciproquement[2].

Les bulletins triomphants de Wimpffen et les discours emphatiques de Merlin avaient trompé l'opinion sur la vigueur et la durée de la défense. Toute la France crut alors que Thionville luttait à outrance contre les ennemis et faisait une de ces résistances héroïques et désespérées qui méritent place dans l'histoire. Mais ce siège retarda les opérations des alliés et rendit le courage à la capitale et aux provinces[3]. La Commune de Paris arrêta que la rue Dauphine prendrait le nom de rue de Thionville. La Convention fit donner aux habitants un secours de 30,000 livres, et placer dans la salle de ses séances, à côté des drapeaux enlevés à la garnison de Spire et à l'armée piémontaise, les boulets autrichiens que lui offrirent les Thionvillois. Le 19 septembre, pendant le blocus, la municipalité de Metz avait loué dans une adresse la bravoure de ses voisins; « la qualité de

[1] *Wimpffen à Pache*, 5 février 1793. Aussi les administrateurs de la Moselle refusaient-ils les 30,000 livres destinées à réparer les dommages qu'avaient subis les habitants de Thionville; la Convention dut décréter qu'ils accepteraient la somme (23 décembre, *Monit.* du 24).

[2] Las Cases, *Mém.*, 20, et *Mémorial*, V, 227.

[3] Mallet du Pan à M. de Castries (*Monit.* du 5 novembre), et *Fersen*, II, 34.

citoyen de votre ville, disait-elle, deviendra désormais un titre dont les Français seront aussi jaloux que les peuples le furent de celui de citoyen de Rome. » Le 14 octobre, une députation de Messins alla féliciter la population de Thionville et lui porta une couronne civique qui fut promenée dans les rues et sur les remparts, aux sons de la musique[1].

II. Les Autrichiens, commandés par le duc Albert de Saxe-Teschen, avaient fait d'abord de petites conquêtes. Le départ de Duval et de Beurnonville laissait la Flandre à leur discrétion. Il ne restait dans le nord que 9,000 hommes, sous les ordres du lieutenant-général Moreton. Le feld-maréchal Latour franchit la frontière le 5 septembre; il enleva les postes de Lannoy et de Roubaix; il prit les retranchements que les Français avaient élevés à Warneton, sur la Lys, et la petite ville de Comines; il détruisit à coups d'obus quatorze bateaux chargés de vivres et de munitions. Moreton gardait encore le camp de Maulde avec onze bataillons et deux escadrons; il jugea la position intenable et se retira le 7 septembre derrière la Scarpe, entre Bruille et Saint-Amand. Mais Latour attaqua son arrière-garde à Mortagne et à Château-l'Abbaye. Moreton se retira de nouveau sous les murs de Valenciennes, pendant que les Impériaux se rendaient maitres de Saint-Amand et d'Orchies (8-10 sept.). Les avant-postes autrichiens poussaient jusqu'aux environs de Condé dont le gouverneur ouvrait les écluses[2].

Mais le duc Albert voulait prendre Lille, et non Condé. Il lui semblait aisé de faire tomber la principale barrière du nord de la France; comme Brunswick à Verdun et à Longwy, il terrifierait la bourgeoisie de la ville et enlèverait la capitulation à force de bombes. Il oubliait qu'il ne disposait, comme le reste des alliés, que de moyens insuffisants. Lorsque le corps de Beaulieu, qui venait de

[1] *Monit.* des 22 et 29 septembre, des 2, 24 et 27 octobre, du 6 décembre 1792.

[2] *Oesterreichische milit. Zeitschrift*, 1811, 297-298 : « Des Herzogs Albert von Sachsen Teschen Vertheidigung der Niederlande » par le capitaine J.-B. Schels, et *Tableau hist.*, II, 145.

Mons, eut fait sa jonction avec le corps de Latour, les forces autrichiennes comprenaient 11 bataillons, 4 compagnies légères et 12 escadrons, c'est-à-dire 11,000 fantassins et 1,840 cavaliers. Ce n'était pas assez pour investir une ville d'un périmètre très considérable, et pour vaincre une garnison qui recevrait des renforts tous les jours. Le parc d'artillerie ne renfermait que 50 canons et 12 mortiers; encore étaient-ce de vieilles pièces ramassées de tous côtés dans les châteaux et les villes des Pays-Bas et mises tant bien que mal en état de servir; vingt sortaient de l'arsenal d'Anvers; six petits mortiers avaient été tirés de la citadelle de Namur[1].

L'armée du duc Albert se mit en marche le 24 septembre. Elle laissa 14 compagnies à Mons, et entre Mons et Maubeuge la division du feld-maréchal Lilien. Le colonel Kheim demeurait à Saméon avec 2 bataillons, 3 compagnies légères et 6 escadrons pour observer les garnisons de Valenciennes, de Douai, de Condé. Le corps d'émigrés que commandait le duc de Bourbon, restait cantonné près de Namur.

Ce corps de 4,000 hommes avait voulu se joindre aux troupes de Clerfayt qui faisaient la guerre en Champagne. Mais le feldzeugmestre déclara que ce secours lui serait inutile et qu'il ne pourrait l'accepter sans l'autorisation de l'empereur et du généralissime. Le duc de Bourbon n'avait pas de canons; il demanda les pièces qu'on prendrait aux Français et offrit de les rendre après la campagne. Saxe-Teschen les lui refusa. Le duc Albert ne permit même pas aux émigrés d'entrer dans Namur; ils durent s'établir aux environs. Deux témoins oculaires, le baron de Franclieu et le chirurgien Brillouet, ont retracé la triste situation de cette troupe qui s'intitulait *la noble armée française commandée par Mgr le duc de Bourbon.*

Nous sommes partis de Huy le 13, dit Brillouet, pour nous rendre à Marche-en-Famine par un temps épouvantable. Il fallait voir cette noblesse orgueilleuse marcher dans la crotte, le havresac sur le dos, et camper dans les boues sous de

[1] Schels, art. cité, 299-301.

mauvaises tentes de toile claire faites à Liège, à crédit. Une grande partie est v..... ou galeuse; une autre, composée de vieillards, est accablée de catharres et de pituites; une autre, de mauvaises têtes qui, à cause qu'ils ont l'honneur d'être gentilshommes, ne se croient pas faits pour être menés comme des soldats. Personne n'est à sa place, chacun déserte le camp comme bon lui semble, pour se jeter dans les maisons. Cette armée traîne avec elle une quantité prodigieuse de bagages dont ces luxurieux ne peuvent se passer à la guerre même et au sein de la plus grande misère. Si jamais elle est attaquée à la surprise par 1200 hommes seulement, elle sera ou tuée ou faite prisonnière [1].

Le baron de Franclieu écrivit le journal de la campagne; il suffit d'en extraire quelques lignes :

L'armée était en grande partie sans armes, dénuée d'argent, sans tente, sans munitions... Le temps et la pluie et le vent froid et fort du nord fit beaucoup souffrir l'armée. Les villages n'offraient aucune ressource. On cantonna la plupart des compagnies à Marche-en-Famine et la cavalerie dans les villages... Il a presque toujours plu... La petite quantité de bottes de paille n'a pas permis celle des tentes qui sont un fumier [2].

Lille passait pour le chef-d'œuvre de Vauban. Sa citadelle, entourée d'un double fossé et d'un double chemin couvert, formait un pentagone régulier, armé de cinq bastions et de courtines protégées par des tenailles en terre. Les angles rentrants de l'avant-fossé étaient garnis, du côté de la campagne, par sept demi-lunes. La ville elle-même avait une enceinte que défendaient quatre ouvrages à corne et quatorze bastions couverts de demi-lunes et de tenailles. Elle renfermait de grands approvisionnements. La garnison comptait 7 à 8,000 soldats de ligne et

[1] Arch. guerre, 16 septembre, lettre de Brillouet à Gadolle, datée de Marche-en-Famine — village, disait Neuilly (*Souv.*, p. 53) qui n'a pas volé son nom. Voir *Invasion prussienne*, p. 273, la peinture des émigrés de Coblenz et de ceux qui suivaient les princes en Lorraine et en Champagne.

[2] Arch. nat., AA, 61, *journal* du baron de Franclieu. Cp. *Corresp. origin. des émigrés*, II, 191, lettre à d'Arthaud, Namur, 8 octobre. « L'armée de Bourbon... ce fut, au luxe près, un camp de plaisance, et l'on n'y voyait que des femmes. »

volontaires, 1,200 cavaliers et 132 canonniers[1]. Elle avait à sa tête le maréchal de camp Ruault. Le génie était commandé par le maréchal de camp Champmorin, le lieutenant-colonel Garnier et le capitaine Marescot; l'artillerie, par le lieutenant-colonel Guiscard; la garde nationale de la ville, par le brave Bryan[2].

On ne veut que résumer les principaux événements de ce siège mémorable. Le 24 septembre, les chasseurs tyroliens occupèrent Hellemmes, après avoir refoulé dans le faubourg de Fives un détachement de hussards et repoussé sur le soir un bataillon de volontaires qui revenait à la charge. Le centre de l'armée de Saxe-Teschen s'établit à Flers; l'aile droite s'appuyait à Mons-en-Baroeul; l'aile gauche s'étendait au delà de Lezannes.

Le lendemain (25 sept.), des partis autrichiens, commandés par le général Sztarrai, se glissant dans les faubourgs, obligèrent les grand'gardes de se replier sur la lunette de Fives et dans les chemins couverts. On dut se résoudre à livrer aux flammes le faubourg Saint-Maurice et celui de Fives où l'ennemi pouvait s'abriter. Mais le

[1] La garnison de Lille se composait, au 5 septembre 1792, de 4 régiments de ligne : le 15e, le 24e, le 56e et le 90e; de 4 bataillons de volontaires : le 1er de la Manche, le 1er et le 3e de l'Oise, le 4e de la Somme; du 6e et du 13e de cavalerie; d'un escadron de hussards; de 132 hommes du 3e régiment d'artillerie. Le 11 septembre entra dans la place un bataillon de l'Eure; le 14, un bataillon du Nord; le 20, le 2e de la Somme; le 21, un bataillon du Calvados et un autre du Pas-de-Calais, ainsi que le 2e des volontaires nationaux; le 1er octobre, les 74e et 87e d'infanterie et 6 bataillons de fédérés (6e, 8e, 14e, 15e, 16e, 17e); le 4 octobre, le 22e d'infanterie; le 5 octobre, le 19e d'infanterie. Voir sur le siège de Lille, sources françaises : le *Journal précis de l'attaque de Lille*, rédigé sous les yeux du conseil de guerre; Blismon, *Hist. du siège de Lille en 1792*, Lille, 1842; Brun-Lavainne et Elie Brun, *Les sept sièges de Lille*, 1838; Derode, *Le siège de Lille en 1792*, 1842; journal du siège par Marescot (dans les *Relations des principaux sièges militaires* de Musset-Pathay, 1806, p. 209-226, et dans la *France militaire* d'A. Hugo, 1834, I, p. 13-16); sources allemandes : la *Geschichte der Kriege in Europa*, I, p. 114 et suiv.; *Oesterr. milit. Zeitschrift*, 1811, I, p. 297 et suiv.; Renouard, p. 268-273.

[2] Ruault ne commanda qu'au 29 septembre, lorsque le lieutenant-général Duhoux fut appelé à Paris, mais il eut tout l'honneur de la défense. Son aide-de-camp était le capitaine Moraud, qui fut un des meilleurs généraux de l'Empire.

bataillon belge ne parvint à détruire le faubourg de Fives qu'après un combat obstiné qu'il soutint dans les rues contre les chasseurs tyroliens.

Cependant le feldzeugmestre Browne, chargé de diriger l'attaque, avait fait ouvrir les tranchées par l'ingénieur lieutenant-colonel marquis de Chasteller. Les travaux, entrepris avec la plus grande activité, furent achevés en quatre jours, malgré le mauvais temps, le petit nombre des pionniers et les sorties des assiégés. Le 26, les Autrichiens s'avançaient jusqu'à trois cents pas du faubourg des Malades, et le surlendemain, dans la nuit, ils avaient terminé les tranchées, établi cinq batteries de 29 pièces de canon, disposé les grils pour les boulets rouges.

Le 29 septembre, au matin, le major d'Aspre, suivi d'un trompette et de trois hussards, somma le commandant et le maire de rendre la ville. « Les batteries, disait Saxe-Teschen, sont dressées et prêtes à foudroyer Lille, vous serez responsables envers les habitants de toutes les horreurs de la guerre. » Ruault répondit que la garnison était résolue à s'ensevelir sous les ruines de la place, et le maire André répliqua, au nom du conseil de la commune : « Nous venons de renouveler notre serment d'être fidèles à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir à notre poste ; nous ne sommes pas des parjures. » Le parlementaire fut accompagné jusqu'à la porte Saint-Maurice par une population enthousiaste qui ne cessait de crier « Vive la nation ! Vive la liberté ! Mort aux Autrichiens ! » Une femme du peuple, saisie de rage, lança une brique dans le dos du trompette. Des plaisants attachèrent des cocardes tricolores à l'habit des hussards[1].

Le bombardement commence deux heures plus tard[2]. Une grêle de bombes, d'obus et de boulets rouges s'abat sur la ville. Le feu prend en divers endroits, aux casernes de Fives, à l'église Saint-Étienne, à l'église Saint-Sauveur dont la flèche élancée s'écroule avec fracas. Le quartier Saint-Sauveur, le plus peuplé de Lille, devient la proie des flammes. Plusieurs familles, réfugiées dans

[1] Blismon, 43 ; Derode, 34-35.
[2] A trois heures.

les caves, sont étouffées par la fumée ou écrasées sous les débris de leurs maisons. La consternation se répand partout. On ne voit plus personne dans les rues et sur les places; quelques habitants, soit malveillance, soit faiblesse, parlent déjà d'une capitulation prochaine; « Lille est en danger, écrit Labourdonnaye, les mouvements de la population et les maisons brûlées qui les augmentent, sont nos plus grands ennemis[1]. »

Mais le conseil de guerre fait publier à son de trompe la proclamation suivante : « Défendez vos habitations des flammes. Soyez assurés, soyez absolument sûrs que la République, riche de ses vastes domaines et des propriétés des émigrés, fera rebâtir vos maisons, vous indemnisera de toutes vos pertes. Le conseil de guerre en prend de nouveau l'engagement au nom de la nation entière débarrassée de ses tyrans. » Les membres du conseil du district écrivent au conseil du département qu'ils ne broncheront jamais[2]. Les exhortations des magistrats, l'exemple des soldats de ligne et des volontaires, l'amour de la patrie l'emportent chez les Lillois sur la frayeur du premier moment. Les uns se portent aux remparts ; les autres, postés sur les toits ou sur le seuil des maisons, s'efforcent d'arrêter nuit et jour les progrès de l'incendie. On s'accoutume au feu roulant des canons et des mortiers ; on voit venir les bombes; on reconnait les boulets rouges, on les saisit avec des pinces, des tenailles ou de grandes cuillers en fer fabriquées exprès, on les jette dans les ruisseaux ou dans des chaudrons d'eau placés à chaque étage et devant chaque porte. Dès qu'un projectile éclate dans une maison, les habitants du quartier accourent de tous côtés pour le ramasser et l'éteindre.

Les rues n'avaient pas été dépavées[3]. On les couvrit de couches épaisses de fumier qu'on arrosa d'eau à différentes reprises. On mit aussi de gros tas de fumier dans les greniers. On réunit un grand nombre de pompes

[1] Labourdonnaye à Servan, 29 septembre (arch. guerre) et relation de Marescot.
[2] *Monit.* du 5 octobre.
[3] Pour ne pas ralentir les mouvements de la garnison.

qu'on dirigeait avec promptitude sur les endroits les plus menacés. On disposa de distance en distance des réservoirs d'eau. Les incendies devinrent plus rares et on s'en rendit maître aisément. Peu à peu les Lillois vécurent au milieu de la canonnade comme en pleine paix. On riait du danger, on devenait téméraire, on rivalisait de courage et de crânerie. Des femmes, des enfants se disputaient le périlleux plaisir de courir après les boulets ou d'arracher la mèche enflammée des bombes. « Les scélérats, disait-on, ils n'auront pas la ville pour cela[1] ! » Un barbier ramassait un éclat de bombe et en faisait un plat à barbe pour raser ses clients, à l'endroit même où le projectile était tombé[2]. Le capitaine des canonniers lillois, Ovigneur, voyant sa maison incendiée, disait tranquillement qu'il restait à son poste et rendait feu pour feu. Un boulet perça le mur de la salle où s'était réuni le corps électoral et passa entre le secrétaire et le curé de Marchiennes; « je propose, s'écria le curé, de déclarer ce boulet en permanence, il témoignera de notre fermeté et de notre assiduité aux séances[3] ».

Le bombardement dura, sans se ralentir, du 29 septembre au 3 octobre. Pendant ces cinq jours 30.000 boulets rouges et 6 000 bombes, remplies pour la plupart de clous, de morceaux de fer et de mitraille, tombèrent dans la ville. Le ciel semblait embrasé, et à la lueur des incendies, les Lillois pouvaient lire le journal en pleine nuit comme en plein jour.

Mais l'investissement de Lille n'était pas complet. Vainement le colonel Mylius occupait Quesnoy sur Deule à l'aile droite des assiégeants et poussait des détachements de cavalerie sur la rive gauche de la rivière jusqu'au canal de Douai. Vainement le colonel Kheim envoyait ses hussards et ses uhlans jusqu'à

[1] *Monit.* du 5 octobre.

[2] Le fait est authentique. Le barbier se nommait Maes et la bombe éclata dans la rue du Vieux-Marché-aux-Moutons (Brun-Lavainne, p. 473, note).

[3] *Monit.* du 5 octobre, et Brun-Lavainne, *Annales des canonniers de Lille*. Ces canonniers, qui méritaient leur renom de bravoure et d'adresse, formaient deux compagnies, chacune de 110 hommes, sous le commandement de Nicquet et d'Ovigneur.

Haubourdin. Faute de troupes [1], le duc de Saxe-Teschen n'avait pu former autour de la ville une barrière continue et ses positions ne s'étendaient que de la basse Deule (le Trou, la Madeleine, etc.) jusqu'à l'embranchement des routes d'Arras et de Douai. Son aile gauche était si faiblement couverte que le 27 septembre, 5.000 hommes des garnisons du Quesnoy, de Bouchain, de Valenciennes, de Douai, de Condé, commandés par le maréchal de camp Ferrand et traînant avec eux douze pièces de canon, s'emparèrent de Saint-Amand [2].

Lille conservait donc ses communications avec l'intérieur et recevait des secours dont l'ennemi n'osait empêcher l'entrée. Cassel lui envoyait treize rasières de blé et deux mille quatre cents pains; La Ventie, quinze voitures de farine, et Cambrai, de la viande salée. Les villes d'Aire, d'Armentières, d'Arras, de Bergues, de Béthune, de Cassel, de Dunkerque, de Saint-Omer envoyaient leurs pompes [3]. Le 1er octobre, le maréchal de camp Lamarlière arrivait avec deux régiments d'infanterie, six bataillons de volontaires et trente-sept canonniers de Béthune Le 4 et le 5 octobre deux autres régiments d'infanterie entraient dans la place. Le soir du 5, à huit heures, se présentaient devant le conseil de guerre six commissaires de la Convention, Daoust, Doulcet, Delmas, Duhem, Duquesnoy, Bellegarde; ils annoncèrent que l'Assemblée avait voté un secours de six millions à l'héroïque cité.

Mais déjà les assiégeants se décourageaient. Ils manquaient de munitions, et leurs pièces étaient pour la plupart démontées ou hors de service à force de tirer. Dès le 2 octobre leur feu perdait de sa violence. Il reprit le 4, de huit heures jusqu'à onze « avec une abondance

[1] Il eût fallu, reconnaît Schels (art. cité, 304), 40,000 hommes, et l'on n'avait que 10,896 fantassins et 1,840 cavaliers.

[2] Cette expédition fut inutile. Les soldats se débandèrent, s'enivrèrent, pillèrent les maisons. Il fallut appeler en soutien une réserve de 1,200 hommes que dirigeait Lamarlière. On craignit d'être attaqué par les Autrichiens du camp de Maulde, et par ceux d'Orchies et de Marchiennes. Il fallut évacuer de nouveau Saint-Amand (*Monit.* du 1er octobre, lettre de Moreton).

[3] Dunkerque envoya cinq pompes en poste.

effroyable »[1]. Mais le 5, les Impériaux ne lançaient plus de bombes et de boulets rouges qu'à de rares intervalles ; ils chargeaient leurs pièces avec des pierres, des chaînes, des barres de fer. On dit même que les poids de l'horloge de Fives leur servirent de projectiles[2].

Le 6 octobre, le jour même où l'armée de Dumouriez quittait Sainte-Menehould pour marcher sur Vouziers et de là sur les Pays-Bas, le duc de Saxe-Teschen prenait le parti de lever le siège. Tout lui conseillait cette résolution : la supériorité de plus en plus évidente de l'artillerie de la place[3], les secours que les assiégés ne cessaient de recevoir, la nouvelle de la retraite des Prussiens et des succès de Custine. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, les Autrichiens reculèrent derrière la Marque, à mi-chemin de Tournay. Ils ne perdaient que très peu de monde, car leurs tranchées avaient jusqu'à huit banquettes, et en certains endroits douze pieds du sommet du parapet jusqu'au fond. Leur bombardement fit de nombreuses victimes. Plus de sept cents maisons étaient brûlées et beaucoup d'autres criblées de boulets, « il n'en est presque pas une, dit Marescot, qui ne porte des marques particulières du malheur général ». Les faubourgs de Saint-Sauveur et de Fives n'étaient plus qu'un amas de décombres. Mais la défense de Lille avait offert à la France l'exemple du dévouement civique s'unissant au courage militaire. « La résistance extraordinaire de cette place, écrivait Archenholz, où aucun tumulte ne se produisit sous la pluie des boulets rouges, où la population n'essaya même pas de forcer le gouverneur à capituler, est une sorte d'éloquence qui réfute les beaux discours des émigrés[4]. » La Convention décréta que la ville avait bien mérité de la patrie, et la Commune de Paris arrêta que la rue Bourbon prendrait le nom de rue de Lille qu'elle a depuis conservé.

[1] Journal du conseil de guerre.

[2] Blismon, 51.

[3] « Die Artillerie der Festung war jener der Belagerer weit überlegen » (Schels, art. cité, p. 307).

[4] *Minerva*, novembre 1792, p. 121.

CONCLUSION

I. Mot de Steuben. — Les douze fautes des alliés. — La plus grave. — Les Islettes. — La pluie et la boue. — Infériorité numerique. — L'armée française. — Les levées. — La population. — II. La campagne au point de vue militaire. — Une leçon qui ne profite pas. — III. Conséquences.

I. L'Allemand Steuben, qui défendit avec Lafayette la cause de l'indépendance américaine, apprit dans sa ferme, sur les bords du lac Oneida, la retraite des Prussiens. La nouvelle lui parut invraisemblable. « Non, s'écriait-il, c'est impossible ; jamais je n'ai vu fuir l'aigle prussienne ; les Français ont menti. » Il dut pourtant se rendre à l'évidence ; mais il hochait la tête et croyait à quelque trahison ; il y a là-dessous, disait-il, une intrigue diplomatique, et je vais écrire au prince Henri pour savoir la vérité[1].

La vérité, assure Dumouriez dans ses Mémoires, c'est que Brunswick commit douze fautes, ni plus ni moins, et le général les énumère avec complaisance : le duc n'attaqua pas Montmédy : il ne marcha pas sur le camp de Sedan après la fuite de Lafayette; il ne se saisit pas des Islettes après la prise de Verdun ; il n'assaillit pas les Français dans leur marche sur Grandpré ; il perdit en son camp de Regret un temps précieux ; il ne cerna pas l'adversaire après le succès de la Croix-aux-Bois ; il ne profita pas de la panique de Montcheutin ; il permit

[1] Kapp, *Leben des amerikanischen Generals Fr. W. von Steuben*, 1858, p. 61.

à Beurnonville et à Kellermann de secourir Dumouriez; il laissa les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg se morfondre devant les Islettes au lieu de les détacher dans le Barrois; il canonna les Français à Valmy au lieu de les charger brusquement dès son arrivée sur le champ de bataille; il tenta de déloger Dumouriez de Sainte-Menehould au lieu de se porter en droiture sur Châlons; enfin, lorsqu'il repassa les défilés de l'Argonne, il était trop tard pour s'emparer de Sedan et de Montmédy[1].

Toutes ces fautes ne nous semblent pas évidentes; mais la plus grave que Brunswick ait certainement commise, et la plus incontestable, ce fut de s'enfoncer dans l'Argonne et de remonter vers Grandpré, au lieu de se diriger par sa gauche sur Bar-le-Duc et Saint-Dizier, ou mieux encore d'attaquer hardiment les Islettes et de culbuter Dillon. L'armée prussienne s'engagea par un long boyau dans des routes peu praticables et sur le plus mauvais terrain. Deux jours de mouvements pénibles et de rudes secousses suffirent pour détraquer cette machine si lourde et si compliquée. « Devait-on, dit un historien militaire, enfourner une grande armée dans des gorges et la concentrer dans des défilés? Ne devait-on pas gagner les plaines pour se servir de la cavalerie et faciliter les déploiements[2]? »

Ce fut l'erreur capitale de la campagne et les alliés la reprochèrent très amèrement à Brunswick. Gœthe assure qu'à son retour, lorsqu'on analysait les causes de la défaite, le nom des Islettes revenait à tout instant dans les conversations. Evidemment, on blâmait le généralissime de n'avoir pas osé forcer la position que défendait Arthur Dillon. On rappelait que Kalkreuth avait inutilement proposé de se saisir de cet important passage. « On quitta le grand chemin, disait Lombard, et on tourna à droite au lieu de suivre directement la route

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 322-328.

[2] Liger. *Camp. des Français*, I, 42. Il ajoute que le général Rochedragon, qui connaissait l'Argonne, l'assura dès les premiers jours que, d'après ses plans d'attaque, l'ennemi serait forcé de rétrograder. Comp. Lafayette, *Mém.*, IV, 336.

de Paris et de passer sur le ventre à l'armée française en sacrifiant quelques milliers d'hommes. Je croyais pourtant que, lorsqu'on acceptait la guerre, on acceptait aussi les sacrifices qu'elle exige, et qu'il valait mieux perdre 5,000 hommes, s'ouvrir le chemin de Paris, sauver ainsi les chevaux, les vivres et la santé de l'armée que de faire périr dix mille hommes au camp de Hans par les maladies sans aucune utilité et sans aucun succès[1]. »

Aux fautes militaires des alliés se joignirent les obstacles imprévus que leur opposa la mauvaise saison. Brunswick disait à Gœthe qu'il rencontra le 6 octobre sur la route de Consenvoye : « Vous pourrez témoigner que nous sommes vaincus par les éléments. » On a vu en effet que pendant toute l'expédition la pluie ne cessa de tomber avec une violence extraordinaire. La Révolution avait mis le temps même de son parti. Les coalisés durent marcher et camper au milieu d'averses implacables, sous un ciel toujours sombre, dans les boues les plus épaisses et les plus tenaces. Avant l'affaire décisive de Valmy, bien des chevaux s'étaient abattus et bien des soldats malades avaient dû rester dans les hôpitaux malsains de Longwy, de Verdun et de Grandpré. La halte fatale de neuf jours qui suivit le combat du 20 septembre, acheva l'épuisement moral et physique des troupes prussiennes. Elles étaient dans l'eau, dit Lafayette, et réellement embourbées[2]. Valentini rappelle dans ses *Souvenirs* que Napoléon conserva par une médaille le souvenir de sa malheureuse campagne de Russie « qui vingt ans après, renouvela la même catastrophe dans de plus grandes proportions » ; cette médaille représente l'armée française sous la figure d'un vigoureux géant qui se retire avec lenteur du territoire ennemi et ne cède qu'aux éléments ; derrière lui se précipitent Eole et son cortège ; on pourrait, ajoute Valentini, si le sujet se prêtait à l'art, représenter encore avec

[1] Lombard, *Lettres*, 315 et 319 ; Gœthe ; Ferrières, *Mém.*, III, 245. C'est en ce sens qu'on a dit que le poste des Islettes a décidé du destin de l'Europe (Peltier, 51).
[2] Lafayette, *Mém.*, IV, 337.

plus de raison la plus sale des déesses, la Boue, qui défend le sol de la France républicaine[1].

Mais, lors même que le temps eût favorisé les opérations des alliés, que pouvaient faire les 5,600 Hessois du landgrave, les 15,000 Autrichiens de Clerfayt et les 42,000 Prussiens de Brunswick? Ces forces n'étaient pas suffisantes pour soumettre la France. On avait cru, sur la foi des princes et de leur entourage, que l'armée de ligne se joindrait aux envahisseurs; que les commandants des forteresses hisseraient le drapeau blanc dès que retentirait le premier coup de canon; que l'expédition ne serait qu'un voyage de plaisance. On reconnut trop tard que les émigrés avaient menti[2]. Au lieu de faire une simple démonstration, il fallut se battre; il fallut s'avancer péniblement à travers des difficultés inattendues; il fallut se résoudre à perdre du monde, à courir les risques d'une véritable guerre, à payer d'un sang précieux chaque parcelle de terre qu'on gagnait. Mais les alliés connaissaient leur faiblesse numérique; ils sentaient, selon le mot de Massenbach, qu'ils avaient entamé leur entreprise avec trop peu de ressources[3], et, comme disait un correspondant du *Moniteur*, qu'ils n'avaient pas proportionné leurs moyens à la grandeur de leurs projets[4]; ils comprenaient qu'une armée « ne voyage pas en chaise de poste et ne trouve pas d'abri dans les auberges[5] ». De là, les tergiversations de Brunswick et l'allure traînante de l'expédition. On était trop loin de la Prusse pour recevoir à temps des renforts. Au lieu de s'accroître, comme on l'avait espéré, et de se grossir des partisans de la royauté,

[1] Valentini, 12 : « Ah ! s'écriait un émigré, les sans-culottes ont de fières obligations à cette pluie ! » (*Monit.* du 24 octobre). « Enfin, dit Dampmartin dans son style emphatique (*Mém.*, 295), apparaît la main surnaturelle qui conduisit la puissance révolutionnaire... 70 jours d'une pluie abondante et continuelle désorganisent des troupes que l'Europe étudiait comme des modèles, de même que le froid du nord devait terrasser la grande armée. »

[2] Es ist doch eine Täuschung geschehen, disait Archenholz (*Minerva*, novembre 1792. p. 197).

[3] *Mém.*, I, 31 : « mit solchen geringen Mitteln ».

[4] *Monit.* du 30 octobre, lettre de Hambourg.

[5] Wagner, *der Feldzug der preuss. Armee am Rhein, 1793*, p. VIII.

l'armée diminuait tous les jours. Plus elle avançait, plus elle devait laisser de troupes derrière elle pour garder ses communications. Sa ligne d'opérations s'allongeait d'une manière effrayante « et la marche des alliés, dit Beaulieu, bordée de gens armés dans une étendue de trente lieues, ressemblait à une procession dont on venait honorer le passage[1] ». Au bout de quarante jours, après avoir vu de loin les clochers de Châlons, on rebroussa chemin. Des émigrés furieux reprochèrent au prince royal de Prusse de n'avoir pas livré bataille. « Avez-vous tenu, leur répondit-il, ce que vous avez promis, et notre armée devait-elle se sacrifier pour vous[2] ? » On conçoit difficilement, écrivait Peltier, que « Brunswick ait pu se charger d'un rôle pareil avec aussi peu de moyens ; il ne devait pas lui rester 30,000 hommes en arrivant à Paris ; il fût donc venu présenter un squelette d'armée aux portes de la capitale et faire prendre dans le même filet lui, son roi, les princes, la noblesse et toute l'Europe[3] ».

Toutefois les pluies et les fanges de l'Argonne, les fautes des alliés, leur petit nombre, la contagion qui désola leur armée, ne sont pas l'unique cause de leur insuccès. On sait ce que fut la résistance nationale, d'abord molle, puis vigoureuse ; les alliés ne la prévoyaient pas ; elle les troubla et les déconcerta.

Ils trouvèrent dans l'Argonne et sur le tertre de Valmy la plus grande partie de l'armée régulière[4]. Billaud-Va-

[1] Beaulieu, *Essais histor. sur les causes et les effets de la Révol. de France*, IV, 175.

[2] *Rémin.*, 164 (7 octobre).

[3] Peltier, 50. Comp. Hüffer, *Oestreich und Preussen*, 1868, I, 33 : « das Unzulängliche der ganzen Rüstung ». — « Les armées de la coalition, a dit Bugeaud, étaient fort peu nombreuses ; si l'ennemi avait concentré 100,000 hommes dans cette première campagne, il serait venu à Paris ». — Le père de Lossberg était gouverneur de Cassel au début de l'expédition. Son fils lui dit en partant : « Je vous écrirai de Paris. » — « Mon fils, lui répondit-il, c'est peut-être moi qui verrai les Français apparaître ici, sur la place Frédéric, et, j'en ai peur, lorsque je vois entreprendre avec si peu de forces cette malheureuse guerre. » (Lossberg, art. cité, p. 15).

[4] En somme 44 régiments (ou premiers bataillons) d'infanterie et 34 régiments de cavalerie.

rennes écrivait de Châlons qu'il entendait faire à chaque instant cette question : « Que sont devenues nos troupes de ligne[1] ? » Ces troupes de ligne étaient avec Dumouriez, avec Kellermann, avec Custine et Montesquiou, et faisaient la principale force des armées de la défense. « La plupart des combattants, dit un officier prussien, étaient des soldats des troupes régulières, bien exercés, qui avaient servi dans la guerre de Sept-Ans, ou en Corse ou en Virginie et senti assez de poudre[2]. » La cavalerie pouvait se mesurer avec les fameux hussards de Wolfradt. L'artillerie était incomparablement supérieure à celle des alliés. Cette armée de ligne « remplie de courage et bien commandée »[3] suffisait à tenir en échec les forces des coalisés. Elle doit, avait dit le ministre Narbonne, « être avide des sacrifices que redoutent les ennemis, des sacrifices dont ils aiment à la défier, des sacrifices qui n'appartenant pas à l'élan d'un moment, présentent à l'Europe le sentiment qui doit le plus imposer, la *persévérance* ». Elle eut cette noble persévérance que Narbonne lui recommandait; elle supporta tout avec un courage infatigable, les privations, les marches sous la pluie, les fangeux bivouacs ; elle ne désespéra pas de la victoire ; elle regarda intrépidement les soldats de Frédéric et subit leur feu sans broncher. Ce n'était plus l'armée royale ; c'était l'armée de la Révolution, qui, depuis le retour de Varennes, ne criait plus que *Vive la Nation!* et qui, animée et pénétrée de l'esprit nouveau, avait juré de mourir pour la patrie. « Si nous avons ce bonheur », disait en juillet 1791 le carabinier Huguenin devant la Société des Amis de la Constitution, à Strasbourg, « nos froides cendres ne cesseront de répéter en leur langage muet : nous sommes les restes d'hommes qui ont vécu et combattu pour la liberté, et

[1] Lettre du 9 septembre (arch. guerre).

[2] Témoin oculaire, II, 130. Comp. au *Monit.* du 14 novembre la lettre évidemment authentique d'un officier prussien : « Nous avons trouvé de beaux hommes, et la cavalerie parfaitement bien montée ; leur subordination est aussi bonne que celle de nos troupes ; nous leur avons vu faire des évolutions que nos généraux n'ont pu s'empêcher d'admirer. Leur artillerie est très bien servie. »

[3] Meillan, *Mém.*, 8.

qui ont été martyrs pour établir son règne, suivez leurs traces! » Le carabinier Cariet offrait, en janvier 1792, à la même Société le sixième de sa paie et ajoutait : « Il viendra ce jour heureux où le Français reprendra son audace et sa noble fierté ; il s'armera pour exterminer le despotisme. Qu'il s'arme ; qu'il porte dans le camp ennemi la mort et l'effroi. Je sacrifierai volontiers ma vie pour seconder ses efforts guerriers. Vivre libre ou mourir, c'est le cri unanime et les carabiniers n'auront jamais d'autres sentiments [1]. » Ce furent ces carabiniers, si passionnément attachés à la Révolution, qui soutinrent, près de l'auberge de la Lune, le premier effort des Prussiens.

L'armée de ligne fut d'ailleurs secondée par les volontaires de 1791 auxquels elle donnait l'exemple de l'endurance et d'une tranquille bravoure. Aguerris par dix mois d'exercices et par le contact incessant des vieux régiments, les volontaires de la première levée avaient fini, malgré quelques défaillances inévitables, par rivaliser de courage, de sang-froid et de patience avec les troupes de ligne [2].

La France avait donc une armée valeureuse, patriotique, capable de la sauver. Les chasseurs à cheval de Deprez-Crassier qui se battaient avec fureur à Aumetz et à Fontoy en criant « vive la liberté et l'égalité » ; les canonniers de Longwy dont les émigrés admiraient l'attitude martiale ; Beaurepaire se tuant pour ne pas capituler ; le jeune lieutenant-colonel Marceau qui voulait tenir deux jours de plus dans Verdun et qui, sous les feuillées du bois de Courupt, encourageait ses compagnons et les menait à la poursuite des Hessois ; le soldat inconnu qui, en sortant de Verdun, criait fièrement aux ennemis « au revoir, dans les plaines de Champagne! » ; les troupes du camp de Grandpré qui suppliaient Dumouriez de les conduire au feu et repoussaient au Morthomme et à Saint-Juvin les Prussiens de Kalkreuth et de Hohenlohe ; les bataillons de Chazot qui emportaient le défilé de La

[1] Discours de Huguenin et lettre de Cariet. Heitz, *Les Sociétés politiques de Strasbourg*, 1863, p. 162 et 172.
[2] Voir *Invasion prussienne*, p. 71-78.

Croix-aux-Bois la baïonnette en avant ; les officiers de l'état-major et le vieux maréchal de camp Duval que le major Massenbach ne pouvait voir sans respect ; ces Alsaciens, faits prisonniers à Grandpré, qui refusaient de s'enrôler dans le régiment du prince royal de Prusse ; le canonnier de Montcheutin qui se mettait à cheval sur sa pièce, le sabre au poing, et se laissait hacher par les hussards plutôt que de se rendre ; les cavaliers de Stengel qui escarmouchaient audacieusement avec ceux de Köhler ; les vétérans du camp de Maulde qui venaient gaiement partager à Sainte-Menehould la fortune de Dumouriez ; tous les combattants du 20 septembre, et les carabiniers de Valence, et les cuirassiers de Pully, et les dragons du duc de Chartres, et les artilleurs de d'Aboville et de Senarmont, et les fantassins de Linch et de Muratel, que de braves gens barraient à l'envahisseur le chemin de Paris !

Enfin cette armée avait une réserve immense et qui semblait formidable. La France entière se dressait contre l'étranger. Au bruit des clameurs qu'excitait l'invasion, à la nouvelle de l'élan unanime de la jeunesse qui se jetait dans les camps, à la vue des masses que soulevait le sentiment national, les alliés jugèrent la partie perdue. L'appareil de nos forces, dit Couthon, avait fait pâlir les rois de l'Europe [1].

Ajoutons que, par bonheur, les provinces que foula la guerre, étaient les plus patriotiques de France et les plus dévouées au nouvel ordre de choses. Avec quelle haine les populations rurales de la Lorraine et de la Champagne avaient protesté contre cet ancien régime sous lequel elles ne tiraient de la terre « rien ou presque rien » et devaient « péniblement végéter dans un état d'angoisses et de privations continuelles » ! Avec quel enthousiasme elles avaient salué cette bienfaisante Révolution qui

[1] *Corresp.* de Couthon, 1872, p. 198. Comp. les *Lettres* de Lombard, le mot de Caraman, p. 119 de ce volume, et Ségur, *Hist. de Frédéric-Guill.*, II, 295 : « Même après avoir vaincu Dumouriez, la position du roi n'aurait pas été moins critique, puisqu'à mesure qu'il se serait avancé, il se serait vu entouré par les bataillons de volontaires qui se levaient et s'armaient dans toutes les parties de la France. »

détruisait les droits seigneuriaux et les subsides dont « l'exorbitance l'accablait », les corvées et prestations de toute sorte, la dîme qu'elles payaient au clergé[1] ! La région où pénétraient les alliés, s'était déclarée avec enthousiasme pour les résultats de la journée du 10 août, parce qu'elle ne considérait que le danger imminent de l'invasion étrangère. « Les décrets de l'Assemblée, écrivait le district d'Epernay, ont sauvé la France », et la municipalité de cette ville envoyait, comme don patriotique, mille boisseaux de blé à l'armée de Dumouriez[2]. Si 15 volontaires du 2e bataillon de la Meuse quittèrent leurs drapeaux pour retourner à Verdun après la capitulation du 2 septembre[3], le fils du procureur Viart allait s'engager, les habitants de l'Argonne se formaient en compagnies de francs-tireurs, une foule de jeunes gens de Stenay, de Mouzon, de Charleville, de Reims, d'Epernay, de Vitry-le-François s'enrôlaient pour défendre la frontière de Champagne et se joindre aux quatre bataillons de volontaires que le département de la Marne avait levés en 1791 et qui combattaient dans les rangs de l'armée de Dumouriez[4]. Cette évidente hostilité de la population découragea les alliés. « Pas un Français, écrit Lombard, ne venait à nous, et la méchanceté des habitants faisait tout ce qu'il était possible pour empêcher nos plans. Les paysans fuyaient dans les bois, nous cachaient ce qu'ils pouvaient, et donnaient tout abondamment aux Français qu'ils aidaient à épier et à inquiéter nos transports. La France entière — ajoute le secrétaire royal — n'a qu'une voix sur la Révolution, et le péril commun a réuni tous les partis. Quelques nobles, quelques prêtres, et quelques valets qui vivent des uns et des autres, n'ont aucune importance. Tous savent et sentent qu'ils étaient foulés aux pieds et ne le seront plus ; qu'ils paieront volontaire-

[1] Cahier du bailliage de Toul, *Arch. parlem.*, VI, 13.
[2] *Monit.* du 21 août et du 4 octobre.
[3] Arch. de l'Hôtel-de-Ville de Verdun, I, p. 15, lettres de Lignville et du capitaine Belille, 28 octobre.
[4] Comp. *Valmy*, p. 161, composition de l'armée de Dumouriez, et les *Mém.* du général, I, 301, « la Champagne avait fourni beaucoup de soldats dans cette armée ».

ment les impôts qu'on leur imposait par la violence; qu'on mettait toute la classe pauvre au rang des brutes et que leurs chefs actuels ne sont que leurs égaux. Voilà les faits. et tant qu'ils resteront irréfutables, tous les princes d'Europe pourront entrer en France; au milieu même des plus brillants succès, ils ne verront pas un seul Français venir au-devant d'eux [1]. »

Aussi la désillusion des alliés fut-elle prompte. Ils comprirent que la France n'accepterait jamais l'ancien régime qu'ils venaient rétablir. Quelques jours après Valmy, le prince Louis-Ferdinand parcourait, avec l'émigré Marcillac, la ligne de l'armée de Dumouriez et de Kellermann : « A quoi bon se battre, lui dit-il, nous ferons tuer des hommes, et voilà tout; mais nous ne sauverons pas Louis XVI; les Français ne veulent plus de roi; je suis allé dans leur camp; c'est le cri de tous les soldats [2]. » Les coalisés savaient donc qu'ils n'atteindraient pas le but de l'expédition. Ils étaient certains que Louis XVI restauré ne remettrait pas la France sous sa loi. Aurait-il pu, avoue Bouillé, maintenir la portion d'autorité qu'on lui aurait rendue [3]? Croit-on, s'écrie Archenholz, que le peuple français aurait rejeté loin de lui la liberté dont il avait joui pendant quatre années, et qu'il aurait gardé la tranquillité que lui imposeraient les alliés victorieux [4]? Dès le 3 octobre, Mercy reconnaissait que l'entreprise de rétablir d'emblée la monarchie était une *chimère*, une *désastreuse folie;* on essaie, disait-il, de rétablir un ordre de choses détruit sans retour et de détruire des choses indestructibles [5].

[1] Lombard, *Lettres*, 314-316 : « Aller à Paris, s'écrie Gaudy, à travers une contrée où tout paysan était un ennemi! » (jeder Bauer ein Feind, p. 22). Comp. *Invasion prussienne*, p. 116, 217, 296 et *Valmy*, p. 76-77, 106-107, 253.

[2] Marcillac, *Mém.*, III.

[3] Bouillé, *Mém.*. 340.

[4] Archenholz. *Minerva*, novembre 1792, p. 119.

[5] *Corresp.* entre Mirabeau et La Marck, III, 347-350. Le 24 janvier 1792, Kaunitz prévoyait ce résultat : « La guerre, disait-il, attirera à Louis XVI une plus rude captivité, et, en cas de victoire, on ne pourra compter sur la durée de la monarchie restaurée que tant que les armées étrangères demeureront en France » (Vivenot, *Quellen*, I, 343).

II. Telle fut cette singulière campagne, la première de cette guerre qui devait mettre aux prises, pendant vingt-trois années, la France et l'Europe. Elle n'a rien de grand ni d'éclatant si on l'examine au point de vue stratégique, pas de conceptions supérieures, pas de combinaisons hardies et brillantes. Des deux côtés, les généraux tâtonnent et sont au-dessous de leur tâche; toutes les opérations, dit Jomini, furent marquées au coin de la médiocrité. Les soldats mêmes ne montrent pas encore les qualités qu'ils déploieront plus tard ; il y a dans les deux partis, même chez les vieilles troupes des alliés, une grande inexpérience de la guerre. « Au siège de Thionville, écrivait Las Cases, la plus petite sortie mettait toutes nos forces en l'air, la moindre circonstance était un événement, nous étions étrangers à tout; heureusement nos adversaires n'en savaient pas plus que nous ; tous étaient pygmées alors, bien qu'en très peu de temps on ait trouvé des géants partout[1]. »

Cette campagne n'est intéressante que par ses épisodes, par ses péripéties peu sanglantes, mais profondément émouvantes. Les deux adversaires font assaut de maladresse ; si l'un commet une faute, l'autre la répare, pour ainsi dire, en commettant une erreur plus grande encore. Dumouriez se met trop tard à la tête de l'armée de Lafayette, mais Brunswick n'a pas osé marcher sur Sedan. Dumouriez ne se saisit des défilés de l'Argonne qu'à l'extrémité et lorsqu'il voit les ennemis à portée ; mais le duc néglige de le prévenir. Dumouriez laisse prendre La Croix-aux-Bois, mais les Prussiens qui peuvent le tourner, ne l'inquiètent pas dans sa retraite et lui donnent le temps de se mettre en mesure. Kellermann et Beurnonville arrivent lentement au secours de Dumouriez, mais les alliés ne font rien pour empêcher cette jonction. Finalement le nombre décide du succès. Les coalisés ont d'abord la supériorité numérique ; mais plus leur mouvement agressif se prononce, plus leurs ressources diminuent et se fondent ; chaque pas qu'ils font en avant augmente leur misère, et bientôt ils sont hors d'état de rien entreprendre. Les Français, au contraire,

[1] Las Cases, *Mémorial*, III, 228 ; comp. Jomini, II, 111.

se fortifient à mesure qu'ils reculent. Au bout de quatre semaines, l'équilibre est rétabli; les envahisseurs s'arrêtent, la diplomatie prime la guerre, et cette armée, dit Ségur, « qui prenait les villes en passant et devait arriver à Paris sans obstacle, n'emporte que la honte qui suit une entreprise annoncée avec tant de pompe, accompagnée de tant de menaces, conduite avec si peu de prudence, soutenue avec si peu de fermeté et terminée par un dénouement si ridicule[1] ».

Mais la leçon ne profita pas aux alliés. L'expédition de Brunswick était, selon le mot d'un historien allemand, à la fois un pronostic et un avertissement[2]. En vain les puissances étrangères recommenceront la lutte contre la France; leurs efforts échoueront en 1793 et en 1794 comme en 1792; de même que la campagne de l'Argonne, et, pour les mêmes causes, les campagnes de Flandre, du Palatinat, de l'Alsace seront inutiles et désastreuses. Les coalisés oublieront toujours qu'il faut, suivant l'expression de Peltier, frapper fort et frapper vite, ou, comme disait le prince de Ligne, tonner et étonner[3]. Ils hésiteront toujours à mettre sur pied des forces supérieures à celles de l'adversaire. Ils se feront des promesses qu'ils ne tiendront pas, et justifieront cette parole de Bombelles que, malgré leurs superbes assurances, ils n'exécutent jamais le quart de ce qu'ils annoncent si hautement[4]. S'ils ont des succès, ils ne sauront pas les poursuivre; ils manqueront à plaisir toutes les occasions; ils affaibliront leurs troupes en les divisant sur trop de points; ils laisseront aux patriotes le temps de respirer; ils n'opposeront à la Révolution que des efforts décousus et manqueront constamment de vigueur, d'énergie, de suite dans l'exécution de leurs desseins. « Augmenter les forces, dira Mercy, se concerter sur de bons moyens de les employer, établir une vraie confiance et un parfait accord, réunir tous ses efforts et les diriger uniquement contre

[1] *Hist. de Frédéric-Guillaume II*, II, 296.

[2] Manso, I. 251.

[3] Peltier, 60; prince de Ligne, *Mém. et mélanges*, III, 191 (des plans de campagne), et I, 169, lettre à Kaunitz, décembre 1789.

[4] *Fersen*, II, 280.

la tête de l'hydre dont nous n'avons piqué que le bout de l'orteil, voilà ma recette[1] ». Les alliés ne l'écoutèrent pas.

III. Les conséquences de la campagne de 1792 étaient incalculables. Elle devait tout finir, elle commença tout. Ceux qui l'avaient entreprise voulaient sauver à Louis XVI le trône et la vie; leur approche le détrôna, et le ressentiment de leur agression fut une des causes de sa mort. Ils voulaient comprimer la Révolution, ils la déchaînèrent. Ils projetaient d'affaiblir la France sous prétexte de lui rendre l'ordre et la paix; ils instruisirent son armée; ils réveillèrent la valeur française qu'ils croyaient endormie; ils firent des troupes, qu'ils croyaient balayer devant eux comme la poussière, une force irrésistible que dirigèrent successivement les deux despotismes les plus absolus des temps modernes, le Comité de salut public et l'Empire.

Déjà, la guerre qu'ils avaient commencée en vue d'une restauration, devenait une guerre d'un autre ordre et se détournait de son premier but. Ce n'était plus seulement une croisade contre le jacobinisme; l'intérêt et la cupidité l'emportaient sur les principes; après avoir protesté de leur désintéressement, les alliés ne dissimulaient plus leurs idées de conquête. Il s'agissait, au mois de juillet, de sauver la France de l'anarchie; au mois d'octobre, on ne visait plus qu'à la démembrer. La Prusse refusait toujours de céder à l'Autriche ses margraviats franconiens, mais le cabinet de Vienne venait de lui proposer de changer le caractère de la coalition, de renoncer au rétablissement de Louis XVI, de chercher une indemnité territoriale dans la nouvelle république, et le cabinet de Berlin avait répondu que s'il obtenait en Pologne l'*arrondissement* qu'il désirait, il laisserait son allié s'agrandir aux dépens de la France. Il faut, mandait François II à Frédéric-Guillaume, « continuer la guerre avec toute la vigueur possible contre nos communs ennemis et nous procurer tout l'apaisement et tout le dédommagement que nous sommes en droit d'en pré-

[1] *Briefe des Grafen Mercy an Starhemberg*, 190 et 245.

tendre, et que nous serons à même de nous procurer par l'énergie de nos forces réunies[1]. »

Mais, de son côté, la Révolution passait à l'offensive et entamait de toutes parts les territoires avoisinants. « Ces Français, écrivait un ministre autrichien, l'objet du mépris et de la risée de l'Europe il y a cinq mois, font aujourd'hui avorter honteusement les tentatives de nos armées combinées ; ils nous ont contraints de lever le siège de Lille ; ils ont détruit à Spire nos plus riches magasins ; ils menacent l'empire du côté de Heidelberg ; ils sont maitres de toute la Savoie[2]. » Custine s'emparait de Mayence et Dumouriez partait pour la conquête de la Belgique. Le 24 octobre, le Conseil exécutif provisoire arrêtait que les armées françaises ne prendraient pas de quartier d'hiver jusqu'à ce que les ennemis de la République fussent repoussés au delà du Rhin ; c'est en vain, disait le Conseil, que le « patriotisme des citoyens, la valeur des soldats et l'habileté des généraux auraient repoussé au delà des frontières les armée ennemies, si elles pouvaient encore, en s'établissant dans les pays circonvoisins, s'y renforcer avec sécurité et y préparer impunément les moyens de renouveler incessamment leur funeste invasion[3] ».

La guerre décrétée le 20 avril 1792 contre l'Autriche devenait une guerre contre la vieille Europe, et, comme l'avait prédit un officier du camp de la Lune, un jeu de hasard où l'on jouerait les majestés[4]. Une nouvelle ère commençait, et Merlin de Thionville l'avait définie dans la séance du 20 avril, lorsqu'il s'écriait, aux applaudissements des tribunes, qu'il fallait déclarer la guerre aux rois et la paix aux nations. « Le labarum de la liberté, disait Louvet, flotte sur les monts savoisiens et menace les possessions autrichiennes. Chambéry est pris, le Brabant nous attend, on y entre ; tous les peuples convolent en liberté ; une conflagration universelle va in-

[1] Vivenot, *Quellen*, II, 317, lettre du 29 octobre.

[2] Mercy, *Corresp.* entre Mirabeau et La Marck, III, 350-351.

[3] Arch. nat., Registre des délib. du conseil, p. 185 ; *Monit.* du 12 novembre.

[4] Témoin oculaire, II, 195.

cendier les derniers trônes qui pèsent sur la terre ! » Ces mots de Louvet paraissaient dans la *Sentinelle* dès le 29 septembre 1792, et la veille, dans la séance de la Convention, Danton déclarait que la nation française avait, en nommant la nouvelle assemblée, « créé un grand comité d'insurrection générale des peuples ! »

FIN.

TABLE

CHAPITRE I[er]

PARIS ET CHALONS.

CHAPITRE II

LA NÉGOCIATION DE MANSTEIN.

CHAPITRE III

LE CAMP DE LA LUNE.

CHAPITRE IV

LE CAMP DE SAINTE-MENEHOULD

CHAPITRE V

L'ÉVACUATION DU TERRITOIRE.

CHAPITRE VI

DISPERSION DES ÉMIGRÉS.

CHAPITRE VII

LILLE ET THIONVILLE.

CHAPITRE VIII

CONCLUSION.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1908.



